



Conseil de sécurité

Distr. générale
31 janvier 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 27 janvier 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur le Yémen**

Les membres du Groupe d'experts sur le Yémen ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport final du Groupe, établi conformément au paragraphe 6 de la résolution [2266 \(2016\)](#).

Le rapport a été transmis le 11 janvier 2017 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#), lequel l'a examiné le 27 janvier.

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir appeler l'attention des membres du Conseil de sécurité sur la présente lettre et le rapport ci-joint et de les faire publier comme documents du Conseil de sécurité.

(Signé) Ahmed **Himmiche**
Coordinateur
Groupe d'experts sur le Yémen

(Signé) Dakshinie Ruwanthika **Gunaratne**
Expert

(Signé) Gregory **Johnsen**
Expert

(Signé) Adrian **Wilkinson**
Expert

* Nouveau tirage pour raisons techniques (le 9 avril 2018).

** Précédemment publié sous la cote [S/2017/81](#).



Rapport final du Groupe d'experts sur le Yémen

Résumé

Alors que le conflit au Yémen dure depuis près de deux ans, le Groupe d'experts estime que l'on ne peut plus s'attendre à court terme à une nette victoire militaire de l'un des deux camps. Le pays est divisé entre différents centres de pouvoir, l'alliance des houthistes et pro-Saleh contrôlant une grande partie des hauts plateaux du nord tandis que le Gouvernement légitime du Yémen, appuyé par des forces provenant d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, s'efforce de se doter des capacités nécessaires pour administrer certains secteurs du sud et de l'est. À ce jour, aucune des parties n'a manifesté durablement d'intérêt pour un règlement politique ou des pourparlers de paix, ni ne s'est engagée en ce sens.

Le Groupe d'experts note que les forces houthistes et pro-Saleh continuent d'agir comme une alliance militaire mais conservent leurs propres structures de commandement et de contrôle sur le plan opérationnel. Il a constaté que les houthistes utilisaient davantage d'armes de guerre telles que des missiles antichars guidés, qui ne faisaient pas partie du stock yéménite avant le conflit. Ces missiles sont livrés clandestinement à l'alliance des houthistes et pro-Saleh par un nouvel itinéraire terrestre partant de la frontière entre le Yémen et Oman. Les houthistes ont également continué d'utiliser des missiles balistiques à courte portée et des roquettes non guidées contre des villes saoudiennes situées à moins de 300 kilomètres de la frontière, ce qui a eu des effets sur le plan politique et sur celui de la propagande.

La campagne aérienne de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui a eu des conséquences dévastatrices pour les infrastructures et la population civile du Yémen, n'a pas affaibli la volonté politique de l'alliance des houthistes et pro-Saleh de poursuivre le conflit. Des attaques maritimes menées dans la mer Rouge à la fin de 2016 ont accru le risque de propagation du conflit à l'échelle régionale. L'alliance des houthistes et pro-Saleh a montré qu'elle disposait de capacités antinavires efficaces en menant une attaque réussie contre un navire de la Marine des Émirats arabes unis ainsi que d'autres attaques qui ont poussé la Marine des États-Unis à lancer des missiles de croisière sur des stations radar terrestres des houthistes. En outre, un grand navire-citerne transportant de l'azote liquide vers le nord par le détroit de Bab el-Mandab a été la cible d'une attaque manquée à l'engin explosif improvisé, dont les auteurs n'ont pas encore été identifiés.

Si les lignes de front militaires sont restées globalement inchangées au cours de la période considérée, malgré des affrontements et des pertes en homme presque constants, le paysage politique a évolué. Le Groupe d'experts a constaté un resserrement de l'alliance politique entre houthistes et pro-Saleh, qui a abouti à la création d'un conseil politique suprême. Le 28 novembre 2016, ce dernier a annoncé la formation d'un nouveau gouvernement de 42 membres. Le Groupe d'experts pense que l'alliance tente ainsi de créer un fait accompli en mettant en place un gouvernement de fait et opérationnel, qu'il sera difficile de déloger. Il s'agit en quelque sorte d'un nouveau front « bureaucratique » du conflit. Tout au long de l'année 2016, l'alliance politique n'a cessé de prendre des mesures qui relèvent exclusivement de l'autorité du Gouvernement légitime du Yémen.

Le déménagement de la Banque centrale du Yémen à Aden par le Gouvernement du Président Hadi a eu pour effet d'ouvrir un nouveau front « économique » destiné à priver l'alliance des houthistes et pro-Saleh des ressources nécessaires à la poursuite des hostilités ou à l'administration du territoire qu'elle contrôle. Il a également considérablement restreint la fourniture de biens et services essentiels à la survie de la population civile. Ce déménagement pourrait accélérer la

catastrophe humanitaire imminente dans les zones sous le contrôle de l'alliance.

Des groupes terroristes tels que ceux affiliés à Al-Qaida dans la péninsule arabique et à l'EIL au Yémen profitent activement de l'instabilité politique et de l'absence de gouvernance pour recruter de nouveaux membres et perpétrer de nouvelles attaques, jetant les bases de réseaux terroristes qui pourraient durer des années. Le Groupe d'experts estime qu'Al-Qaida dans la péninsule arabique suit une stratégie à deux voies, cherchant à contrôler et administrer au Yémen du territoire qui lui servira de base mais aussi à fomenter et commettre des attaques contre l'Occident. L'EIL a restructuré sa direction au début de 2016 et cherche à attirer de nouvelles recrues après la vague de défections essuyée au cours du premier semestre de l'année. En outre, la menace que les groupes terroristes font peser au moyen d'engins explosifs improvisés a été considérablement accrue par l'introduction de nouvelles technologies et de nouvelles tactiques au Yémen en 2016. On ne saurait affirmer que l'utilisation de cette technologie est le monopole d'un seul groupe, étant donné que les combattants, et donc les connaissances techniques, ont circulé entre Al-Qaida dans la péninsule arabique, l'EIL, les forces houthistes ou pro-Saleh et les forces de « résistance » affiliées au Président Hadi. Par ailleurs, les engins explosifs improvisés servent de multiplicateurs de force aux groupes armés agissant hors du contrôle du Gouvernement, réduisant leur dépendance actuelle et future aux armes classiques. Le risque global auquel les restes explosifs de guerre exposent les civils en est considérablement accru.

Le conflit a donné lieu à des violations généralisées du droit international humanitaire par toutes les parties. Le Groupe d'experts, ayant mené une enquête approfondie sur certains de ces incidents, a de bonnes raisons de croire que la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a enfreint le droit international humanitaire à dix reprises au moins, par des frappes aériennes ayant visé des maisons, des marchés, des usines et un hôpital. Il est également fort probable que les forces houthistes et pro-Saleh aient enfreint le droit international humanitaire en trois occasions au moins, tirant des engins explosifs sur un marché, une maison et un hôpital.

En outre, des violations généralisées et systématiques du droit international humanitaire, du droit international des droits de l'homme et des normes relatives aux droits de l'homme ont été commises par des membres de forces de sécurité affiliées au Gouvernement yéménite et aux houthistes. Après enquête sur des déplacements forcés de civils, le Groupe d'experts conclut qu'il y a lieu de croire à l'existence d'une politique appliquée à l'échelle provinciale, le Gouvernement ayant commis des violations flagrantes dans les provinces d'Aden et de Lahj. Le Groupe d'experts conclut que les houthistes ont violé le droit international humanitaire, le droit international des droits de l'homme et les normes y relatives à 12 reprises et les forces hadramites affiliées au Gouvernement et aux Émirats arabes unis à 6 reprises, en étant responsables de disparitions forcées. Les forces de sécurité houthistes en particulier usent régulièrement la torture et commettent des violations du droit international humanitaire et des atteintes aux droits de l'homme sous la forme de privation de liberté. Le Groupe d'experts a en outre constaté de nombreuses violations commises contre des hôpitaux, du personnel médical, des enfants et des minorités religieuses. Il en conclut que les violations perpétrées par l'alliance des houthistes et pro-Saleh sont suffisamment courantes, généralisées et systématiques pour que ses principaux responsables soient impliqués.

Toutes les parties au conflit ont fait obstacle à la distribution de l'aide humanitaire dans le pays. Cette obstruction a pris diverses formes, notamment l'interdiction de circuler, l'intimidation du personnel humanitaire et l'imposition de conditions quant aux lieux et modalités de distribution de l'aide.

Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les réseaux financiers des

individus frappés de sanctions et constaté que Khaled Ali Abdullah Saleh jouait un grand rôle dans la gestion d'avoirs financiers au nom de deux individus inscrits sur la Liste, Ali Abdullah Saleh (YEi.003) et Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005). Il a relevé des transferts suspects de sommes considérables effectués entre 2014 et 2016 entre six sociétés et cinq banques dans cinq pays, et qui ne correspondent manifestement pas aux pratiques normales de gestion de fonds des personnes très nanties. Il a également découvert une société dénommée Raydan Investments et des comptes utilisés par Khaled Ali Abdullah Saleh pour blanchir de 83 953 782 dollars en trois semaines en décembre 2014.

Les activités financières liées au trafic d'armes auquel se livre Fares Mohammed Hassan Mana'a (SOi.008) sur le marché noir régional ont elles aussi attiré l'attention du Groupe d'experts, d'autant que cet individu a été nommé Ministre d'État dans le nouveau gouvernement formé à Sanaa le 28 novembre et qu'on sait qu'il entretient des relations avec Ali Abdullah Saleh (YEi.003) et avec les houthistes. Muni d'un passeport diplomatique yéménite, il voyage librement, notamment dans l'espace Schengen. Ce n'est là qu'un exemple parmi d'autres de la manière dont des hommes d'affaires opportunistes et des groupes criminels tirent profit du conflit en jouissant de privilèges et immunités accordés par le Gouvernement. Il est dans leur intérêt d'user de leur influence pour compromettre toute perspective de règlement pacifique.

Seule la poursuite et la mise en œuvre effective du régime de sanctions ciblées dissuaderont ces personnes et ceux qui les aident de prendre part à des actes qui menacent la paix et la sécurité du Yémen. En radiant à bon escient des individus de la liste des sanctions, on pourrait inciter ceux qui le souhaitent à s'engager de manière constructive en faveur de l'amélioration de la situation au Yémen.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction et contexte	7
A. Mandat et nomination	7
B. Méthodologie	7
C. Programme de travail	8
D. Coopération avec les parties intéressées et les organisations	8
II. Actes menaçant la paix, la sécurité et la stabilité	9
A. Mise en cause de l'autorité du Gouvernement légitime	9
B. Entraves à la cessation des hostilités et à la reprise du processus politique	12
C. Sécurité et tendances régionales	13
III. Groupes armés et unités militaires	17
A. Armée yéménite	17
B. Réseau de l'ex-président Saleh	18
C. Réseau des houthistes	20
D. Al-Qaida dans la péninsule arabique	22
E. État islamique d'Iraq et du Levant	23
F. Fronts actifs	24
IV. Armes et application de l'embargo sur les armes	25
A. Chaînes d'approvisionnement en armes et en munitions	25
B. Présomption de fourniture d'armes au Yémen à grande échelle par la République islamique d'Iran	25
C. Axes maritimes du trafic d'armes	26
D. « Trafic de fourmis » à petite échelle	31
E. Saisie, vol ou détournement d'armes des stocks nationaux du Yémen	32
F. Munitions d'armes légères en vente sur le marché noir	33
G. Campagne de lancement de missiles menée par l'alliance des houthistes et pro-Saleh	33
H. Engins explosifs improvisés (EEI)	35
I. Restes explosifs de guerre, mines et engins non explosés	37
V. Contexte économique et aperçu de la situation financière au Yémen	37
A. Incidence du conflit sur les finances publiques	37
B. Réseaux financiers des houthistes et pro-Saleh : profiteurs de guerre et pillage	38
C. Financement des houthistes	38
D. Finances d'Al-Qaida dans la péninsule arabique	39
VI. Gel des avoirs	39
A. Ali Abdullah Saleh	40

B.	Khaled Ali Abdullah Saleh	40
C.	Shaher Abdulhak	42
D.	Ahmed Ali Abdullah Saleh	42
E.	Houthisistes désignés par le Comité	43
VII.	Interdiction de voyager	43
A.	Ali Abdullah Saleh	43
B.	Ahmed Ali Abdullah Saleh	44
C.	Autres personnes désignées	44
VIII.	Violations du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme	45
A.	Attaques attribuées à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite	45
B.	Attaques attribuées aux forces houthisistes et pro-Saleh : violations relatives à la privation de liberté	51
C.	Utilisation d'engins explosifs dans des zones peuplées	53
D.	Recrutement et utilisation d'enfants dans les conflits armés	56
E.	Intolérance et discrimination à l'égard des minorités religieuses	56
F.	Attaques attribuées au gouvernement du Président Hadi	57
IX.	Entraves à l'aide humanitaire	58
A.	Obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire	58
B.	Obstacles à la distribution de l'aide humanitaire	59
X.	Recommandations	59
Annexes		60

I. Introduction et contexte

A. Mandat et nomination

1. Par sa résolution [2266 \(2016\)](#), le Conseil de sécurité a reconduit les mesures de sanction concernant le Yémen et prorogé jusqu'au 27 mars 2017 le mandat du Groupe d'experts sur le Yémen¹, qui est le suivant :

a) Aider le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#) à s'acquitter de son mandat, tel qu'énoncé dans les résolutions [2140 \(2014\)](#) et [2216 \(2015\)](#), notamment en lui fournissant à tout moment des informations pouvant servir à désigner éventuellement par la suite des personnes ou entités qui se livreraient à des actes menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen, tels que définis au paragraphe 18 de la résolution [2140 \(2014\)](#) et au paragraphe 19 de la résolution [2216 \(2015\)](#);

b) Réunir, examiner et analyser toutes informations provenant des États, d'organismes des Nations Unies compétents, d'organisations régionales et d'autres parties intéressées concernant l'application des mesures de sanction et de l'embargo ciblé sur les armes, en particulier les mesures qui portent sur des faits entravant la transition politique ;

c) Présenter au Comité un bilan à mi-parcours le 27 juillet 2016 au plus tard et remettre au Conseil de sécurité, après concertation avec le Comité, un rapport final le 27 janvier 2017 au plus tard ;

d) Aider le Comité à préciser et à actualiser les informations concernant la liste des personnes visées par les mesures de sanction, notamment en fournissant des renseignements concernant leur identité et d'autres renseignements pouvant servir à établir le résumé des motifs présidant à leur inscription sur la liste, qui est mis à la disposition du public ;

e) Coopérer avec les autres groupes d'experts compétents créés par le Conseil de sécurité, en particulier l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions.

2. Le 5 août, le Groupe d'experts a présenté un bilan à mi-parcours au Comité conformément au paragraphe 6 de la résolution [2266 \(2016\)](#). Il lui a également présenté, le 17 octobre, une analyse préliminaire de l'attaque commise contre la salle de réception Sala el-Koubra à Sanaa le 8 octobre.

3. Le présent rapport porte sur l'année 2016. Le Groupe d'experts a par ailleurs continué d'enquêter sur des questions qui étaient restées en suspens dans son précédent rapport final ([S/2016/73](#)).

B. Méthodologie

4. Le Groupe d'experts a mené ses enquêtes conformément au paragraphe 11 de la résolution [2266 \(2016\)](#), qui renvoie aux meilleures pratiques et méthodes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir [S/2006/997](#)) et maintenu les exigences les plus élevées possible en matière de preuve bien qu'il n'ait pu se rendre au Yémen. Il a veillé en particulier à respecter les normes relatives à la transparence et aux sources, aux preuves littérales, à la corroboration des allégations

¹ L'expert en finances, Farhan Hyder Sahito, a démissionné le 7 décembre 2016 pour occuper d'autres fonctions; ses travaux sont intégrés dans le présent rapport.

par des sources indépendantes et vérifiables, ainsi qu'au droit de réponse de ses interlocuteurs². Il a mené ses enquêtes de manière transparente, objective, impartiale et indépendante et fondé ses conclusions sur un ensemble d'éléments de preuve vérifiables.

5. Pour ses enquêtes, le Groupe d'experts s'est servi d'images-satellite du Yémen fournies à l'ONU par des prestataires privés, de bases de données commerciales sur le trafic maritime et aérien et d'enregistrements de données de téléphonie mobile. Les déclarations publiques faites par des représentants des autorités sur les médias officiels ont été considérées comme corroborant des faits, sauf indications contradictoires. Le Groupe d'experts a été aussi transparent que possible mais dans les cas où en dévoilant ses sources il les aurait exposées ou aurait exposé autrui à des risques inacceptables, il a préféré ne pas donner d'éléments d'identification dans le présent rapport et verser les preuves correspondantes dans les archives de l'ONU.

6. Le Groupe d'experts a passé en revue les médias sociaux, mais aucune information obtenue par cette voie n'a été retenue comme preuve à moins d'être corroborée par plusieurs sources indépendantes ou techniques, notamment des témoins, de manière à répondre aux critères les plus stricts possible en matière de preuve.

7. L'orthographe des toponymes du Yémen est souvent fonction de l'origine ethnique de la source et de la qualité de la translittération. Le Groupe a adopté une démarche cohérente dans le présent rapport.

C. Programme de travail

8. Dans le cadre de ses enquêtes, le Groupe d'experts s'est rendu en Arabie saoudite, à Bahreïn, en Colombie, à Djibouti, aux Émirats arabes unis, aux États-Unis d'Amérique, en France, en Jordanie, au Liban, au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et en Suisse. L'Arabie saoudite a facilité les visites le long de sa frontière avec le Yémen à Khamis Mcheït, à Kouba dans la province de Jazan et à Najran, ce qui a permis au Groupe d'experts d'examiner des restes de munitions tirées par des houthistes en vue de déterminer si des violations de l'embargo sur les armes avaient été commises. Le Groupe d'experts a demandé à effectuer des visites officielles à Oman et dans des zones du Yémen se trouvant sous le contrôle du Gouvernement légitime, à Mareb, et sous le contrôle des houthistes, à Sanaa, mais ses demandes n'ont pas encore été approuvées. Pendant 70 % du temps au moins, un expert était en voyage à des fins d'enquête.

D. Coopération avec les parties intéressées et les organisations

1. Organismes des Nations Unies

9. Le Groupe d'experts souligne la grande qualité de la collaboration qu'il entretient avec le Bureau de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen et avec les coordonnateurs résidents et les coordonnateurs de l'action humanitaire des Nations Unies au Yémen et dans les États voisins où il s'est rendu. L'équipe de pays des Nations Unies et les organismes des Nations Unies dotés d'un mandat régional continuent d'appuyer ses travaux. Il est en contact régulier avec les

² On trouvera à l'annexe 1 de plus amples renseignements sur la méthode utilisée en matière de droit de réponse et à l'annexe 2 de plus amples renseignements concernant les modalités d'enquête sur les violations du droit international humanitaire.

représentants de l'équipe de pays des Nations Unies à Sanaa et dans la région, avec lesquels il échange des informations générales et spécialisées.

10. Le Groupe d'experts continue de coopérer étroitement avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions et le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée.

2. Échanges avec les États Membres et les organisations

11. Le Groupe d'experts a envoyé 166 lettres à des États Membres et à des entités pour leur demander des informations sur des questions relevant de son mandat. Ces demandes ne signifient pas nécessairement que les gouvernements ou que les individus ou entités de ces États ont violé le régime de sanctions. Il note toutefois qu'à ce jour, il n'a reçu de réponses qu'à 57 % des demandes d'information qu'il a adressées aux États Membres. Au moment de l'établissement du présent rapport, il attendait des réponses des États suivants: Arabie saoudite, Australie, Bahamas, Bahreïn, Djibouti, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Hongrie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Koweït, Oman, Pays-Bas, Qatar, Roumanie, République populaire démocratique de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suisse et Yémen. Le ministère des affaires étrangères à Sanaa, contrôlé par les houthistes³, et plusieurs autres entités n'ont pas encore répondu non plus. On trouvera à l'annexe 4 un résumé de la correspondance échangée.

3. Gouvernement yéménite

12. Le Groupe d'experts s'est entretenu en octobre, à Riyad, avec le Président du Yémen, Abdrabuh Mansour Hadi Mansour, le Vice-Président, Ali Mohsein al Ahmar, et d'autres responsables du Gouvernement légitime. Bien qu'ils aient exprimé leur plein appui au Groupe, les renseignements qu'ils ont fourni concernant les armes et le financement des houthistes ne satisfaisaient pas aux exigences en matière de preuve et n'étaient pas suffisamment détaillés pour permettre au Groupe de vérifier ces informations par d'autres moyens et auprès d'autres sources.

4. Alliance des houthistes et pro-Saleh

13. Le Groupe d'experts constate avec regret que, malgré ses quatre demandes datées des 1^{er} mars, 3 juin, 19 septembre et 12 octobre, les houthistes, qui ont le contrôle effectif de l'aéroport de Sanaa, ont continué de lui refuser l'entrée sur le territoire. Il a continué de s'entretenir par téléphone avec les dirigeants politiques d'Ansar Allah et du Congrès populaire général et a rencontré certains d'entre eux lors de ses visites dans les pays voisins du Yémen.

II. Actes menaçant la paix, la sécurité et la stabilité

A. Mise en cause de l'autorité du Gouvernement légitime

14. Au paragraphe 18 a) de sa résolution [2140 \(2014\)](#), le Conseil de sécurité a établi que le fait d'entraver ou de compromettre la réussite de la transition politique

³ Afin d'éviter toute confusion entre le Gouvernement légitime et les autorités et responsables de l'alliance des houthistes et pro-Saleh et de permettre une distinction aisée dans le présent rapport, le Groupe d'experts emploiera la majuscule pour les ministères et fonctionnaires du Gouvernement légitime (par exemple « Ministre de la défense » et « Ministère de la défense ») et la minuscule pour l'administration houthiste à Sanaa (« ministre de la défense » et « ministère de la défense »).

prévue dans l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe et l'Accord sur le mécanisme de mise en œuvre menaçait la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen et que les auteurs de tels actes pouvaient tomber sous le coup des critères de désignation. Au paragraphe 1 de sa résolution 2216 (2015), il a exigé que toutes les parties yéménites, en particulier les houthistes, appliquent intégralement les dispositions de la résolution 2201 (2015) et s'abstiennent de toute nouvelle action unilatérale qui pourrait compromettre la transition politique au Yémen, et exigé en outre que les houthistes, immédiatement et sans condition, cessent toute action relevant exclusivement de l'autorité du Gouvernement légitime.

15. Les houthistes ont renforcé leur contrôle sur l'appareil d'État en 2016, en particulier en officialisant l'alliance politique des houthistes et pro-Saleh en août. Les houthistes et pro-Saleh continuent ensemble d'entreprendre des actions qui relèvent exclusivement de l'autorité du Gouvernement légitime du Yémen,

16. Les houthistes ont gardé le contrôle de Sanaa, la capitale, et de 13 des 21 provinces, ce qui représente 27 % de la superficie du Yémen, où résidait plus de 80 % de la population avant le conflit. Outre la municipalité de Sanaa, ils contrôlent l'intégralité ou la majeure partie des provinces d'Amran, de Dhamar, d'Ebb, de Hajja, d'Hodeïda, de Mahouït, de Reïma et de Saada, ainsi qu'une grande partie des provinces de Beïda et de Jaouf, et demeurent actifs dans la province de Taëz.

1. Contrôle de l'État par les houthistes (de janvier à août)

17. Jusqu'en août, les houthistes ont exercé un contrôle de facto sur les institutions du Gouvernement central à Sanaa et les administrations locales des autres régions qu'ils contrôlent par l'intermédiaire du haut comité révolutionnaire, dirigé par Muhammad Ali al-Houthi, un proche d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004).

18. Au cours de cette période, les houthistes ont maintenu la structure administrative d'une autorité en état de fonctionner, dotée de bureaux et services publics et contrôlée étroitement par les représentants houthistes et leurs comités au sein d'une structure exécutive comprenant un conseil gouvernemental composé de 33 membres et dirigé par le premier ministre par intérim, Talal Aqlan (voir annexe 5). Ils ont également contrôlé la Banque centrale jusqu'en septembre, lorsque le Président a nommé un nouveau directeur et ordonné le transfert de la Banque à Aden.

19. Les houthistes ont en outre gardé une solide mainmise sur les services de renseignement et de sécurité, empêchant toute tentative de remise en question de leur autorité par l'intermédiaire d'un comité suprême de sécurité (voir annexe 6). Le Groupe d'experts a établi qu'Abdulrabb Saleh Ahmed Jarfan, alias Abu Taha (voir figure I), était devenu la plus haute autorité houthiste en charge des services de renseignement. Depuis le début de 2015, il est le chef du bureau de la sécurité nationale et exerce une forte influence sur tous les autres services yéménites de renseignement et d'enquête qui sont sous le contrôle des houthistes et qui auraient commis des violations du droit international humanitaire (voir annexe 7)⁴.

⁴ Les services de renseignement et de sécurité comprennent également l'Organisation de sécurité politique et les Forces de sécurité centrales (également connues sous le nom de Forces de sécurité spéciales). Voir www.globalsecurity.org/intell/world/yemen/index.html. Sauf indication contraire, tous les hyperliens figurant dans le présent rapport ont été vérifiés le 1^{er} janvier 2017.

Figure I
Abdulrabb Saleh Ahmed Jarfan, chef des services de renseignement houthistes



Source : Euronews, 20 août 2016.

Note : De gauche à droite : Abdulrabb Saleh Ahmed Jarfan, Talal Aqlan et Saleh Ali Muhammad al-Samad.

2. Contrôle de l'État par l'alliance politique des houthistes et pro-Saleh (d'août à décembre)

20. Le 28 juillet, Ali Abdullah Saleh (YEi.003) a conclu un accord de partage du pouvoir avec Abdulmalik al-Houthi. Le même jour, un conseil politique suprême⁵ composé de 10 membres – cinq nommés par les pro-Saleh et cinq par les houthistes – a été créé à Sanaa (voir annexe 8) et a promulgué son premier décret « gouvernemental ». Il agit depuis lors comme un gouvernement de facto, nommant gouverneurs et hauts responsables⁶. Dirigé par Saleh Ali Muhammad al-Samad, il a remplacé le haut comité révolutionnaire, qui doit encore être dissous⁷.

21. Le 28 novembre, le conseil politique suprême a annoncé la formation d'un gouvernement de 42 membres dirigé par Abdel-Aziz bin Habtour⁸, membre actif du Congrès populaire général apparenté à Ali Abdullah Saleh (YEi.003) (voir annexe 9). Le Groupe d'experts pense que l'alliance des houthistes et pro-Saleh tente ainsi de créer un « fait accompli » en mettant en place un gouvernement de facto qu'il sera difficile de déloger pour reprendre une transition politique pacifique. Il note que les houthistes et les membres les plus influents du Congrès populaire général ne font pas partie du gouvernement de Sanaa et estime que l'alliance se sert probablement de celui-ci pour se placer en position de force dans les futures négociations de paix.

⁵ L'accord a été signé par Sadiq Amin Abu Ras au nom d'Ali Abdullah Saleh et par Salih Ali Muhammad al-Samad au nom d'Abdulmalik al-Houthi.

⁶ Le Parlement yéménite, dont les élections auraient dû se tenir il y a sept ans, a ensuite ratifié la création du conseil politique suprême. Sur les 275 députés siégeant au parlement (qui compte normalement 301 sièges, mais 26 membres sont décédés depuis), 142 étaient présents à la session et ont ratifié la création du conseil. On trouvera à l'annexe 6 une liste des membres des comités consultatifs pour les finances, les médias et la politique.

⁷ Le haut comité révolutionnaire existe toujours, bien que l'on ne sache pas quels pouvoirs il détient encore et combien de ses membres occupent d'autres postes, soit au sein du conseil politique suprême à Sanaa ou du gouvernement à Sanaa constitué le 28 novembre. Son chef, Mohamed Ali al-Houthi, a conservé son titre et exerce toujours des fonctions officielles. Voir la déclaration attribuée au conseil du 5 décembre, disponible à l'adresse http://www.almasirah.net/details.php?es_id=833&cat_id=3.

⁸ Il occupait auparavant le poste de Gouverneur d'Aden et avait été nommé par le Président actuel.

3. Interactions entre l'alliance des houthistes et pro-Saleh et la communauté internationale

22. En ce qui concerne les relations internationales, les houthistes ont noué ou entretenu des contacts diplomatiques avec les États Membres ayant maintenu leur représentation diplomatique à Sanaa, notamment la République islamique d'Iran, la Fédération de Russie et la République arabe syrienne. En l'absence d'autres représentations diplomatiques⁹, les houthistes et Ali Abdullah Saleh (YEi.003) sont passés par leurs délégations à Oman pour s'entretenir avec les représentants d'autres pays. Mohamed Abdusalam Salah Fletah, en sa qualité de négociateur principal, est progressivement devenu le porte-parole des houthistes auprès de la communauté internationale¹⁰. Toutefois, le Groupe d'experts pense que c'est un individu proche d'Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), Mahdi Mohammed Hussein al-Mashaat¹¹, qui prend les décisions pendant les négociations (voir annexe 10).

23. La plupart des représentations diplomatiques yéménites à l'étranger restent attachées au Gouvernement légitime, à l'exception de celles de la République islamique d'Iran¹² et de République arabe syrienne. C'est dans ce pays que les houthistes ont effectué leur première nomination diplomatique, le 7 mars, en nommant Naif Ahmed Hamid al-Qanes ambassadeur¹³.

B. Entraves à la cessation des hostilités et à la reprise du processus politique

24. Aucun progrès réel vers un règlement pacifique n'a été fait pendant la période considérée.

25. Les pourparlers de paix ouverts le 21 avril 2016 à Koweït étaient une première occasion de dégager un accord de cessation des hostilités, qui aurait créé des conditions plus propices à une éventuelle transition politique. Tout au long des pourparlers, qui ont pris fin le 6 août 2016, la trêve entre parties yéménites et entre les houthistes et l'Arabie saoudite a été violée : les houthistes ont lancé quatre roquettes non guidées vers le territoire saoudien ; les forces houthistes et pro-Saleh et les forces affiliées au Gouvernement ont poursuivi les opérations militaires dans la province de Taëz et sur la ligne de front de Nehm ; et la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a procédé à des frappes aériennes. En certaines occasions, l'une ou l'autre des parties a pris prétexte de ces violations pour suspendre sa participation aux pourparlers ou menacer de s'en retirer¹⁴.

⁹ La plupart des représentations internationales ont fermé entre janvier 2015, lorsque les houthistes ont pris le contrôle de Sanaa, et le 26 mars 2015, lorsque l'opération Tempête décisive a été lancée.

¹⁰ Il est secondé par Hamza al-Houthi, qui a des liens avec Abdulmalik al-Houthi (YEi.004).

¹¹ Selon des sources confidentielles bien informées, il a été chef de l'équipe de négociation des houthistes pendant plus de deux ans. Il est en contact direct avec Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), qui agit en coulisse. De nombreuses sources confidentielles le décrivent comme intransigeant et impulsif.

¹² En septembre 2015, des diplomates yéménites ont informé le Groupe d'experts que le Gouvernement légitime avait rappelé son ambassadeur. Par la suite, d'autres diplomates de l'ambassade se sont ralliés au mouvement houthiste.

¹³ Décret n° 89 du haut comité révolutionnaire. Voir « SRC appoints ambassador to Syria », Yemen News Agency, 7 mars 2016, disponible à l'adresse <http://sabanews.net/en/news421619.htm>. Un diplomate yéménite a informé le Groupe d'experts que les pouvoirs de Naif Ahmed Hamid al-Qanes n'ayant pas été dûment conférés par la présidence, la République arabe syrienne ne l'avait accepté que comme chargé d'affaires.

¹⁴ Le 1^{er} mai 2016, la délégation du Gouvernement légitime a suspendu sa participation aux pourparlers, affirmant que les forces houthistes et pro-Saleh avaient pillé les locaux de la 29^e brigade d'infanterie mécanisée à Harf Soufiane (province d'Amran). De même, le Chef de la

26. Les mécanismes de coordination pour la cessation des hostilités ont été quelque peu améliorés par un accord sur la création, à Dhahran Al Janoub, d'un comité de désescalade et de coordination composé de responsables du Gouvernement et de l'alliance houthiste et pro-Saleh. Cependant, lorsque les pourparlers ont piétiné, le manque de confiance a empêché tout progrès¹⁵. Malgré le soutien de l'ONU et de la communauté internationale, le Comité n'a pu fonctionner, les houthistes refusant d'y envoyer des représentants. Ils ont ensuite bombardé les locaux du Comité¹⁶.

C. Sécurité et tendances régionales

1. Zones sous contrôle des forces alliées au Gouvernement légitime

27. Le Gouvernement légitime éprouve toujours de grandes difficultés à assurer la sûreté et la sécurité des territoires qu'il contrôle et à y assurer les services publics. Le Président a passé une grande partie de la période considérée à Riyad et est rentré à Aden le 26 novembre 2016¹⁷. Le Vice-Président, Ali Mohsein a limité ses déplacements au Yémen, se rendant seulement à Mareb. Le Premier Ministre, Ahmed Obaid Mubarek Bin-Dagher, avait été envoyé à Aden le 6 juin 2016 et a ensuite effectué de brefs déplacements à Mareb, Moukalla et Soukkara. La présence à Aden de responsables venant du Nord et les déplacements de tous les membres du Gouvernement à Aden restent restreints pour des raisons de sécurité.

28. Le Groupe d'experts a enquêté sur le rôle que certains responsables locaux et commandants militaires ont pu avoir joué dans des actes qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen, notamment des tentatives de nuire à l'unité et à l'intégrité territoriale du pays, un soutien présumé à des organisations terroristes et des violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme.

2. Activités des forces de la coalition

29. La composition politique de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite est restée la même en 2016¹⁸, mais sa composition militaire a changé. Le Maroc a informé le Comité et le Groupe d'experts qu'à compter du 22 janvier 2016, il ne participerait plus aux opérations aériennes à l'appui du Gouvernement. Dans une lettre datée du 18 juillet, l'Égypte a fait savoir au Groupe d'experts qu'elle fournissait des forces navales pour assurer la sécurité de la navigation dans le détroit de Bab el-Mandab. Le 22 août 2016, lors d'une conférence de presse, le Président égyptien Abdel Fattah Al-Sisi a confirmé une présence aérienne en Arabie saoudite mais démenti la

délégation houthiste aux pourparlers s'est plaint de ce que les frappes aériennes de la coalition compromettaient les pourparlers. Voir <https://twitter.com/abdusalamsalah>.

¹⁵ Le 26 mai 2016, le Groupe d'experts s'est rendu à Khouba, près de Jazan (Arabie saoudite), à moins de 5 kilomètres de la frontière yéménite et y a constaté la fragilité de la trêve, troublée par des tirs sporadiques. Le village avait été évacué du fait de combats antérieurs.

¹⁶ Les houthistes se sont engagés à réactiver le Comité et à envoyer des représentants à Dharhan Al-Janoub après avoir rencontré le Secrétaire d'État américain John Kerry à Oman le 17 novembre 2016. La trêve ne s'est toujours pas concrétisée. Voir <https://twitter.com/OSESGY/status/800051770022051840?lang=en>.

¹⁷ Il a quitté Aden pour Riyad le 13 février. Il est ensuite revenu à Mareb pour une journée le 19 juillet, puis à Aden le 26 août. Le 26 novembre, il est rentré à Aden où il est demeuré, exception faite d'une visite aux Émirats arabes unis les 3 et 4 décembre 2016.

¹⁸ Selon le Groupe d'experts, le Royaume d'Arabie saoudite est à la tête d'une coalition réunissant quatre États membres du Conseil de coopération du Golfe (Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït et Qatar) et quatre États membres de la Ligue des États arabes (Égypte, Jordanie, Maroc et Soudan).

présence de troupes au sol dans la région à des fins autres que celles des missions de maintien de la paix¹⁹.

30. Au niveau opérationnel, le Groupe d'experts considère que les activités militaires de la coalition se déroulent sous le contrôle de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis (voir carte à l'annexe 11) :

a) Les opérations aériennes au Yémen se déroulent sous le contrôle d'un état-major conjoint dirigé par l'Arabie saoudite et basé à Riyad et d'une cellule chargée du choix des objectifs et de la répartition des tâches. Des officiers des États membres de la coalition, à l'exception du Maroc et du Sénégal, sont présents²⁰;

b) Les opérations au sol menées à Mareb relèvent du contrôle opérationnel de l'Arabie saoudite ;

c) Les opérations au sol menées à Aden et aux alentours de Moukalla relèvent du contrôle opérationnel des Émirats arabes unis ;

d) Les opérations au sol menées dans la région de Taëz relèvent d'un contrôle approximatif des forces armées yéménites ; et

e) Les opérations navales se déroulent sous commandement national.

31. La coalition a considérablement réduit la fréquence de ses opérations aériennes au Yémen pendant la période de cessation des hostilités du 10 mars au 6 août²¹.

32. Après l'échec des pourparlers de Koweït, le 6 août, la coalition a intensifié ses opérations aériennes, frappant notamment la salle funéraire de Sanaa le 8 octobre 2016 (voir par. 121). Elle a également imposé des restrictions supplémentaires sur les vols commerciaux à destination de Sanaa, annulant en août les vols de la Yemenia Airways, qui atterrirent auparavant à l'aéroport international après inspection à Bicha (Arabie saoudite). Elle a en outre refusé qu'un appareil de l'État omanais transporte des délégations politiques entre Oman et Sanaa, bloquant à Oman pendant plus de deux mois la délégation houthiste aux pourparlers de Koweït. Celle-ci a pu rentrer le 15 octobre à bord d'un appareil omanais dont le vol avait été autorisé exceptionnellement pour le transport des victimes de la frappe aérienne sur la salle funéraire.

¹⁹ <http://www.ahram.org.eg/News/192000/25/News/192000/25/547049-ولا-أحد-يملي-علينا-غير-الأولى/القرار-المصري-«مستقل»-ولا-أحد-يملي-علينا-غير-الأولى/القرار-المصري-«مستقل»-ولا-أحد-يملي-علينا-غير-الأولى-ما-تر.aspx>.

²⁰ Des officiers américains appuient les activités logistiques et de renseignement. Le Chef des opérations conjointes de l'opération Restore Hope, dirigée par l'Arabie saoudite, a indiqué au Groupe d'experts que des officiers britanniques, français et malaisiens étaient également présents à l'état-major conjoint.

²¹ s hostilités frontalières entre les houthistes et l'Arabie saoudite ont cessé le 10 mars. Le cessez--feu parrainé par l'ONU a commencé le 10 avril.

Carte 1
Zones de conflit (au 31 décembre 2016)



3. Attaques maritimes dans le détroit de Bab el-Mandab et en mer Rouge

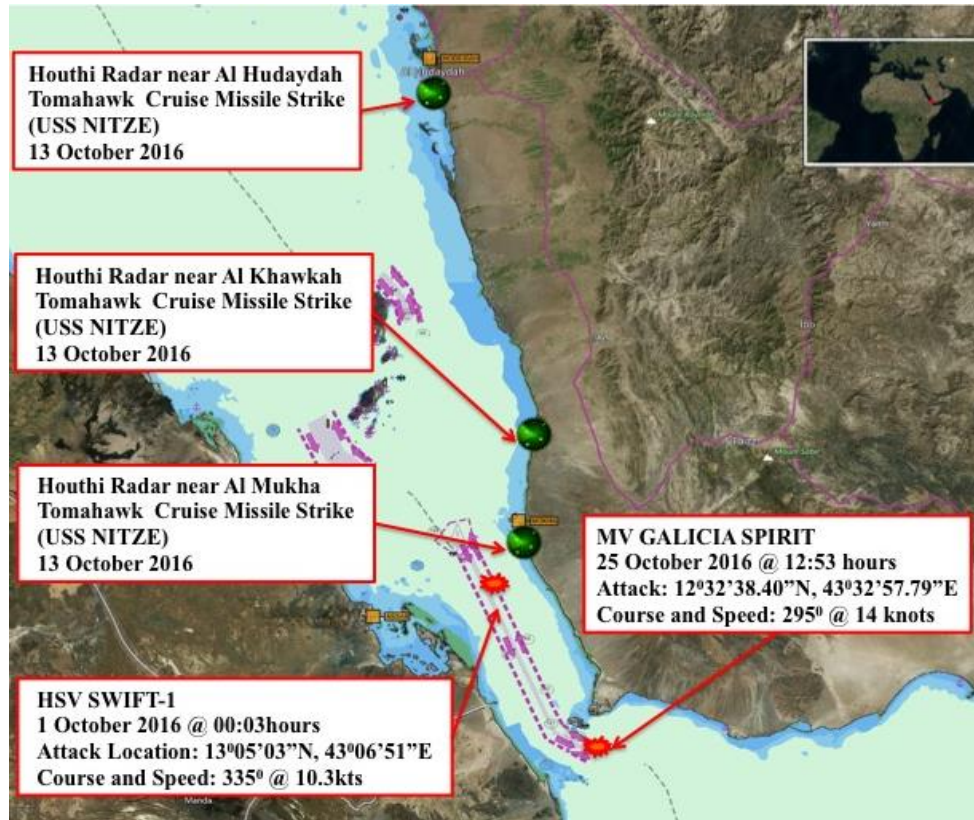
33. Le conflit en mer s'est considérablement intensifié, avec le lancement de missiles antinavires par les forces houthis ou pro-Saleh contre le *Swift 1*, navire battant pavillon émirati, le 1^{er} octobre 2016, et l'*USS Mason* les 9 et 12 octobre 2016, les verrouillages radar provenant de la côte yéménite et visant les vaisseaux de la coalition²², la destruction par des missiles de croisière de la Marine américaine de trois stations de radar côtières en territoire contrôlé par les houthis, et une attaque en mer de forces non identifiées contre le MV *Galicia Spirit*, navire battant pavillon espagnol, le 25 octobre 2015 (voir fig. 2).

34. Le Groupe d'experts considère que les attaques au missile antinavire constituent une menace contre la paix et la sécurité du Yémen : commises dans la zone du détroit de Bab el-Mandab et de la mer Rouge, elles pourraient compromettre la sécurité de la navigation et du transport commercial maritimes et ainsi nuire à l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen par la mer, en violation du paragraphe 19 de la résolution 2216 (2015). Plus de 8 % du commerce maritime mondial passe par cette région et le canal de Suez²³.

²² Maritime Asset Security and Training, Intelligence Report, n° 49, 2 novembre 2016, disponible à l'adresse www.mast-security.com.

²³ « Q&A: Suez Canal », *Guardian*, 1^{er} février 2011, disponible à l'adresse www.theguardian.com/business/2011/feb/01/suez-canal-egypt-q-and-a.

Carte 2
Attaques maritimes



Attaque du HSV Swift 1

35. Le *Swift 1* agissait en appui direct aux opérations militaires des Émirats arabes unis au Yémen, effectuant des livraisons régulières de fournitures, troupes et matériel d'Assab (Érythrée) à Aden²⁴. Il n'intervenait pas dans la fourniture régulière d'aide humanitaire. Il était un objectif militaire légitime au regard du droit international humanitaire. Il a été gravement endommagé par les incendies provoqués par le carburant du moteur-fusée d'un missile antinavire. L'ogive n'a pas explosé au moment de l'impact et a traversé le navire de part en part. On trouvera de plus amples informations à l'annexe 13.

36. Les navires civils neutres restent sous la menace d'une attaque en cas d'erreur de ciblage due à une défaillance du système ou d'erreur d'identification due à l'obscurité. L'alliance des houthistes et pro-Saleh a également démontré qu'elle avait les moyens technologiques d'attaquer un grand vaisseau en mer Noire. Elle ne disposera cependant de ces ressources que tant qu'elle aura accès aux vieux stocks de missiles constitué par la marine yéménite avant l'embargo sur les armes, pour autant que celui-ci l'empêche effectivement de se réapprovisionner en missiles antinavires.

Attaque à l'engin explosif improvisé contre le MV Galicia Spirit

37. L'attaque maritime menée le 25 octobre contre le méthanier *MV Galicia Spirit* montre à quel point les navires marchands sont exposés aux attaques de petits

²⁴ Pour plus de détails sur les opérations militaires des Émirats arabes unis basées à Assab, voir S/2016/920, par. 31 à 35.

vaisseaux lorsqu'ils longent les côtes du Yémen. Les agresseurs ont résolument tenté de monter à bord du navire avec un engin explosif improvisé contenant entre 20 et 70 kilogrammes d'explosif brisant. La tentative n'a échoué que parce que l'engin a été amorcé prématurément par accident. Le fait que les agresseurs disposaient d'un engin explosif puissant et qu'ils étaient déterminés à accoster le navire et à monter à son bord révèle une nouvelle tactique.

38. Le lieu de l'attaque, la tactique, le matériel utilisé et le type d'engin explosif improvisé constituent autant d'indications sur les auteurs des faits. Le Groupe d'experts continue d'enquêter et a également communiqué tous les renseignements pertinents à l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions pour information. Le Groupe d'experts est d'avis que cette attaque constitue davantage une démonstration de force destinée à la communauté internationale que comme un élément du conflit au Yémen. Il estime également qu'elle ne visait pas expressément le *MV Galicia Spirit*, qui n'était qu'une cible inopinée : tout autre navire croisant dans cette zone vers le nord aurait tout aussi bien pu en être la cible. On trouvera de plus amples informations à l'annexe 14.

III. Groupes armés et unités militaires

39. En application du paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014) du Conseil de sécurité, dont les dispositions ont été réaffirmées dans les résolutions 2216 (2015) et 2266 (2016), le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les individus et entités associés aux groupes armés qui se livreraient ou apporteraient un appui à des actes qui menacent la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen.

A. Armée yéménite

40. L'armée yéménite demeure profondément divisée. La fidélité à l'État central, historiquement fragile, a pratiquement disparu pour être remplacée par une allégeance à l'égard de divers groupes, dont beaucoup prétendent incarner l'État ou une autre autorité. Le Groupe d'experts estime que le Yémen risque de se désintégrer de façon irréversible. Depuis le début de l'opération Tempête décisive menée par l'Arabie saoudite le 26 mars 2015, plusieurs unités militaires ont fait défection pour se rallier soit aux houthistes soit à l'ancien Président Ali Abdullah Saleh (YEi003). Les unités qui restent fidèles à l'actuel Président sont souvent en sous-effectifs. Aucune entité yéménite n'a le monopole du pouvoir ou de l'usage de la force. Il en résulte un conflit confus et chaotique entre des brigades et des bataillons décomposés, dans lequel aucun camp n'a été en mesure d'imposer sa volonté à l'autre.

41. En pratique, cette situation a pour conséquence que, tout comme sur le plan politique, où les deux camps nomment deux personnes au même poste, des unités militaires existent « en double » au Yémen, les unes, légitimes et fidèles à l'actuel Président, les autres, « fantômes » et loyales aux houthistes ou à l'ancien Président. Ainsi, à Taëz par exemple, il existe deux 35^e brigades blindées, l'une fidèle au Gouvernement légitime et l'autre opérant sous le contrôle de l'ancien Président. Chacune affirme être la « véritable » brigade et les deux continuent de se faire appeler ainsi²⁵; ces unités doubles sont courantes dans l'ensemble du Yémen²⁶. De nouveaux groupes militaires ont également été créés au début de 2016, notamment

²⁵ Il est de ce fait difficile non seulement d'établir un ordre de bataille précis mais également de déterminer les responsabilités dans les actes et violations commis.

²⁶ C'est également le cas de la 17^e brigade d'infanterie mécanisée de Taëz.

les forces dites de la « ceinture de sécurité »²⁷, qui sévissent dans l'ensemble du sud du Yémen, les forces d'élite hadrami basées dans l'Hadramaout, et diverses milices, qui, bien qu'affiliées au Gouvernement légitime, échappent généralement au contrôle de ce dernier. Au lieu d'une guerre de vaste envergure, dans laquelle différentes unités militaires œuvrent en faveur d'un objectif général commun, le conflit yéménite se compose de plusieurs petites guerres dans le cadre desquelles des commandants locaux poursuivent leurs propres visées.

B. Réseau de l'ex-président Saleh

42. L'ancien Président, Ali Abdullah Saleh (YEi003), continue d'exercer une autorité et un contrôle effectifs sur un vaste réseau d'alliés bâti au fil de plus de trente années passées à la tête de l'État (1978-2012). Ce réseau comprend trois composantes distinctes, tribale, politique et militaire. La composante tribale est axée sur sa tribu, les Sanhan²⁸, et la composante politique sur le Congrès populaire général, parti dont il reste le chef. Sur le plan militaire, l'ancien Président continue de bénéficier de la loyauté et de la fidélité de plusieurs hauts gradés, qu'il a nommés quand il était président. C'est cette dernière composante qui est la plus importante pour le maintien de son influence et de son pouvoir, et dans laquelle il a placé les hommes en qui il a le plus confiance. Ainsi, l'un des membres de sa tribu, le général de brigade Abdullah Daba'an, commande l'axe de Taëz.

43. Le réseau de Saleh (YEi003) se fonde sur des liens de loyauté éminemment personnels. On peut le représenter par trois cercles concentriques allant de la famille à la tribu en passant par le clan²⁹. L'ancien Président s'est également servi du mariage, en unissant ses fils et filles à des familles puissantes, pour créer des alliances durables³⁰. S'il a connu des défections, notamment lors des soulèvements populaires de 2011 et 2012, ce réseau reste en grande partie intact³¹.

44. Ali Abdullah Saleh (YEi003) est arrivé au pouvoir en 1978 après que ses deux prédécesseurs immédiats ont été brutalement assassinés. Inquiet pour sa propre sécurité³², il a réorganisé et remanié radicalement la structure de commandement militaire du Yémen sur le modèle de la tribu des Sanhan³³. Cette manœuvre lui a permis, d'une part, de s'entourer de personnes de confiance, et, d'autre part, de

²⁷ Le Groupe d'experts les a répertoriées pour la première fois en mai 2016 mais estime cependant que cet organe été créé dès mars ou avril 2016.

²⁸ Pour plus d'informations sur les familles, clans et tribus de Beit el-Ahmar, voir annexe 15.

²⁹ Le premier cercle de Saleh est composé de sa famille immédiate, notamment ses fils (voir annexe 16) et neveux (voir annexe 17). Le deuxième est constitué des membres de son clan, les Afaash. Le troisième est formé en grande partie des membres de sa tribu, les Sanhan. Voir également Sarah Phillips, *Yemen and the Politics of Permanent Crisis* (Abingdon, Royaume-Uni, Routledge, 2011).

³⁰ On trouvera à l'annexe 18 la liste des femmes de Saleh et à l'annexe 19 la liste de ses filles et gendres.

³¹ Ali Muhsin al-Ahmar, l'actuel Vice-Président, qui est resté fidèle à Saleh pendant des années avant de finalement le renier en 2011, en est un exemple notable. Originaire du même village (Beit el-Ahmar) et de la même tribu (les Sanhan) que Saleh, il appartient à un autre clan.

³² Tout au long de sa carrière, Ali Abdullah Saleh (YEi003) a survécu à plusieurs tentatives d'assassinat. Beaucoup de ces tentatives ont eu lieu peu après son arrivée au pouvoir, dans les années 1970 et 1980. La dernière remonte à juin 2011.

³³ À l'origine, les Sanhan n'étaient pas une tribu puissante au Yémen. Ce n'est qu'après l'accession de Saleh à la présidence que les Sanhan ont acquis du pouvoir, en grande partie en alimentant l'armée en officiers.

s'assurer la fidélité de nombreux officiers supérieurs en les rendant redevables de leur position³⁴.

45. Les efforts déployés après 2012 par l'actuel Président pour restructurer l'armée yéménite se sont souvent heurtés à la résistance de bon nombre de ces officiers qui étaient plus fidèles à la personne de Ali Abdullah Saleh (YEi003) qu'à l'État lui-même. Après la prise de Sanaa par les houthistes à la fin de l'année 2014 et le début de l'opération Tempête décisive le 26 mars 2015, un grand nombre de ces officiers ont rompu avec l'actuel Président et continué à agir pour le compte de Saleh. Si ce dernier affirme régulièrement qu'il ne contrôle ni ne dirige plus d'unités militaires au Yémen, le Groupe d'experts estime que ces déclarations ne sont qu'une feuille de vigne lui permettant de nier toute implication et d'échapper à de nouvelles répercussions internationales et à toute responsabilité à l'égard des violations du droit international humanitaire commises par les forces placées sous son commandement et son contrôle³⁵.

46. Fin juillet, le Groupe d'experts a établi pour la première fois que des unités militaires fidèles à Ali Abdullah Saleh (YEi003) combattaient aux côtés d'unités houthistes à la frontière avec l'Arabie saoudite³⁶. La première victime connue de ces affrontements, un soldat pro-Saleh, membre de la garde républicaine³⁷, Sharif Ahmed Ali Ghashim Maqawlah, a trouvé la mort le 31 juillet, à la frontière saoudienne. Plusieurs autres victimes ont été recensées au cours des semaines suivantes³⁸, y compris le général de brigade Hasan Abdullah Muhammad al-Mulusi, qui est mort le 22 septembre (voir figure II)³⁹.

Figure II

Hasan Abdullah Muhammad al-Mulusi sur une affiche de « martyr » houthiste (photo de gauche) et en compagnie d'Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) (photo de droite)



³⁴ Nombre de ces officiers craignent de faire également l'objet d'une purge si Ali Abdullah Saleh (YEi003) était chassé du Yémen.

³⁵ Voir les discours de Saleh d'octobre 2015 (voir S/2016/73 pour en savoir plus) et plus récemment, du 25 juin (disponible à l'adresse : www.almotamar.net/pda/130743.htm).

³⁶ Ces unités semblaient provenir en grande partie de la garde républicaine sous le contrôle des houthistes, qui a été officiellement dissoute par l'actuel Président mais demeure opérationnelle sous les ordres de Saleh.

³⁷ La garde républicaine sous le contrôle des houthistes était alors dirigée par Ali bin Ali al-Ja'ifi, qui a été blessé à Sanaa le 8 octobre dans le bombardement d'une salle communautaire par la coalition et a succombé à ses blessures le 10 octobre. Il a été remplacé par le général de division Murad al-Awbali, qui avait auparavant dirigé la 62^e brigade mécanisée de la garde républicaine, stationnée à la base militaire de Farija à Amran. Al-Awbali et la brigade ont activement participé aux combats de Nehm en 2016.

³⁸ On trouvera à l'annexe 20 une liste de soldats pro-Saleh tués à la frontière avec l'Arabie saoudite en juillet-août.

³⁹ Hasan Abdullah Muhammad al-Mulusi était l'ancien chef de la cellule de lutte antiterroriste des forces spéciales du Yémen, qui étaient dirigées par le fils aîné de Saleh, Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi005). Après la démission d'Ali Abdullah Saleh (YEi003) en 2012 et le remaniement militaire qui a suivi, al-Mulusi a dirigé l'équipe de protection rapprochée d'Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi005) aux Émirats arabes unis.

47. Si l'alliance des houthistes et des partisans de l'ancien président Saleh s'est renforcée sur le plan politique, les unités militaires fidèles à Ali Abdullah Saleh (YEi003) et celles qui opèrent sous l'égide des dirigeants houthistes demeurent en grande partie distinctes⁴⁰. Le Groupe d'experts estime que la relation entre Saleh et Abdulmalik al-Houthi (YEi004) est une alliance de circonstance, qui n'a guère de chances de survivre à la fin du conflit actuel. Saleh a toujours dirigé en montant les groupes les uns contre les autres, méthode qu'il aime qualifier de « danse sur la tête de serpents ». Son alliance avec les houthistes, après avoir mené six guerres contre ce groupe de 2004 à 2010, n'est en fait que la dernière manifestation de cette stratégie. Bien que le réseau de Saleh et les houthistes soient actuellement alliés face à un ennemi commun, ils demeurent divisés sur plusieurs enjeux à long terme, en particulier la structure et l'idéologie d'un futur État. Toutefois, pour le moment, les houthistes et les commandants fidèles à Saleh continuent de se coordonner et de coopérer dans le cadre de frappes militaires⁴¹.

48. Le Groupe d'experts a constaté que les forces houthistes et pro-Saleh opéraient selon trois modes distincts. Dans les agglomérations, comme à Taëz par exemple, elles sont structurées selon la hiérarchie militaire habituelle, avec un commandant de district militaire, des commandants d'axe et des commandants de brigade⁴². À la frontière avec l'Arabie saoudite se trouvent de petites unités d'opérations spéciales, dont des éléments de la garde républicaine et des groupements de missiles mobiles. La force de missiles, qui faisait auparavant partie de la garde républicaine sous le commandement d'Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi003), semble désormais opérer sous le contrôle des forces houthistes⁴³. Enfin, le long de la côte de la mer Rouge, les forces houthistes ont adopté une stratégie de défense territoriale, qui consiste notamment à poser des mines terrestres pour faciliter la défense de points stratégiques.

C. Réseau des houthistes

49. Les houthistes, dirigés par Abdulmalik al-Houthi (YEi004)⁴⁴, disposent à la fois d'un bras politique et d'un bras militaire. Même si un conseil militaire suprême a été mis en place dans le cadre d'une alliance avec Ali Abdullah Saleh (YEi003),

⁴⁰ Il y a une exception, notable car c'est la seule relevée par le Groupe d'experts : celle du général de brigade Hasan Abdullah Muhammad al-Mulusi, qui, malgré sa proximité avec la famille Saleh et son appartenance à la tribu des Sanhan, a dirigé une unité de combattants houthistes. Selon les sources interrogées par le Groupe, cette situation tient au fait que al-Mulusi serait « devenu houthiste » et aurait rallié le mouvement pour venger la mort de l'un de ses fils qui aurait été tué dans une frappe aérienne de la coalition à Sanaa.

⁴¹ Le Groupe d'experts opère une distinction entre l'alliance politique des houthistes et des pro-Saleh et l'alliance des forces militaires houthistes et pro-Saleh. Dans le premier cas, le Groupe considère que la création du conseil politique suprême commun officialise l'accord de partage du pouvoir entre les deux groupes. En revanche, tout en constatant que les forces houthistes et les forces pro-Saleh se sont alliées sur le plan militaire, le Groupe n'a pas observé de forte intégration des troupes. Par conséquent, les deux expressions « alliance politique des houthistes et des pro-Saleh » et « forces houthistes et pro-Saleh » sont utilisées pour décrire la situation sur le terrain.

⁴² On trouvera à l'annexe 21 une présentation de la structure de commandement et de contrôle des districts militaires où les forces houthistes et pro-Saleh sont actives.

⁴³ La force des missiles a son quartier général à Faj Attan, dans la ville de Sanaa, et des brigades dans le camp de Sabra, au sud-ouest de Sanaa. Le général de division Mohamed Nasser Ahmed al-A'tifi, qui appartient à la sous-tribu des Hadr (province de Khaoulan), a été nommé commandant de la force par l'actuel Président en 2013. Abdulmalik al-Houthi a salué la créativité de la force des missiles et le général de division al-A'tifi a été nommé ministre de la défense du gouvernement de Sanaa formé le 28 novembre.

⁴⁴ On trouvera à l'annexe 22 l'historique du mouvement houthiste et à l'annexe 23 l'arbre généalogique des houthistes.

les décisions importantes du mouvement restent prises par Abdulmalik al-Houthi (YEi004)⁴⁵, qui se trouverait à Saada⁴⁶.

50. Sur le plan militaire, les houthistes se fondent sur une double structure : un réseau de milices, qui parcourt fréquemment et par roulement les zones sous contrôle houthiste⁴⁷ ; les anciennes unités régulières de l'armée yéménite commandées par des officiers qui ont rompu avec l'actuel Président et ont « rallié » le mouvement houthiste ou se sont alignés sur ses positions⁴⁸. Bon nombre de ces officiers, mais certainement pas tous, sont des Zeïdites de familles *sayyid*. C'est par exemple le cas du général de division Zakaria Yahya Mohammed al-Shami, qui a été nommé chef d'état-major adjoint par les houthistes⁴⁹. Comme pour le réseau de Saleh, l'appartenance identitaire joue un rôle central⁵⁰ quoique non exclusif. Les houthistes ont nommé des commandants dans cinq des sept districts militaires du Yémen⁵¹. Ils contrôlent en outre un service de renseignement, le bureau de la sécurité nationale⁵², qui est dirigé par Abdulrab Saleh Ahmed Jarfan⁵³.

⁴⁵ Le commandement d'Abdulmalik al-Houthi (YEi004) a suscité des dissensions avec les tout premiers membres du réseau houthiste. C'est tout particulièrement le cas d'Abdullah al-Razzami, un ancien parlementaire du parti Hizb al-Haqq, qui était l'un des principaux sous-chefs d'Husayn al-Houthi, dans la première guerre houthiste de 2004. Le Groupe d'experts considère qu'Al-Razzami, qui réside toujours à Saada, n'est plus membre du mouvement houthiste. Au début du mois de septembre 2016, des affrontements entre les membres de sa tribu, les Razzam, et des combattants houthistes ont éclaté à Saada, faisant sept morts.

⁴⁶ Abdulmalik al-Houthi apparaît rarement en public et communique le plus souvent avec le public par le biais de messages vidéo.

⁴⁷ Comme de nombreuses autres forces irrégulières, ces milices ne portent pas d'uniforme et ne sont pas stationnées dans des bases précises. Leurs commandants utilisent souvent un nom de guerre ou *kunya* en arabe, comme Abu Ali (littéralement : « père d'Ali »). Il est donc difficile de les identifier avec certitude. Voir, par exemple, l'article suivant sur un commandant houthiste d'Ebb, qui n'est connu que sous le *kunya* « Abu Hamza » (www.almasadronline.com/article/83398). Voir également, à l'annexe 24, la liste des combattants houthistes libérés à Mareb en septembre 2016, qui montre comment les combattants houthistes de différentes régions sont envoyés dans l'ensemble du pays sur différents fronts actifs.

⁴⁸ Il est souvent difficile de savoir qui, parmi les hauts gradés, a rejoint le mouvement houthiste par conviction idéologique et qui l'a fait parce que les houthistes sont le groupe le plus puissant dans telle ou telle zone.

⁴⁹ Dans le gouvernement de Sanaa formé le 28 novembre, il a été nommé ministre des transports dans les territoires contrôlés par les houthistes. Le Groupe d'experts n'a pas encore confirmé s'il conserverait son rôle à la direction de l'ancienne armée yéménite qui est désormais affiliée aux groupes armés houthistes.

⁵⁰ Dans le cas du réseau de Saleh, c'est l'appartenance tribale qui importe, et en particulier l'appartenance aux Sanhan. Pour les houthistes, c'est l'identité religieuse qui compte, à savoir le fait de descendre du prophète Mahomet.

⁵¹ On trouvera à l'annexe 25 des informations sur les commandants de district militaire houthistes et à l'annexe 26 un exemple des houthistes nommés dans un district donné.

⁵² Le bureau de la sécurité nationale est le service de renseignement le plus puissant du Yémen sous contrôle houthiste. Pour plus d'informations à ce sujet, voir www.globalsecurity.org/intell/world/yemen/index.html. Il a été créé en 2002, au moins en partie en réaction aux craintes selon lesquelles des sympathisants jihadistes avaient infiltré le principal organe de renseignement du Yémen, l'Organisation de sécurité politique. Ali Abdullah Saleh (YEi003) a rapidement placé la nouvelle organisation sous son pouvoir en nommant son neveu, Ammar Muhammad Abdullah Saleh, premier adjoint du Bureau, poste que ce dernier a occupé jusqu'à son limogeage par l'actuel Président en 2012.

⁵³ Outre ses fonctions au bureau national de la sécurité sous le contrôle des houthistes, Abdulrab Jarfan a également été nommé au conseil suprême de sécurité pour les houthistes en février 2015. Voir www.almashhad-alyemeni.com/news46910.html. Le 20 août, il a de même été nommé au comité militaire et de sécurité. Voir www.gulfeyes.net/middle-east/582499.html. On trouvera à l'annexe 6 la liste intégrale des membres.

D. Al-Qaida dans la péninsule arabique

51. Depuis son retrait forcé de Moukalla fin avril, Al-Qaida dans la péninsule arabique (AQPA) n'a pas réussi à conquérir ni à conserver ou administrer des portions de territoire comparables⁵⁴. Le groupe poursuit néanmoins activement ses attaques au Yémen, qui se présentent généralement sous trois formes : attentats-suicides (voir annexe 28); attaques au mortier ; utilisation de bombes d'accotement. Tout au long de l'année 2016, AQPA a revendiqué quelque 200 attaques⁵⁵, dont la plupart ont été menées au moyen de bombes d'accotement (voir par. 86).

52. Au Yémen, AQPA a consacré l'essentiel de ses efforts à combattre les houthistes, en particulier à Beïda⁵⁶, à attaquer les forces « Ceinture de sécurité » à Abiyan et Aden⁵⁷ et à frapper les forces fidèles à l'actuel Président à Hadramout⁵⁸. Le Groupe d'experts observe également qu'AQPA travaille énergiquement à la préparation d'attaques terroristes contre l'Occident en utilisant le Yémen comme base⁵⁹. L'organisation poursuit activement son action de recrutement au sein des tribus yéménites, en particulier dans le sud du Yémen et à Hadramout, tout en soulignant que l'Occident restait sa cible principale. Des membres d'AQPA ont également pris part aux combats de Taëz aux côtés de la « résistance » contre les forces houthistes et pro-Saleh⁶⁰.

53. Tout au long de l'année 2016, AQPA a subi la pression de frappes aériennes doublées d'attaques de drones menées par les États-Unis. Ces derniers ont mené plus de 30 offensives de ce type, faisant au moins 139 morts⁶¹. Les États-Unis, qui ne relèvent pas de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, ont déployé un « nombre restreint » de militaires pour appuyer les opérations visant AQPA⁶². Ils ont

⁵⁴ On trouvera à l'annexe 27 des informations sur les personnalités en vue d'AQPA intéressant le Groupe d'experts sur le Yémen.

⁵⁵ Ce chiffre est inexact dans la mesure où AQPA procède à un décompte mensuel de ses attaques en se référant au calendrier islamique, qui se fonde sur les cycles lunaires. Il est donc impossible de dater avec précision le début de ces attaques

⁵⁶ Le Groupe d'experts a constaté plusieurs accrochages entre AQPA et des milices liées aux houthistes à Beïda, notamment en septembre et en octobre.

⁵⁷ On en trouve un exemple récent dans l'assassinat d'un ancien commandant des forces « Ceinture de sécurité » et actuel chef de la « résistance », Khadr Mualim, au moyen d'une bombe d'accotement le 28 novembre dans la province d'Abiyan. Voir www.almasdaronline.com/article/86749.

⁵⁸ Par exemple, le 13 juillet, un double attentat-suicide dirigé contre une base militaire d'Hadramout a été revendiqué par AQPA.

⁵⁹ Il s'agit de la position déclarée du dirigeant d'AQPA, Qasim al-Raymi (Qdi.282). Le Groupe d'experts n'a observé aucun élément venant attester d'un éventuel changement de stratégie.

⁶⁰ Groupe terroriste, AQPA combat presque toutes les parties au conflit : les houthistes et les forces pro-Saleh, le Gouvernement légitime et la coalition. L'organisation s'oppose donc à tout groupe exerçant le plus grand contrôle sur une région tout en faisant parfois front commun avec l'ennemi du groupe en question. Il arrive ainsi qu'AQPA attaque les forces fidèles à l'actuel Président dans certaines régions tout en combattant aux côtés de forces largement affiliées au Gouvernement légitime dans d'autres.

⁶¹ Ces chiffres ont été recueillis auprès du Commandement central des États-Unis et sont susceptibles de continuer à augmenter. Pour un tableau complet des frappes aériennes et attaques de drones américaines avérées, voir l'annexe 29.

⁶² États-Unis, Maison Blanche, *Report on the Legal and Policy Frameworks Guiding the United States' use of Military Force and Related National Security Operations*, décembre 2016. Consultable à l'adresse : www.justsecurity.org/wp-content/uploads/2016/12/framework.Report_Final.pdf.

en outre inscrit six Yéménites, dont deux membres du Gouvernement, sur la liste des « terroristes mondiaux expressément désignés »⁶³.

54. AQPA continue de diffuser des vidéos de haute qualité⁶⁴ visiblement réalisées localement, et de distribuer des exemplaires de son magazine de langue anglaise, *Inspire*⁶⁵. Toutefois, le nombre des déclarations officielles a nettement diminué et celles qui ont été publiées se bornent généralement soit à faire des mises au point⁶⁶ soit à clarifier les positions de l'organisation⁶⁷. Le Groupe d'experts estime qu'AQPA continue de poursuivre deux objectifs principaux au Yémen : le contrôle et l'administration de territoire ; l'utilisation du pays comme base arrière pour mener des attaques contre l'Occident.

E. État islamique d'Iraq et du Levant

55. L'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) reste également actif au Yémen⁶⁸, même si l'organisation compte moins de membres et a mené moins d'attaques qu'AQPA au cours de la période considérée. L'EIIL semble être plus faible qu'il ne l'était à la même période en 2015⁶⁹. Néanmoins, le groupe demeure capable de causer des dommages importants. La plupart des attaques menées par l'EIIL au Yémen se présentent sous deux formes : les attentats-suicides⁷⁰ et les assassinats à distance rapprochée de responsables de la sécurité, de plus en plus souvent filmés en pleine action⁷¹. Si l'EIIL a d'abord devancé AQPA dans la course au recrutement en 2015, le groupe peine aujourd'hui à maintenir la dynamique initiale⁷². Au cours du

⁶³ Le 19 mai, les États-Unis ont inscrit sur cette liste le Gouverneur de Beïda, Nayif Salim Saleh al-Qaysi. Le 7 décembre, ils ont inscrit un membre du Conseil consultatif et chef d'une milice progouvernementale à Jaouf, Hasan Ali Abkar. Tous deux ont nié les faits reprochés, tout comme Muhammad Salih Abd-Rabbuh al-Omgly, qui a également été inscrit sur la liste. Parmi tous les inscrits sur la liste, le Groupe d'experts a seulement pu confirmer l'appartenance à AQPA de Ghalib Abdullah al-Zaidi.

⁶⁴ À titre d'exemple, on peut notamment citer le cinquième volet de la série *Harvest of Spies* et le sixième volet de la série *Repelling the Aggressors*.

⁶⁵ Le n° 16 en est le plus récent. Les personnalités en vue de l'organisation, dont Qasim al-Raymi, Khaled Ba Tarfi et Ibrahim al-Quso, ancien détenu de Guantanamo, ont tous figuré dans des vidéos de propagande. On trouvera à l'annexe 27 la liste des principales personnalités d'AQPA intéressant le Groupe d'experts.

⁶⁶ Dans une déclaration publiée début septembre, l'organisation a affirmé n'être pour rien dans le meurtre de 20 soldats yéménites à Hadramout. AQPA a aussi nié avoir détruit un sanctuaire soufiste à Taëz. L'EIIL s'est également déclarée étrangère à la destruction du sanctuaire.

⁶⁷ En octobre, AQPA a publié une déclaration portant sur ses tentatives d'interaction et de collaboration avec les tribus de Chaboua.

⁶⁸ On trouvera à l'annexe 30 la liste des personnalités affiliées à l'EIIL intéressant le Groupe d'experts.

⁶⁹ Selon certaines informations, l'EIIL avait établi un camp d'entraînement à Hadramout près de la frontière avec l'Arabie saoudite mi-2015. Toutefois, le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de vérifier si le camp d'entraînement était toujours opérationnel.

⁷⁰ L'un des attentats les plus meurtriers a eu lieu le 29 août à Aden, où un combattant de l'EIIL et maître coranique de 28 ans, identifié plus tard comme étant Ahmed Sayf (Abu Sufayn al-Adani), a tué au moins 54 soldats et en a blessé 67. Voir <http://golden.news/articles/361/>.

⁷¹ Les images de deux attaques récentes – l'assassinat, le 30 septembre, d'Ali Muqbil, officier de l'Organisation de sécurité politique à Aden, et celui, le 22 novembre, d'Abd al-Rahman al-Dhala'i, responsable de la sécurité de l'aéroport d'Aden – ont été diffusées sous forme de photographies violentes montrant les faits à travers les yeux du tueur comme dans un jeu vidéo de tir à la première personne.

⁷² Début septembre, trois jeunes hommes ont revendiqué une nouvelle province de l'EIIL à Mahra, à la frontière orientale avec Oman, dans une vidéo de facture rudimentaire. Cette annonce n'a cependant pas été confirmée officiellement par l'EIIL. Compte tenu de la mauvaise qualité et du caractère artisanal de la vidéo, le Groupe d'experts considère que cette annonce tient plus du désir que de la réalité. Par ailleurs, selon une source confidentielle, plusieurs ressortissants saoudiens

premier semestre 2016, l'EIIL a connu une vague de défections et de pertes en hommes⁷³. Par ailleurs, AQPA et l'EIIL se disputent publiquement sur la question de savoir qui des deux groupes est le plus actif dans la lutte contre les houthistes⁷⁴.

56. L'organisation, qui se montre plus secrète qu'AQPA sur son fonctionnement interne, aurait connu un changement de direction début 2016⁷⁵. Cependant, s'il tire profit de la poursuite des combats au Yémen, l'EIIL peine encore à supplanter AQPA et à devenir l'organisation de choix des individus radicalisés.

F. Fronts actifs

57. Si, dans un premier temps, les forces houthistes et pro-Saleh ont progressé vers le sud jusqu'à atteindre Aden en 2015, elles ont depuis été repoussées vers les hauts plateaux du nord⁷⁶. Le nombre élevé de victimes⁷⁷ n'a pas empêché les lignes de front de se durcir progressivement tout au long d'une majeure partie de l'année 2016. En outre, l'intensification des combats le long de la frontière saoudienne n'a guère modifié la situation militaire, en termes de saisie ou de perte de territoire par telle ou telle partie, au cours de la période considérée.

58. Au moment de la rédaction du présent rapport, soit après vingt-deux mois de guerre, la carte militaire a très peu évolué par rapport à ce qu'elle était après dix mois de guerre. Les houthistes contrôlent une grande partie des hauts plateaux du nord, notamment à Ebb, Dhamar, Saada et Sanaa⁷⁸, ou y sont actifs. Taëz reste une ville contestée, comme le sont d'autres régions du pays. Le Gouvernement contrôle de grandes portions de territoire au sud du pays, dont la ville d'Aden, qui reste cependant en proie à la violence et à l'insécurité. AQPA et l'EIIL continuent de recruter et poursuivent leurs attaques⁷⁹.

ont passé la frontière pour rejoindre l'EIIL au Yémen en 2015. Le Groupe d'experts a identifié des ressortissants irakiens, saoudiens, syriens, tunisiens et yéménites parmi les membres de l'EIIL au Yémen.

⁷³ Par exemple, le 8 juillet, Ghassan al-Sadi, un transfuge de l'EIIL, a été assassiné à Abiyan.

⁷⁴ S'il semble qu'AQPA ait combattu les forces houthistes, en particulier à Beïda, le Groupe d'experts n'a trouvé aucun élément crédible permettant d'affirmer que l'EIIL fait de même.

⁷⁵ Le Groupe d'experts dispose d'informations selon lesquelles deux membres de l'EIIL auraient passé la frontière du Yémen pour y prendre la tête d'un contingent de combattants qui se serait battu aux côtés de la résistance salafiste à Taëz. Bien que le Groupe d'experts n'ait pas été en mesure de vérifier lui-même ces informations, il continue d'enquêter sur les faits et sur les liens entre les antennes de l'EIIL au Yémen, en Iraq et en République arabe syrienne.

⁷⁶ Les houthistes, comme les zeïdites, avaient très peu d'appui local dans le sud du Yémen, qui reste en grande partie chafite ou sunnite. L'intention des houthistes n'était peut-être pas de s'emparer d'Aden mais de pousser l'actuel Président et les forces qui le soutiennent à défendre la ville.

⁷⁷ Parmi les victimes figurent des soldats et des commandants de premier plan, dont Mubarak al-Mishn al-Zayadi (troisième district militaire, Mareb) et Muhammad al-Hawari (sixième district militaire, Amran), tués lors dans une attaque lors d'une cérémonie funéraire à Sanaa le 8 octobre. On trouvera à l'annexe 25 la liste complète des commandants militaires houthistes et à l'annexe 31 celle de leurs homologues gouvernementaux.

⁷⁸ Des affrontements se poursuivent cependant dans ces villes et provinces.

⁷⁹ Voir l'annexe 32 pour une chronologie des événements clefs relatifs à la sécurité et l'annexe 33 pour une présentation des principaux fronts de bataille.

IV. Armes et application de l'embargo sur les armes

59. Conformément aux paragraphes 14 à 17 de la résolution 2216 (2015) du Conseil de sécurité, le Groupe d'experts continue de mener diverses activités de surveillance et d'enquête afin de déterminer s'il y a eu des violations de l'embargo ciblé sur les armes, qui vise à empêcher la fourniture, la vente et le transfert directs ou indirects d'armes au profit des personnes et entités désignées par le Comité et le Conseil.

A. Chaînes d'approvisionnement en armes et en munitions

60. Le Groupe d'experts a établi que les différentes formes que prennent les chaînes d'approvisionnement en armes et en munitions au profit des personnes et entités désignées par le Comité et le Conseil de sécurité ainsi qu'à celles agissant pour le compte ou sur les ordres de celles-ci se limitent à l'heure actuelle à celles présentées dans le tableau 1.

Tableau 1

Filières d'approvisionnement en armes au profit des forces houthistes et pro-Saleh

<i>Filière d'approvisionnement</i>	<i>Observations</i>
Trafic à grande échelle en provenance de l'étranger	Défini par le Groupe d'experts comme étant supérieur à un millier d'armes ou à plusieurs dizaines de tonnes de munitions
Trafic à petite échelle (« trafic de fourmis »)	Inférieur à quelques centaines d'armes
Mainmise à grande échelle sur les armes provenant du stock national yéménite	Résultant d'opérations militaires, de vols ou de détournements
Prise à petite échelle d'armes à l'issue de combats	Prise sur le champ de bataille d'armes trouvées sur les combattants ou dans les unités de combat (voir annexe 34)
Marché noir à l'intérieur des frontières	

B. Présomption de fourniture d'armes au Yémen à grande échelle par la République islamique d'Iran

61. Dans une lettre adressée au Président du Conseil de sécurité datée du 14 septembre (S/2016/786), l'Arabie saoudite a accusé la République islamique d'Iran d'avoir violé la résolution 2216 (2015) et demandé au Conseil de prendre les mesures voulues contre les personnes ayant violé les résolutions pertinentes. Dans une réponse datée du 27 septembre (S/2016/817), le Représentant permanent de la République islamique d'Iran a rejeté ces accusations, les qualifiant d'« inventions pures et simples » et d'« infondées ». Par ailleurs, dans une note verbale datée du 27 octobre adressée au Secrétaire général au nom de l'Arabie saoudite, du Bahreïn, de l'Égypte, de la Jordanie, du Koweït, du Maroc, d'Oman, du Qatar, du Soudan et du Yémen (A/71/581), les Émirats arabes unis ont demandé que l'annexe contenant

les accusations de violations commises par la République islamique d'Iran soit distribuée à l'Assemblée générale. Dans une réponse datée du 16 novembre (A/71/617), le Représentant permanent de la République islamique d'Iran a une nouvelle fois dénoncé l'« absence de fondement » de ces accusations.

62. Le Groupe d'experts n'a pas recueilli suffisamment d'éléments attestant la fourniture directe d'armes à grande échelle par le Gouvernement de la République islamique d'Iran, même s'il semble que les armes guidées antichars fournies aux forces houthistes et pro-Saleh soient de fabrication iranienne. La domination aérienne de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite sur le Yémen et l'efficacité du système d'inspection maritime donnent à penser qu'il n'existe actuellement que trois axes crédibles d'approvisionnement entre la République islamique d'Iran et le Yémen pour le trafic à petite échelle.

C. Axes maritimes du trafic d'armes

1. Boutres côtiers à destination de ports de la côte ouest du Yémen contrôlés par les houthistes et les pro-Saleh

63. Pour aller du golfe d'Aden à la mer Rouge, les boutres côtiers qui se dirigent vers des ports de la côte ouest du Yémen contrôlés par les houthistes et les pro-Saleh doivent passer par le détroit très fréquenté de Bab el-Mandab, large de 28 Kilomètres, y compris si leur itinéraire comprend un point de transit à Djibouti ou en Somalie. Le détroit est bien surveillé par les Forces maritimes combinées⁸⁰, la Cinquième Flotte des États-Unis et la Marine saoudienne. Si l'acheminement se fait par très petits chargements dans des boutres côtiers, quelques envois ont des chances de parvenir à destination, mais bon nombre d'entre eux finiraient par être interceptés par des patrouilles navales. Le Groupe d'experts n'ayant trouvé aucune trace de saisies en mer opérées à ce jour sur cet itinéraire, il y a tout lieu de croire que ce dernier n'est pas activement emprunté.

2. Boutres côtiers à destination de ports de transit omanais

64. À l'ouest de Salala dans la province de Dhofar, seuls deux petits ports omanais⁸¹ sont reliés par la route à la frontière avec le Yémen et pourraient se prêter au déchargement d'armes. Il est également possible d'effectuer des déchargements sur des plages omanaises de la province de Dhofar. Pour traverser la frontière par la suite, les véhicules devraient le plus probablement transiter par le point de passage de Sarfeit/Hauf⁸² et auraient plus de risques d'être interceptés par les gardes frontière que si les déchargements étaient réalisés directement sur des plages du Yémen. Des saisies opérées récemment à terre indiquent que cet itinéraire pourrait être emprunté pour des expéditions à petite échelle (voir par. 75).

3. Boutres côtiers à destination de ports ou de plages du sud-est du Yémen

65. Le port de Nichtoun⁸³ est le seul dans le sud-est du Yémen pouvant se prêter au déchargement direct d'armes, mais il est sous le contrôle des forces gouvernementales, ce qui signifie que son utilisation supposerait un certain niveau de corruption des fonctionnaires. Au lieu de passer par des ports yéménites, il est également possible de procéder clandestinement à des déchargements d'armes

⁸⁰ Voir <https://combinedmaritimeforces.com>.

⁸¹ Reïssout, 16° 55' 30.06" N, 54° 00' 38.74" E, et Dalqout, 16° 42' 16.85" N, 53° 15' 14.37" E.

⁸² 16° 40' 15.73" N, 53° 05' 57.32" E.

⁸³ 15° 49' 15.64" N, 52° 11' 49.01" E.

depuis des boutres ou des petits bateaux côtiers sur les plages de Gheïda⁸⁴, Hassoueïn⁸⁵ et Qichn⁸⁶, bien connues des trafiquants⁸⁷. Au vu des saisies opérées récemment à terre, cet itinéraire semble lui aussi emprunté pour des expéditions à petite échelle (voir par. 75).

4. Saisies en mer en 2015 et 2016

66. Seules quatre saisies d'armes opérées par les Forces maritimes combinées ou la Cinquième Flotte des États-Unis ont été confirmées en mer d'Arabie et dans le golfe d'Aden en 2015 et 2016⁸⁸. De son côté, la coalition dirigée par l'Arabie saoudite aurait opéré une saisie en 2016 (voir tableau 2).

Tableau 2
Saisies régionales d'armes en mer (2015-2016)

Date	Navire de pêche	Saisie opérée par	Type et quantité d'armes								
			Variante du fusil d'assaut AK-47	Mitrailleuse moyenne PKM	Fusil de tir d'élite Hoshdar-M ^a	Variante de la mitrailleuse lourde DShK (12,7mm)	Variante du lance-roquettes RPG-7	Mortier de 60mm	Toophan ^b	Variante des armes guidées antichar 9M113 Konkurs ou 9M133 Kornet	
24 septembre 2015	Nasir	HMAS Melbourne	–	–	–	–	–	–	–	56	19
27 février 2016	Samer	HMAS Darwin	1 989	49	–	–	100	20	–	–	–
20 mars 2016	Inconnu	FS Provence	1 998	6 ^c	64	–	–	–	–	–	9
28 mars 2016	Adris	USS Sirocco	1 500	–	–	21	200	–	–	–	–
16 novembre 2016	Inconnu		–	–	–	–	–	–	–	–	–
Total			4 487	55	64	21	300	20	56	28	

^a Copie iranienne du fusil de tir d'élite chinois type 79. Confirmé par Armament Research Services.

^b Missile antichar filoguidé à poursuite optique lancé par tube.

^c Type 73, variante fabriquée en République populaire démocratique de Corée.

^d Selon des informations parues dans la presse, deux petits boutres auraient été capturés par la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au large de Salif. Mais d'après d'autres informations, au contraire, ces embarcations auraient été détruites par des frappes aériennes. Le Groupe d'experts a demandé de plus amples détails sur les faits signalés à l'Arabie saoudite, qui n'a pas répondu.

67. Des demandes de traçage ont été adressées aux États Membres⁸⁹ dans lesquels ont été fabriqués les huit types d'armes que le Groupe d'experts a pu reconnaître formellement à partir des images (voir annexe 35). L'ancienneté des armes saisies représente un obstacle à l'aboutissement des demandes. Les États Membres qui ont répondu sont tenus par leur droit interne de conserver les documents de contrôle des exportations pendant 5 à 10 ans seulement. Les rapports de fabrication sont disponibles et peuvent servir à confirmer l'État dans lequel les armes ont été produites, mais ils ne précisent pas l'utilisateur final originel. Certains types

⁸⁴ 16° 10' 18.29" N, 52° 13' 28.69" E.

⁸⁵ 15° 35' 04.14" N, 52° 06' 19.69" E.

⁸⁶ 15° 23' 17.67" N, 51° 38' 35.64" E.

⁸⁷ Sources confidentielles.

⁸⁸ Saisies réalisées dans le cadre du mandat donné par les résolutions 2182 (2014) et 2244 (2015) concernant la Somalie. Voir également S/2016/919, annexe 8.4.

⁸⁹ La Bulgarie et la Fédération de Russie ont confirmé la fabrication mais précisé que celle-ci remontait à plus de 10 ans, ce qui fait qu'il est impossible de retrouver le certificat d'utilisateur final. La Chine a attesté qu'un type d'arme n'était pas de fabrication chinoise. La République islamique d'Iran et la Roumanie n'ont pas encore donné suite aux demandes.

d'armes ayant aussi été exportés vers de nombreux pays⁹⁰, de nouvelles demandes de traçage auraient peu de chances de déboucher sur des informations utiles concernant la chaîne d'approvisionnement en raison du temps écoulé et de l'étendue de la diffusion des systèmes d'armes. Le Groupe d'experts n'a donc pas pu déterminer avec certitude l'origine des armes, les chaînes d'approvisionnement demeurant opaques.

68. Les demandes de traçage faites par le Groupe d'experts pour mettre au jour les chaînes d'approvisionnement ont aussi été entravées par le fait, d'une part, que certains des États Membres ayant saisi les navires n'ont pas fourni suffisamment de détails dans leurs notifications au Comité ou dans leurs réponses ultérieures aux demandes du Groupe, et, d'autre part, qu'ils n'ont pas autorisé le Groupe à inspecter physiquement les armes saisies⁹¹. Le Groupe d'experts a besoin non seulement des images précises des armes, pour pouvoir en déterminer exactement le type et le modèle, mais également des numéros de série, pour pouvoir enquêter plus avant sur les filières d'approvisionnement.

69. En enquêtant sur les saisies en mer susmentionnées, le Groupe d'experts a recensé 2 064 armes dont la fabrication ou l'origine iranienne pourrait être directement établie (voir tableau 3). Le Groupe a déterminé le pays de fabrication à partir des images fournies par l'État Membre ayant saisi les armes en question. Les armes restantes n'ont pas pu être formellement associées à tel ou tel pays de fabrication.

Tableau 3
Armes saisies en mer en 2015-2016 dont la fabrication ou l'origine peut être attribuée à la République islamique d'Iran

Type d'arme	Navire				Observations
	Nasir	Samer	Inconnu	Adris	
Variante du fusil d'assaut AK-47	–	–	1 998	–	Un fusil a été certifié comme étant de fabrication iranienne ^a . Tous ont été signalés comme étant du même type.
Fusil de tireur d'élite Hoshdar-M	–	–	64	–	Seule la République islamique d'Iran fabrique ce type d'arme.
Variante du lance-roquettes RPG-7	–	2	–	–	Deux lance-roquettes ont été certifiés comme étant de fabrication iranienne. La totalité des 100 lance-roquettes ont été signalés comme étant du même type.

Note : Données provenant également de Conflict Armament Research, « Analysis of maritime weapon seizures », in « Maritime interdictions of weapon supplies to Somalia and Yemen: deciphering a link to Iran » (Londres, novembre 2016).

^a Quatre jeux de numéros de série ont été relevés, prouvant avec certitude que tous les fusils provenaient du même fabricant.

5. Analyse des itinéraires

70. Mise en regard de la localisation des saisies, l'analyse des itinéraires déclarés et probablement empruntés par les navires (voir carte 3) remet en question les

⁹⁰ Par exemple, l'arme guidée antichar 9M113 Konkurs a été exportée vers 26 pays, d'après *Jane's* (<https://janes.ihs.com/CustomPages/Janes/Home.aspx>).

⁹¹ À l'exception de la saisie opérée par le FS *Provence*, que le Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée a été autorisé à inspecter à Brest (France) en décembre 2015.

affirmations selon lesquelles les quatre navires énumérés dans le tableau 2 se dirigeaient vers le Yémen⁹². Le capitaine d'un petit boutre ferait probablement attention aux coûts de carburant et emprunterait le chemin le plus direct jusqu'au port. Il n'opterait vraisemblablement pour un autre itinéraire qu'en cas d'intempérie ou dans le but d'éviter d'être détecté s'il transportait des cargaisons illicites. Il est toutefois peu probable qu'un navire s'écarte de son itinéraire pour ne pas être repéré. Il est en effet préférable de miser sur la stratégie dite de la « sécurité par le nombre » en transitant au milieu d'autres boutres. L'analyse des itinéraires donne fortement à penser ce qui suit :

a) Le FV *Nasir*, qui a quitté le port de Chabahar en République islamique d'Iran, a été capturé alors qu'il se trouvait sur l'itinéraire le plus direct et le plus économique en direction d'Hurdiyo (Somalie)⁹³. C'était la destination notée sur le tracé récupéré par le HMAS *Melbourne*. Des téléphones portables et satellitaires ont également été inspectés au cours de l'opération de saisie et l'analyse du trafic réalisée ultérieurement à partir des données communiquées par un État Membre a fourni des preuves supplémentaires que le chargement provenait d'un expéditeur basé en République islamique d'Iran et qu'il avait pour destination la Somalie⁹⁴. Dans la période allant du 27 août au 23 septembre 2015, au cours de laquelle l'opération de contrebande s'est déroulée, 60 % des appels passés et 72 % des appels reçus sur le navire correspondaient à un seul numéro d'abonné iranien⁹⁵. Le capitaine du FV *Nasir* était également en contact avec des négociants d'armes connus ayant des liens avec Isse Mohamoud Yusuf (« Yullux⁹⁶ »), un ancien pirate, et Abdulqadir Mumin, le dirigeant de la faction de l'EIIL en Somalie ;

b) Le FV *Samer* a été saisi alors qu'il se situait à 130 milles marins au sud-est de l'itinéraire le plus direct et le plus économique entre Chabahar (République islamique d'Iran) et Bossasso (Somalie)⁹⁷, soit le port qui, selon l'équipage du HMAS *Darwin*, était la destination probable du *Samer*⁹⁸. Cette position, plus éloignée de la côte yéménite que l'itinéraire le plus direct et le plus économique, donne à penser que le navire faisait plus probablement route vers les ports de contrebande de l'est de la Somalie ;

c) Le navire de pêche inconnu a été saisi par le FS *Provence* en un point situé sur l'itinéraire le plus direct et le plus économique entre Chabahar (République islamique d'Iran) et le port de Qandala⁹⁹ (Somalie), sa destination déclarée ;

d) La localisation de la saisie du FV *Adris* n'a pas été communiquée au Groupe d'experts malgré les demandes qu'il a adressées à l'État Membre concerné les 10 mai et 3 novembre. Le navire, parti de Sirik (République islamique d'Iran), avait pour destination déclarée le port de Caluula¹⁰⁰ (Somalie). Selon certains

⁹² Voir, par exemple, « French navy seizes weapons cache heading from Iran to Yemen », *Al Arabyia*, 30 mars 2016, consultable à l'adresse : <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2016/03/30/French-navy-seizes-weapons-cache-heading-from-Iran-to-Yemen.html> ; Sam LaGrone, « U.S. navy seizes suspected Iranian arms supply to Yemen », *USNI News*, 4 avril 2016, consultable à l'adresse : <https://news.usni.org/2016/04/04/u-s-navy-seizes-suspected-iranian-arms-shipment-bound-for-yemen>.

⁹³ 10° 33' 41.00" N, 51° 08' 04.13" E.

⁹⁴ Certains détails ont été omis car l'enquête est toujours en cours.

⁹⁵ Le Groupe d'experts a demandé des précisions sur cet abonné à la République islamique d'Iran, mais n'a reçu aucune réponse à ce jour.

⁹⁶ Voir S/2013/413, annexe 3.1, et S/2014/726, annexe 4.7, par. 204, pour de plus amples informations sur ses activités et son réseau en Somalie.

⁹⁷ 11° 17' 29.42" N, 49° 10' 46.40" E.

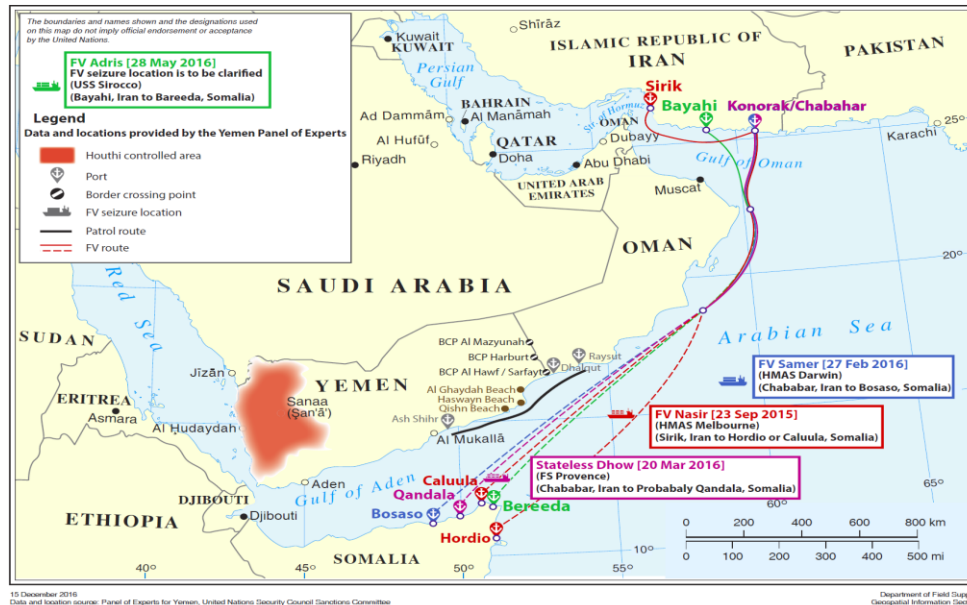
⁹⁸ Lettre adressée au Groupe d'experts par l'Australie le 22 juin 2016.

⁹⁹ 11° 28' 29.46" N, 49° 52' 19.40" E.

¹⁰⁰ 11° 57' 58.07" N, 50° 45' 17.94" E.

médias¹⁰¹, le chargement était destiné au Yémen, mais le Groupe d'experts n'a trouvé aucun élément permettant de corroborer cette information.

Carte 3 Itinéraires probables et localisation des saisies



71. Si les éléments établissant que les navires provenaient de la République islamique d'Iran sont irréfutables, ceux indiquant que leur cargaison d'armes devait ensuite être acheminée de la Somalie au Yémen ou être transférée en mer en cours de route pour être envoyée au Yémen plutôt qu'en Somalie sont beaucoup moins solides.

72. Aucun des chargements interceptés en mer ne contenait de munitions autres que des armes guidées antichar (voir par. 76). Les stocks de munitions sont au moins 10 fois plus volumineux que les stocks d'armes. En effet, en raison de leur taux d'utilisation pendant les combats, ils doivent être reconstitués en permanence. Autrement dit, on est conduit à penser soit que les opérations d'interception navale, par manque de chance, n'ont pas permis de saisir des cargaisons illicites de munitions – ce que le Groupe d'experts juge peu probable compte tenu des trois saisies d'armes opérées en un laps de temps très court –, soit que les munitions sont envoyées par voie aérienne – ce qui est peu probable en raison du blocus aérien en place –, soit que les munitions sont transportées par la route (voir par. 75), soit encore que les stocks de munitions déjà disponibles au Yémen sont suffisants – ce qui semble être l'hypothèse la plus vraisemblable à en juger par les prix pratiqués sur le marché noir (voir par. 79).

73. Le Groupe d'experts ne peut toutefois pas écarter totalement la possibilité qu'il ait été prévu de transborder les chargements dans des navires plus petits en Somalie, ou au large de la Somalie, pour ensuite être acheminés au Yémen. La saisie de trois navires dans un délai d'un mois pourrait avoir perturbé ce plan, forçant de ce fait les trafiquants d'armes à envisager d'autres options (voir par. 75).

¹⁰¹ Sam LaGrone, « US navy seizes suspected Iranian arms shipment bound for Yemen », *USNI News*, 4 avril 2016, consultable à l'adresse : <https://news.usni.org/2016/04/04/u-s-navy-seizes-suspected-iranian-arms-shipment-bound-for-yemen>.

D. « Trafic de fourmis » à petite échelle

74. Dans son précédent rapport final (S/2016/73, par. 75 à 77), le Groupe d'experts a étudié le recours possible aux réseaux de contrebande d'armes mis en place avant l'imposition de l'embargo sur les armes dans le cadre de la résolution 2216 (2015). Compte tenu de la prolifération actuelle et de la distribution généralisée des armes à l'intérieur du Yémen, ces réseaux ne pourraient dégager de revenus qu'en tentant d'introduire clandestinement dans le pays des armes plus perfectionnées comme des armes guidées antichar portables à dos d'homme, ou en faisant passer clandestinement des armes légères et de petit calibre du Yémen aux pays voisins, ce qu'aucun élément ne permet d'établir.

75. Les voies terrestres reliant les points de passage situés sur la frontière avec la province de Dhofar (Oman), ou les ports du sud-est du Yémen, et les territoires contrôlés par les houthistes les plus proches traversent des territoires contrôlés par le Gouvernement sur plus de 600 kilomètres (voir carte 4). Il est peu probable que des expéditions à grande échelle puissent suivre ces axes de manière répétée sans être repérées, mais la possibilité existe néanmoins. Ces itinéraires sont empruntés à l'heure actuelle, comme en témoignent les captures récentes réalisées par le Gouvernement¹⁰². Il s'agissait à chaque fois de gros camions, et les cargaisons étaient soit cachées par d'autres marchandises (des caisses de poulet, par exemple) soit dissimulées dans de faux compartiments (voir résumé et images à l'annexe 36).

Carte 4

Itinéraires routiers de contrebande à partir de ports et de plages d'Oman et du Yémen



76. Le Groupe d'experts a constaté que les saisies d'armes guidées antichar réalisées sur la route reliant Oman et Mareb avaient commencé à être signalées mi-2016. Les risques d'interception étant élevés sur cet itinéraire, on est amené à

¹⁰² Le Groupe d'experts a demandé des informations détaillées sur les saisies à l'Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Yémen. Seuls les Émirats arabes unis ont répondu à ce jour.

conclure que ce dernier a commencé à être emprunté pour le trafic d'armes à cette période. On trouve dans le tableau 4 un récapitulatif de l'utilisation opérationnelle et de la saisie d'armes guidées antichar de mi-2015 à 2016, les images correspondantes figurant à l'annexe 37¹⁰³.

Tableau 4
Utilisation opérationnelle et saisies d'armes guidées antichar (2015-2016)

Date	Lieu	Type						Observations
		9M113 Konkurs	Tosan iranien	9M115 Metis	Toophan iranien	9M113 Kornet	Dehlaviyeh iranien	
24 septembre 2015	FV Nasir	19	–	–	56	–	–	Konkurs de fabrication de 1992
29 novembre 2015	Taëz	–	–	–	–	1	–	Kornet, lot n° 2 de 2008, portant le même numéro de série que l'article 3 mentionné ci-après
20 mars 2016	Navire de pêche inconnu	–	–	–	–	–	9	Dehlaviyeh, lot n° 7 de 2015 (quatre mois seulement avant la saisie)
28 septembre 2016	Mareb	–	–	–	–	–	15	Kornet ou Dehlaviyeh, lots n°1 et 2 de 2008
Date inconnue en septembre 2016	Safer (Mareb)	–	1	–	–	–	–	
18 octobre 2016	Chehn, (Mareb)	–	–	–	–	–	–	
		20			56		26+	

Source : Large éventail de sources publiques et confidentielles, dont les rapports d'Armament Research Services Hoplite et les analyses produites par *Jane's* (<https://janes.ihs.com/CustomPages/Janes/Home.aspx>).

77. Bien que des armes guidées antichar fassent actuellement l'objet de contrebande par voie terrestre, le Groupe d'experts juge improbable que le réseau utilisant ces axes puisse, pour l'heure, introduire clandestinement au Yémen d'importantes quantités de systèmes d'armes de plus gros calibre, tels que des missiles balistiques à courte portée. Une arme guidée antichar mesure moins d'un mètre de long et peut facilement être dissimulée dans un gros camion, tandis qu'un missile balistique à courte portée, long de 7 mètres, est beaucoup plus difficile à cacher.

E. Saisie, vol ou détournement d'armes des stocks nationaux du Yémen

78. Sur la base d'une analyse de l'ordre de bataille¹⁰⁴ de l'Armée yéménite (voir annexe 39), le Groupe d'experts a recensé les unités qui se sont ralliées ou ont apporté leur soutien aux forces houthistes ou pro-Saleh, dans le but d'évaluer la part de l'arsenal national qui s'est retrouvée en dehors du contrôle de l'armée. Les données indiquent que le Gouvernement légitime pourrait avoir perdu le contrôle de

¹⁰³ Pour d'autres armes iraniennes dont l'utilisation par les houthistes a été constatée, voir l'annexe 38.

¹⁰⁴ Voir Charles Catis, « Yemen order of battle », American Enterprise Institute Critical Threats, février 2015. Consultable à l'adresse suivante : www.criticalthreats.org.

plus de 68 % des stocks nationaux pendant le conflit. Le Groupe d'experts n'ayant pas été en mesure de déterminer le volume des stocks nationaux avant le début des hostilités, il n'est pas encore possible d'estimer avec réalisme le moment où les forces houthistes ou pro-Saleh auront besoin d'un réapprovisionnement majeur de l'extérieur pour reconstituer leurs stocks d'armes et de munitions.

F. Munitions d'armes légères en vente sur le marché noir

79. Le prix des munitions d'armes légères sur le marché noir est un bon indicateur pour connaître leur disponibilité au sein d'une communauté. Le Groupe d'experts a commencé la collecte et l'analyse de ces données. Les conclusions initiales indiquent qu'à Aden, une cartouche classique de 7,62 × 39 mm, dont le prix a rapidement chuté juste après le début du conflit en cours, à 0,23 dollar par cartouche, se vend désormais sur le marché noir à 0,84 dollar par cartouche, soit 65 % de son prix d'avant-guerre (1,30 dollar par cartouche), un prix qui s'est stabilisé à ce niveau (voir annexe 40). Un grand nombre de facteurs locaux, encore indéterminés, pourraient expliquer cette évolution mais il est évident qu'il est plus facile de s'en procurer qu'avant le début du conflit, du fait de la prolifération illicite des stocks d'armes du Gouvernement.

80. Le Groupe a recensé un cas de tentative de détournement après livraison de pistolets et revolvers fabriqués par Taurus S.A. à l'aide de certificats d'utilisation finale douteux. Les armes de ce type sont plutôt conçues pour la protection individuelle et ne sont pas utilisées habituellement sur les champs de bataille modernes. Ces armes étaient donc très vraisemblablement destinées aux marchés noirs de la Somalie et de toute la région, mais elles ont été saisies par un État Membre pendant qu'elles étaient en transit. L'individu qui a conclu l'accord, Adeeb Mana'a, est le fils d'un individu classé en tant que personne désignée et connu comme trafiquant d'armes, Fares Mohammed Hassan Mana'a (SOi.008)¹⁰⁵, ancien proche collaborateur de Ali Abdullah Saleh (YEi.003)¹⁰⁶ et étroitement lié aux houthistes¹⁰⁷. En raison de son implication et de ses relations connues avec les houthistes, il est possible que le volet financier du transfert ait bénéficié à des personnes inscrites sur la liste de personnes et entités visées par des sanctions. Le Groupe d'experts continuera d'examiner cet aspect de l'affaire. Il estime que le mode opératoire de ce transfert a été conçu de façon à contourner les contrôles douaniers et les contrôles de sécurité usuels. L'enquête se poursuit, et les progrès enregistrés à ce jour sont décrits à l'annexe 41.

G. Campagne de lancement de missiles menée par l'alliance des houthistes et pro-Saleh

81. L'alliance des houthistes et pro-Saleh a mené une campagne terrestre stratégique de lancement de missiles contre l'Arabie saoudite depuis le premier lancement enregistré d'un missile balistique à courte portée de type Scud, le 16 juin 2015 (voir fig. 7). D'après le Groupe d'experts, des missiles Scud et des roquettes non guidées Qaher-1 improvisées ont été lancés contre l'Arabie saoudite par les

¹⁰⁵ Inscrit sur la liste le 12 avril 2010 au titre du paragraphe 8 de la résolution [1844 \(2008\)](#) par le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 751 (1992) et [1907 \(2009\)](#) sur la Somalie et l'Érythrée.

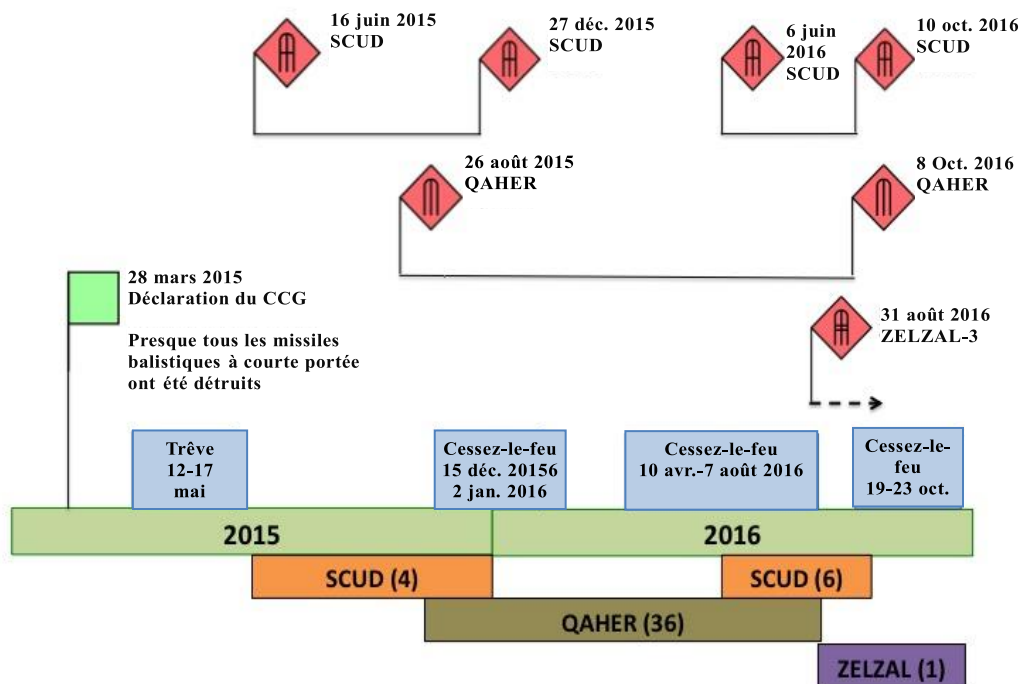
¹⁰⁶ Il était à la tête du Comité présidentiel d'Ali Abdullah Saleh jusqu'à son arrestation par les autorités yéménites fin janvier 2010.

¹⁰⁷ Le 28 novembre, il a été nommé Ministre d'État par le conseil politique suprême des forces houthistes et pro-Saleh.

forces houthistes ou pro-Saleh. Toutefois, ces dernières ont lancé une campagne de propagande revendiquant l'utilisation de missiles de fabrication artisanale, par opposition aux missiles improvisés. On trouvera à l'annexe 42 le détail de tous les missiles balistiques à courte portée et roquettes non guidées utilisés jusqu'à ce jour ainsi qu'une analyse technique expliquant pourquoi le Groupe d'experts considère qu'il est peu probable que l'alliance des houthistes et pro-Saleh ait fabriqué de nouveaux types de missiles de fabrication artisanale tel que celle-ci le revendique.

Figure III

Chronologie de la campagne de lancement de missiles des houthistes



82. Les tirs de missiles transfrontaliers ont eu des conséquences mineures en Arabie saoudite en termes de nombre de morts ou de blessés et de dommages causés aux infrastructures, mais ils ont eu d'importantes retombées économiques et politiques. D'un point de vue économique, pour l'alliance des houthistes et pro-Saleh, lancer ou menacer de lancer des missiles ne lui coûte pratiquement rien car elle s'est emparée de stocks de missiles pour un prix quasiment nul, alors que l'Arabie saoudite a dû se procurer des missiles intercepteurs de haute technologie, tels que le missile Patriot PAC-3 qui coûtent environ 900 000 dollars des États-Unis¹⁰⁸.

83. Des informations provenant de sources libres largement diffusées indiquent que l'interception et la destruction en vol de missiles Qaher-1 et Scud par les forces armées saoudiennes ont connu des taux de réussite mitigés. Par exemple, sur les 60 tirs de missiles et de roquettes contre le territoire saoudien enregistrés depuis le

¹⁰⁸ Claire Dillow « US green lights sale of 600 Patriot missiles to Saudi Arabia », *Fortune*, 1^{er} août 2015. Disponible à l'adresse <http://fortune.com/2015/08/01/u-s-patriot-missiles-saudi-arabia/>.

16 juin 2016 (voir annexe 42), la coalition affirme en avoir intercepté et détruit 28 en vol (soit 47 %).

84. D'un point de vue politique, les tirs de missiles sur les villes saoudiennes permettent d'exercer une pression stratégique sur l'Arabie saoudite car chaque impact montre à quel point les civils sont vulnérables à ces attaques et révèle la faiblesse des capacités de défense. Le Groupe d'experts estime qu'il est probable que ces attaques se poursuivront tant que les forces houthistes et pro-Saleh disposeront de stocks de missiles et de roquettes non guidées ou tant que leurs stocks n'auront pas été interceptés par la coalition.

85. Étant donné qu'il n'est pas possible de prévoir exactement les lieux d'impact des missiles et des roquettes non guidées en raison de leur manque de précision¹⁰⁹, leurs utilisateurs ne peuvent pas établir de distinction claire entre les objectifs civils et militaires. Elles sont donc, par nature, des attaques sans discrimination, ce qui constitue une violation du droit international humanitaire (DIH)¹¹⁰. À cet égard, le Groupe d'experts considère que l'utilisation de ce type d'armes par l'alliance des houthistes et pro-Saleh dans des zones habitées par des civils constitue une violation du droit international humanitaire¹¹¹.

Figures IV et V

Des combattants houthistes s'entraînant à l'utilisation de missiles OTR-21 Totchka, 23 mai 2015..



Source : confidentielle.

Note : Le conteneur blanc est utilisé pour tromper les appareils de reconnaissance aérienne.

H. Engins explosifs improvisés (EEI)

86. La technologie des engins explosifs improvisés et les tactiques connexes ont considérablement évolué. L'introduction de la tactique des attentats suicides commis à l'aide d'engins explosifs improvisés par l'État islamique d'Iraq et du Levant, en particulier à Aden et Moukalla, fait peser une menace constante sur les agents de l'État et les bases militaires. À ce jour, au moins 23 attentats-suicides commis par des kamikazes au moyen d'engins explosifs improvisés ou de véhicules piégés contre des objectifs gouvernementaux ou des individus ont été revendiqués par l'EIIL ou lui ont été attribués. Cette tactique d'attentats-suicides a aussi été adoptée par Al-Qaida dans la péninsule arabique qui a revendiqué à ce jour six attentats de ce type (voir annexe 28).

¹⁰⁹ Les figures IV et V illustrent l'utilisation de missiles par les forces houthistes.

¹¹⁰ Jean-Marie Henckaerts et Louise Doswald-Beck, *Customary International Humanitarian Law*, vol. I, *Rules* (Cambridge, Royaume-Uni, Comité international de la Croix-Rouge et Cambridge University Press, 2005), Règle 71 (ci-après dénommé « droit international humanitaire »).

¹¹¹ Ibid. Règles 1, 7, 11 et 14.

87. Le Groupe d'experts a également recensé d'importantes évolutions technologiques en ce qui concerne les types de systèmes d'amorce depuis la précédente analyse des différents types d'engins explosifs improvisés¹¹² et la conception de nouveaux conteneurs pour amplifier les effets sur les cibles et/ou éviter d'être détectés. Ceux-ci sont regroupés dans le tableau 5, et l'annexe 43 présente des informations techniques plus approfondies.

Tableau 5
Engins explosifs improvisés découverts en 2016

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Type</i>	<i>Appartenance supposée^a</i>
29 février	Mareb	Projectile formé par explosion ^b	Houthistes
16 mars	Taëz	Plateau de pression à faible contenu métallique caché dans une pierre	AQPA ou houthistes
16 mai	Moukalla	Projectile télécommandé formé par explosion (engin explosif improvisé télécommandé)	AQPA
16 mai	Moukalla	Engin explosif improvisé télécommandé ^c : munition directionnelle fixe à fragmentation	AQPA
18 juin	Abiyan	Engin explosif improvisé télécommandé : munition directionnelle fixe à fragmentation	AQPA
27 juin	Moukalla	Ceinture d'explosifs destinée à un attentat-suicide	AQPA
7 août	Aden	Engin explosif improvisé sous véhicule	AQPA
? août	Ebb	Engin explosif improvisé télécommandé : munition directionnelle fixe à fragmentation	Houthistes
30 octobre	Saleh, Mareb	Système à infrarouge passif caché dans une pierre	Houthistes

^a D'après l'emplacement géographique des forces.

^b Aussi connu sous le nom de « dard autoformé » ou « charge perforante ». Dans les EEI, un projectile formé par explosion est normalement constitué d'un inhibiteur en acier de forme concave qui se transforme au moment de la détonation de l'explosif en dard de métal. Le dard accélère vers l'objectif et pénètre celui-ci grâce à sa force cinétique. Cette pénétration est différente de la pénétration hydrodynamique d'une charge perforante.

^c Les munitions directionnelles fixes à fragmentation sont généralement composées de roulements à billes ou autres petites pièces de fragmentation préformées reliées entre elles par une résine donnant une forme à la charge. Au moment de la détonation, la fragmentation est projetée dans un jet étroit et pénètre l'objectif grâce à son énergie cinétique. Le jet dépend de la forme qui a été donnée à la charge.

88. On ne peut supposer que l'utilisation de cette technologie soit le monopole d'un seul groupe étant donné le mouvement des combattants, et donc des connaissances techniques, entre Al-Qaida dans la péninsule arabique, l'EIL, les forces houthistes ou pro-Saleh et les forces de « résistance » fidèles au Président actuel.

89. Le Groupe d'experts estime que l'introduction de cette nouvelle technologie au Yémen constitue une menace majeure contre la paix, la stabilité et la sécurité, et sape toute perspective d'accord sur le processus de paix. Par ailleurs, les engins explosifs improvisés servent de multiplicateurs de force aux groupes armés agissant hors du contrôle du Gouvernement, réduisant leur dépendance actuelle et future aux

¹¹² Programme des Nations Unies pour le développement, « IED threat assessment : Abyan », 1^{er} février 2013 (ONU – distribution limitée).

armes classiques. Le Groupe d'experts considère que les engins explosifs improvisés resteront l'arme de prédilection de toute opposition résiduelle à un futur processus de paix quel qu'il soit. Ces armes peuvent être utilisées stratégiquement pour créer un sentiment d'insécurité et peser sur les décisions nationales.

90. Le déploiement d'engins explosifs improvisés dans des zones habitées par des civils constitue une violation du droit international humanitaire car ils visent indistinctement des objectifs civils et militaires¹¹³.

I. Restes explosifs de guerre, mines et engins non explosés

91. Le Groupe d'experts continue de recevoir des preuves de l'utilisation de mines par les forces houthistes ou pro-Saleh, ainsi que de l'utilisation de mines intégrées et de ceintures chargées d'engins explosifs improvisés (voir annexe 44).

V. Contexte économique et aperçu de la situation financière au Yémen

92. Conformément aux termes de son mandat, le Groupe d'experts a examiné le contexte économique dans lequel les personnes désignées au titre des résolutions 2140 (2014) et 2216 (2015), ainsi que leurs réseaux, ont continué d'opérer en violation des sanctions qui leur ont été imposées. Plus particulièrement, le Groupe d'experts a examiné les flux financiers, les transferts de richesses et la mise en place de nouvelles alliances pour financer des opérations militaires qui mettent en péril la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen. Le conflit qui perdure au Yémen a entraîné l'émergence de nouveaux profiteurs de guerre.

A. Incidence du conflit sur les finances publiques

93. Le conflit en cours a permis aux forces houthistes et pro-Saleh, mais aussi à Al-Qaida dans la péninsule arabique et à l'État islamique d'Iraq et du Levant, de trouver de nouvelles sources de revenus pour appuyer leurs efforts de guerre et consolider des alliances tribales. Ces groupes ont ainsi pu accéder notamment aux finances publiques, aux systèmes d'approvisionnement en pétrole et en carburant et aux systèmes de distribution correspondants, et prélever illégalement des taxes. En outre, plusieurs hommes d'affaires importants ont fui le pays, ce qui a permis aux houthistes de s'emparer de ressources financières provenant de fonds privés.

94. La situation financière générale est catastrophique, ce qui a des conséquences sur toute tentative d'aide financière directe pour répondre à la crise humanitaire naissante. Les éléments suivants permettent d'illustrer cette situation :

a) En avril ou en mai, le Yémen n'a pas honoré ses obligations de remboursement de ses prêts internationaux auprès d'établissements bancaires privées ;

b) Le 30 juillet, le Président a demandé au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale de geler tous les avoirs de la Banque centrale¹¹⁴;

¹¹³ Règles 1, 7, 11 et 22 du droit international humanitaire coutumier.

¹¹⁴ Lettre divulguée à la presse. Le Groupe d'experts a confirmé son authenticité après avoir rencontré un ambassadeur yéménite et des membres du personnel du FMI et de la Banque mondiale en août et en septembre.

c) Les réserves de la Banque centrale, qui s'élevaient à 4,05 milliards de dollars en décembre 2014, ont chuté depuis le début de la guerre : elles sont passées à 1,56 milliard de dollars en décembre 2015 puis à 0,7 milliard de dollars en septembre 2016, et elles devraient tomber à zéro milliard au 31 décembre ;

d) La Banque centrale a besoin de 372 millions de dollars par an pour rembourser simplement l'ensemble de sa dette extérieure (y compris auprès du FMI et des banques régionales) ;

e) À la fin de l'année 2014, la Banque centrale a cessé de percevoir des recettes provenant des revenus du pétrole et du gaz ainsi que des investissements étrangers¹¹⁵ ;

f) En juillet 2016, une crise de liquidités a forcé la Banque centrale à suspendre dans un premier temps toutes les dépenses du secteur public ainsi que le versement des salaires des fonctionnaires ; et

g) La Banque centrale ne peut plus injecter de liquidités dans l'économie car celles détenues par les individus ont été multipliées par huit, passant de 103 millions de dollars en 2014 à 884 millions de dollars de janvier à juin 2016¹¹⁶. Cela a entraîné un épuisement total de la masse monétaire dans le système bancaire.

B. Réseaux financiers des houthistes et pro-Saleh : profiteurs de guerre et pillage

95. Le Groupe d'experts a constaté que l'alliance des houthistes et pro-Saleh s'était essentiellement reposée sur l'économie souterraine pour soutenir ses efforts de guerre. Le partenariat financier entre les houthistes et les pro-Saleh peut se résumer comme suit :

a) Les forces houthistes ont obtenu le contrôle total du Nord du Yémen, à l'exception de la capitale, Sanaa. Ce qui inclut notamment le contrôle des terres, des cultures, des taxes locales, de la redistribution du carburant, de l'aide humanitaire et de la fiscalité¹¹⁷ ; et

b) Les forces pro-Saleh ont repris le contrôle des finances de l'État, bien que sous couvert de la bannière des houthistes, et ont rouvert les filières de la drogue, des armes et de la traite des êtres humains sur le marché noir.

C. Financement des houthistes

96. Le Groupe d'experts a constaté que les houthistes et leurs affiliés ont profité du conflit pour développer un grand nombre de sources de revenus, notamment :

a) Le financement des salaires des forces armées et de l'agence de sécurité des houthistes par la Banque centrale. Un pourcentage des salaires et fonds destinés au maintien d'unités qui sont dorénavant dissoutes est détourné au profit de commandants houthistes individuels ;

¹¹⁵ D'après le Ministère de la planification et de la coopération internationale, les recettes du Yémen s'élevaient à 16,7 milliards de dollars en 2014 (dont 38 % provenant du pétrole et du gaz, 19,8 % des envois de fonds, 12,8 % de l'aide financière étrangère et 11,4 % de l'investissement direct dans le pétrole).

¹¹⁶ D'après les données fournies par le Ministère de la planification et de la coopération internationale, *Yemen Socio-Economic Update*, publication n° 17, août 2016. Disponible à l'adresse <http://www.yemen.gov.ye/portal/mpic/الإصدارات/tabid/2574/Default.aspx>.

¹¹⁷ Pour un exemple de taxes, voir l'annexe 45.

b) Le financement de l'appui administratif des forces armées et de l'agence de sécurité des houthistes par la Banque centrale. Ce financement repose encore sur le budget national de 2014¹¹⁸ ;

c) Les droits perçus par les trafiquants et profiteurs sur le marché noir ;

d) Le prélèvement d'un « impôt sur les entreprises », de 20 %, sur le chiffre d'affaire de toutes les entreprises commerciales et sur tous les salaires de la fonction publique. Celui-ci s'applique notamment au commerce du qat, qui représente 10 % du produit intérieur brut. Cette dépendance nationale vis-à-vis du qat signifie que tout mouvement de qat équivaut à un transfert en espèces ;

e) Le détournement des taxes des autorités locales vers une autorité centrale houthiste¹¹⁹ ;

f) L'imposition d'une taxe de 4 rials yéménites par litre à tous les dérivés du pétrole, ce qui produit environ 59,3 milliards de rials (237 millions de dollars) par an¹²⁰ ; et

g) L'exploitation de la technologie des téléphones portables pour mobiliser des fonds, en lançant un appel par SMS deux fois par semaine¹²¹.

97. Le Groupe d'experts a également constaté l'apparition d'un nouveau type de réseau d'alliés et d'affiliés autour des houthistes. Depuis début 2012, de nouvelles relations sont apparues et d'anciens partenariats ont été dissous (voir l'annexe confidentielle 46)¹²².

D. Finances d'Al-Qaida dans la péninsule arabique

98. Les revenus d'Al-Qaida dans la péninsule arabique ont augmenté de 100 millions de dollars lorsque l'organisation contrôlait Moukalla d'avril 2015 à avril 2016¹²³. Cette augmentation provient du pillage de la succursale locale de la Banque centrale et des impôts prélevés sur les réseaux locaux de trafic de pétrole. Le Groupe d'experts estime qu'Al-Qaida dans la péninsule arabique continue d'utiliser cet argent pour recruter de nouveaux combattants et financer de nouvelles attaques.

VI. Gel des avoirs

99. Conformément au mandat établi au paragraphe 11 et à l'alinéa b) du paragraphe 21 de la résolution 2140 (2014) et prorogé au paragraphe 5 de la

¹¹⁸ Le ministère de la défense basé à Sanaa, a continué de recevoir de la Banque centrale les crédits budgétaires approuvés pour l'exercice budgétaire 2014, car aucun budget n'a été approuvé depuis. Plusieurs unités ont été dissoutes à la suite du conflit, mais les commandants de ces unités fidèles aux houthistes ont continué de recevoir des fonds pour le carburant et la nourriture de leurs soldats. Sources militaires confidentielles.

¹¹⁹ Voir <http://www.almotamar.net/pda/133407.htm>. Pour plus d'informations voir <http://almashahid.net/news-937.html>.

¹²⁰ Asa Fitch et Mohammed al-Kibsi, « Yemen's Houthi rebels face financial crisis », *Wall Street Journal*, 4 août 2015. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.wsj.com/articles/yemens-houthi-rebels-face-financial-crisis-1438714980>.

¹²¹ Voir <http://www.alhagigah.com>, (29 septembre 2016), et Mohammed al-Khayat et Yasser Reyes, « Yemen's Houthis rule with iron fist and economic distress », *Media Line*, 9 juin 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://www.themedialine.org/featured/yemens-houthis-rule-with-iron-fist-and-economic-distress/>.

¹²² Sources confidentielles.

¹²³ Yara Bayoumy, Noah Browning et Mohammed Ghobari, « How Saudi Arabia's war in Yemen has made Al-Qaeda stronger and richer », Reuters, 8 avril 2016. Disponible à l'adresse suivante : <http://www.reuters.com/investigates/special-report/yemen-aqap/>.

résolution 2266 (2016), le Groupe d'experts a continué de réunir, d'examiner et d'analyser toutes les informations concernant l'application par les États Membres des mesures relatives au gel des avoirs. Il a continué de s'intéresser aux cinq personnes inscrites sur la Liste et de chercher à identifier les autres personnes ou entités pouvant agir pour leur compte ou sur leurs ordres, ainsi que les entités en leur possession ou sous leur contrôle, et à enquêter sur celles-ci.

A. Ali Abdullah Saleh¹²⁴

100. Le Groupe d'experts a continué de réunir des informations sur tous les avoirs en la possession ou sous le contrôle d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) outre ceux signalés dans son précédent rapport final.

101. Le Groupe d'experts a identifié deux sociétés, Wildhorse Investments et Wildhorse Corporation, qui, bien que prétendument dissoutes en juin 2011, ont continué d'effectuer des transferts financiers jusqu'en octobre 2011, date à laquelle deux virements équivalents à un montant total de 58 148 155 dollars ont été faits sur un compte détenu par le fils d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003), Khaled Ali Abdullah Saleh. Le Groupe d'experts tente toujours de localiser ces avoirs.

B. Khaled Ali Abdullah Saleh

102. Le Groupe a établi que Khaled Ali Abdullah Saleh agissait en tant que financier pour le compte ou sur les ordres de son père, Ali Abdullah Saleh (YEi.003). Depuis que ce dernier a été inscrit sur la Liste le 7 novembre 2014, Khaled Ali Abdullah Saleh s'est employé à contourner le gel des avoirs pour permettre à son père d'accéder aux fonds nécessaires pour maintenir sa capacité de menacer la paix, la sécurité et la stabilité du Yémen.

103. Dans son précédent rapport final, le Groupe d'experts a présenté des preuves attestant que la totalité des actions d'Albula Limited et de Weisen Limited appartenant à Ali Abdullah Saleh (YEi.003) avait été transférée à Khaled Ali Abdullah Saleh, le 23 octobre 2014. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur ces transferts et a dorénavant réuni de nouveaux éléments de preuve indiquant que le transfert de propriété avait eu lieu après l'inscription d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) sur la Liste le 7 novembre 2014 (voir annexe 48). Bien que les deux sociétés soient enregistrées dans différents pays, elles sont toutes deux administrées par NWT Management SA à Genève¹²⁵. Les registres des membres et actionnaires des deux sociétés montrent que Khaled Ali Abdullah Saleh a racheté les parts d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) le 23 octobre 2014. Le Groupe d'experts estime que ce n'est pas un hasard si ces transferts d'actions dans deux sociétés, enregistrées dans deux pays distincts, ont eu lieu le même jour, d'autant plus que les attestations de fonctions ont été signées à des dates différentes, après l'inscription d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) sur la Liste (voir *ibid.* appendice A). Ali Abdullah Saleh (YEi.003) a également transféré à son fils une cinquième société, Foxford Management Limited, au cours de la même période. Le Groupe d'experts a établi que Khaled Ali Abdullah Saleh avait reçu 33 471 993 dollars¹²⁶ et 734 786 euros de trois de ces

¹²⁴ Pour d'autres éléments affiliés à Saleh, voir l'annexe confidentielle 47.

¹²⁵ Identifiée grâce à la localisation des signataires des documents reproduits à l'annexe 48. L'adresse est la suivante : NWT Management SA, 16 Rue de la Pelisserie, Genève 1211, Suisse. L'adresse postale enregistrée est 8-10 Rue Muzy, BP 3501, Genève 1211, Suisse. Site web accessible à l'adresse <http://www.newworldtrust.ch/>.

¹²⁶ Tous les chiffres ont été arrondis au nombre entier le plus proche. Les taux de change utilisés sont indiqués à l'annexe 48.

sociétés, Albula Limited, Foxford Management Limited et Weisen Limited entre le 24 et le 29 octobre 2014 (voir *ibid.*, appendice B).

104. Le Groupe d'experts a également établi que Khaled Ali Abdullah Saleh était le seul administrateur d'une société dénommée « Trice Bloom Limited » et l'unique actionnaire des deux sociétés qui la détenaient, toutes deux enregistrées aux Îles Vierges britanniques : Precision Diamond Limited et Unmatchable Limited (voir *ibid.*). La société Trice Bloom Limited, ou Khaled Ali Abdullah Saleh, a effectué deux transferts sur des comptes ouverts dans deux États Membres différents pour des montants de 1 538 897 dollars et 181 610 dollars respectivement, le 27 novembre 2014. Ces virements ont été faits à la suite de l'inscription d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) sur la Liste le 7 novembre 2014¹²⁷. Khaled Ali Abdullah Saleh a également désigné Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) comme signataire autorisé des comptes tenus par Trice Bloom Limited (voir *ibid.*, appendice C). Khaled Ali Abdullah Saleh est aussi l'unique actionnaire d'une quatrième société enregistrée aux Îles Vierges britanniques, Towkay Limited (voir *ibid.*, appendice D).

105. Khaled Ali Abdullah Saleh a transféré des fonds depuis Trice Bloom Limited et Towkay Limited vers ses comptes à Singapour et aux Émirats arabes unis après l'inscription d'Ali Abdullah Saleh (YEi.003) sur la Liste. Il a également utilisé un compte personnel inactif aux Émirats arabes unis pour blanchir 83 953 782 dollars en l'espace de trois semaines à partir du 8 décembre 2014. Les fonds ont été déposés sur le compte, puis retirés au cours de la même période (voir *ibid.*, appendice E).

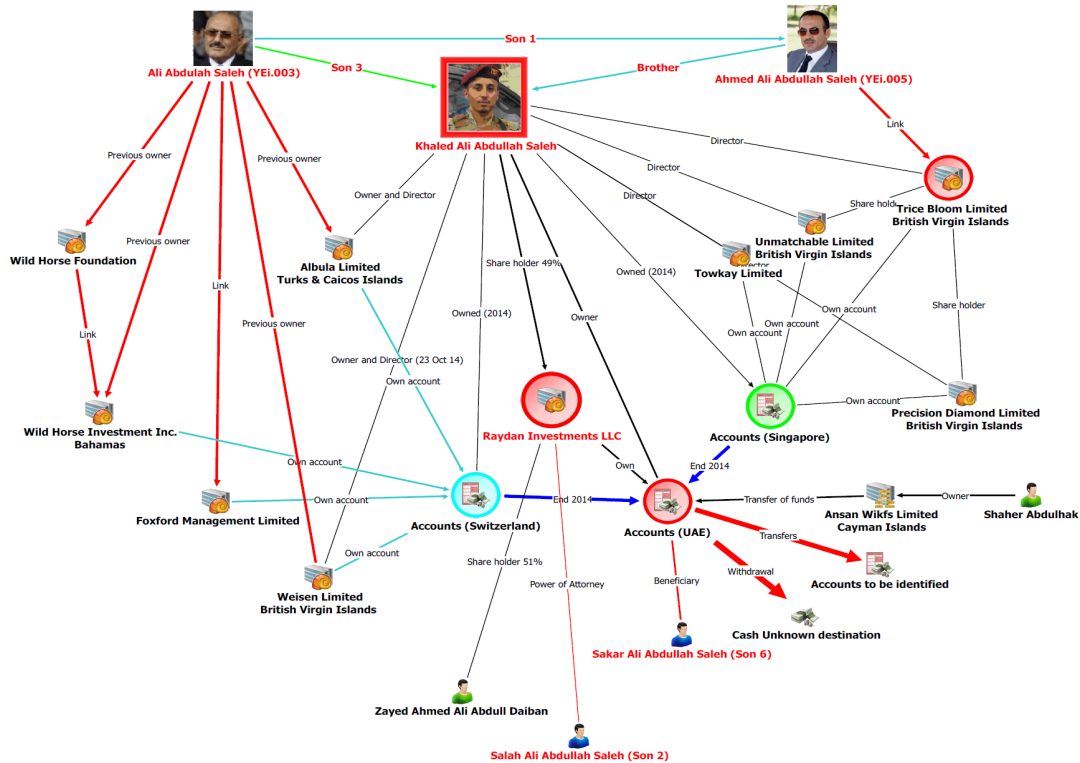
106. Il a également transféré des fonds à une autre société, Raydan Investments Limited (voir *ibid.*, appendice F). Le Groupe d'experts a établi qu'il avait probablement créé cette société aux Émirats arabes unis à des fins de blanchiment d'argent dans l'intérêt de personnes inscrites sur la Liste. Les parts de la société sont détenues à 51 % par un ressortissant des Émirats arabes unis, Zayed Ahmed Ali Abdull Daiban, et à 49 % par Khaled Ali Abdullah Saleh. Les documents dont est saisi le Groupe d'experts montrent que Zayed Ahmed Ali Abdull Daiban est un associé « parrain », car, au regard du droit des sociétés aux Émirats arabes unis, les ressortissants étrangers ne peuvent être seuls détenteurs des titres d'une société. Seuls Khaled Ali Abdullah Saleh et son frère Salah Ali Abdullah Saleh disposent d'une procuration pour la société.

107. Khaled Ali Abdullah Saleh a transité par le territoire d'Oman au début de l'année 2016 où il a été vu en train d'effectuer des transactions financières¹²⁸. Par conséquent, le Groupe d'experts a adressé cinq lettres à Oman en date des 22 février, 26 avril, 17 mai, 16 septembre et 19 octobre pour demander des informations sur ses avoirs et transactions auxquelles il n'a toujours pas reçu de réponses.

¹²⁷ Document confidentiel dans les archives du Groupe d'experts.

¹²⁸ Sources confidentielles.

Figure VI
Liens de Khaled Ali Abdullah Saleh et de ses avoirs avec des personnes inscrites sur la Liste



Légende

Son : fils ; Link : Lien; Previous owner : Ancien propriétaire ; Owner and Director : Propriétaire et Directeur ;
 Share holder : Actionnaire ; Own account : Compte propre ; Owned (2014) : Titulaire (2014) ;
 End (2014) : Fin (2014); Accounts : Comptes ; Transfer of funds : Transfert de fonds ;
 Power of Attorney : Procuration ; Beneficiary : Bénéficiaire ; Withdrawal : Retrait ; Cash unknown destination :
 Espèces – destination inconnue ; Accounts to be identified : Comptes devant être identifiés.

C. Shaher Abdulhak

108. Ansan Wikfs Limited, société appartenant à Shaher Abdulhak, a effectué plusieurs transferts de fonds pour un montant total de 3 024 494 dollars au profit de la société Raydan Investments Limited, dont 1 631 067 dollars depuis l'inscription d'Ali Abdullah Saleh (YEI.003) sur la Liste (voir annexe 48, appendice H à J). Le dernier transfert connu du Groupe d'experts remonte au 24 avril 2016. Le Groupe d'experts n'a identifié aucune activité commerciale pouvant justifier ces transferts.

D. Ahmed Ali Abdullah Saleh

109. Le Groupe d'experts a recensé à ce jour des avoirs d'une valeur totale d'environ 953 262 dollars appartenant à Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEI.005), qui font l'objet d'un suivi. Le Groupe d'experts a également répertorié les avoirs suivants, qui ont été gelés (voir tableau 6).

Tableau 6
Avoirs gelés appartenant à Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)

<i>Pays</i>	<i>Avoirs</i>	<i>Équivalent (dollars É.-U.)</i>	<i>Observations</i>
Malaisie	1 compte bancaire	780 658	Signalé le 2 août comme ayant été gelé le 22 mars
Émirats arabes unis	10 comptes bancaires	166 405	Signalés le 11 février comme ayant été gelés le 10 juin
Total		947 063	

110. Deux États Membres ont informé le Groupe d'experts qu'ils avaient mis au jour et gelé d'autres avoirs et comptes bancaires appartenant à Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) et représentant un montant total d'un peu plus d'un million de dollars. Le Groupe d'experts sait également qu'un État Membre a gelé les avoirs appartenant à une personne dont il a des raisons de croire qu'elle agissait pour son compte.

E. Houthistes désignés par le Comité

111. Le Groupe d'experts n'a aucune preuve que les trois houthistes visés par des mesures de gel des avoirs, Abd al-Khaliq al-Houthi (YEi.001), Abdullah Yahya Al Hakim (YEi.002) et Abdulmalik al-Houthi (YEi.004), détiennent des comptes bancaires ou des avoirs hors du Yémen.

VII. Interdiction de voyager

112. Conformément au paragraphe 15 de la résolution 2140 (2014), le Groupe d'experts poursuit ses activités de surveillance et d'enquête afin de déterminer si les personnes désignées par le Comité créé par la résolution 2140 (2014) ont enfreint l'interdiction de voyager.

A. Ali Abdullah Saleh

113. Ali Abdullah Saleh (YEi.003) a régulièrement fait des apparitions dans les médias autour de Sanaa et s'est récemment entretenu avec l'Envoyé spécial du Secrétaire général et d'autres diplomates au Yémen. Lors de son dernier entretien télévisé le 8 décembre, il a déclaré que même s'il n'avait pas prévu d'assister aux obsèques organisées dans la grande salle communautaire de Sala el-Koubra, il s'était trouvé non loin de là au moment de l'attaque aérienne¹²⁹. Il avait envoyé son fils Khaled et son neveu Tariq Muhamad Abdullah Saleh à sa place. Selon des informations publiées par des médias qui lui sont proches, le 27 octobre 2016, il avait demandé au Conseil de sécurité la permission de se rendre à Cuba à bord d'un avion des Nations Unies pour assister aux obsèques de Fidel Castro¹³⁰. Le Comité n'a reçu aucune demande.

¹²⁹ Voir www.youtube.com/watch?v=9nrwBm6PU54.

¹³⁰ www.almotamar.net/pda/133659.htm.

B. Ahmed Ali Abdullah Saleh

114. Le Groupe d'experts n'a aucune preuve qu'Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005) a quitté les Émirats arabes unis. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec une source proche d'Ahmed Ali Abdullah Saleh aux Émirats arabes unis et a appris qu'il était disposé à rencontrer le Groupe d'experts mais qu'il aurait besoin d'une habilitation des services de sécurité nationaux à cet effet¹³¹. Le Groupe d'experts lui a offert la possibilité de communiquer tous messages directement au Comité. D'après la source et les médias, il a été assigné à résidence aux Émirats arabes unis par les services de sécurité du pays pendant environ trois mois à la fin de 2015.

C. Autres personnes désignées

115. Le Groupe d'experts n'a aucune preuve qu'Abd Al-Khaliq Al-Houthi (YEi.001), Abdullah Yahya Al Hakim (YEi.002) et Abdulmalik Al-Houthi (YEi.004) soient sortis du territoire yéménite. Abdulmalik Al-Houthi a été vu pour la dernière fois le 11 décembre 2016 à l'occasion d'une allocution télévisée célébrant l'anniversaire du prophète¹³². Selon les médias locaux, Abdullah Yahya Al Hakim (YEi.002) se serait rendu au Parlement à Sanaa le 5 décembre à la suite de rumeurs selon lesquelles il aurait été victime d'une frappe aérienne à Ebb une semaine plus tôt.

116. Le Groupe d'experts a visionné des images vidéo provenant de sources médiatiques officielles affiliées aux houthistes où l'on voit Abdullah Yahya Al Hakim (YEi.002) à Taëz le 24 novembre 2016.

117. Alors qu'il enquêtait sur une éventuelle violation de l'embargo sur les armes, le Groupe a établi qu'une personne inscrite sur la Liste, Fares Mohammed Mana'a (Soi.008), s'était rendue au Brésil, en République tchèque, en Égypte et en France en janvier 2015 grâce à un passeport diplomatique (voir fig. VII). Le Groupe d'experts a été informé qu'il s'était rendu dans deux pays africains en octobre et en novembre 2016. Tous les éléments de preuve pertinents ont été envoyés au Groupe de contrôle pour la Somalie et l'Érythrée pour la poursuite de l'enquête.

¹³¹ Le Groupe d'experts s'est rendu aux Émirats arabes unis du 15 au 23 octobre et s'y est entretenu avec des représentants.

¹³² Voir www.youtube.com/watch?v=q-xm0Z5fq9Q.

droit international humanitaire. D'autres études de cas sont disponibles au Secrétariat.

Tableau 7
Frappes aériennes (2016)

	<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Cible</i>	<i>Type d'engin explosif</i>	<i>Victimes/conséquences civiles^a</i>	<i>Appendice de l'annexe 49</i>
1	15 mars	Hajja	Marché civil	Bombe Mk 83/Paveway	106 morts, 41 blessés	A
2	25 mars	Taëz	Résidence civile	Non confirmé	10 morts	
4	25 mai	Lahj	Usine d'embouteillage d'eau	Bombe Mk 82/Paveway	Aucune victime	
5	9 août	Sanaa	Usine de production alimentaire	Bombe aérienne brisante	Frappes à répétition ; 10 morts, 13 blessés	
6	15 août	Hajja	Hôpital	Bombe GBU-12/Paveway II	19 morts, 24 blessés	C
7	13 septembre	Sanaa	Usine de pompes à eau	Bombe Mk 82/Paveway IV	Aucune victime	
8	22 septembre	Sanaa	Usine de pompes à eau	Bombe GBU-24/Paveway IV	Frappes à répétition	
9	24 septembre	Ebb	Complexe résidentiel	Bombe Mk 82/Paveway	9 morts, plus de 7 blessés.	
10	8 octobre	Sanaa	Funérarium	Bombe GBU-12/Paveway II	132 morts, 695 blessés.	D

^a Toutes les frappes aériennes ont entraîné la destruction totale ou partielle des cibles.

2. Frappe aérienne sur une salle communautaire de Sanaa : résumé¹³⁴

121. Le 8 octobre, à environ 15 h 20, deux bombes aériennes ont explosé sur le toit et à l'intérieur de la salle Sala el-Koubra, dans un quartier résidentiel du sud-ouest de Sanaa, où plus de 1 000 personnes assistaient aux funérailles du père du Ministre de l'intérieur par intérim du gouvernement de Sanaa. De nombreux responsables militaires et politiques affiliés aux forces houthistes et pro-Saleh y étaient attendus.

¹³⁴ Exemple visant à montrer les méthodes employées dans toutes les études de cas, tant du point de vue technique que du point de vue du droit international humanitaire.

Figure VIII
Lieu de l'attaque



Source : La source de chaque image est précisée dans l'appendice D de l'annexe 49.

Analyse technique des preuves matérielles

122. Le Groupe d'experts a obtenu des clichés originaux des preuves matérielles disponibles pris après l'explosion, et a constaté après analyse que certains fragments correspondaient, par leur forme et leur taille, à des fragments d'ailette et d'aile de dispositif de guidage GBU-12 Paveway II apposé à une bombe brisante Mark 82 (voir fig. IX et X).

Figure IX
**Fragment d'ailette de dispositif de guidage GBU-12 Paveway II
retrouvé sur place**



Figure X
**Fragment d'aile de dispositif de guidage GBU-12 Paveway II
portant le code CAGE 3FU05¹³⁵**



123. La seule partie au conflit que l'on sait en mesure de lancer une bombe brisante Mark 82 équipée d'un dispositif de guidage GBU-12 Paveway II est la coalition dirigée par l'Arabie saoudite.

124. La coalition n'a pas donné suite à la demande de renseignements du Groupe d'experts. L'Équipe d'évaluation conjointe, créée par la coalition pour « évaluer les incidents signalés en matière de pertes civiles, les procédures d'enquête et les moyens de rendre les frappes plus précises » (voir S/2016/100), a attribué la responsabilité à la coalition¹³⁶.

125. Au vu des évaluations techniques et des évaluations relatives au respect du droit humanitaire international qu'il a menées, le Groupe d'experts conclut ce qui suit :

a) La frappe aérienne sur la salle communautaire de Sanaa, qui a fait au moins 827 morts et blessés parmi des civils, a été menée par la coalition. On compte au moins 24 enfants parmi les personnes blessées. Cette attaque a également entraîné la destruction totale de la salle ;

b) Compte tenu de la nature de l'événement qui s'y déroulait et des personnes présentes, l'attaque a fait de très nombreuses victimes civiles, ce à quoi l'on aurait dû s'attendre¹³⁷. Le Groupe d'experts n'est pas convaincu que les exigences de proportionnalité imposées par le droit international humanitaire aient été respectées¹³⁸ ;

c) Les faits énoncés aux points a) et b) montrent également que, si des mesures de précaution avaient été prises, elles étaient très insuffisantes et inefficaces¹³⁹. L'Équipe d'évaluation conjointe a également conclu que les règles

¹³⁵ Le code 3FU05 correspond à la société américaine Karlee. Voir www.karlee.com.

¹³⁶ Communiqué de presse de l'Équipe d'évaluation conjointe

¹³⁷ Voir l'étude de cas présentant les informations qui auraient dû servir à l'évaluation de la proportionnalité.

¹³⁸ Le droit international humanitaire proscrit les attaques dont on peut attendre qu'elles causent incidemment des pertes en vies humaines dans la population civile, des blessures aux personnes civiles, des dommages aux biens de caractère civil, ou une combinaison de ces pertes et dommages, qui seraient excessifs par rapport à l'avantage militaire concret et direct attendu (règle 14 du droit international humanitaire coutumier).

¹³⁹ Le droit international humanitaire impose de prendre toutes les précautions pratiquement possible en vue d'éviter et, en tout cas, de réduire au minimum les pertes en vies humaines dans la population civile, les blessures aux personnes civiles et les dommages aux biens de caractère civil. Cette obligation incombe tout particulièrement aux organisateurs et aux décideurs des frappes aériennes. (règles 15 à 22 du droit international humanitaire coutumier).

d'engagement et les procédures appropriées n'avaient pas été suivies, et que les personnes responsables au sein de la coalition « n'avaient pas tenu compte de la nature de la zone visée »¹⁴⁰ ;

d) La seconde frappe aérienne, survenue entre trois et huit minutes après la première, a coûté la vie à des civils déjà blessés et à des secouristes. La coalition a failli à ses obligations vis-à-vis des personnes hors de combat et des blessés¹⁴¹ en menant ce qui, dans les faits, était une attaque « en deux temps » découlant probablement de la stratégie adoptée par les pilotes pour garantir la destruction de la cible¹⁴² ;

e) Quand bien même l'exécution de l'attaque résulterait de l'acte d'imprudence d'un officier, les forces de la coalition n'en restent pas moins responsables des violations du droit international humanitaire¹⁴³. Dans le contexte plus large du droit international, le non-respect des instructions par un officier ne saurait exonérer les États membres de la coalition de leur responsabilité en cas d'acte illicite¹⁴⁴ ;

f) Les fonctionnaires qui auraient transmis les informations ou seraient impliqués de quelque manière que ce soit dans la collecte de renseignements et le choix des objectifs et des moyens de traitement relatifs à l'attaque pourraient eux aussi être tenus pour responsables, selon leur degré d'implication, de toutes les violations du droit international humanitaire¹⁴⁵.

3. Évaluation des frappes aériennes par le Groupe d'experts

126. Malgré ses requêtes, aucun des États membres de la coalition ayant eu recours à des moyens aériens n'a permis au Groupe d'experts accéder aux informations portant sur les événements figurant au tableau 7¹⁴⁶, ce qui est contraire aux dispositions du paragraphe 8 de la résolution 2266 (2016).

127. Dans 8 des 10 enquêtes, le Groupe d'experts n'a trouvé aucune preuve attestant que les frappes aériennes visaient des objectifs militaires légitimes¹⁴⁷. Pour chacune des 10 enquêtes, il a acquis la quasi-certitude que les attaques de la coalition dérogeaient aux exigences de proportionnalité et de précaution imposées par le droit international humanitaire. Il estime que certaines de ces attaques pourraient constituer des crimes de guerre¹⁴⁸.

¹⁴⁰ Communiqué de presse de l'Équipe d'évaluation conjointe.

¹⁴¹ Y compris les articles 1 et 3 communs aux Conventions de Genève du 12 août 1949 ;

¹⁴² Une attaque « en deux temps » est une attaque qui consiste en « plusieurs frappes menées dans un court laps de temps ». Voir Andrew Clapham, Paolo Gaeta and Marco Sassòli, eds., *The 1949 Geneva Conventions: A Commentary* (Oxford University Press, 2016).

¹⁴³ Règles 14 à 22 du droit international humanitaire coutumier.

¹⁴⁴ L'article 7 des articles sur la responsabilité de l'État pour fait internationalement illicite précise ce qui suit : « Le comportement [...] d'une personne ou entité habilitée à l'exercice de prérogatives de puissance publique est considéré comme un fait de l'État d'après le droit international si [...] cette personne ou cette entité agit en cette qualité, même si elle outrepassé sa compétence ou contrevient à ses instructions ». Voir aussi la règle 139 du droit international humanitaire coutumier, qui invite chaque partie au conflit à « respecter et faire respecter le droit international humanitaire par ses forces armées ainsi que par les autres personnes ou groupes agissant en fait sur ses instructions ou ses directives ou sous son contrôle ».

¹⁴⁵ Communiqué de presse de l'Équipe d'évaluation conjointe.

¹⁴⁶ Lettres datées du 1^{er} juillet et du 21 novembre 2016.

¹⁴⁷ À l'exception des frappes aériennes portant les numéros 1 et 10 dans le tableau 7. L'utilisation d'armes à guidage de précision dans 9 des 10 frappes montrait que l'objectif avait été atteint.

¹⁴⁸ Les violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre (règle 156 du droit international humanitaire coutumier). Voir aussi William Boothby et Michael N.

128. Dans l'enquête relative à la frappe aérienne contre l'hôpital d'Abs (tableau 7, frappe numéro 6), le Groupe d'experts constate que lors de l'attaque, la coalition a enfreint les principes de protection et de respect des hôpitaux et du personnel sanitaire¹⁴⁹, de protection des blessés et malades¹⁵⁰ et de protection des personnes hors de combat¹⁵¹.

129. Tout État dont les forces participent d'une quelconque manière que ce soit aux opérations militaires menées au nom de la coalition est « responsable de tous actes commis par les personnes faisant partie de ses forces armées »¹⁵². Ces États ne peuvent se soustraire à leurs obligations en plaçant leurs contingents à la disposition d'une coalition ad hoc¹⁵³. Les États membres de la coalition et leurs alliés¹⁵⁴ sont également tenus de prendre les mesures appropriées pour assurer le respect du droit international humanitaire par la coalition¹⁵⁵. Cette obligation incombe particulièrement au Gouvernement yéménite, sur la demande et avec le consentement de qui les frappes aériennes sont exécutées (voir S/2015/217).

130. Les personnes responsables de l'organisation, de la décision ou de l'exécution de frappes aériennes touchant de manière disproportionnée les civils et les infrastructures civiles peuvent, selon les critères de désignation énoncés au paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014), être considérées comme menaçant la paix, la sécurité ou la stabilité du Yémen¹⁵⁶. Les actes auxquels ils se livrent peuvent aussi relever du paragraphe 18 de la résolution.

131. Le Groupe d'experts constate que les violations associées à la conduite de la campagne aérienne sont suffisamment fréquentes pour qu'elles reflètent soit

Schmitt, *The Law of Targeting* (Oxford University Press, 2012) sur certains aspects juridiques des bombardements.

¹⁴⁹ Voir règles 25 et 28 du droit international humanitaire coutumier. Voir aussi art. 9 et 11 des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

¹⁵⁰ Voir l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et l'article 7 des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 s'y rapportant.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² Voir le commentaire mis à jour de l'article 1 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 à l'adresse suivante : https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/Comment.xsp?action=openDocument&documentId=72239588AFA66200C1257F7D00367DBD#_Toc452378931. Voir aussi l'article 3 de la Convention (IV) de la Haye concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre de 1907.

¹⁵³ Voir le commentaire mis à jour de l'article 1 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949.

¹⁵⁴ D'après le commentaire mis à jour de l'article 1 commun, le terme « alliés » peut désigner les États qui contribuent à financer, équiper, armer ou entraîner les forces armées de la coalition pour leurs combats au Yémen ou les États qui organisent, exécutent et analysent les opérations avec la coalition. Pour les États impliqués en l'espèce, voir par. 30.

¹⁵⁵ Comme le précise le commentaire mis à jour, l'obligation de respect et de garantie de respect énoncée à l'article 1 des Conventions de Genève du 12 août 1949 ne se limite pas aux États de la coalition qui ont participé à cette attaque aérienne de manière active. « L'obligation de respect [...] est particulièrement importante pour le partenaire d'une opération conjointe, d'autant plus que ce cas de figure est étroitement lié à l'obligation de ne pas encourager ni apporter aide ou assistance à la commission d'une violation des Conventions. Le fait, par exemple, pour une Haute Partie contractante de contribuer à financer, équiper, armer ou entraîner les forces armées d'une partie à un conflit, voire d'organiser, d'exécuter ou d'analyser une opération avec ces forces, la place dans une position privilégiée pour influencer le comportement de ces forces et donc pour faire respecter les Conventions ».

¹⁵⁶ S'agissant des personnes qui exécutent les frappes, il est possible que le pilote fasse feu sur la foi des informations qui lui ont été transmises en amont. Le Groupe d'experts estime que dans ce cas, la responsabilité du respect du droit international humanitaire incombe aux commandants qui organisent les frappes aériennes et en décident et qui disposent d'informations pertinentes provenant de diverses sources. Voir aussi William Boothby and Michael N. Schmitt, *The Law of Targeting* (Oxford University Press, 2012).

l'inefficacité de la méthode de choix des objectifs et des moyens de traitement, soit une volonté plus globale de s'acharner contre les infrastructures civiles¹⁵⁷.

4. Opérations terrestres

132. Le Groupe d'experts a enquêté sur les violations du droit international humanitaire relatives aux disparitions forcées perpétrées à Moukalla par les Forces d'élite du Hadramout contre des personnes suspectées d'être ou étant effectivement affiliés ou membres d'Al-Qaida dans la péninsule arabique. Ces forces ont été créées pour lutter contre la menace d'Al-Qaida après que le Gouvernement yéménite a repris le contrôle de la ville à la fin du mois d'avril. Théoriquement placées sous le commandement du Gouvernement légitime, elles sont en réalité sous le contrôle opérationnel des Émirats arabes unis, qui supervisent les opérations terrestres à Moukalla¹⁵⁸.

133. Le Groupe d'experts a enquêté sur cinq cas concernant six personnes victimes de disparition forcée après avoir été arrêtées par les Forces d'élite du Hadramout entre les mois de mai et novembre¹⁵⁹. L'une d'entre elles a été détenue à l'aéroport de Riyan avant d'être libérée¹⁶⁰. Une autre est un ouvrier spécialisé qui avait effectué des travaux techniques pour Al-Qaida alors qu'elle contrôlait de facto la région. Les cinq autres n'ont pas de lien connu avec Al-Qaida.

134. Le Groupe d'experts estime que, quand bien même ces personnes seraient associées à Al-Qaida dans la péninsule arabique, le Gouvernement est tenu, en vertu du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, de veiller à ce que les Forces d'élite du Hadramout, ou toute autre force présente sur le terrain sous l'autorité, le contrôle ou avec le consentement du Gouvernement, respectent les obligations juridiques et les garanties procédurales applicables à la privation de liberté¹⁶¹. Il s'agit notamment de prendre des mesures visant à prévenir les disparitions, par exemple en régularisant la procédure d'enregistrement des détenus et de communication aux familles de l'endroit où ils se trouvent¹⁶². Les Émirats arabes unis ayant également des forces terrestres sur le terrain à Moukalla, les mêmes obligations incombent à leur Gouvernement. Les Émirats arabes unis ont informé le Groupe d'experts que la coalition avait fourni aux Forces d'élite du Hadramout, qui sont sous le contrôle de l'Armée yéménite légitime, une assistance militaire et financière, ainsi qu'une assistance en matière de formation, de renseignement, de logistique et d'intervention aérienne.

B. Attaques attribuées aux forces houthistes et pro-Saleh : violations relatives à la privation de liberté¹⁶³

135. Le Groupe d'experts a enquêté sur 12 cas de privation de liberté exercée par les services de sécurité houthistes. Les violations du droit international humanitaire

¹⁵⁷ L'ONU a par exemple recensé, en 2016, 987 cas de frappes aériennes sur des immeubles résidentiels, 31 sur des usines civiles, 27 sur des établissements d'enseignement et 16 sur des unités médicales. Informations communiquées au Groupe d'experts le 19 décembre.

¹⁵⁸ Sources confidentielles.

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ Situation au 2 décembre.

¹⁶¹ Voir les règles 98, 99 et 123 du droit international humanitaire coutumier. Voir aussi les articles 4 et 5 des Protocoles additionnels du 8 juin 1977 aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et les articles 9, 10, 17 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

¹⁶² Ibid. et règle 99 du droit international humanitaire coutumier.

¹⁶³ Le tableau 8 récapitule les violations, notamment celles qui vont à l'encontre des règles 22, 87, 90, 98, 99, 117, 118 et 123. L'annexe confidentielle 50 apporte des précisions sur certaines de ces violations.

et des normes en matière de droits de l'homme¹⁶⁴ étaient courantes. Elles sont récapitulées au tableau 8.

Tableau 8
Violations relatives à la privation de liberté commises par les houthistes

	<i>Ancien ou Dernier lieu de détention</i>	<i>Durée de la détention</i>	<i>Restriction des contacts avec l'extérieur</i>	<i>Motifs des arrestations non communiqués</i>	<i>Aucune accusation officielle</i>	<i>Opposition à la détention impossible</i>	<i>Torture</i>	<i>Mauvais traitement</i>	<i>Mort des suites de la captivité</i>	<i>Exposition aux frappes aériennes</i>	<i>Refus d'accès aux médicaments</i>	<i>Observations</i>
1	Ebb	8 jours	X	X	X	X	X	X	X		X	Mécanicien
2	Amran	2 ans	X	X	X	X	X	X		X	X	Blessé par une frappe aérienne pendant sa détention – Étudiant
3	Centrale de Sanaa	4 mois	X	X	X	X	X	X				Évadé – enfant
4	Centrale de Sanaa	8 mois	X	X	X	X		X		X	X	Activiste sur les réseaux sociaux
5	Habra (Sanaa)	9 mois	X	X	X	X			X		X	Étudiant
6	Saref (Sanaa)	11 jours	X	X	X	X						Femme au foyer
7	Saref (Sanaa)	3 semain es	X	X	X	X				X		Animateur de collectivité
8	Saref (Sanaa)	+ de 3 mois	X	X	X	X				X		Animateur de collectivité
9	Saref (Sanaa)	+ de 3 mois	X	X	X	X				X		Animateur de collectivité
10	Saref (Sanaa)	4 mois	X	X	X	X				X		Animateur de collectivité
11	Saref (Sanaa)	2 mois	X	X	X	X				X		Animateur de collectivité
12	Centrale de Sanaa	+ de 3 ans	X	X	X	X	X	X			X	Procès en cours

136. Les violations figurant au tableau 8 se sont produites dans 11 centres de détention. Le Groupe d'experts a également recensé plus de 50 cas avérés de violation du droit international humanitaire en matière de privation de liberté, dans huit provinces (voir annexe 50)¹⁶⁵. Il constate que ces violations sont à la fois

¹⁶⁴ Il est de plus en plus reconnu que les acteurs non étatiques, en particulier s'ils exercent des fonctions de type gouvernemental et contrôlent de facto un territoire, devraient respecter les normes en matière de droits de l'homme lorsque leur conduite a une incidence sur les droits fondamentaux des personnes sous leur contrôle. Voir [A/HRC/33/38](#), par. 10 ; [A/HRC/29/51](#), par. 30 ; [A/HRC/22](#), par. 22 ; [S/PRST/2014/20](#) ; [A/HRC/21/50](#), par. 134 et annexe II, par. 10 ; [A/HRC/22/33](#) et [A/HRC/14/24](#), par. 46 c).

¹⁶⁵ Informations communiquées par les victimes, les familles, les organisations non gouvernementales locales et internationales, les militants des droits de l'homme et des juristes. L'ONU a recensé au moins 174 « arrestations » arbitraires faites par les forces houthistes en 2016 (au 19 décembre).

récurrentes et courantes dans les centres de détention contrôlés par les houthistes. Malgré la présence dans le domaine public de nombreuses preuves de ces violations (voir annexe 50), le Groupe d'experts n'a connaissance d'aucune poursuite pénale ni d'aucune mesure disciplinaire contre un membre des forces houthistes ayant causé ces violations ou y ayant contribué.

137. Le Groupe d'experts a également recensé plusieurs cas de personnes, y compris des migrants et des enfants, détenues à titre préventif par crainte de les voir prendre part aux combats dans l'avenir, ce qui constitue également une irrégularité de procédure¹⁶⁶.

138. Le Groupe d'experts estime que ces violations relatives à la privation de liberté sont suffisamment fréquentes pour refléter une politique plus large. Selon les critères de désignation énoncés au paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014), les personnes qui ont commis ces graves violations ainsi que leur hiérarchie représentent donc une menace à la paix et à la sécurité du Yémen. Les actes auxquels ils se livrent pourraient également relever du paragraphe 1 de la résolution. Certaines de ces violations constituent des crimes de guerre¹⁶⁷. L'annexe 21 donne un aperçu des centres de détention et des personnes qui en sont responsables.

C. Utilisation d'engins explosifs dans des zones peuplées

139. Le Groupe d'experts a recensé quatre cas d'utilisation d'engins explosifs (voir tableau 9) et continue d'enquêter sur deux autres cas d'explosions¹⁶⁸ survenues dans des zones densément peuplées à Taëz (voir annexe 51) qui ont provoqué la mort de 25 civils¹⁶⁹ et ont endommagé un immeuble résidentiel, une école, un hôpital et trois marchés.

Tableau 9

Utilisation d'engins explosifs dans des zones densément peuplées, 2016

<i>Date</i>	<i>Lieu</i>	<i>Point d'impact</i>	<i>Engin explosif</i>	<i>Observations/conséquences</i>	<i>Appendice à l'annexe 51</i>
1 3 juin	Rue Jamal	Marché	Roquette non guidée	Plus de 2 blessés	A
2 18 septembre	Hôpital de la Révolution	Hôpital	Obus de mortier	Infrastructure essentielle endommagée	
3 3 octobre	Bir Bacha	Marché	Obus de mortier	10 morts, plus de 17 blessés	
4 15 novembre	Quartier de Chamsin	Immeuble résidentiel	Obus de mortier	1 blessé	

¹⁶⁶ Sources confidentielles.

¹⁶⁷ Les infractions graves aux Conventions de Genève du 12 août 1949 constituent par exemple des crimes de guerre. La torture est une infraction grave. Voir l'article 3 commun aux Conventions de Genève du 12 août 1949 et la règle 156 du droit international humanitaire coutumier.

¹⁶⁸ Les deux autres cas concernaient, d'une part, l'explosion survenue à Bab el-Kabir le 3 juin 2016, qui a tué au moins 12 personnes et blessé environ 100, d'autre part, l'explosion du 7 juin 2016 dans une école du quartier de Chami, qui a fait cinq morts, dont quatre femmes et enfants.

¹⁶⁹ Le Groupe d'experts a vérifié les chiffres avancés pour quatre cas. Pour l'un des cas dont le bilan humain est lourd, le Groupe d'experts s'appuie sur les données fournies par l'ONU et par Médecins sans frontières.

140. Le Groupe d'experts, s'appuyant sur une analyse technique, a pu établir que trois attaques (n^{os} 1, 2 et 4 du tableau 9) avaient été lancées à partir de la zone est de Taëz, sous contrôle des forces houthistes ou pro-Saleh.

1. Résumé d'étude de cas : attaque contre l'hôpital de la Révolution¹⁷⁰

141. Le 28 septembre, à 21 h 15, un engin explosif a détonné sur le toit de l'immeuble résidentiel abritant le personnel de l'hôpital de la Révolution, endommageant panneaux solaires et réservoirs d'eau. Le Groupe d'experts constate que les obus de mortier ont été tirés depuis une zone contrôlée par les forces houthistes ou pro-Saleh.

Figure XI
Point d'impact

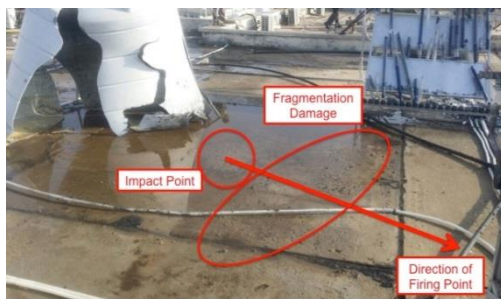
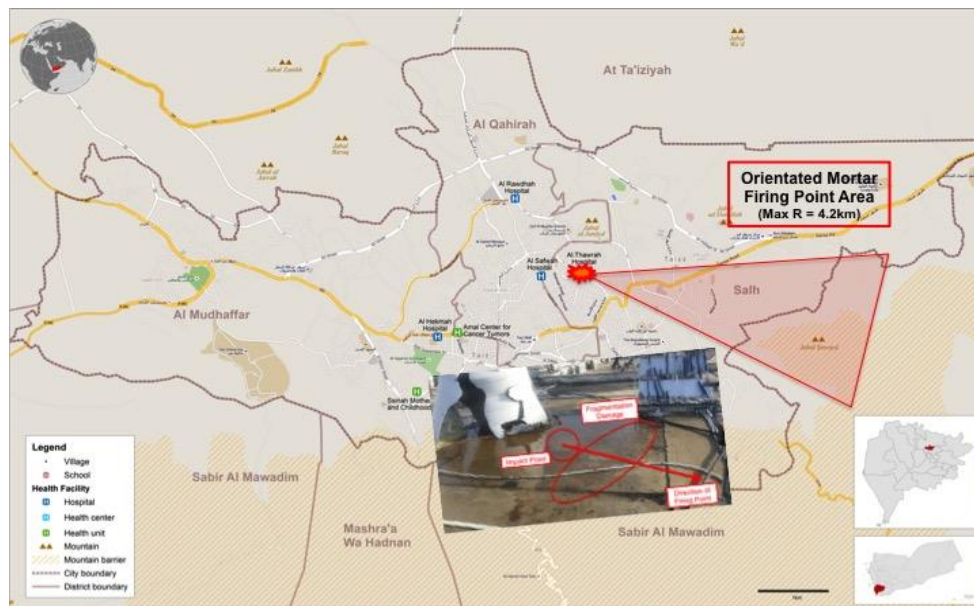


Figure XII
Ailette arrière d'un obus de mortier (explosif brisant)



¹⁷⁰ Exemple visant à montrer les méthodes employées dans toutes les études de cas, tant du point de vue technique que du point de vue du droit international humanitaire.

Figure XXIII
Analyse du pas de tir de mortiers



142. Les conclusions du Groupe d'experts sont les suivantes :

a) Il est presque certain que les forces houthistes ou pro-Saleh étaient responsables de l'attaque.

b) L'hôpital et son personnel médical sont protégés contre les attaques par le droit international humanitaire¹⁷¹. Il n'existe pas de preuves tangibles indiquant qu'au moment de l'attaque, ils avaient perdu ce statut de protégés¹⁷². Le personnel de l'hôpital déclare n'avoir reçu aucun avertissement avant l'attaque, contrairement à ce qu'exige le droit international humanitaire¹⁷³.

c) Il est certain que les combattants houthistes ou pro-Saleh connaissaient l'emplacement de l'hôpital et qu'ils savaient donc que des tirs de mortier lancés à proximité risqueraient très fortement de l'endommager et de toucher le personnel, les blessés et les malades, ainsi que les civils.

d) Compte tenu de ce qui précède, il est fort probable que les principes du droit international humanitaire que sont les principes de discrimination, de proportionnalité et de précaution lors des attaques n'aient pas été respectés.

2. Évaluation du Groupe d'experts concernant les opérations au sol

143. Les forces houthistes et pro-Saleh n'ont pas permis au Groupe d'experts d'accéder aux informations relatives aux quatre attaques répertoriées dans le tableau 9. Le Groupe d'experts, se fondant sur l'ensemble de ses enquêtes, estime qu'il est hautement improbable que les forces houthistes ou pro-Saleh aient respecté

¹⁷¹ Règles coutumières 25 et 28 du droit international humanitaire.

¹⁷² Ibid.

¹⁷³ Règle coutumière 28 du droit international humanitaire.

les principes de proportionnalité et de précaution lors des attaques. Certaines des attaques peuvent également constituer des crimes de guerre¹⁷⁴.

144. La prolifération des restes explosifs de guerre continue de présenter un risque majeur pour les civils (voir annexe 44) et le Groupe d'experts considère que cette situation empêche les personnes déplacées de retourner dans leur foyer en toute sécurité.

145. Le Groupe d'experts juge que les commandants dont les forces continuent de se livrer aux actes susmentionnés peuvent être considérés comme ceux qui menacent la paix et la sécurité au Yémen, conformément aux critères de désignation établis au paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014). Les actes auxquels ils se livrent pourraient également tomber sous le coup du paragraphe 18 de la résolution. Pour plus d'informations concernant les commandants des forces houthistes et pro-Saleh à Taëz, voir le paragraphe 42 et les annexes 21 et 25.

D. Recrutement et utilisation d'enfants dans les conflits armés

146. Les forces houthistes et pro-Saleh, l'AQPA, ainsi que les groupes armés associés au Gouvernement légitime continuent de recruter et d'utiliser des enfants dans les conflits armés¹⁷⁵. La coalition dirigée par l'Arabie saoudite a fourni au Groupe d'experts une liste sur laquelle étaient recensés 52 enfants qui avaient été placés sous sa garde. Elle lui a également permis d'entrer en contact avec des enfants soldats présumés ayant été recrutés par les Houthis. L'Arabie saoudite a informé le Groupe d'experts que les 52 enfants avaient ensuite été remis au Gouvernement légitime et transportés à Mareb.

147. Le Groupe d'experts a enquêté sur une affaire concernant un enfant de 16 ans qui, après avoir été capturé par les forces houthistes, avait été gravement torturé et défiguré parce qu'il était soupçonné d'être un combattant (voir annexe confidentielle 50).

148. Le fait que l'ONU a signalé à plusieurs reprises des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants par les forces houthistes et pro-Saleh dans les conflits armés (voir [A/70/836-S/2016/360](#) et Add.1) indique que leurs dirigeants ont connaissance de ces violations et n'ont mis en place aucune mesure efficace pour les prévenir.

E. Intolérance et discrimination à l'égard des minorités religieuses

149. Le Groupe d'experts a recensé plusieurs affaires concernant des personnes de confession bahaïe qui avaient été privées de liberté ou arrêtées dans des conditions qui ne garantissaient pas l'application régulière de la loi. Les informations relatives à ces affaires figurent à l'annexe confidentielle 50. Le fait de priver un groupe de personnes de leur liberté de se livrer à des activités ayant trait à leur confession va à l'encontre de plusieurs normes de droits de l'homme¹⁷⁶. Le Groupe d'experts a identifié une personne responsable de ces incidents.

¹⁷⁴ Les violations graves du droit international humanitaire constituent des crimes de guerre (règle coutumière¹⁵⁶ du droit international humanitaire).

¹⁷⁵ Information provenant de multiples sources.

¹⁷⁶ Articles 2, 7 et 18 à 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

F. Attaques attribuées au gouvernement du Président Hadi

1. Déplacement forcé de civils

150. Le 8 mai 2016, les services de sécurité ont commencé à déplacer de force des personnes venant du nord du pays qui travaillaient ou résidaient à Aden¹⁷⁷. Les autorités locales ont appuyé cette initiative, estimant qu'il s'agissait là d'une mesure de sécurité visant à mettre un terme aux assassinats et aux actes de violence survenant à répétition dans la région.

151. Le 9 mai ou autour de cette date, le Président Hadi a publié une déclaration dans laquelle il condamnait ces déplacements forcés et enjoignait aux Gouverneurs d'Aden, de Lahj et de Daleh d'intervenir de toute urgence pour mettre un terme à l'incitation à la violence dans la région et aux expulsions¹⁷⁸.

152. Selon le Groupe d'experts, si les expulsions sont menées à l'échelon local, il est presque certain qu'elles sont le signe d'une politique gouvernementale plus large conduite dans l'ensemble des provinces d'Aden. Le Groupe d'experts a identifié les responsables de la mise en œuvre de cette politique.

153. Le Groupe d'experts a ensuite enquêté sur un autre cas lié au déplacement forcé vers Taëz de trois employés d'une usine située à Lahj, le 12 mai ou autour de cette date. L'armée yéménite a ainsi arraché ces personnes à leur lieu de travail et les auraient transportées au « nord » du pays. Avant qu'il ne soit expulsé, l'un des employés a pu se rendre à Aden afin que sa famille puisse le suivre dans le nord du pays. Ces faits sont contraires à plusieurs dispositions du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, et vont notamment à l'encontre des droits relatifs à l'occupation, à l'interdiction des déplacements forcés et à la discrimination¹⁷⁹. Le Groupe d'experts a également identifié à Lahj le commandant responsable de ces déplacements forcés.

154. Le Groupe d'experts constate que la discrimination, réelle ou supposée, à l'égard des personnes venant du nord du pays se poursuit à Aden. Ces faits de discrimination ainsi que les déplacements forcés risquent de saper la légitimité des autorités locales yéménites et d'entraver les efforts nationaux et internationaux visant à rétablir la sécurité et la gouvernance locales nécessaires à une solution durable. Les personnes et les entités se livrant à des actes graves de cette nature peuvent être considérées comme ceux qui menacent la paix et la sécurité au Yémen, conformément aux critères de désignation établis au paragraphe 17 de la résolution 2140 (2014). Les actes auxquels ils se livrent pourraient également tomber sous le coup des alinéas a) et c) du paragraphe 18 de la résolution.

2. Entraves à la fourniture de services médicaux

155. Le Groupe d'experts a recensé 18 attaques perpétrées contre des hôpitaux au Yémen en 2016 (voir annexe 52). Les parties à un conflit sont tenues par le droit international humanitaire de prendre des mesures pour s'assurer que le personnel médical ainsi que les unités et les moyens de transport sanitaires sont respectés et protégés durant le conflit. Le Groupe d'experts a répertorié trois cas survenus à Taëz, au cours desquels des hommes armés ont menacé les membres du personnel

¹⁷⁷ Il s'agissait de plusieurs personnes ayant déjà fait l'objet d'un déplacement forcé.

¹⁷⁸ <http://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2016/05/09/Yemen-leader-slams-civilian-expulsions-from-Aden-.html>, et <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2016/5/11/aden-officials-backtrack-on-controversial-deportation-campaign>.

¹⁷⁹ Voir par. 1 de l'article 17 du Protocole additionnel et règles coutumières 87, 88 et 129 du droit international humanitaire. Voir aussi les articles 17, 25 et 26 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

médical et les ont perturbés alors qu'ils étaient en train de sauver des vies, ceci afin de les forcer à soigner en priorité leurs blessés (voir annexe confidentielle 53). Les hôpitaux concernés étaient dans des zones contrôlées par les forces de la « résistance ». Le Groupe d'experts note qu'en vertu du droit international humanitaire, il est interdit de contraindre une personne exerçant des activités de caractère médical à accomplir des actes contraires aux principes de la déontologie médicale¹⁸⁰.

IX. Entraves à l'aide humanitaire

156. Conformément au paragraphe 19 de la résolution 2216 (2015), le Groupe d'experts continue d'enquêter sur les obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen, ainsi qu'à l'accès à cette aide ou à sa distribution dans le pays.

A. Obstacles à l'acheminement de l'aide humanitaire

157. Le Groupe d'experts constate que l'insécurité causée par les attaques perpétrées récemment contre des navires de commerce (voir par. 33 et 37), la hausse des coûts d'assurance risques de guerre, les problèmes liés au change de devises¹⁸¹, ainsi que l'arraisonnement, l'immobilisation et le détournement de certains navires de commerce¹⁸² nuisent à la distribution des denrées alimentaires. Certains de ces navires de commerce transportent aussi de l'aide humanitaire. Cette situation complique grandement la tâche des acteurs humanitaires qui sont chargés de faire parvenir une aide supplémentaire au Yémen pour répondre aux besoins du pays¹⁸³. Avant le début du conflit, 90 % des denrées alimentaires disponibles au Yémen provenaient d'autres pays.

158. Les acteurs humanitaires sont également confrontés à des difficultés s'agissant de l'acheminement des fournitures médicales. Selon l'équipe de pays pour l'action humanitaire, après que la coalition dirigée par l'Arabie saoudite a mis en place en août des restrictions d'accès à l'aéroport international de Sanaa pour les vols commerciaux, plus de 6 500 personnes n'ont pu avoir accès aux soins médicaux¹⁸⁴. La compagnie aérienne nationale yéménite estime qu'au moins un tiers des passagers se rendaient à l'étranger pour recevoir des soins médicaux, souvent pour des maladies chroniques nécessitant un traitement devenu pratiquement inexistant au Yémen, pour partie en raison des difficultés d'importation¹⁸⁵.

¹⁸⁰ Règle coutumière 26 du droit international humanitaire.

¹⁸¹ Les personnes important du blé au Yémen ont déclaré qu'elles cesseraient de le faire. Le Groupe d'experts dispose du document faisant état de cette déclaration.

¹⁸² Ahmad Ghaddar, Rom Bousso et Dmitry Zhdannikov, « Tankers seized in Yemen port, risking deeper import crisis », Reuters, 15 septembre 2016. Disponible à l'adresse <http://www.reuters.com/article/us-yemen-oil-exclusive-idUSKCN11K2BQ>.

¹⁸³ En novembre, les prix de la farine de blé et du sucre avaient augmenté d'environ 25 % en moyenne dans l'ensemble du Yémen par rapport aux prix en vigueur avant le conflit. Toujours en novembre, le volume de carburant importé au Yémen ne couvrait que 40 % des besoins mensuels du pays. Voir Jonathan Saul et Maha El Dahan, « Yemen traders halt new wheat imports as famine approaches », Reuters, 16 décembre 2016. Disponible à l'adresse <http://www.reuters.com/article/us-yemen-food-exclusive-idUSKBN1450H6>.

¹⁸⁴ Bureau de la coordination des affaires humanitaires, « 2017 Humanitarian needs overview: Yemen », novembre 2016. Disponible à l'adresse https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/yemen_2017_hno_final_1.pdf.

¹⁸⁵ Ibid.

B. Obstacles à la distribution de l'aide humanitaire

159. Le Groupe d'experts considère que toutes les parties au conflit ont fait obstacle à la distribution de l'aide humanitaire. Tout en tenant dûment compte du caractère délicat de la situation sur le terrain en matière d'accès humanitaire, le Groupe d'experts a rendu compte, à la demande des sources d'information avec lesquelles il est en contact, de 29 incidents à l'annexe confidentielle 54.

X. Recommandations

160. Le Groupe d'experts n'a pas d'autres recommandations à faire que celles qu'il avait déjà formulées dans son rapport final pour 2015 (S/2016/73) et dans le bilan à mi-parcours pour 2016 qu'il avait présenté au Comité.

Annex 1: ‘The opportunity to reply’ methodology used by the Panel

1. Although sanctions are meant to be preventative not punitive, it should be recognized that the mere naming of an individual or entity¹ in a Panel’s report, could impact adversely on the fundamental human rights and reputation of the person. As such, the Panel decided to allow individuals concerned with an opportunity to provide an alternative narrative and to provide concrete and specific information/material to support the narrative. Through this interaction, the individual is given the opportunity to demonstrate that their conduct does not fall within the relevant listing criteria. This is called the ‘opportunity to reply’.
2. The Panel’s methodology on the opportunity to reply is as follows:
 - (a) Providing an individual with an ‘opportunity to reply’ should be the norm;
 - (b) An individual may be denied an opportunity to reply if the Panel concludes based on credible evidence that there is a fear that doing so would:
 - (i) Result in the individual moving assets if they get advance warning of a possible recommendation for designation;
 - (ii) Restrict further access of the Panel to vital sources;
 - (iii) Endanger Panel sources or Panel members;
 - (iv) Adversely and gravely impact humanitarian access for humanitarian actors in the field; or
 - (v) For any other reason that can be clearly demonstrated as reasonable and justifiable in the prevailing circumstances.
3. Unless any of 2 (b) (i) to (v) above applies, members of the Panel should be in a position to provide an individual an opportunity to reply. The individual should be able to communicate directly with the Panel to convey their personal determination as to the level and nature of their interaction with the Panel.
4. Interactions between the Panel and the individual should be direct, unless in exceptional circumstances.
5. In no circumstances can third parties, without the knowledge of the individual, determine for the individual its level of interaction with the Panel.
6. The individual, on the other hand, in making their determination of the level and nature of interaction with the Panel, may consult third parties or allow third parties (for example, legal representative or his government) to communicate on his/her behalf on subsequent interactions with the Panel.
7. The key point is that the Panel, at the conclusion of its investigations, is able to directly communicate with the individual to afford the ‘opportunity to reply’ to allegations against him/her. Some possible differences between a right of reply (after designation) and the opportunity to reply (before designation) are as shown in table 1.1.

¹ Hereinafter just the term individual will be used to reflect both.

Table 1.1
Right of Reply versus Opportunity to Reply

<i>Question</i>	<i>Right of Reply</i> ²	<i>Opportunity to Reply</i>
Who is the responsible entity?	A duly appointed focal person / ombudsperson with the ability to provide an effective remedy.	The Panel
When should the right of reply / opportunity to reply be given?	After the individual is designated.	If possible before an individual is named in the report as having violated the sanctions regime and definitely before a confidential recommendation is made to the Sanctions Committee recommending designation.
What are the objectives sought to be achieved?	To afford the individual the ability to contest the listing/designation. It is up to the relevant competent body to decide the extent of information shared with the individual, but it should be sufficiently detailed to enable him to prepare an informed response.	To allow the Panel to complete its investigation and to ensure that the individual does not have an alternative narrative that requires investigation prior to a recommendation for designation.
What information should be shared with the individual/entity?	Nature of allegations that form the basis of the summary of evidence and other information deemed necessary by the competent authority.	Sufficient information on the activities being investigated. Outline of allegations against individuals to enable them to provide an informed response to these allegations. Sufficient information on possible violations.

² This table is aimed to illustrate the differences between the opportunity to reply when compared to the right of reply and is not an authoritative statement on the nature and scope of the right to reply, which is within the competence of other bodies/entities, such as the Council in the event of a designation.

Annex 2: Violations relating to IHL, IHRL, and acts that constitute human rights abuses investigative methodology

1. The Panel adopted the following stringent methodology to ensure that its investigations met the highest possible evidentiary standards, despite it being prevented from visiting Yemen. In doing so it has paid particular attention to the “Informal Working Group on General Issues of Sanctions Reports”, S/2006/997, on best practices and methods, including paragraphs 21, 22 and 23, as requested by paragraph 11 of resolution 2266 (2016).

2. The Panel’s methodology, in relation to its investigations concerning IHL, IHRL and human rights abuses, is set out as below:

(a) All Panel investigations are initiated based on verifiable information being made available to the Panel, either directly from sources or from media reports.

(b) In carrying out its investigations on the use of explosive ordnance, the Panel relies on at least three or more of the following sources of information:

(i) At least two eye-witnesses or victims;

(ii) At least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;

(iii) If there are casualties associated with the incident, and if the casualties are less than ten in number, the Panel obtains copies of death certificates and medical certificates. In incidents relating to mass casualties, the Panel relies on published information from the United Nations and other organizations;

(iv) Technical evidence, which includes imagery of explosive events such as the impact damage, blast effects, and recovered fragmentation. In all cases, the Panel collects imagery from at least two different and unrelated sources. In the rare cases where the Panel has had to rely on open source imagery, the Panel verifies that imagery by referring it to eyewitnesses or by checking for pixilation distortion;

a. In relation to air strikes, the Panel often identifies the responsible party through crater analysis or by the identification of components from imagery of fragmentation; and

b. The Panel also analyses imagery of the ground splatter pattern at the point of impact from mortar, artillery, or free flight rocket fire to identify the direction from which the incoming ordnance originated. This is one indicator to assist in the identification of the perpetrator for ground fire when combined with other source information.

(v) The utilisation of open source or purchased satellite imagery wherever possible, to identify the exact location of an incident, and to support analysis of the type and extent of destruction. Such imagery may also assist in the confirmation of timelines of the incident;

(vi) Access to investigation reports and other documentation of local and international organizations that have independently investigated the incident;

(vii) Other documentation that supports the narrative of sources, for example, factory manuals that may prove that the said factory is technically incapable of producing weapons of the type it is alleged to have produced;

(viii) In rare instances where the Panel has doubt as to the veracity of available facts from other sources, local sources are relied on to collect specific and verifiable information from the ground. (For example, if the Panel wished to confirm the presence of an armed group in a particular area);

(ix) Statements issued by or on behalf of a party to the conflict responsible for the incident; and/or

(x) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(c) In carrying out its investigations on deprivation of liberty and associated violations the Panel relies on the following sources of information:

(i) The victims, where they are able and willing to speak to the Panel, and where medical and security conditions are conducive to such an interview;

(ii) The relatives of victims and others who had access to the victims while in custody. This is particularly relevant in instances where the victim dies in custody;

(iii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;

(iv) Medical documentation and, where applicable, death certificates;

(v) Documentation issued by prison authorities;

(vi) Interviews with medical personnel who treated the victim, wherever possible;

(vii) Investigation and other documentation from local and international organizations that have independently investigated the incident. The Panel may also seek access to court documents if the detainee is on trial or other documentation that proves or disproves the narrative of the victim;

(viii) Where relevant, the Panel uses local sources to collect specific and verifiable information from the ground, for example, medical certificates;

(ix) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or

(xx) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(d) In carrying out its investigations on other violations, including forced displacement and threats against medical workers, the Panel relies on information that includes:

- (i) Interviews with victims, eyewitnesses, and direct reports where they are able and willing to speak to the Panel, and where conditions are conducive to such an interview;
- (ii) Interviews with at least one individual or organization (either local or international) that has also independently investigated the incident;
- (iii) Documentation relevant to verify information obtained;
- (iv) Statements issued by the party to the conflict responsible for the incident; and/or
- (v) Open source information to identify other collaborative or contradictory information regarding the Panel's findings.

(e) The standard of proof is met when the Panel has reasonable grounds to believe that the incidents had occurred as described and, based on multiple corroboratory sources, that the responsibility for the incident lies with the identified perpetrator. The standard of proof is "beyond a reasonable doubt".

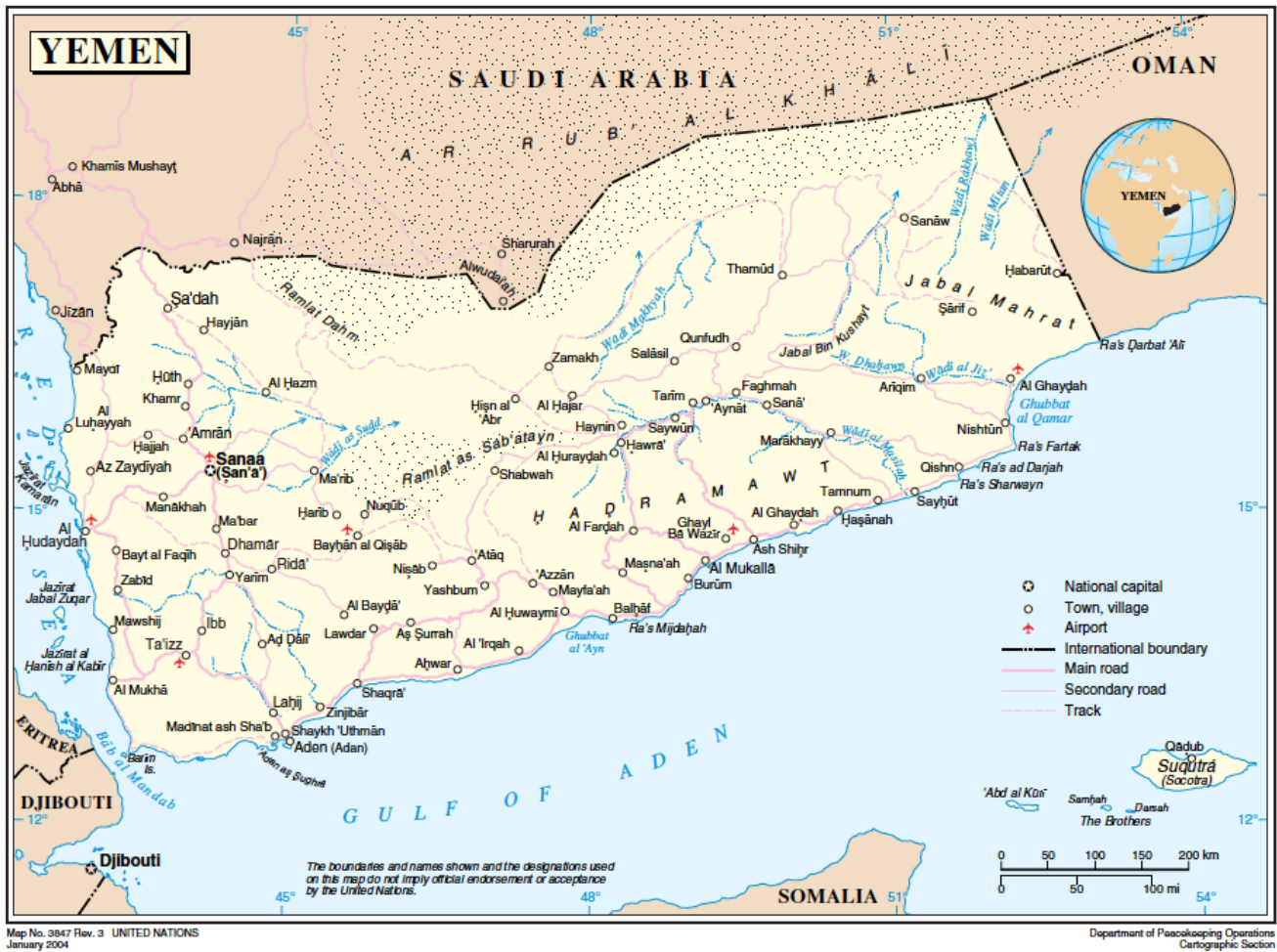
(f) Upon completion of its investigation, wherever possible, the Panel provides those responsible with an opportunity to respond to the Panel's findings in so far as it relates to the attribution of responsibility. This is undertaken in accordance with the Panel's standard methodology on the opportunity to reply. Generally, the Panel would provide detailed information in any opportunity to respond, including geo-locations. However, detailed information on incidents are not provided when there is a credible threat that it would threaten Panel sources, for example, in violations related to deprivation of liberty, violations associated with ground strikes on a civilian home, or in violations associated with children.

(g) If a party does not provide the Panel with the information requested, then the Panel will consider whether this is of sufficient gravity to be considered as non-compliance with paragraph 8 of resolution 2266 (2016), and thus consideration for reporting to the Committee.

3. The Panel will not include information in its reports any information that may identify or endanger its sources. Where it is necessary to bring such information to the attention of the Council or the Committee, the Panel may include more source information in confidential annexes.

4. The Panel will not divulge any information that may lead to the identification of victims, witnesses, and other particularly vulnerable Panel sources, except: 1) with the specific permission of the sources; and 2) where the Panel is, based on its own assessment, certain that these individuals would not suffer any danger as a result. The Panel stands ready to provide the Council or the Committee, on request, with any additional imagery and documentation to supports the Panel's findings beyond that included in its reports. Appropriate precautions will be taken though to protect the anonymity of its sources.

Annex 3: UN Geographic Information Systems (GIS) map (place name identification)



Annex 4: Summary of Panel correspondence (2016)

Table 4.1
Correspondence with Member States

<i>Member State</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by Member State</i>
Australia	3	1 ³
The Bahamas	2	2
Bahrain	1	1
Belgium	1	
Brazil	4	
Bulgaria	2	
Canada	1	
China	3	
Czech Republic	1	
Djibouti	2	1
Democratic People's Republic of Korea	1	1
Egypt	2	
France	2	1
Hungary	1	1
Islamic Republic of Iran	7	7
Isle of Man	1	
Italy	2	
Jordan	4	2
Kuwait	1	1
Liechtenstein	1	
Malaysia	2	
Morocco	3	
Netherlands	2	
Oman	5	5
Qatar	1	1
Romania	1	1
Russian Federation	5	
Saudi Arabia	21	12
Singapore	2	
Spain	1	
The Sudan	2	2
Switzerland	4	
United Arab Emirates	18	3
United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland	2	2
United States of America	5	3
Yemen	13	1
Total	129	48

³ Holding reply only received to date.

Table 4.2
Correspondence with the ministry of foreign affairs in Yemen

<i>Entity</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by entity</i>
MFA Yemen in Sana'a	5	5
Total	5	5

Table 4.3
Correspondence with commercial companies

<i>Commercial company</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by company</i>
Al Rams Trading (UAE)	1	
Al Thuraya Tower Trading (UAE)	1	
Amir Mizraei(UAE)	1	
Arab Bank (UAE)	1	
Arsenal Joint Stock Company (Bulgaria)	1	
Agency for Aerial Navigation Safety in Africa and Madagascar (ASCECNA) (Regional, Senegal)	1	1
Caracal (UAE)	1	
Citibank (UAE)	1	
CITIGROUP (USA)	1	1
Commercial Bank of Dubai (UAE)	1	
Cygnus Telecom (UAE)	2	
Deutsche Bank	1	
Dubai Islamic Bank (UAE)	1	
EDO MBM (UK)	1	
Emirates National Dubai Bank (UAE)	1	
First Gulf Bank (UAE)	1	
Instlaza (Spain)	1	
International Commercial Bank (UAE)	1	
Jetworks (UK)	1	
Lockheed Martin (USA)	1	1
Mobile Yemen (Yemen)	1	1
Mediterranean Shipping Company (Switzerland)	1	
National Bank of Abu Dhabi (UAE)	1	
Noor Bank (UAE)	1	
PGW Defence (Canada)	1	
Raytheon (UK)	1	1
SAMCO (Netherlands)	1	

<i>Commercial company</i>	<i>Number of letters sent by the Panel</i>	<i>Number of unanswered letters by company</i>
Taurus (Brazil)	1	
Thuraya (UAE)	1	
Zastava (Serbia)	1	
Total	32	5

Annex 5: Acting government under the control of the Houthis (to 28 November 2016)

1. Until 28 November 2016, the Houthis managed to keep the ministries in Sana'a operational under the authority of previous members of the cabinet who chose to cooperate with them. One example being Major General Jalal al-Rowayshan who kept his post of minister of interior after President Hadi left Sana'a. Those who chose to cooperate kept their titles as minister or deputy ministers. The Houthis also appointed additional members with the title of 'chargé d'affaires'. The acting cabinet comprised of 33 members chaired by Talal Aqlan.

Figure 5.1

Image of the official webpage of the prime ministry with Talal Aqlan as the acting prime minister

The screenshot shows the official website of the Prime Ministry of Yemen. The header features the national emblem and the text 'رئاسة الوزراء' (Prime Ministry) and 'WWW.YEMEN.GOV.YE'. Below the header, there is a navigation menu with items like 'الرئيسية', 'رئيس الوزراء', 'الحكومة الحالية', 'الأمين العام', 'برنامج الحكومة', 'المهام والإختصاصات', 'الهيكل و اللاتحة التنظيمية والقواد', and 'القائمة الرئيسية'. The main content area displays a list of 'أعضاء الحكومة الحالية' (Current Government Members) with a table listing their names and positions. The table is as follows:

الاسم	الصفة
أبطلل عبدالكريم عتاتن	العالم بأعمال رئيس الوزراء
اللواء الركن/جلال الرويشان	وزير الداخلية

Below the table, there is a 'التاريخ' (Date) dropdown menu and a '> الخلف 1 من 1 التالي <' (Previous/Next) navigation bar. On the right side, there is a vertical menu with items like 'الرئيسية', 'رئيس الوزراء', 'الحكومة الحالية', 'الأمين العام', 'الأخبار', 'برنامج الحكومة', 'مهام وإختصاصات الحكومة', 'الهيكل و اللاتحة التنظيمية والقوانين', 'إجتماعات المجلس', 'الإصدارات', and 'الحكومات السابقة'.

Source: <http://www.yemen.gov.ye/portal/gov/الحكومة%الحالية/tabid/984/Default.aspx>, This page was saved by the Panel before it was removed and replaced by the current “cabinet of national salvation”, see below.

Table 5.2
List of the acting council of government up to 28 November 2016 (English)

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Cabinet rank</i>	<i>Position of responsibility</i>
1	Talal Abdelkarim Aqlan	head	head of government
2	Major General Jalal Al Rowayshan	minister	interior
3	Ghaleb Abdullah Motlaq	minister of state	implementation of NDC outcomes
4	Hassan Mohamed Zaid	minister of state	member of council of ministers
5	Ahmed Mohamed Ashami	minister	civil service and insurance
6	Abdurrahman al Mokhtar	minister / chargé d'affaires	legal affairs
7	Mohsein Ali Annaqib	deputy minister	industry and commerce
8	Abdullah Abdu al Hamdi	deputy minister	education
9	Mathar al Abbassi	deputy minister	planning and international cooperation
10	Hadi Ablan	deputy minister	culture
11	Ahmed al Aqida	deputy minister	justice
12	Mosleh Mohsein al A'zir	deputy minister	communications and information technology
13	Khaled al Houali	deputy minister	professional and technical learning
14	Hassan Zaid ben Yahya	deputy minister	youth and sport
15	Abdussalam Ahmed Addal'I	minister / chargé d'affaires ⁴	local administration
16	Mohamed Ali Siwar	secretary-general / chargé d'affaires	council of ministers
17	Mohamed Abdullah Hajar	minister / chargé d'affaires	foreign affairs
18	Mohamed Nasser al Janad	minister / chargé d'affaires	finance
19	Yahya al A'jam	minister / chargé d'affaires	oil and minerals
20	Abdulmalik al Jawlahi	minister / chargé d'affaires	general labour and roads
21	Abdullah Basunbul	minister / chargé d'affaires	fisheries
22	Ahmed Nasser al Hammati	minister / chargé d'affaires	education
23	Ali Saleh Taissir	minister / chargé d'affaires	human rights

⁴ Although titled chargé d'affaires these individuals also had ministerial responsibility.

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Cabinet rank</i>	<i>Position of responsibility</i>
24	Abdu Mohamed al Hukaimi	minister / chargé d'affaires	social affairs and justice
25	Abdulkarim Arrawdi	minister / chargé d'affaires	higher education and social research
26	Ghazi Ismail	minister / chargé d'affaires	public health and housing
27	Abdurrahman al Qallam	minister / chargé d'affaires	endowment and religious guidance
28	Abdullah Ali al A'nsi	minister / chargé d'affaires	transport
29	Ibrahim al Hamdi	minister / chargé d'affaires	diaspora
30	Issam Assanini	minister / chargé d'affaires	tourism
31	Adil Dhamran	minister / chargé d'affaires	energy and electricity
32	Mohamed Shamsan	minister / chargé d'affaires	water and forestry
33	Ali Abdullah al Fadil	minister / chargé d'affaires	agriculture and irrigation

Annex 6: Supreme security committee and security and military committee

1. The Houthis established a supreme security committee on 7 February 2016, which initially comprised 17 members. A number of members left the country with some joining President Hadi. Major General Abderaqqib Thabit Assoubaihi, the then Minister of Defence under President Hadi who initially chaired the supreme security committee, escaped Sana'a and the legitimate Government in Aden. He was then subsequently arrested by the Houthis and remained incommunicado as at 2 January 2017.

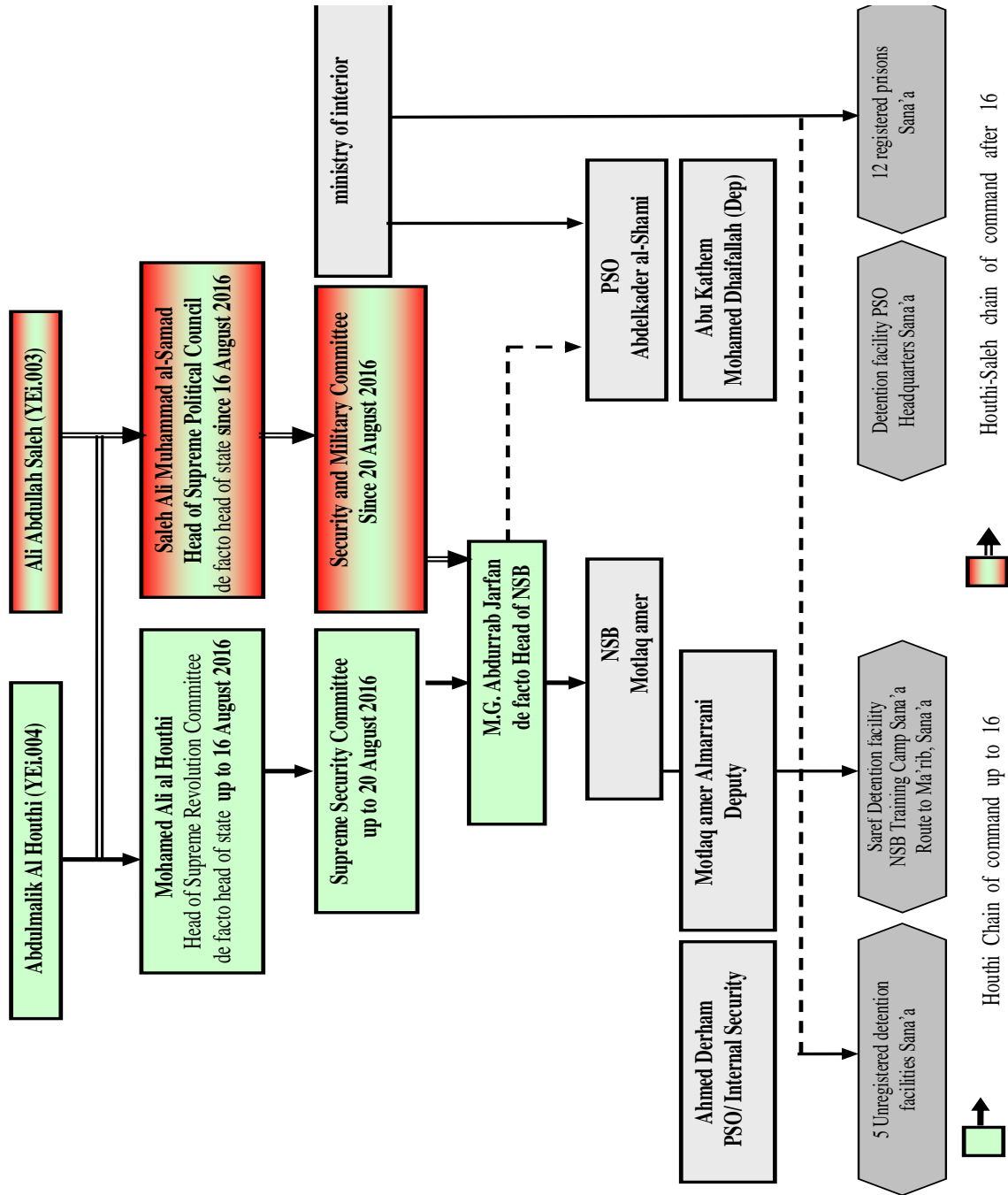
2. On 20 August 2016, the supreme political council (SPC) appointed a security and military committee to replace the supreme security committee. Only Major General Jalal Al Rowayshan the acting minister of interior, Major General Hussain Khairan, the acting minister of defence, Major General Zakaria Yahya Mohammed Al-Shami the acting Chief of Staff of the Yemeni Armed Forces in areas controlled by the Houthis and Major General Abdurrah Saleh Ahmed Jarfan continued on to also become members of the security and military committee.

Table 6.1

List of the SSC and SMC (English)

Serial	Supreme security committee Appointed on 7 February 2016	Security and military committee Appointed on 20 August 2016
1	Major General Jalal Al Rowayshan	
2	Major General Hussain Khairan	
3	Major General Zakaria Yahya Mohammed Al-Shami	
4	Major General Abdurrah Saleh Ahmed Jarfan	
	Appointment Terminated	
5	Yussef Hassan Ismail Al Madani	
6	Abdullah Yahya Abdullah Al Hakim	
7	Taha Hassan Al Madani	
8	Abderrazak Al Marouni	
9	Awad Ben Farid	
10	Abderaqqib Thabit Assoubaihi	
11	Ali Ben Ali Al Jaifi	
12	Abdullah Mohnif	
13	Ahmed Mohsin Al Yafai	
14	Mohamed Daifallah Saleh Sabhan	
15	Mohammed Abdulkarim Al Ghumari	
16	Hamoud Khaled Al Soufi **	
17	Ali Hassan Al Ahmadi **	
	** Discontinued their membership and left Yemen	New appointments
18		Abdulkarim Amir Eddine Al Houthi
19		Abdulkader Kassem Al-Shami
20		Abdullah Al Qawssi
21		Ahmed Naji Mane'a
22		Abdulkhakim Hashem Al Khiwani
23		Brigadier General Said Mohammed Al Hariri
24		Brigadier General Ahmed Adhufaiif
25		Asa'ad Hadi Asa'ad
26		Hassan Salah Al Marrani

Annex 7: Structure of the intelligence and security services controlled by the Houthis



Annex 8: Supreme political council ⁵Table 8.1
Supreme political council

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Affiliation</i>
1	Salih Ali Muhammad al-Samad ⁶	president	Houthi
2	Qasim Muhammad Ghalib Labuzah ⁷	vice president	Saleh
3	Sadiq Amin Abu Ras ⁸	member	Saleh
4	Yusif Husayn Abdullah al-Fayshi ⁹	member	Houthi
5	Khali Said Muhammad al-Dayani ¹⁰	member	Saleh
6	Muhammad Saleh Mabkhut al-Nuaymi ¹¹	member	Houthi
7	Jabir Abdullah Ghalib al-Wahabani ¹²	member	Saleh
8	Sultan Ahmed Abd al-Rabb Mujahid al-Samai ¹³	member	Houthi
9	Nasir Nasir Abdullah al-Nasiri ¹⁴	member	Saleh
10	Mubarak Salih al-Mashin al-Zayadi ¹⁵	member (Deceased)	Saleh

⁵ Established 15 August 2016.

⁶ Salih Ali Muhammad al-Samad is the head of Ansar Allah's Political Bureau.

⁷ Qasim Muhammad Ghalib Labuzah is the head of the GPC in Lahj. He holds a Ph.D and participated in the National Dialogue.

⁸ Sadiq Amin Abu Ras is a tribal shaykh from Dhu Husayn of the Bakil tribal confederation. He is the Deputy Head of the GPC and was next to Ali Abdullah Saleh (YEi.003) on 3 June 2011 when the mosque inside the presidential palace was bombed in an attempted assassination.

⁹ Yusif Abdullah Husayn al-Fayshi is a former member of the Houthi's now disbanded Revolutionary Committee. al-Fayshi stood behind al-Samad when the latter signed the agreement establishing the Houthi-Saleh Political Council on 28 July 2016.

¹⁰ Khalid Said Muhammad al-Dayani is a member of the GPC and a former Governor of Hadramawt.

¹¹ Muhammad Saleh Mabkhut al-Nuaymi is the pro-Houthi head of the Political Bureau for the Union of Popular Yemeni Forces.

¹² Jabir Abdullah Ghalib al-Wahabani is a member of Yemen's parliament and heads the pro-Saleh GPC in Ta'izz.

¹³ Sultan Ahmad Abd al-Rabb Mujahid al-Samai is from Ta'izz.

¹⁴ Nasir Nasir Abdullah al-Nasiri is from Dhamar.

¹⁵ Mubarak Salih al-Mashin al-Zayadi was a military commander from the al-Zayadi tribe in Ma'rib. The Houthis appointed him to command the 3rd military district, centred in Ma'rib and he was active in the fighting in Sirwah. He was killed on 8 October 2016 in a Saudi Arabia-led coalition strike on the al-Sala al-Kubra Funeral Hall in Sana'a. The Panel is unaware of his replacement.

Annex 9: Government of national salvation since 28 November 2016

1. On 28 November 2016, the SPC appointed the “government of national salvation” under decree 56(2016), which consists of a cabinet of 42 members headed by Abulaziz Sale bin Hابتour, a GPC member. The cabinet contains thirteen members affiliated to GPC. The Panel notes that only five members of the outgoing acting government were renamed in the new cabinet. Two Major Generals with an active role in Houthi military operations were named ministers: 1) Major General Zakaria Yahya Mohammed Al-Shami, the chief of staff of the armed forces affiliated to the Houthis, also a member of the military and security committee, was appointed as minister of transportation and 2) Major General Mohamed Nasser al A’tifi¹⁶ was appointed minister of defence.

2. Fares Mohamed Mana’a (SOi.008), who was designated on 12 April 2010 by the Security Council Committee pursuant to resolutions 751 (1992) and 1907 (2009) concerning Somalia and Eritrea, who was previously governor of Sa’dah under the Houthis between 2012 and 2014, was appointed as minister of state.

Figure 9.1

Members of the government of national salvation appointed in 28 November 2016



¹⁶ He commanded the group of ballistic missile brigades since at least 2012. He is a well-known professional officer from the Khawlan tribe who has recently been praised several times by Abdulmalik al Houthi (YEi.004) for the ingenuity of the ballistic missile units.

Figure 9.2
Prime Minister Abulaziz Sale bin Habtour



Figure 9.3
Extract from official webpage of the prime ministry

1. /د. عبدالعزيز صالح بن حبتور رئيسا للوزراء

Source: <http://www.yemen.gov.ye/portal/gov/الحكومةالحالية/tabid/984/Default.aspx>.

Translation:

Decree of the supreme political council 56 of 2016

../..

Article (1): the government of the national salvation comprises as follow:

1. Abdulaziz Saleh bin Habtour, prime minister;

../..

Table 9.1
List of the acting council of government up to 28 November 2016 (English)

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Cabinet rank</i>	<i>Position of responsibility</i>
1	Abdulaziz Saleh bin Habtour ^{GPC}	prime minister	head
2	Hussein Abdullah Maqboli	deputy prime minister	economic affairs
3	Akram Abdullah A'tia	deputy prime minister	internal affairs
4	Major General Jalal Ali Al Rowayshan	deputy prime minister	security affairs
5	Major General Mohamed Nasser al A'tifi ^{GPC}	minister	defence ¹⁷
6	Ali ben Ali Alqissi ^{GPC}	minister	local administration
7	Ahmed Abdullah A'qabat	minister	justice
8	Saleh Ahmed Sha'ban	minister	finance
9	Talal Abdelkarim A'qlan	minister	civil service and insurance
10	Major General Mohamed Abdullah al Qawsi ^{GPC}	minister	interior
11	Alia'a Faissal Abdullatid Asha'bi	minister	human rights
12	Yasser Ahmed al A'wadi ^{GPC}	minister	planning and international cooperation ¹⁸
13	Major General Zakaria Yahya Al-Shami	minister	transport ¹⁹
14	Ahmed Mohamed Hamed	minister	social affairs and labour ²⁰
15	Yahya Badreddine al Houthi	minister	information
16	Husein Ali Hazeb ^{GPC}	minister	education ²¹
17	Mohsen Ali Annaqib ^{GPC}	minister	tertiary education and research
18	Abdurrahman Ahmed al Mokhtar	minister	technical education and professional training
19	Hassan Mohamed Zaid	minister	legal affairs ²²
20	Mohamed Mohamed al Zubairi	minister of state	member of the council of ministers ²³
21	Hisham Sharaf Abdullah ^{GPC}	minister	fisheries
22	Nabil Abdullah al Wazir	minister	foreign affairs
23	Dhiab Mohsen ben Ma'ili	minister	water and environment
24	Lotf Ali al Jarmouzi	minister	oil and mineral resources

¹⁷ Commander, ballistic missile brigades since 2012.

¹⁸ Member of GPC negotiation team for the talks.

¹⁹ De facto chief of staff armed forces, member of the military and security committee.

²⁰ Member of GPC negotiation team for the talks.

²¹ Half brother of Abdulmalik Al Houthi (YEi.004) and was living in Germany until mid 2016.

²² Was chargé d'affaires in the same ministry under the SRC.

²³ Ibid.

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Cabinet rank</i>	<i>Position of responsibility</i>
25	Sharaf Ali al Qallissi ^{GPC}	minister	electricity and energy
26	Abdu Mohamed Bashar	minister	endowments and religious guidance
27	Jlidan Mohamed Jlidan ^{GPC}	minister	trade and industry
28	Ghazi Ahmed Mohsen	minister	communications and information technology
29	Nasser Mafoudh Baqazquz	minister	agriculture and irrigation
30	Mohamed Salim ben Hafidh	minister	tourism
31	Ahmed Saleh al Qana'a	minister	public health and population
32	Abdullah Ahmed al Keksi ^{GPC}	minister	implementation of the NDC outcomes
33	Ghaleb Abdullah Motlaq	minister	reconciliation
34	Mohamed Said al Mashjari	minister	culture
35	Ali Abdullah Abu Haliqa	minister	general and roads ²⁴
36	Fares Mohamed Hassan Mana'a	minister of state	diaspora
37	Nabih Mohsen Abu Nashtan	minister of state	house of representatives and al shoura affairs ²⁵
38	Radiah Mohamed Abdullah	minister of state	
39	Obeid Saleh ben Dobai'a	minister of state	
40	Hamed Awadh al Mazjaji	minister of state	
41	Abdulaziz Ahmed al Bakir ^{GPC}	minister of state	
42	Ahmed Abdullah A'qabat	minister of state	

(^{GPC} Member of GPC)

²⁴ Minister of state for the implementation of NDC outcomes under the SRC.

²⁵ He is under asset freeze and travel ban measures since 12 April 2010 (SOi.008) by the Security Council Committee pursuant to resolutions 751 (1992) and 1907 (2009) concerning Somalia and Eritrea.

Annex 10: Houthi negotiation team visits to Baghdad, Iraq and Beijing, China

Figure 10.1

Houthi negotiation team



(Left to Right): (5) Mohamed Abdusalam Salah Fletah, (6) Haider Al-Abadi, Prime Minister of Iraq, (7) Yahya al Houthi, (8) Mahdi Mohammed Hussein al-Mashaat, (9) Hamza al Houthi, during visit to Baghdad (28 to 31 August 2016).

Figure 10.2

Houthi team China visit (20 November 2016)



(Left to Right): Hamza al Houthi, Mohamed Abdusalam Salah Fletah, Mahdi Mohammed Hussein al-Mashaat during a visit to Beijing on 30 November 2016.

Annex 11: Conflict map



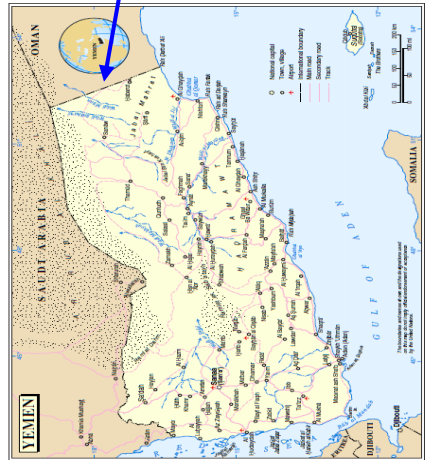
Annex 12: Activity along the border between Oman and Yemen

1. The Panel received from confidential official sources within the coalition indications of Omani support to the Houthi-Saleh alliance designed to sustain their fighting capability. The Panel learned that battle-winning weapons such as anti-tank guided weapons (ATGW) and other military equipment are transited through Oman before finishing in the hands of smuggling networks associated with Ali Abdullah Saleh in al Mahrah. The weapons are then shipped across the land smuggling route to the Houthis.
2. Following a number of arms seizures between Eastern Yemen and Ma'rib, the Panel analysed commercially available satellite imagery of the area in order to examine the border crossing point (BCP) between al Mazyunah in Oman and Ashehn in Yemen. On the date when imagery was available (21 September 2016) the BCP was very active with several hundreds of trucks parked awaiting crossing.
3. The Panel received information that the Government of Yemen does not fully control this BCP and that it was the main smuggling point in the area. Although the 137th Infantry Brigade is responsible for security in that area, its Commander and other senior security officials in the Mahrah Governorate administration are supporters of Ali Abdullah Saleh (YEi.003).
4. The Panel sent a letter to the Government of Oman requesting a visit to al Mazyunah. Oman subsequently verbally informed the Panel that a visit to al Mazyunah could not be arranged.

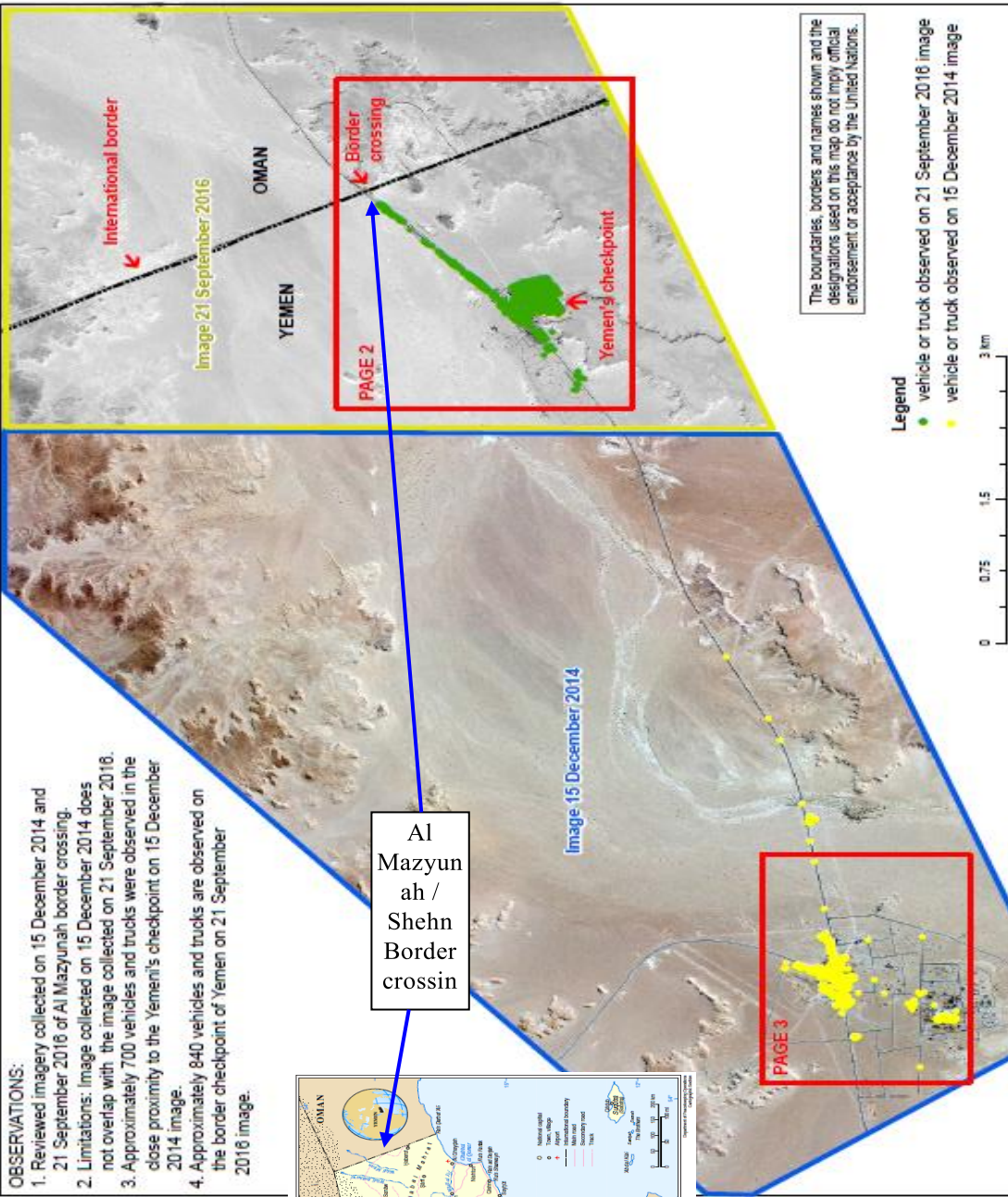
Al Mazyunah Border, Yemen. 15 December 2014 and 21 September 2016 satellite images

OBSERVATIONS:

1. Reviewed imagery collected on 15 December 2014 and 21 September 2016 of Al Mazyunah border crossing.
2. Limitations: Image collected on 15 December 2014 does not overlap with the image collected on 21 September 2016.
3. Approximately 700 vehicles and trucks were observed in the close proximity to the Yemeni's checkpoint on 15 December 2014 image.
4. Approximately 640 vehicles and trucks are observed on the border checkpoint of Yemen on 21 September 2016 image.



Al Mazyunah / Shehn Border crossin



Location Source: Panel of Experts for Yemen, United Nations Security Council Sanctions Committee. Prepared by Geospatial Information Section, ICTD, DFS, United Nations 8 December 2016
 Image source: WV1 acquisition date 2016-09-21 time 10:05:33 UTM (C) 2016 DigitalGlobe; GE1 acquisition date 2014-12-15 time 07:15:29 UTM (C) 2014 DigitalGlobe

Al Mazyunah Border, Yemen 21 September 2016 satellite image



Annex 13: Maritime attack against the SWIFT-1 High Speed Vessel (HSV)

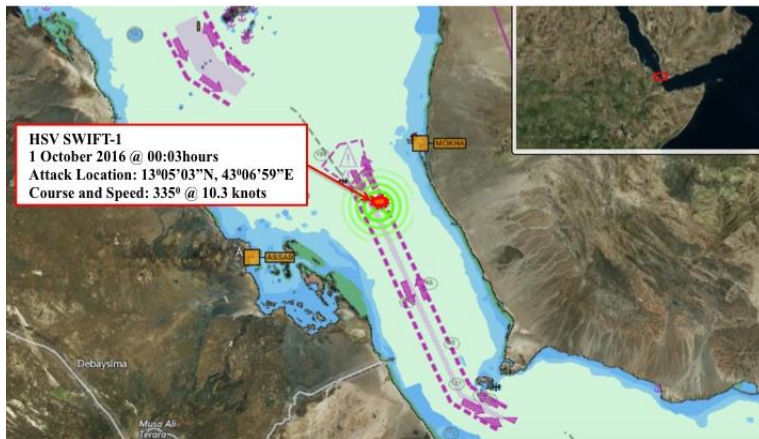
1. The attack on the United Arab Emirates' flagged vessel SWIFT-1 on 1 October 2016 was investigated by the Panel as a potential threat to the peace and security of Yemen. The use of anti-shipping missiles in the Strait of Bab al-Mandab and the Red Sea has the potential to affect the security of maritime navigation and commercial shipping and thus jeopardize the delivery of humanitarian assistance to Yemen by sea, in violation of paragraph 19 of resolution 2216 (2015). Also, any attack on a civilian ship carrying humanitarian assistance is likely to be a violation of international humanitarian law (IHL).

A. Introduction

2. IHS Maritime data²⁶ shows that the SWIFT-1²⁷ stopped transmitting its automatic identification signal (AIS) a few seconds past midnight on the night of 30 September / 1 October 2016. Immediately prior to this the vessel was at a position 13°05'03"N, 43°06'51"E travelling on a course of 335° at a speed of 10.4 knots (see figure 13.1). Although the vessel was only 10.5 nautical miles from the Yemeni coast, and thus within Yemen's territorial waters, it was exercising its 'right of transit passage'²⁸ through the Strait of Bab al-Mandab international shipping lane. The vessel was in transit from Aden, Yemen to Assab, Eritrea at the time of the attack.

Figure 13.1

Last reported AIS position for SWIFT-1²⁹



B. SWIFT-1 background, operations and IHL

3. The SWIFT-1 was taken on long-term lease hire, from the original manufacturer, Incat³⁰ of Australia, by the National Marine Dredging Company of the United Arab Emirates (UAE) in July 2015.

4. A statement by the UAE on 5 October 2016 stated that the vessel was unarmed, had no military protection, and was carrying humanitarian assistance, wounded Yemenis and passengers. "In more than a year of operating routine journeys to Aden, the civilian ship has carried thousands of tonnes of humanitarian assistance and more than 1,000 wounded people, along with their companions, in addition to large equipment for the electricity,

²⁶ <http://maritime.ihs.com/>

²⁷ Identification data. IMO 9283928 / MMSI 470149000.

²⁸ In accordance with Articles 38 and 39 of Part III of the UN Convention on the Law of the Sea (UN CONLAS).

²⁹ Image developed by Panel. Location from www.maritime.ihs.com database.

³⁰ <http://www.incat.com.au/>

water and healthcare sectors which had significantly eased the suffering of the residents of Aden through the restoration of the infrastructure in these vital sectors”.³¹

5. The Panel has so far been unable to corroborate this statement by the UAE, and is unconvinced of its veracity for the following reasons:

(a) Data on one of the leading maritime traffic databases³² shows that the SWIFT-1 was in Port Rashid, UAE on 29 November 2015. Its next recorded movement, according to the vessel’s satellite based Automatic Identification System (AIS) was to Abu Dhabi, via Jebel Ali, on 25 May 2016. The first AIS recorded voyage to Aden was on 15 June 2016. Since 15 June 2016 the AIS shows that, with exception of four voyages to Al Mukalla, the vessel made 36 regular and routine direct voyages from Assab, Eritrea to Aden and return. This voyage pattern does not support a claim that it had been engaged in the delivery of humanitarian aid for “more than a year”. The Somalia and Eritrea Committee Monitoring Group (SEMG) recently reported that “regular movement of particular naval vessels, including the SWIFT-1” was an indicator that the UAE were transporting military personnel from Assab, Eritrea to Aden.³³ The Panel has identified from satellite imagery the presence of a UAE Navy Baynunah Class corvette in Assab Port,³⁴ unidentified military transport aircraft and helicopters at Assab airport³⁵ and the development of a military port at Assab airport.³⁶ Whilst the Panel has established a UAE military presence in Assab, there is no public record of any humanitarian organization based in, or operating from, Assab providing large quantities of bilateral aid to Yemen;

(b) The Panel was also informed that the SWIFT-1 had not previously delivered any UN coordinated humanitarian aid to Aden.³⁷ This particular voyage was very unlikely to contain any humanitarian aid to Yemen as the vessel was en route to Assab from Aden. The Panel wrote to the UAE on 4 October 2016 requesting details of the role of the vessel and the nature of the cargo and passengers relevant to humanitarian assistance to Yemen and is awaiting their response;

(c) Interviews with the crew of the vessel and open source media confirm that the only persons on board at the time of attack were the crew, who evacuated from the vessel with minimal injuries;³⁸

(d) The vessel is not shown as having ever operated as part of the National Marine Dredging Company support fleet on their company website.³⁹ SWIFT-1 is classified as a Logistics Naval Vessel on the ‘MarineTraffic’ database,⁴⁰ and as a Military Vessel, now “retired from service” on the manufacturer’s website;

(e) Although the vessel, a wave-piercing, aluminum-hulled, catamaran was originally designed and built to commercial standards, these included many military enhancements. For example, a helicopter flight deck, helicopter night landing capability, vehicle deck, small boat and unmanned vehicle launch and recovery capability, and a communications suite. The vessel also has four inbuilt gun mounts for 0.50” Heavy Machine Guns, although there is no evidence that any weapons were mounted at the time of the attack. It would be unusual to purchase, or lease, a vessel with these capabilities, for purely civilian purposes;

(f) The vessel is painted Naval Grey, which is an unusual choice of colour for a civilian vessel. The manufacturer could have been painted the vessel in a more appropriate colour prior to delivery to the UAE in July 2015 if it was intended that the vessel be for purely civilian use;⁴¹ and

³¹ Statement of 5 October 2016.

³² www.maritime.ihs.com.

³³ Paragraphs 31 - 35, S/2016/290. See “وصول القوات السودانية إلى عدن”, Sky News Arabia, 17 October 2015. Available at www.youtube.com/watch?v=1Cs8eRuQfgw.

³⁴ Google Earth image dated 3 April 2016.

³⁵ Google Earth image dated 16 August 2016.

³⁶ Ibid.

³⁷ Two senior well-placed UN sources in Yemen.

³⁸ Confidential sources in contact with the crew.

³⁹ <http://www.nmdc.com/site/fleet>.

⁴⁰ <http://www.marinetraffic.com/en/ais/details/ships/shipid:442881/mmsi:470149000/vessel:SWIFT>.

(g) The vessel is insured as taking part in naval support operations.⁴²

6. A ship that conducts military support operations may be considered as a military objective under principles of IHL.⁴³ At the time of attack and based on the above evidence, the Panel considers that the ship was operating directly to support the military efforts of one party of the conflict (the UAE). Thus, even with a civilian crew, the Panel finds that, based on the available evidence, the SWIFT-1 qualified as a military objective under IHL at the time of the attack.⁴⁴

C. Weapon system used for the attack

7. The performance and capability of the weapon system used for the attack is important to know in terms of determining what threat there is to the security of maritime navigation and commercial shipping in the Red Sea and Strait of Bab al-Mandab. This performance and capability depends on the type of weapon system used, hence the Panels' interest in the type available to the Houthi-Saleh alliance.

8. The delivery of humanitarian assistance to Yemen by sea could be jeopardized unless the above threat is fully understood and negated. Similarly the costs of shipping insurance could rise to prohibitive levels dependent on the view of the threat taken by the major maritime insurance brokers, such as the London based International Group of Protection and Indemnity clubs⁴⁵ that insure approximately 90% of the worlds ocean-going shipping.

Analysis of the Anti-Ship Missile (ASM) threat

9. There have been numerous media reports of the Houthis claim that a C-802 anti-ship missile (ASM) was used for the attack. The Panel is unable as yet to verify this claim for the missile type, as no available information confirms that the Yemeni Navy ever possessed that particular ASM system.

10. The Panel has identified that the Yemeni Navy had an ASM capability prior to the current conflict. In November 1990 and January 1991 a Member State supplied the Yemeni Navy with two Tarantul (Molnya) Class corvettes each armed with four P-21 'Termit' (Styx-2) surface-to-surface missile launchers. The requirement to use liquid propellant for the sustain rocket motor in the Styx-2 missile, the age of the system, and all of the inherent hazards and complexities involved in preparing a missile for launch, means that this attack option is assessed by the Panel as being unrealistic.

11. In June 1995, another Member State supplied the Yemeni Navy with three 'Huangfen' (Type 021) (Osa I Type) fast attack craft (missile). Each was armed with four HY-2 (C-201) surface-to-surface missile launchers. Open source information also states that this Member State subsequently supplied YJ-8 (C-801) type missile launchers to the Yemeni Navy on an unknown date, possibly in June 2007.⁴⁶

12. It is not known how many of these naval platforms were operational at the commencement of current hostilities in March 2015, nor how much they may have been subsequently degraded by Saudi Arabia-led coalition air strikes in support of the legitimate Government of Yemen.

⁴¹ <http://www.incat.com.au/domino/incat/incatweb.nsf/0/76457AADD2C1A987CA2571AF0019EC66?OpenDocument>.

⁴² Confidential source.

⁴³ Customary IHL, which binds all parties to the conflict, including the UAE and the Houthi-Saleh alliance, reflects Article 52 (2) of the Additional Protocol I to the Geneva Conventions of 1949 in stating that: "In so far as objects are concerned, military objectives are limited to those objects which by their nature, location, purpose or use make an effective contribution to military action and whose partial or total destruction, capture or neutralization, in the circumstances ruling at the time, offers a definite military advantage". (Rule 8 of Customary IHL Study of the International Committee of the Red Cross (ICRC)).

⁴⁴ Military objectives are legitimate targets under IHL (see Rule 7 of the ICRC study). Given that there was a civilian crew the Houthis were under an obligation to ensure that IHL principles of distinction, proportionality and precautions in attack are adhered to when carrying out the attack. The Panel does not have sufficient information to assess whether the Houthis conducted this military operation in accordance with IHL.

⁴⁵ <http://www.igpandi.org>.

⁴⁶ Member State June 2007 Report to the UN Register of Conventional Arms showed the supply of two missile systems.

13. Although the Panel is still investigating the type of ASM system that could have been used in this attack, it is highly probable that, based on known past procurement patterns, the ASM options most likely available to Houthi-Saleh forces are shown in table 13.1.

Table 13.1
Surface-to-surface ASM options and operational data

<i>Ser</i>	<i>ASM Type</i>	<i>Range (km)</i>		<i>Speed (m/s)</i>	<i>Explosive content (kg)</i>	<i>Remarks</i> ⁴⁷
		<i>Min</i>	<i>Max</i>			
1	HY-2 (C-201)		94.5	320	513+	Initially supplied in June 1995.
2	YJ-8 (C-801)	4.5	42.6	306	165	Reported as being supplied in 2006/2007.
3	C-802		120	306	165	Compatible with the C-801 launch system.
4	C-802A		180	306	165	
5	‘Noor’		120	306	150	Compatible with the C-801 launch system. Member State
6	‘Ghadar’		200		165	copies of the C-802.

14. The Panel was informed⁴⁸ that the ASM was a ‘Noor’, but has not provided any corroboratory evidence to support their claim. The source also claimed that the ‘Noor’ missile was an Iranian copy of the Chinese C-802, when in fact it is a copy of the Chinese C-801 system. The same source also claimed that all the old stocks of Yemeni Navy missiles had been destroyed, but this claim was also made for the land ballistic missile stocks; a claim events subsequently proved was optimistic. This all brings into question the credibility of the source, or their access to detailed technical information. Until the Panel can identify the type of missile and its original source of supply then a potential violation of the arms embargo cannot be ruled out.

15. The largest weapons system seen to date during an illicit maritime transfer by “stateless” dhows are anti-tank guided weapons (ATGW), which are significantly smaller than the above ASM types which are approximately 7.4m long.

16. The Panel has consulted an independent naval weapons engineer.⁴⁹ His technical assessment is that the experience and skills necessary to adapt a ship based missile of the types at table 1 into a land deployable system would not be much beyond those necessary to maintain, service and operate it on the vessel. In which case, an ASM could have been taken from a naval vessel, or out of storage, and paired with the firing system by Houthi-Saleh personnel who gained experience with the system during their time in the Yemeni Navy.

17. It should be noted that in a 2 October 2016 speech, Abdulmalik Al-Houthi (YEi.004) praised the creativity and dedication of the missile force command, which was able to hit in the heart of the “invaders”.⁵⁰

18. If the Houthi and Saleh forces have access to ASM then this represents a significant increase in their technological and operational capability.

⁴⁷ This does not imply that any of these Member States have acted in violation of the targeted arms embargo on Yemen imposed by resolution 2216 (2015) in regards to this incident.

⁴⁸ Confidential source from a member State of the Saudi Arabia-led coalition.

⁴⁹ Lieutenant Commander (Retired) Colin Nicklas, BEng (Hons) MSc CEng MIET FCMI, Independent Engineering and Management Consultant.

⁵⁰ See <https://www.youtube.com/watch?v=6qFnJsvoskE>.

19. The damage to the vessel seen in the imagery at figures 13.2 to 13.5 are highly indicative of that caused by fire and not by an explosion. The damage to the starboard bow of the vessel was certainly caused by the impact of a missile, whilst that on the port amidships side of the vessel is highly indicative of the exit of a missile. The angle between the impact and entry point matches the known information relating to the vessels course and the most likely firing point (see figure 13.6 and later 13.7).

Figure 13.2
Impact point of ASM on Starboard Bow



Figure 13.3
Impact point of ASM on Starboard Bow



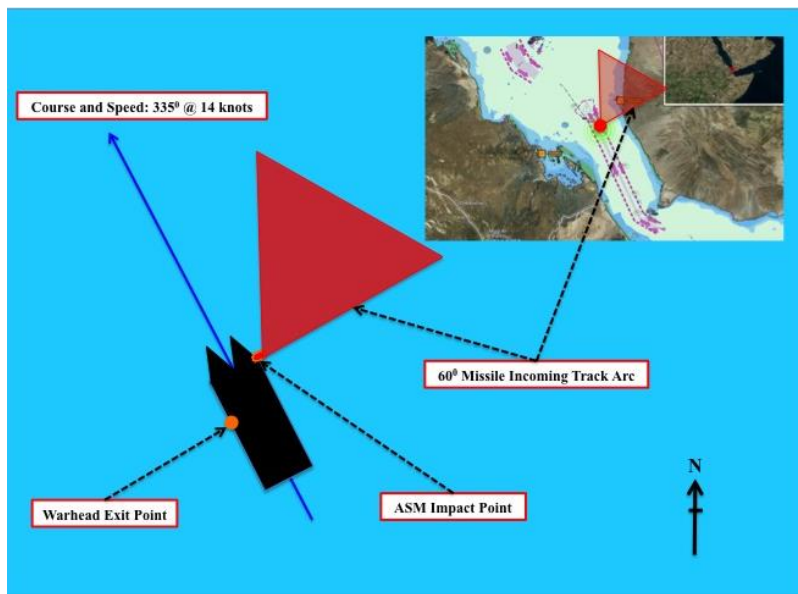
Figure 13.4
Exit point of ASM Port Midships



Figure 13.5
Fire damage to aluminium superstructure on Port Bow



Figure 13.6
Triangulation of missile impact point, missile exit point, course of vessel and likely firing point area



20. There is no evidence of any warhead detonation or damage caused by high explosives on the SWIFT-1. The detonation of a typical ASM warhead of 165kg would have been devastating for this type of vessel. The vessel was hit after the missile had travelled approximately 20km; the range of a typical ASM being over 100km. This means that probably only 20% of the propellant of the rocket motor had been expended. On impact with the vessel, and penetration into the hull, the thin case of the rocket motor would have broken up distributing the remaining burning propellant widely throughout the deck level of impact. Such propellant burns fiercely, at a very high temperature, and would have been impossible to extinguish using the ship's limited damage control system. It would not have helped that the vessel, being constructed of aluminium, was not designed to mitigate against this sort of thermal event. In effect an uncontrollable fire was initiated which could only be effectively fought with external assistance.

21. The warhead component of the missile could well have been travelling at over 200m/s (445mph/720kph), (66% of missile maximum velocity), after initial penetration of the hull as the resistance provided by the aluminium hull would not significantly have impeded its progress. It may have been slightly deflected off course, but it is unlikely it collided with any significant obstacle within the vessel as such a collision would

have meant the unexploded warhead remaining within the ship, and there would be no port exit hole. This explains why the incoming missile track arc at figure 13.6 is not centralized on the likely firing point.

Analysis of Houthi released video imagery

22. The Houthis have released video imagery⁵¹ that they claim shows the ASM missile launch, and the SWIFT-1 then burning. The imagery certainly shows a burning vessel at sea being filmed from a moving small boat. The imagery quality is poor, but the Panel assesses that much of this imagery is credible based on:

(a) The imagery of the radar screen at the commencement of the video shows the red-crosshair cursor been moved over a radar image at a vector of approximately 230° (figure 13.7). This would equate to the flight vector of a missile been fired from the area of Al Mukha against a target in the area of the last known position of the SWIFT

(see figure 13.6). This level of detail is unlikely to have been included in the unsophisticated Houthi propaganda videos seen by the Panel to date;

Figure 13.7

Radar showing 220° vector



(b) The flight profile of the missile on launch, and immediately after, shows the initial climb and then reduction in altitude for sustained flight. This is an indicator of an ASM. Free flight rockets (FFR) or short-range ballistic missiles (SRBM) in the Houthi-Saleh forces arsenal do not have this distinctive flight profile. Thus it is unlikely to be stock Houthi footage of previous missile launches;

(c) The imagery of the missile launch shows what is almost certainly the launch booster motor been jettisoned and falling away from a missile. All of the ASM options at table 13.1 use a jettisoned launch booster motor. No other system known to have been in the possession of the Yemeni Armed Forces in March 2015 uses a jettisoned launch booster system; and

(d) A later segment shows a row of windows on the burning vessel that display very similar characteristics to those of the SWIFT-1, (figures 13.8 and 13.9).

⁵¹ Al-Masirah TV.

Figure 13.8
SWIFT-1 windows and claimed Houthi image



Figure 13.9
Houthi image showing window of burning vessel



Probable sequence of events for the ASM attack

23. The probable sequence of events based on the evidence available to date is:

(a) Houthi and Saleh forces received advanced warning when the SWIFT-1 departed Aden. As the Aden-Assab transit is a routine voyage for the vessel, for which Houthi and Saleh intelligence could have worked out the transit time, then an arrival time in the target area could easily have been predicted;

(b) The vessel has limited courses that it can take, so an early warning vessel (dhow or rigid inflatable boat) could have been pre-deployed along the SWIFT-1's route;

(c) The early warning vessel sent a radio message to the launch platform when the vessel was in the target area;

(d) The ASM search radar could easily identify the vessel based on the information from an early-warning system;

(e) The ASM launcher was aligned on the correct azimuth (approximately 220° for a land launch), and a data algorithm then fed to the ASM from the launch platform as to the target vessel characteristics and approximate position;

(f) The ASM was launched. It climbed to approximately 50m altitude before separation of the booster rocket motor and then descended to a cruise altitude of approximately 20m to 30m above sea level. As it was probably programmed with a pre loaded target algorithm the ASM the terminal guidance seeker head in the ASM automatically searched for the target vessel;

(g) Once the terminal guidance seeker head acquired the target, the ASM descended to a height of between 5m to 7m above sea level for the terminal attack phase; then

(h) The ASM impacted on the target.

D. Relevant subsequent events

24. The SWIFT-1 attack triggered an immediate response from the US 5th Fleet, which deployed the ‘Arleigh Burke’ Class destroyers USS Mason (DDG-87) and USS Nitze (DDG-94) and the ‘Austin Class’ amphibious transport dock USS Ponce (AFSB 2015) to the area. These warships are able to monitor threats, protect shipping, and respond to any ASM attacks. As all these warships have an effective anti-ASM capability their deployment should improve the commercial maritime community’s confidence in maritime security in the area.

25. On Sunday 9 October 2016 the USS Mason (DDG-87) was targeted by ASM⁵² in a location relatively close to the SWIFT-1 attack just north of the Strait of Bab al-Mandab. The Pentagon spokesperson initially stated that the USS Mason did not open fire to interdict the two inbound detected missiles and that the missiles crashed into the sea,⁵³ but subsequent reports suggest that defensive anti missile systems may have been used.⁵⁴ The USS Mason again detected an ASM launch on Wednesday 12 October 2016,⁵⁵ and a further launch may have taken place on Saturday 18 October 2016. The first two missile launches towards the USS Mason elicited a military response from the US Government, and three Tomahawk cruise missiles were launched from USS Nitze against radar stations on the Yemeni coast near Al Hudaydah, Al Khawkah and Al Mukha on Thursday 13 October 2016.⁵⁶ The Panel has been unable to determine the post strike damage inflicted by these attacks.

26. The Panel has requested more specific technical information from the US Government on these ASM attacks and launches as it will help in the analysis of the SWIFT-1 attack, and thus the assessment of the threat to commercial shipping.

E. Conclusions

27. The Houthi and Saleh forces have demonstrated they had the technological capability to make a single attack on a large vessel in the area of Al Mukha and the Strait of al-Mandab. That technological capability will only last as long as:

(a) The Houthi and Saleh forces still have access to the old Yemeni naval stocks of missiles, supplied prior to the arms embargo. The dual missile attack against the USS Mason suggests they may; and

(b) The arms embargo is effective in ensuring there is no resupply of ASM to the Houthi and Saleh forces.

28. The Houthi-Saleh military alliance has potentially significantly increased the maritime threat to vessels transiting the Red Sea and Strait of Bab al-Mandab, or those delivering humanitarian aid to Yemen.

⁵² Widely reported.

⁵³ <http://edition.cnn.com/2016/10/10/politics/yemen-us-navy-targeted/>.

⁵⁴ <https://news.usni.org/2016/10/11/uss-mason-fired-3-missiles-to-defend-from-yemen-cruise-missiles-attack>.

⁵⁵ 1) <http://www.defense.gov/News/News-Releases/News-Release-View/Article/971834/statement-by-pentagon-press-secretary-peter-cook-on-uss-mason>; and 2) <http://www.defense.gov/News/Article/Article/971904/uss-mason-responds-to-missile-threat-off-yemens-coast>.

⁵⁶ 1) <http://www.defense.gov/News/Article/Article/972322/strikes-target-radar-sites-in-yemen>; and 2) <http://www.defense.gov/News/Article/Article/972852/us-responds-to-missile-attacks-targets-3-radar-sites-on-yemens-coast>.

Annex 14: Maritime attack against the MV Galicia Spirit
(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 15: The Families, Clans, and Tribe of Bayt al-Ahmar

1. Ali Abdullah Saleh (YEi.003) is from the village of Bayt al-Ahmar⁵⁷ and the family of Afaash, which is part of the Afaash clan of the Sanhan tribe.⁵⁸ The Sanhan tribe is part of the Hashid tribal confederation.
2. Although Ali Abdullah Saleh (YEi.003) is not the ‘Shaykh’ or head of the tribe, he is the most powerful figure within the tribe given the fact that he was Head of State. This allowed him to dispense favours within the tribe and provide jobs, particularly within the military to fellow tribesmen. This both helped the tribe and helped Ali Abdullah Saleh (YEi.003), as it allowed him to place trusted individuals in positions of power.

Table 15.1

Bayt al-Ahmar families, clans and tribe

<i>Group</i>	<i>Name</i>	<i>Remarks</i>	
Tribal Confederation	Hashid		
Tribe	Sanhan		
Village	Bayt al-Ahmar		
Families	Afaash	Afaash al-Akwa Najar	Saleh family
	al-Qadhi	al-Qadhi al- Dhanayn Jaabr	



⁵⁷ 15°07'35.7"N, 44°21'59.8"E.

⁵⁸ When Saleh's father, Abdullah, died, his mother, Nasiyyah, remarried Salih al-Ahmar, also from the Sanhan tribe.

Annex 16: Sons of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 17: Nephews of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 18: Wives of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 19: Daughters of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 20: Soldiers loyal to Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

The following soldiers are known to have been killed fighting on the border between Saudi Arabia and Yemen during August 2016.⁵⁹

Table 20.1

Deceased soldiers loyal to Ali Abdullah Saleh (YEi.003)

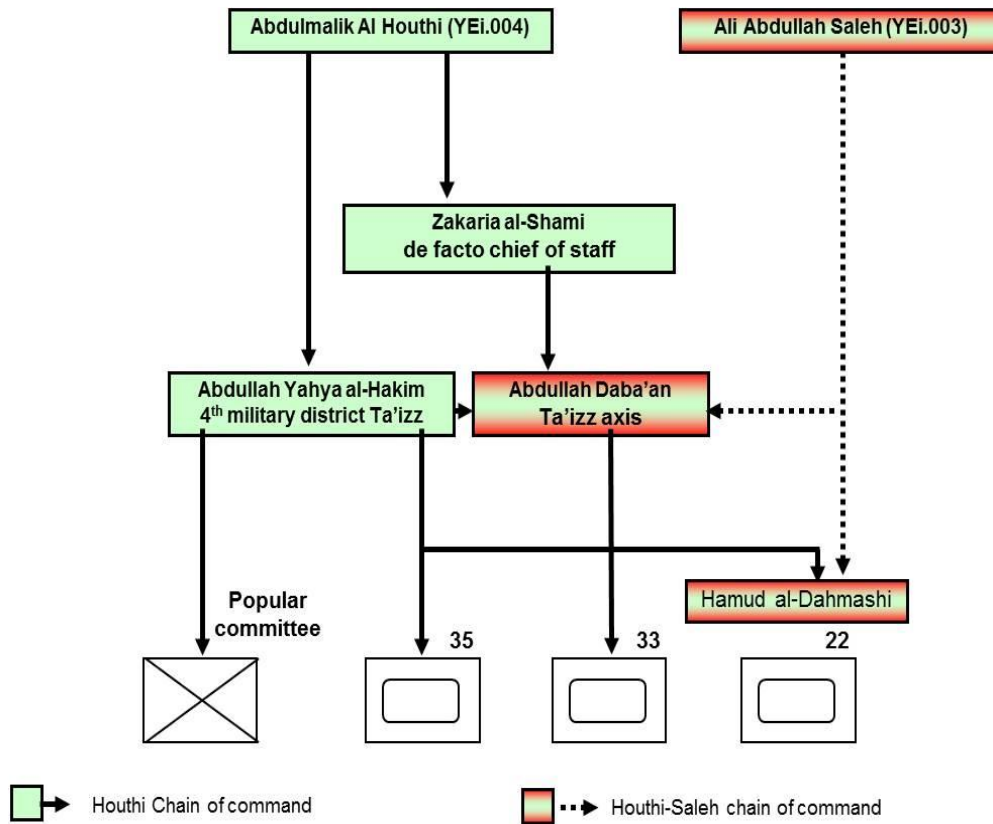
<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Village</i>	<i>Tribe</i>
1	Sharif Ahmad		Sanhan
2	Muhammad Ahmad ‘Alwan	Dhabwa	Sanhan
3	Abd al-Wali Muhammad ‘Amār	Al Sawad	Sanhan
4	Abd al-Salam al-Araj	Bilad al-Rus	Sanhan
5	Fuad Abd al-Rahman Dalhus		Sanhan
6	Bilad al-Salih Muhammad al-Haduri	Al Sawad	
7	Hamir Salih Hazim		Sanhan
8			Sanhan
9	Ahmad Muhammad Jabir	Dar Salim	Sanhan
10	Sami Ahmad Najad	Al Sawad	Sanhan
11	Amran Hassan Sarfah	Bilad al-Rus	Sanhan

⁵⁹ Due to the difficulties in collecting the names and tribal affiliations of fighters killed in conflict, this list does not claim to be comprehensive. However, all the soldiers listed here are either members of the republican guards or the special guards, both of which were under the control of Ali Abdullah Saleh (YEi.003).

Annex 21: Houthi-Saleh alliance military structure

Figure 21.1

Houthi-Saleh alliance military structure



Annex 22: Background on the Houthi movement

1. The Houthis, also known as Ansar Allah,⁶⁰ are a Zaydi⁶¹ revivalist group⁶² that formed in the 1980s as a response to perceived state-sponsored attempts at cultural and religious eradication. The Zaydi imamate⁶³ of north Yemen was overthrown in 1962, ending more than a millennium of rule by local *sayyids*, descendants of the Prophet Muhammad, who formed the ruling class.⁶⁴ In the aftermath of the 1962 civil war and the successive Republican regimes that followed, Zaydi *sayyids* were discriminated against to the point that many within the community felt they were on the verge of extinction. These tensions boiled over in 2004 in the first of what would come to be known as the “Houthi Wars,” in which the central Government in Sana’a, headed by Ali Abdullah Saleh (YEi.003), fought the Houthis and their local allies.⁶⁵ Five more rounds of conflict would follow over the next six years.⁶⁶

2. In the aftermath of the Arab spring and President Saleh’s negotiated resignation in early 2012, the Houthis moved to consolidate control in and around the Governorate of Sa’dah, where they were based. In late 2014, while President Hadi was juggling multiple challenges to his rule, the Houthis pushed into Sana’a and by January 2015 they had placed President Hadi under house arrest. Two months later, following President Hadi’s escape to Saudi Arabia via Aden, the Saudi Arabia-led coalition launched Operation Decisive Storm on 26 March 2015, with the stated goal of returning President Hadi to power.

⁶⁰ Literally, the Partisans of God.

⁶¹ Zaydis are a Shi’ite sect of Islam that is doctrinally distinct from the type of Shi’ism practiced in countries such as Iraq or Iran, which is often referred to as twelver Shi’ism. Zaydi Shi’ism, as it has historically been practiced in Yemen, is often referred to as “fiver Shi’ism.” Some scholars of Yemen also refer to Zaydism as the “fifth school of Sunni Islam,” highlighting the traditional middle ground it has occupied between Sunnis and Twelver Shi’a.

⁶² Zaydi revivalists denote those who adhere to the traditional practice of Zaydism. For example Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) is a Zaydi by heritage and adheres to traditional teachings of Zaydism. He is a Zaydi revivalist. On the other hand, Ali Abdullah Saleh (YEi.003) is a Zaydi by heritage but not in practice, and therefore is not a revivalist.

⁶³ In Zaydism the imamate is a religious and political office that headed the theocratic state, which ruled northern Yemen, with varying degrees of success, from 893 - 1962.

⁶⁴ The Houthis are a *sayyid* family.

⁶⁵ The original leader of the Houthi armed group was Husayn Badr al-Din al-Houthi, a former member of parliament from the Hizb al-Haqq party and the older half-brother of Abdulmalik al-Houthi (YEi.004). Husayn Badr al-Din al-Houthi was killed in September 2004.

⁶⁶ The second leader of Houthi movement was Badr al-Din al-Houthi, the father of both Husayn and Abdulmalik. Badr al-Din al-Houthi was killed in 2010 by an AQAP suicide bomber.

Annex 23: Houthi family tree

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 24: Houthi prisoners released in Ma'rib (September 2016)⁶⁷

Table 24.1

Houthi prisoners released in Ma'rib

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>District</i>	<i>Governorate</i>
1	Bilal Saleh Ali al-Rabahi	al-Rajim	al-Mawhit
2	Ali Hasan Ali Saleh al-Asfari	Malhan	al-Mawhit
3	Muhammad Ali Ali Saleh al-Dharasi	Mitam	Ibb
4	Muhammad Ali Fatah Allah al-Hamati	Hafash	al-Mawhit
5	Mansur Muhammad Hasan al-Muamari	al-Rajim	al-Mawhit
6	Abdullah Ali Shatir Shatir	al-Madina	Amran
7	Ali Abdullah Salim al-Raymi		Raymah
8	Muhammad Ali Ahmed Sad al-Din	Bani al-Harith	Sana'a
9	Muhammad Saleh	Bani Hashish	Sana'a
10	Az al-Din Abdullah Ahmed al-Shalali	Bani Balhul	Sana'a
11	Anwar Ahmed Haydar	Ta'izz	Ta'izz
12	Najad Muhsin Abdullah Muqna'a	Dhawran Anis	Dhamar

⁶⁷ The release took place on 1 September 2016. The Panel believes that the different governorates from which these fighters came illustrates how the Houthis move militia fighters throughout the territory under their control.

Annex 25: Houthi appointed military district commanders

Table 25.1

Houthi appointed military district commanders

<i>military district</i>	<i>Location</i>	<i>Name</i>
1	Sayyun	No known Houthi Commander
2	Mukalla	No known Houthi Commander
3	Ma'rib	Unknown ⁶⁸
4	Aden/Ta'izz	Abdullah Yahya al-Hakim (YEi.002)
5	Hudaydah	Muhammad Said al-Hariri
6	Amran / Sa'dah	Unknown ⁶⁹
7	Dhamar / Sana'a	Ali Al Arjah Hamid Mujahid Al Khurashi

⁶⁸ Previous Houthi commander, Mubarak al-Mishn al-Zayadi, was killed in the Saudi Arabia-led coalition strike on the Funeral Hall in Sana'a on 8 October 2016.

⁶⁹ Previous Houthi commander, Muhammad al-Hawari, was killed in the Saudi Arabia-led coalition strike on the Funeral Hall in Sana'a on 8 October 2016

Annex 26: Houthi appointees in Dhamar⁷⁰

Table 26.1

Houthi appointees Dhamar

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Village</i>
1	Muhammad Muhsin Muhammad Jalan	assistant director for security	
2	Abdu Saleh Muhammad Amar	assistant director of security, police affairs	
3	Ibrahim Ali Ahmed al-Kibsi	director, administration affairs	
4	Abd al-Aziz Muhammad Ali Khayran	deputy director, criminal Investigations	
5	Muhammad Husayn al-Gharabani	deputy director, prison administration	
6	Muhammad Ali Muhammad Abbas	director, financial affairs	
7	Ahmed Qasim Ali al-Sharfi	deputy, administration of officer affairs	
8	Ismail Husayn al-Marwani	deputy director, civil defence	
9	Husayn Ismail Rawayah	deputy director, traffic	
10	Ahmed Muhammad Najum al-Din	deputy director, local affairs	
11	Muhammad Muhammad Abd al-Wahhab al-Daylami	deputy director, information and planning	
12	Adil Ali Yahya Mutahir Nayyib	director, public relations	
13	Husayn Abdullah Ali al-Sharfi	director, industrial works	
14	Ahmed Saleh al-Shaubi	director, department of investigations	
15	Muayyad Abd al-Salam al-Taus	deputy director, communications	
16	Abdullah Muhammad Ali al-Washali	deputy director, leadership and command	
17	Muhammad Yahya Muhammad al-Murtadhi	deputy director, support and insurance	
18	Abd al-Wahhab Abbas Muhammad al-Mushki	deputy director, training and qualifications	
19	Mutahir Abdullah Muhammad al-Nahari	deputy director, police	Jabal Sharq
20	Jihad Mutahir al-Marwani	deputy director, police	Jahrnan
21	Nasir Nasir Ali al-Bukhayti	deputy director, police	Dhawran
22	Ali Ali Husayn Mayis	deputy director, police	al-Manar
23	Saleh Ahmed Husayn al-Khalqi	deputy director, police	Atimah
24	Naji Muhammad Ali Saleh al-Khalali	deputy director, police	al-Huda

⁷⁰ This table uses the Houthi appointees in one governorate, Dhamar, to illustrate how the Houthis take advantage of the existing bureaucratic structure, grafting a loyalist director or deputy director on to what is already in place. <http://www.almasdaronline.com/article/82943>.

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Village</i>
25	Yahya Abd al-Wahhab al-Daylami	deputy director, police	al-Miqa'ah
26	Abd al-Aziz Ismail al-Amdi	deputy director, police	Anis
27	Muhammad Abdullah Sharf Abu Talib	deputy director, police	Greater Wasab

Annex 27: Prominent AQAP figures⁷¹Table 27.1
Prominent AQAP figures

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Role</i>	<i>Remarks</i>
1	Qasim Yahya al-Raymi	Leader	(QDi.282)/Yemeni
2	Ibrahim Asiri	Chief Engineer/Bombmaker (IED)	Saudi
3	Muhammad Abd al-Karim al-Ghazali	Financial Head	Yemeni
4	Khaled Umar Batarfi	Battle commander	Yemeni
5	Khamis Arfaj al-Marwani	Head of AQAP, al-Jawf	Yemeni
6	Muhammad Umar	Military Commander, al-Jawf	Yemeni
7	Wa'il Sayf (Abu Salim al-Adani)	Head of AQAP, Aden	Yemeni
8	Abu Yusif al-Lahji	Head of AQAP, Lahj	Yemeni
9	Ghalib al-Zayadi	AQAP leader, Ma'rib	Yemeni
10	Salim al-Najdi	Media figure	Saudi
11	Muhammad Abdullah Husayn Daramah	Judge on Shariah Council	
12	Ibrahim al-Quso	Propagandist	Former Guantanamo Detainee / Sudanese
13	al-Khadr Abdullah al-Walidi	Battle commander	
14	Khalid al-Daba	AQAP leader, Lahj	May be under arrest ⁷²
15	Muntasir Badi	Financial figure in Abyan	

⁷¹ This table has been compiled from a variety of sources, including confidential sources, interviews with individuals inside and outside of Yemen, open sources, news reports, and AQAP documents.

⁷² The Panel has received one report, which it has been unable to verify, that security forces loyal to President Hadi may have arrested Khalid al-Daba.

Annex 28: Summary of reported PBIED and SVIED attacks (2016)

Table 28.1

Summary of reported PBIED and SVIED attacks (2016)

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Device Type</i>	<i>Target</i>	<i>Civilian Fatalities</i> ⁷³	<i>Military Fatalities</i>	<i>Civilians Injured</i>	<i>Military Injured</i>	<i>Claimed by</i>	<i>Remarks</i>
1	5 Jan 2016	Aden	SVIED	General Shallal Shayae, Aden Police Chief	4	8	0	0	AQAP	SVIED
2	28 Jan 2016	Aden	SVIED	Presidential Residence	2	5	ISIL		ISIL	Perpetrator named as 'Abu Hanifa Al-Hollandi'.
3	29 Jan 2016	Aden	SVIED	Police CP ⁷⁴	7			7	ISIL	Perpetrator named as 'Oweis al Adani'.
4	17 Feb 2016	Aden	SVIED	Ras Abbas Military Camp	14			60	ISIL	Perpetrator named as 'Abu Isa Al-Ansari'.
5	29 Feb 2016	Aden	SVIED	Government forces in Sheikh Othman District	4	0	0	0	ISIL	
6	2 Mar 2016	Aden	SVIED	Brigadier General Adel Al-Halemi, Aden Security Chief	0	0	0	0	ISIL	Residence attacked.
7	25 Mar 2016	Aden	SVIED	CP in Shaab District					ISIL	
8	25 Mar 2016	Aden	SVIED	CP in Shaab District	17	10	NK	NK	ISIL	
9	25 Mar 2016	Aden	SVIED	CP in Mansura District					ISIL	Device in an ambulance
10	12 Apr 2016	Aden	PBIED	Government forces in Sheikh Othman District	4	0	7	2	ISIL	At bus stop
11	15 Apr 2016	Aden	SVIED	Foreign Ministry	0	0	0	0	ISIL	SVIED

⁷³ Excluding the 'suicide' bomber.⁷⁴ Check Point.

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Device Type</i>	<i>Target</i>	<i>Civilian Fatalities</i> ⁷³	<i>Military Fatalities</i>	<i>Civilians Injured</i>	<i>Military Injured</i>	<i>Claimed by</i>	<i>Remarks</i>
12	17 Apr 2016	Aden	SVIED	CP near airport	4	2	0	0		SVIED
13	24 Apr 2016	Zinjibar	SVIED	Military convoy	7	14	0	0		
14	28 Apr 2016	Aden	SVIED	General Shallal Shayae, Aden Police Chief	0	2	0	0		SVIED
16	11 May 2016	Al-Qatan	SVIED	Major General Abdul-Rahman Al-Halili, Commander, 1 st Military District	6	2	5	0	AQAP	
17	12 May 2016	Mukalla	SVIED	Gate of Naval Base					ISIL	Perpetrator named as 'Hamza Al- Muhajir'.
18	12 May 2016	Mukalla	SVIED	Inside Naval Base	0	16	0	8	ISIL	
19	12 May 2016	Mukalla	SVIED	Major General Faraj Salmeen, Commander, 2 nd Military District					ISIL	HQ attacked.
20	15 May 2016	Mukalla	PBIED	Police Recruitment Centre, Fuwah District	41			60	ISIL	Perpetrator named as 'Abu Al-Bara Al-Ansari'.
21	15 May 2016	Mukalla	PBIED	Major General Mubarak Al- Oubthani, Hadramawt Security Chief	0	6	0	1	ISIL	
22	16 May 2016	Mukalla	PBIED	Police Recruitment Centre, Fuwah District	0	0	0	0	ISIL	
23	23 May 2016	Aden	SVIED	Military recruitment centre queue, Khor Maksar District	20	0	60	0	ISIL	Perpetrator named as 'Abu Ali Al- Adeni'.

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Device Type</i>	<i>Target</i>	<i>Civilian Fatalities</i> ⁷³	<i>Military Fatalities</i>	<i>Civilians Injured</i>	<i>Military Injured</i>	<i>Claimed by</i>	<i>Remarks</i>
24	23 May 2016	Aden	PBIED	Commanders residence, queue of recruits	25	0	NK	0	ISIL	
25	27 June 2016	Mukalla	PBIED	Intelligence Base	0	38	24	0	ISIL	
26	6 Jul 2016	Aden	SVIED	Solaban Military Base	14	10	0	0	AQAP	
27	18 Jul 2016	Mukalla	SVIED	Military CP	0	0	0	0	AQAP	
28	20 Jul 2016	Aden	IED	Aden	4	0	6	0	AQAP	
29	2 Aug 2016	Aden	SVIED	Military base	0	6	0	12		
30	2 Aug 2016	Aden	SVIED							
31	7 Aug 2016	Lahj	SVIED	Military patrol	0	10	18	0		
32	18 Aug 2016	Near Lawder, Abyan	SVIED	Military patrol	0	4	0	4	AQAP	
33	29 Aug 2016	Aden	SVIED	Military base	0	72	0	80	ISIL	
34	11 Sep 2016	Aden	SVIED		0	10	0	0		
35	11 Sep 2016	Abyan	SVIED	Military position	0	0	0	14		
36	1 Oct 2016	Aden	PBIED	Civilians	0	2	0	4		
37	27 Oct 2016	Lawder, Abyan	IED	Police patrol					AQAP	
38	29 Oct 2016	Aden	SVIED	Central Bank	0	0	5	0		
39	16 Nov 2016	Shabwah	SVIED	Governor	1		2			

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Device Type</i>	<i>Target</i>	<i>Civilian Fatalities</i> ⁷³	<i>Military Fatalities</i>	<i>Civilians Injured</i>	<i>Military Injured</i>	<i>Claimed by</i>	<i>Remarks</i>
40	10 Dec 2016	Aden	PBIED	Military base		48		29	ISIL	
41	18 Dec 2016	Aden	PBIED	Military base		40		50	ISIL	

Annex 29: US air and drone strikes in Yemen (2016)⁷⁵

Table 29.1

Summary of US air and drone strikes in Yemen (2016)

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Casualties</i>		<i>Remarks</i>
			<i>Fatal</i>	<i>Injured</i>	
1	3 Feb 2016	Shabwah	6		
2	29 Feb 2016	Hadramawt	3		
3	22 Mar 2016	Hadramawt	56		AQAP training camp
4	30 Mar 2016	Shabwah	2		
5	23 Apr 2016	Ma'rib	2		
6	25 Apr 2016	Shabwah	2		
7	25 Apr 2016	Abyan	2		
8	28 Apr 2016	Shabwah	4	1	
9	19 May 2016	Shabwah	4		
10	8 Jun 2016	Bayda'	2		
11	10 Jun 2016	Ma'rib	2		
12	12 Jun 2016	Shabwah	2	1	
13	1 Jul 2016	Shabwah	2		
14	4 Jul 2016	Shabwah	2		
15	8 Jul 2016	(Central Yemen)	1		
16	16 Jul 2016	(Central Yemen)	6	1	
17	4 Aug 2016	Shabwah	3		
18	24 Aug 2016	Shabwah	4		
19	30 Aug 2016	Shabwah	3		
20	4 Sep 2016	Shabwah	6	1	
21	20 Sep 2016	Ma'rib	2		
22	22 Sep 2016	Bayda'	2		
23	29 Sep 2016	Bayda'	1	1	
24	6 Oct 2016	Shabwah	2		
25	18 Oct 2016	Shabwah	6		
26	21 Oct 2016	Ma'rib	5		
27	20 Nov 2016	Bayda'	1		
28	24 Nov 2016	Bayda'	2		
29	30 Nov 2016	Hadramawt	3		
30	13 Dec 2016	Ma'rib	3		

⁷⁵ Information compiled from US Central Command.

Annex 30: Prominent ISIL figures⁷⁶

Figure 30.1

Prominent ISIL figures

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Role</i>	<i>Remarks</i>
1	Muhammad Said Umar Bawazir (Abu Maali al-Qirshi)	An ISIL leader	
2	Nasir al-Ghaydani (Abu Bilal al-Harbi)	An ISIL leader	Saudi Arabian ⁷⁷
3	Khaled Abdullah al-Marfadi	Military commander	Yemeni ⁷⁸
4	(Abu Abd al-Rahman al-Muhajir) ⁷⁹	Shariah official	
5	(Abu Saleh) ⁸⁰	Military commander	
6	Khaled Umar al-Marfadi	Financial official	Yemeni ⁸¹

⁷⁶ This table has been compiled from a variety of sources, including confidential sources, interviews with individuals inside and outside of Yemen, open sources, and news reports. Names in parentheses indicate a *nom de guerre* or *kunya*.

⁷⁷ In the mid-term update the Panel reported that AQAP claimed that al-Harbi had been killed in Hadramawt when a hand grenade in a safe house detonated. The Panel has not been able to confirm this information.

⁷⁸ al-Marfadi is from Yafa'a.

⁷⁹ al-Muhajir reportedly also uses the *kunya*: Abu Muhammad al-Kanani.

⁸⁰ Abu Saleh reportedly also uses the *kunya*: Abu Husayn.

⁸¹ Also from Yafa'a.

Annex 31: Government appointed Military District commanders

Table 31.1

Government appointed Military District commanders.

<i>Military District</i>	<i>Area</i>	<i>Name</i>
1	Sayyun	Saleh Muhammad Tamis
2	Mukalla	Faraj Salamin al-Bahasani
3	Ma'rib	Adil Hashim al-Qaymiri ⁸²
4	Aden/Ta'izz	Fadhil Hasan al-Amri
5	Hudaydah	Tawfiq Muhammad Abdullah al-Qayz
6	Amran / Sa'dah	Amin al-Wa'ili
7	Dhamar / Sana'a	Ismail Hasan Zahjuh

⁸² Major General Adil Hashim Al-Qaymiri was appointed by Vice President and Head of the Government's Armed Forces, Ali Muhsin al-Ahmar, in October 2016 following the death of the previous Commander of the 3rd Military District, Major General Abd al-Rabb al-Shadadi, on 7 October 2016. Major General Adil Hashim al-Qaymiri is from Ta'izz. In 2011, when he was commander of the 125th Mechanised Brigade, he broke with then President Ali Abdullah Saleh (YEi.003) to support the protesters. In 2012, President Hadi appointed him as commander of the 125th Mechanized Infantry Brigade in al-Jawf, and later al-Qaymiri was named Axis Commander in al-Jawf. In 2015, President Hadi named him commander of the 5th Military District (Hudaydah).

Annex 32: Timeline of key security events concerning Yemen (2016)

Table 32.1

Timeline of key security events concerning Yemen (2016)

<i>Ser</i>	<i>Event</i>	<i>Location</i>	<i>Date (2016)</i>
1	Cessation of Hostilities Agreement	Yemen	10 April
2	Peace talks begin	Kuwait	20 April
3	AQAP withdrawal from Mukalla	Mukalla	25 April
4	Car bomb targeting Aden Governor, Aydrus al-Zubaydi	Aden	15 July
5	Houthi-Saleh Political Council announced	Sana'a	28 July
6	First soldier loyal to Saleh killed on border with Saudi Arabia	Border with Najran	31 July
7	Peace talks end	Kuwait	15 August
8	Houthi-Saleh Supreme Political Council formed	Sana'a	15 August
9	Houthi-Saleh Supreme Political Council issue 1 st Decree	Sana'a	15 August
10	Saudi-Arabia led coalition hits Abs hospital	Hajjah	15 August
11	USA announces reduction of staff in Joint Planning Cell	Saudi Arabia	19 August
12	ISIL suicide bombing, killing 54	Aden	29 August
13	Further reports of forced displacement of Northerners	Aden	27 September
14	Houthis attack UAE SWIFT vessel	Red Sea Coast	1 October
15	Abd al-Rab al-Shadadi, Government 3 rd Military District Commander killed	Ma'rib	7 October
16	Saudi Arabia-led coalition strike on funeral hall, killing 200+	Sana'a	8 October
17	Houthis fire anti shipping missiles towards two US Naval ships	Red Sea Coast	9 October
18	Houthis 'target' USS Mason with anti-shipping missiles	Red Sea Coast	12 October
19	US naval ship fires three Tomahawk cruise missiles at Houthi radar installations	Red Sea Coast	13 October
20	Mansur Mujahid Nimraan, Houthi Axis Commander in Hudaydah killed	Hudaydah	14 October
21	72-hours Cessation of Hostilities begins	Yemen	19 October
22	Cessation of Hostilities ends	Yemen	23 October
23	Houthi-Saleh Supreme Political Council announces formation of 42-person government	Sana'a	28 November

Annex 33: Active ‘battle fronts’ in Yemen (2016)

A. Ta’izz ‘front’

1. Ta’izz continues to witness heavy fighting between military units loyal to Ali Abdullah Saleh (YEi.003) and militias under the command of Houthi fighters, who are arrayed against local resistance forces, which have included Salafi fighters as well as AQAP members,⁸³ in addition to troops loyal to President Hadi. Both sides have engaged in the targeted destruction of homes, kidnappings, as well as indiscriminate shelling, which has claimed the lives of civilians. The humanitarian situation remains extremely dire.

2. The Panel has documented the following brigades taking part in the fighting: 17th Infantry Brigade, 22nd Armoured Brigade from the Republican Guards, 33rd Armoured Brigade, 35th Armoured Brigade and 170th Air Defence Brigade. Below is a brief sketch of the prominent figures in the conflict, which the Panel has identified, on the four sides: Houthis, Saleh, Government of Yemen, and local “resistance”.⁸⁴

Table 33.1

Prominent Houthi figures on the Ta’izz front

<i>Serial</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Remarks</i>
1	Abdullah Yahya al-Hakim (Abu Ali)	Houthi commander, 4 th military district	(YEi.002)
2	Abdu Ali al-Janadi	Houthi-appointed governor of Ta’izz	Appointed 28 November 2015
3	Abd al-Hakim al-Junaid	Houthi commander	Brother of #4
4	Mahmoud al-Junaid	Houthi commander, al-Sarari area, near Mount Sabr	Brother of #3
5	Akram al-Junaid	Houthi commander, Eastern Ta’izz	Facilitated Houthi entry into Ta’izz
6	Hamud al-Hashidi	Houthi appointed director of intelligence	

⁸³ The Panel is aware of reports indicating that two high-level ISIL commanders were killed in the fighting in Ta’izz, but has been unable to independently verify these reports.

⁸⁴ The Panel has chosen to put “resistance” in quotes, because it realizes that not all locals in Ta’izz have sided with the “resistance.” Indeed, many have sided with the Houthis.

Table 33.2
Prominent figures loyal to Saleh on the Ta'izz front

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Remarks</i>
1	Abdullah Hizam Naji al-Dhaban ⁸⁵	Axis commander, Ta'izz	From Saleh's Sanhan tribe
2	Hamud Hasan al-Harithi	Brigadier General, commander of central security forces, Ta'izz	
3	Hamud al-Dahmashi	commander, 22 nd armoured brigade, republican guard	
4	Ali Numan Muhammad al-Saghir	Lieutenant Colonel, 33 rd armoured brigade	Artillery specialist under command of al-Dhaban
5	Amar Daghish	Lieutenant Colonel, 33 rd armoured brigade	Under command of al-Dhaban
6	Ahmed al-Araj	Lieutenant Colonel, 33 rd armoured brigade	Specialist in Katusha FFR, under command of al-Dhaban
7	Mansur Mujayayr	Commander of Khaled Camp for 35 th armoured brigade	
8	Zakariya al-Muta'a	republican guard commander	
9	Muhammad Abd al-Wasa al-Qahtan	Tribal Shaykh	Kidnapped on 9 November 2016 reportedly by forces operating under the command of Yusif al-Shiraji

⁸⁵ Staff Brigadier General Abdullah Hizam Naji al-Dhaban is also commander, 33rd armoured brigade, and has a history in Ta'izz. In 2011, Ali Abdullah Saleh (YEi.003) named al-Dhaban commander, 33rd armoured brigade (he was previously Commander, 107th Mechanised Brigade), where he reacted violently to protests against Saleh's rule. As a result, under President Hadi, the 33rd Armoured Brigade was transferred to Baydha'. However, on 6 June 2015 President Hadi fired al-Dhaban.

Table 33.3
Prominent Government of Yemen figures on the Ta'izz front

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Remarks</i>
1	Fadhil Hasan al-Amri	Government Commander, 4 th Military District	
2	Khalid al-Fadhil	Axis Commander, Ta'izz	
3	Yusif Ali al-Shiraji ⁸⁶	Government Commander	
4	Adnan Muhammad Muhammad al-Hamadi	Government Commander, 35 th Armoured Brigade ⁸⁷	
5	Sadiq al-Sarhan	Government Commander, 22 nd Armoured Brigade, Republican Guard ⁸⁸	President Hadi appointed.
6	Abd al-Rahman al-Shamsani	Commander, 17 th Infantry Brigade ⁸⁹	President Hadi appointed.
7	Abd al-Walid Sarhan	Official in the Political Security Organization	
8	Nabil al-Maqrani	Colonel, 35 th Armoured Brigade	

⁸⁶ The Panel is uncertain if al-Shiraji remains in Ta'izz. He was in the city as late as mid-November, but has since been named an 'adviser' to the Ministry of Defence and is no longer Axis Commander in Ta'izz, a position he took up on 15 January 2016.

⁸⁷ al-Hamadi does not have control over the entire brigade as it is split between forces loyal to President Hadi (35th Armoured Brigade) and forces loyal to the Houthis-Saleh alliance (35th armoured brigade).

⁸⁸ The majority of 22nd armoured brigade is loyal to Saleh.

⁸⁹ The brigade is split between those loyal to President Hadi (17th Infantry Brigade) and those loyal to the Houthis and Saleh (17th infantry brigade) .

Table 33.4
Prominent “Popular Resistance” figures on the Ta’izz front⁹⁰

<i>Ser</i>	<i>Name</i>	<i>Position</i>	<i>Remarks</i>
1	Adil Abdu Farea (Abu al-Abbas) ⁹¹	Salafi commander	Most powerful Resistance figure.
2	Hamud Said al-Mikhlafi	Former Brigadier General in the Political Security Organization (PSO)	Has lost funding and power in 2016
3	Muhammad Ibrahim al-Mikhlafi	Head of Resistance Consultative Council, Mount Sabir	Deputy Director of Police, appointed 1 September 2016
4	Nail al-Adimi	Resistance leader	
5	Abd al-Qawi al-Mikhlafi	Resistance leader, associated with Islah	
6	Abdu Hamud al-Saghir	Resistance leader, western Ta’izz	
7	Nabil al-Wasili ⁹²	Salafi commander	
8	Abu al-Suduq ⁹³	Salafi commander	

⁹⁰ The Panel uses “resistance” to designate forces aligned against the Houthi-Saleh military alliance in Ta’izz. The “resistance” is a loose coalition of militias bound together only by a common enemy. In 2016, Salafis, particularly those under Abu al-Abbas, have become the most powerful individual component to this rather nebulous constellation of groups.

⁹¹ Abu Abbas is the most powerful resistance fighter in Ta’izz. The Panel has documented trips he has taken to Aden in the south, as well as reports of visits to foreign countries. Abu Abbas was born in Ta’izz in 1971. He studied at Dar al-Hadith in Sa’dah before returning to Ta’izz to take part in the fight against Houthi and Saleh forces there. He is a person of interest for the Panel. For more on his background see a two-part interview he gave to al-Medina al-An, which was published in late October 2016. http://www.alwahdawi.net/news_details.php?sid=16867 The Panel believes that it is Abu al-Abbas’ forces that have welcomed AQAP fighters into the conflict in Ta’izz.

⁹² Studied at Dar al-Hadith in Sa’dah.

⁹³ Like Abu al-Abbas and Nabil al-Wasili, Abu al-Suduq studied at Dar al-Hadith in Sa’dah. However, Abu al-Suduq’s fighters have clashed with Abu al-Abbas’ men.

B. Sirwah, Ma'rib

Fighting is also ongoing in Ma'rib, largely between Houthi forces on one side and so-called "popular resistance" forces and troops loyal to President Hadi on the other, including members of the 14th Armoured Brigade.⁹⁴ The fighting has ebbed and flowed throughout the period covered by this report, and on 1 September 2016, the Houthis and the resistance agreed to a prisoner exchange of 12 prisoners each.⁹⁵ The Houthi prisoners released came from several different governorates within Yemen, which illustrates how the group is moving fighters around the country. On 7 October 2016, Major General Abd al-Rabb al-Shadadi, the military commander for the 3rd Military District loyal to President Hadi, was killed.⁹⁶ He was replaced by Major General Adil Hashim al-Qaymiri.⁹⁷ Vice President Ali Muhsin al-Ahmar has also spent a significant amount of time in Ma'rib throughout the second half of 2016.

C. Saudi border

Elements of the Republican Guards loyal to Ali Abdullah Saleh (YEi.003) began fighting on the Saudi border with Jizan and Najran (Saudi Arabia) in late July and early August 2016. Fighting continues in this area, and Houthi-Saleh forces have also launched ballistic missiles into these regions (see annex 42).

D. Nihm, Sana'a

Throughout the period covered by this report, fighting has been ongoing in the Nihm region, just east of Sana'a. Militias loyal to Abdulmalik al-Houthi (YEi.004) and troops loyal to Ali Abdullah Saleh (YEi.003), including the 62nd mechanised infantry brigade from the republican guards,⁹⁸ are allied against militias loyal to President Hadi as well as against regular troops. Much of the fighting has centred on the taking and re-taking of mountains and other strategic points in the region. Additionally, the Saudi Arabia-led coalition continues to strike targets inside the city of Sana'a.

E. Other areas

The Panel has also noted fighting in Hajjah, particularly in Midi,⁹⁹ continued clashes in Jawf, and periodic raids and reprisals in Bayda'a. The Saudi Arabia -led coalition continues to strike targets throughout areas held by the Houthis. Abyan, Aden and Hadramawt continue to suffer under AQAP and ISIL attacks.¹⁰⁰

⁹⁴ On 8 September 2016, the Commander of the 14th Armoured Brigade, which used to be part of the Republican Guards, Staff Brigadier General Muhsin al-Daari, was wounded in the fighting. See: <http://www.yemenakbar.com/yemen-news/490041.html> Most of the 14th Armoured Brigade has sided with President Hadi.

⁹⁵ See annex 24 for a list of the Houthi prisoners exchanged. The panel was unable to confirm the identities of the resistance fighters released.

⁹⁶ At al-Shadadi's funeral, held on 14 October 2016, six days after the Saudi-led coalition attack on Ali al-Rowayshan's funeral in Sana'a, two bombs went off, killing al-Shadadi's older brother, Salim Qasim al-Shadadi, and Lieutenant Muhammad Nasir Murshid Shurif, the Guard Commander for the governorate of Sana'a. See: <http://www.alkhaleej.ae/alkhaleej/page/d50574bd-be7e-4b1c-b5cf-c49b5d9b2ec4>.

⁹⁷ For the Government of Yemen's Military Commanders see annex 31. al-Qaymiri's previous position had been as Inspector General for Yemen's Armed Forces.

⁹⁸ The 62nd mechanised infantry brigade from the republican guards under the command of Major Murad al-Awbali, which is based in Amran, participated in the fighting in Nihm. Al-Awbali is now commander of the Republican Guards, replacing Brigadier General Ali bin Ali al-Ja'ifi, who died on 10 October 2016, from wounds sustained two days earlier in the Saudi Arabia-led coalition attack on a community hall in Sana'a.

⁹⁹ The Panel has received information that Abd al-Khaliq al-Houthi (YEi.001) is leading Houthi forces in this area and that they are fighting alongside elements of the republican guard. Another prominent Houthi figure, Yusif al-Madani, who is married to the daughter of Husayn al-Houthi (deceased 2004) is reportedly active on this front as well.

¹⁰⁰ For a list of major security events in 2016 see annex 32.

Annex 34: Battlefield captured weapons in Houthi or AQAP use (2016)

1. The Panel has identified a number of weapons that were in the possession of individual fighters affiliated with either the Houthis or AQAP. The weapons had been either captured after combat between Saudi Arabia-led coalition and the Houthis or AQAP, or after misdirected air resupply drops by the Saudi Arabia-led coalition. In the longer term the majority of these weapons will be of little use to Houthi or Saleh forces as the ammunition needed does not match the proliferation of weapons captured from the Yemeni national stockpile and now in the possession of Houthi and Saleh forces.

Table 34.1

Summary of tracing requests for weapons identified in possession of Houthi fighters

<i>Weapon Type</i>	<i>Manufacturer State</i> ¹⁰¹	<i>User State</i>	<i>Notes / result of tracing request</i>
Glock 19 Gen 4 9 x 19mm self loading pistol	USA		Manufacturer confirmed supply to Yemen.
Instanza, C-90-CR-RB anti-armour rocket launchers	Spain	Saudi Arabia	Manufacturer confirmed supply to Saudi Arabia. No response from Saudi Arabia to Panel enquiry. ¹⁰²
66mm Light Anti Tank Weapon (LAW)	USA	Saudi Arabia	No tracing request sent as: 1) Saudi Arabia known to be a user of this weapon type; and 2) over ten years old.
LRT-3 SWS 12.7mm sniper rifle	Canada	Saudi Arabia	Manufacturer confirmed supply to Saudi Arabia. No response from Saudi Arabia to Panel enquiry.
SSTI Kinetics, AR 80 5.56mm Assault Rifle	Singapore		The weapon with this serial number was initially supplied to Yugoslavia in December 1990, but this is not that weapon, it is a copy. ¹⁰³
Steyr AUG 5.56mm Assault Rifle	Austria	Saudi Arabia	No tracing request sent as: 1) Saudi Arabia known to be a user; and 2) no serial number visible.

¹⁰¹ The Panel is not implying that for this enquiry that any of these Member States have acted in violation of the targeted arms embargo on Yemen imposed by resolution 2216 (2015). The Panel's tracing requests were aimed at better understanding how weapons are being smuggled into Yemen for the benefit of individuals listed by the Security Council Committee established pursuant to resolution 2140 (2014) or by other individuals subject to the targeted arms embargo.

¹⁰² Panel requests to the Permanent Mission of Saudi Arabia dated 17 June, 8 July and 24 August 2016.

¹⁰³ Letter from Permanent Mission of Singapore dated 17 October 2016.

Table 34.2
 Summary of tracing requests for weapons identified in possession of AQAP fighters

<i>Weapon Type</i>	<i>Manufacturer State</i> ¹⁰⁴	<i>User State</i>	<i>Result of tracing request</i>
RPG-32 <i>Nashshab</i> Rocket Launcher	Jordan	Jordan	No response to Panel enquiry. ¹⁰⁵

Figure 34.1
 AR80 5.56mm assault rifle (copy)



Figure 34.2
 Instanza C-90-CR-RB rocket launcher¹⁰⁶



¹⁰⁴ The Panel is not implying that for this enquiry that any of these Member States have acted in violation of the targeted arms embargo on Yemen imposed by resolution [2216 \(2015\)](#).

¹⁰⁵ Panel requests to Permanent Mission of 11 April and 8 July 2016.

¹⁰⁶ The manufacturer, Instanzla S.A confirmed that they had supplied this ammunition to a member State of the Saudi Arabia-led coalition. The possession by the Houthi is as a result of a misdirected airdrop by the Saudi Arabia-led coalition.

Figure 34.3
LRT-3 SWS 12.7mm anti-material rifle



Figure 34.4
Glock 19 Gen 4 9 x 19mm Pistol



Figure 34.5
Steyr AUG Assault Rifle¹⁰⁷



Figure 34.6
RPG-32 'Nashshab'¹⁰⁸



Figure 34.7
66mm LAW



¹⁰⁷ Confidential source.

¹⁰⁸ Hoplite Report. *Ansar-al-Sharia with RPG-32 rocket launcher in Yemen*. Armament Research Services (ARES). 30 March 2016. <http://armamentresearch.com/tag/hashim/>.

Annex 35: Images of maritime seizures

A. FV Nasir (25 Sep 2015)¹⁰⁹

Figure 35.1
9M113 Konkurs ATGW



Figure 35.2
9M113 Konkurs ATGW



B. FV Samer (27 Feb 2016)¹¹⁰

Figure 35.3
SA93 Assault Rifle



Figure 35.4
Type 56 variant Assault Rifle



Figure 35.5
RPG 7 variant



Figure 35.6
AIM Assault Rifle



¹⁰⁹ Imagery from Government of Australia.

¹¹⁰ Ibid.

Figure 35.7
AKM Assault Rifle



Figure 35.8
PKM Machine Gun



C. Unnamed dhow (20 Mar 2016)¹¹¹

Figure 35.10
AKM variant Assault Rifle



Figure 35.11
Dragunov variant Sniper Rifle



Figure 35.12
9M133 Kornet or Dehlayvah variant
ATGW



D. FV Adris (28 Mar 2016)

No images as yet supplied by the US Government.

¹¹¹ Images from confidential sources.

Annex 36: Land route smuggling seizures

A. Weapon types in Houthi possession

Weapons that were known to be not part of the Yemen national stockpile,¹¹² or on issue to the Yemen Armed Forces at the onset of conflict, have been identified as being used by the Houthis. The Panel considers that those weapons summarised in Table 36.1 originated in Iran, but as yet has no details of the supply chain used. (See annex 38 for further details).

Table 36.1
Summary of Iranian origin weapons types

<i>Weapon Type</i>	<i>Original Supplier to Iran¹¹³</i>	<i>Result of tracing request</i>
Type 73 General Purpose Machine Gun	DPRK ¹¹⁴	No response to Panel enquiry. ¹¹⁵
AM-50 anti-material rifle (AMR) ¹¹⁶	Iran manufacture	No response to Panel enquiry. ¹¹⁷

B. Seizure of smuggled weapons in transit to Houthi-Saleh alliance controlled areas

The Panel has identified a range of weapons (table 36.2) seized, mostly on Omani registered vehicles that on traffic routes leading to Houthi-Saleh alliance controlled territory. The Panel considers that the weapons were destined for Houthi or Saleh forces, as there would be no other credible end user in their respective territory.

Table 36.2
Summary of seizures of smuggled weapons in transit to Houthi-Saleh alliance controlled areas

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Seizure</i>	<i>Vehicle registration</i>
19 Jul 2015	Thamoud, Hadramawt	36 vehicle radios	Yemeni plate 590/11
Sep 2016	Safgir, Ma'rib	360 personal radios	
18 Sep 2016	Ma'rib	RPG 27 variant ¹¹⁸	Omani licence plates
28 Sep 2016	Ma'rib	Ammunition type not known	Omani licence plates
8 Oct 2016	Lahj	ATGW and 122mm FFR	
18 Oct 2016	Shehn, Ma'rib	Ammunition type not known	
		24+ x ATGW	

¹¹² Sources: 1) Janes' Weapons; 2) Janes' Military; 3) UN Conventional Arms Register; 4) SIPRI Annual Military Expenditure reports.

¹¹³ The Panel is not implying that for this enquiry any of these Member States have acted in violation of the targeted arms embargo on Yemen imposed by resolution 2216 (2015). The Panel's tracing requests were aimed at better understanding how weapons are being smuggled into Yemen for the benefit of individuals listed by the Security Council Committee established pursuant to resolution 2140 (2014) or by other individuals subject to the targeted arms embargo.

¹¹⁴ Democratic Peoples Republic of Korea.

¹¹⁵ Panel requests to Permanent Mission of DPRK of 23 May and 8 July 2016.

¹¹⁶ This weapon is an unlicensed copy of the Austrian Steyr HS 12.7mm AMR. Steyr supplied 800 weapons to Iran in 2005, after which unlicensed copies began to be manufactured by Defence Industries of Iran (DIO). The weapon has been positively identified as an AM50 as opposed to a Steyr by the unfluted barrel.

¹¹⁷ Panel requests to the Permanent Mission of the Islamic Republic of Iran of 23 May, 8 July and 2 November 2016.

¹¹⁸ Member State confirmed seizure on 28 November 2016.

Figure 36.1
RPG-27, Ma'rib (Sep 2016)



Figure 36.2
'Kornet' or 'Dehlayvak', Ma'rib (28 Sep 2016)



Figure 36.3
Shahn, Ma'rib seizure (18 Oct 2016) –
TBC



C. Concealment in transit

Weapon shipments on the land main supply routes identified by the Panel are now well concealed in an attempt to avoid detection. Hidden compartments are being engineered in to the structure of the trailer (see figures 36.4 to 36.6), whilst other simpler concealment methods involve the use of livestock (see figure 36.8). The time taken to load such vehicles suggests that the weapons would more likely be loaded prior to the goods been used to disguise them; this avoids double handling and reduces detection risks.

Figure 36.4
Shehn, Ma'rib (18 Oct 2016)



Figure 36.5
Shehn, Ma'rib (18 Oct 2016)



Figure 36.6
Shehn, Ma'rib (18 Oct 2016)



Figure 36.7
Shehn, Ma'rib (18 Oct 2016)



Annex 37: Use or seizures of ATGW

A. 9M113 ‘Konkurs’ or ‘Tosan’ ATGW

The Panel has investigated seizures of, and identified the use of, Russian manufactured 9M113 ‘Konkurs’ or Iranian manufactured copies, the ‘Tosan’ ATGW as shown in the following imagery.

Figure 37.1
Jizan use (25 Aug 2015) – ‘Konkurs or Tosan’¹¹⁹



Figure 37.2
FV Nasir seizure (24 Sep 2015) – ‘Konkurs’ (Centre Ground)



Figure 37.3
Jizan use (11 Dec 2015) – ‘Konkurs or Tosan’¹²⁰



¹¹⁹ Source: https://www.youtube.com/watch?v=R_RUGRtpUKc.

¹²⁰ Source: 151211 VID-16151211-WA0029 1-29.

B. *Toophan*' ATGW

The Panel has investigated the seizures of an Iranian manufactured '*Toophan*' ATGW as shown in the following imagery. This is a copy of the US TOW system.

Figure 37.4

FV Nasir seizure (24 Sep 2015) – '*Toophan*'
(Foreground)



C. 9M133 '*Kornet*' or '*Dehlavyah*' ATGW

The Panel has investigated seizures, or identified the use, of Russian manufactured 9M122 '*Kornet*' or Iranian manufactured copies, the '*Dehlavyah*' ATGW as shown in the following imagery.

Figure 37.5

Ta'izz seizure (29 Nov 2015) – '*Kornet*' or
'*Dehlavyah*'



Figure 37.6

FV No Name seizure (20 Mar 2016) –
'*Kornet*' or '*Dehlavyah*'



Figure 37.7
Ma'rib seizure (28 Sep 2016) – 'Kornet' or
'Dehlavyah'



Figure 37.8
Shehn, Ma'rib seizure (18 Oct 2016) –
TBC



Annex 38: Weapons of Iranian origin in Houthi use

A. Type 73 General Purpose Machine Gun

1. The Panel has identified from imagery a weapon with characteristics similar to the Democratic Peoples Republic of Korea (DPKR) manufactured Type 73 General Purpose Machine Gun (GPMG) being used by Houthi fighters in Yemen.
2. The Type 73 GPMG is a relatively rare weapon outside the manufacturing country. Only Iran is known to have received exports of the weapon (in the 1970s and 1980s). Since then the weapon has been observed in the possession of the Iraqi Shi'a militias (Badr Brigade forces), the al-Imam Ali Brigade and the Christian Babylon Brigades. The Type 73 has also been documented in the hands of the Syrian Arab Army operating near Palmyra, Syria.¹²¹

Figure 38.1

Type 63 GPMG with Houthi fighter¹²²



B. AM-50 Anti Material Rifle

2. The Panel has observed footage of an Iranian manufactured AM-50 anti-material rifle (AMR)¹²³ being used by Houthi fighters in Yemen.

Figure 38.2

AM50 AMR with Houthi fighter¹²⁴



3. A further example of an AM-50 AMR in Houthi hands was provided by a Member State¹²⁵ (figures 38.3 and 38.4).

¹²¹ <http://armamentresearch.com/2016/03/>.

¹²² Ibid.

¹²³ This weapon is an unlicensed copy of the Austrian Steyr HS 12.7mm AMR. Steyr supplied 800 weapons to Iran in 2005, after which unlicensed copies began to be manufactured by Defence Industries of Iran (DIO). The weapon has been positively identified as an AM50 as opposed to a Steyr by the unfluted barrel.

¹²⁴ ARES Hoplite. <http://armamentresearch.com/iranian-am50-anti-materiel-rifle-documented-in-yemen/>.

Figure 38.3
Captured AM50 AMR (Serial 2200076)



Figure 38.4
Captured AM50 AMR (Serial 2200076)



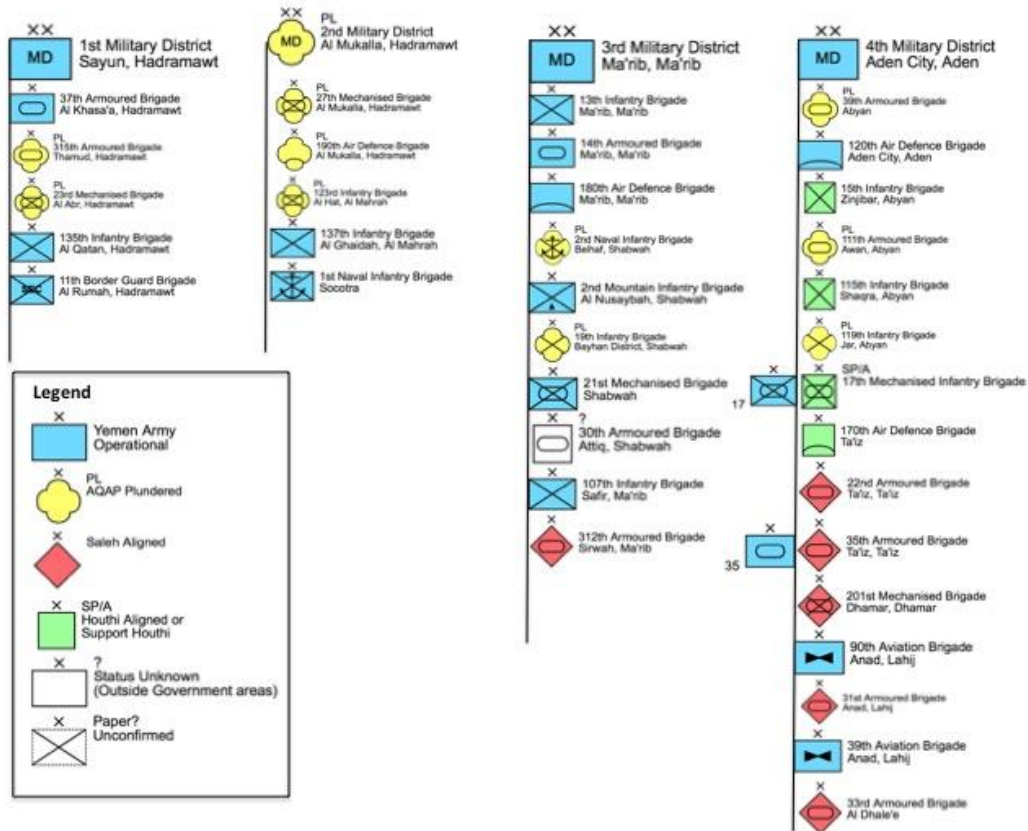
4. Although these weapons are undoubtedly of Iranian origin, the Panel has no evidence to date that they have been supplied post the imposition of the arms embargo on 14 April 2015. Tracing requests were submitted to Iran¹²⁶ and responses are still awaited.

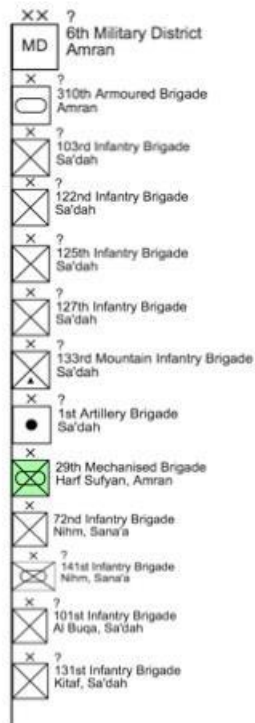
¹²⁵ Confidential source.

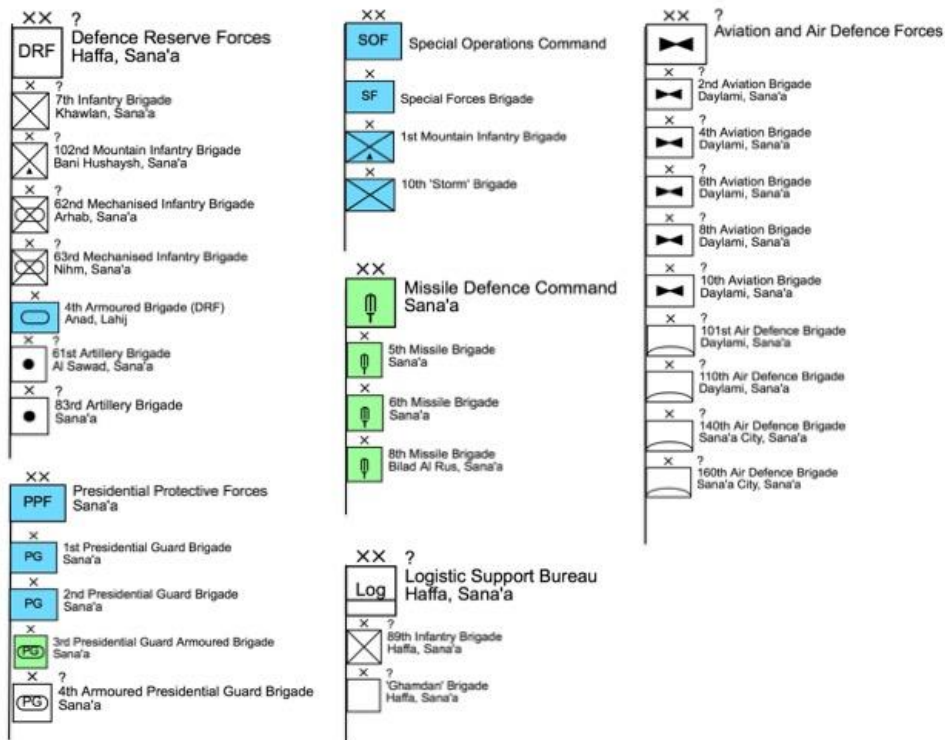
¹²⁶ Panel letters to Permanent Mission of Iran of 11 May, 8 July and 2 November 2016. Panel letters to Permanent Mission of DPRK of 23 May and 8 July 2016.

Annex 39: Possible ORBAT of Yemen Army (as at 30 June 2016) and summary of status of military units

A. Military unites by Military District and location

















D. Summary of status of Yemen Armed Force units ¹²⁷

Ser	Probable Status	Unit Type and Quantity															
		HQ Military District	Mountain Infantry Brigade	Naval Infantry Brigade	Presidential Guard Brigade	Presidential Guard Brigade Armoured	Border Guard Brigade	Armoured Brigade	Mechanised Brigade	Mechanised Infantry Brigade	Infantry Brigade	Special Forces Brigade	Storm Brigade	Artillery Brigade	Missile Brigade	Air Defence Brigade	Aviation Brigade
		MD	⊗	⊗	PG	PG	⊗	□	⊗	⊗	⊗	SF	⊗	●	□	□	⊗
1	Operational	3	2	1	2		1	3.5	1	0.5	4	1	1			2	2
2	Non-operational (equipment plundered by Houthi)	1	1	1				3	2	0	4					1	
	Non-operational (equipment plundered by AQAP)																
3	Fighting for Houthi -Saleh Alliance					1		4.5	2	3.5	2				3	2	
4	Not Known	3				1	1	2	1	4	12			4		4	5
5	TOTALS	7	3	2	2	2	2	15	6	8	22	1	1	4	3	9	8

¹²⁷ The brigades 'loyal' to both sides are allocated as 0.5.

E. Summary of units¹²⁸ aligned to Saleh, Houthi or plundered by Houthi or AQAP

<i>Probable Status</i>	<i>Unit Type and Quantity</i>									
	<i>HQ Military District</i>	<i>Presidential Guard Brigade</i>	<i>Mountain Infantry Brigade</i>	<i>Naval Infantry Brigade</i>	<i>Armoured Brigade</i>	<i>Mechanised Brigade</i>	<i>Mechanised Infantry Brigade</i>	<i>Infantry Brigade</i>	<i>Artillery Brigade</i>	<i>Missile Brigade</i>
										
Saleh aligned					4	1				
Houthi Aligned		1				1	3	2		
Houthi Plundered							1			
AQAP Plundered	1			1	3	2		3		3
TOTALS	1	1		1	7	4	4	5		3

¹²⁸ This includes the units loyal to both sides.

Annex 40: Summary of black market small arms ammunition prices

Figure 40.1
Graph of Black Market prices (Yemen) (2015 – 2016)

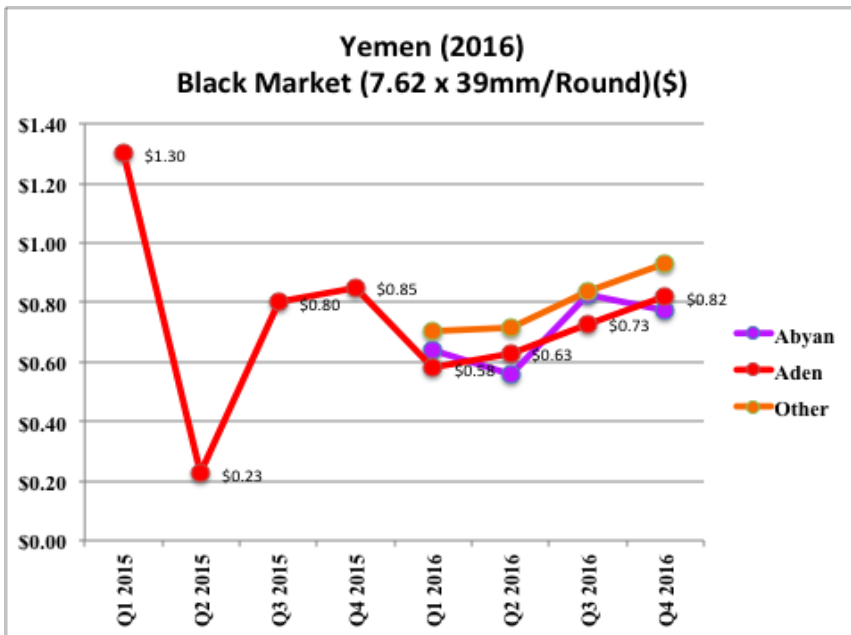


Figure 40.2
Graph of Black Market prices (Aden) (2016)

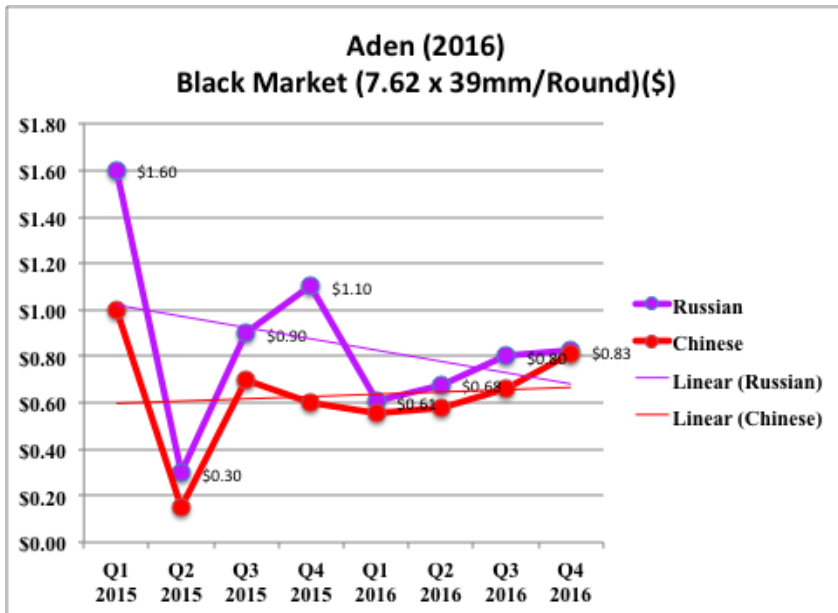


Figure 40.3
Graph of Black Market prices (Abyan) (2016)

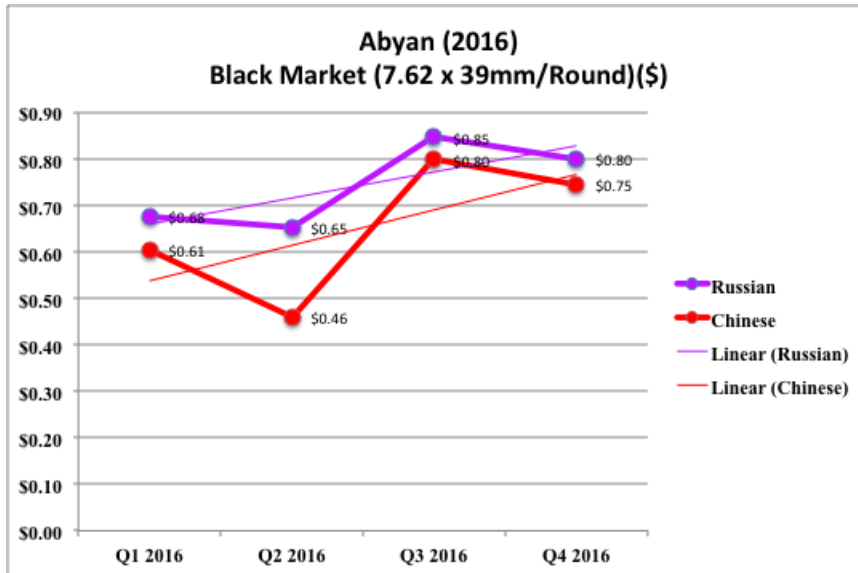
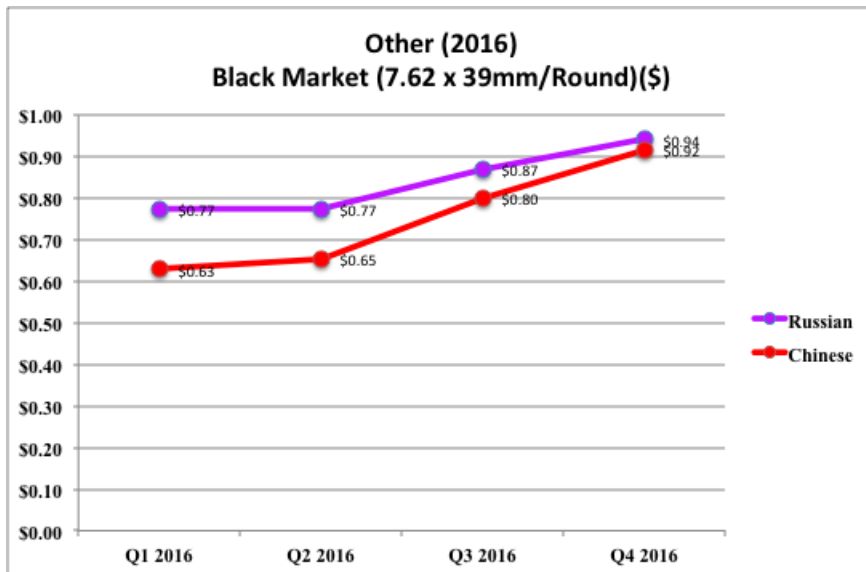


Figure 40.4
Graph of Black Market prices (Other) (2016)



Annex 41: Transfer of Taurus pistols and revolvers

1. The Panel was provided with initial information¹²⁹ about this arms transfer, and the subsequent investigation has resulted in the Panel obtaining evidence from authorities, organizations or individuals in six countries to date.
2. Negotiations for the sale of 8,000 pistols by Forjas Taurus S.A of Brazil to, supposedly, the Ministry of Defence of Djibouti began before November 2012, when the Chief of the Military Cabinet of the Presidency initially issued an end use certificate.¹³⁰ The Brazilian authorities issued an initial export licence in October 2013, after which funds were transferred to pay for the weapons. The final Brazilian export licences were issued by February 2015.¹³¹ Resolution 2216 (2015) of 14 April 2015 imposed the arms embargo on designated individuals, which is before these weapons were physically shipped on 3 July 2015. Had Taurus Forjas S.A exercised due diligence then they would have identified aspects of this arms purchase that were suspicious in relation to the targeted arms embargo on Yemen (see below), and could have stopped the shipment.
3. The Mediterranean Shipping Company S.A acted as the shipper for 3,000 of the above 8,000 Taurus pistols and revolvers, loaded in Container Number TTNU3603161 on the MV MSC Cadiz (IMO 9480203), which sailed from Santos, Brazil (BRSSZ) on 3 July 2015 destined for Djibouti.
4. On, or about, 24 July 2015 the port authorities of Gioia Tauro, Italy (ITGIT) discovered 3,000 Taurus Pistols in Container Number TTNU3603161. The Italian authorities delayed the onward movement of this ISO-container, as the transit of the cargo had not been notified to the appropriate Italian authorities. Once this issue had been resolved, Container Number TTNU3603161 then departed Gioia Tauro on 27 October 2015, loaded on the MV MSC Savona (IMO 9460356), bound for King Abdullah Port, Saudi Arabia (SAKAC). The Saudi Arabian authorities then seized the shipment under the authority of ‘High Decision 51145/2015 of the Council of Political and Security Affairs’ as they suspected that the shipment was actually bound for the Houthis via Itkan Assaid Al Mahdouda (Precise Fishing Limited, Djibouti).¹³² Saudi Arabia failed to report this seizure to the Committee as required by paragraph 17 of resolution 2216 (2015).
5. Subsequent investigation by the Panel established that the company actually used for the purchase from Taurus was the Itkan Corporation for General Trading, Yemen (Itkan), owned by Adeeb Mana’a,¹³³ a son of a designated individual Fares Mohammed Hassan Mana’a (SOi.008).¹³⁴ Fares Mohammed Hassan Mana’a is a close associate of Ali Abdullah Saleh (YEi.003),¹³⁵ and a known arms trafficker who was listed by the Security Council Committee pursuant to resolutions 751 (1992) and 1907 (2009) concerning Somalia and Eritrea for directly or indirectly supplying, selling or transferring arms or related material to Somalia in violation of the arms embargo. On 26 March 2011 Fares Mohammed Hassan Mana’a was appointed by Abdulmalik al-Houthi and the Houthi political leadership as the as the Governor of Sa’dah,¹³⁶ a post he held until December 2014. He is currently a minister in the new ‘28 November government’ of the Houthi-Salah alliance.

¹²⁹ Confidential source.

¹³⁰ All documentary evidence and references for this section are contained within the timeline at appendix A.

¹³¹ Detailed timeline is at appendix A.

¹³² The smuggling of Taurus Pistols to Yemen via Djibouti may have precedence. In October 2013 8,000 Taurus weapons were allegedly sent to Al Sharq Fishing and Fish. The shipment was arranged by a designated individual Fares Mohammed Hassan Mana’a (SOi.008) (see paragraph 75 to the Panel’s final report S/2016/73 and following footnote). This allegation is the subject of an ongoing court case in Porto Alegre, Brazil against two former employees of Taurus (Eduardo Pezzuol and Leonardo Sperry). The Prosecutors have not charged the company itself. (Sources: Reuters, 5 September 2016, and confidential source in Brazil).

¹³³ Although the Taurus internal Purchase Check List names Hussain Said Khaireh, Director General of Security, Djibouti first, on the same line it also includes Adeeb Mana’a, with a Yemeni E-mail and telephone number.

¹³⁴ Listed under authority of paragraph 8 to resolution 1844 (2008) on 12 April 2010 by the Security Council Committee pursuant to resolutions 751 (1992) and 1907 (2009) concerning Somalia and Eritrea.

¹³⁵ He was the Head of Ali Abdullah Saleh’s ‘presidential committee’ until late January 2010, when Yemeni authorities arrested him.

¹³⁶ <http://yemenpost.net/Detail123456789.aspx?ID=3&SubID=3336>.

6. The Panel identified a number of indicators that are inconsistent with this particular arms transfer being a legitimate arms transfer to the Government of Djibouti:

(a) An end user certificate was issued to support the transfer of 80,000 pistols to the Djibouti Ministry of Defence, yet the Djiboutian Armed Forces, which includes the National Gendarmerie, only consists of 16,000 active personnel and 9,500 reservists.¹³⁷ This is an unusually high number of weapons for such a force level;

(b) The end user certificate authorised the Matrix company, headed by Abddurabuhguhqd Sale Abdo, to import the weapons. Neither the name of this company, nor its head, appear on any other documentation (shipping, financial or legal) relating to this arms transfer. All the relevant documentation refers to the Itkan company and Adeeb Mana'a;

(c) The address used for the Itkan company, Trading Avenue, Djibouti, could not be found in Djibouti. A request to the Government of Djibouti for the registered details of both the Matrix and Itkan companies and their associated bank accounts, has not yet been responded to.¹³⁸ The Government of Djibouti did respond to a previous enquiry from the Panel and confirmed the validity of the end use certification;¹³⁹

(d) On 21 January 2015 Fares Mohammed Hassan Mana'a (SOi.008) entered Brazil at the invitation of Eduardo Pezzuolo of Forjas Taurus S.A in relation to arms purchases.¹⁴⁰ This visit is also a violation of paragraph 1 of resolution 1844 (2008) and details have been passed to the Somalia and Eritrea Monitoring Group (SEMG) for their consideration;

(e) There is no logical or reasonable reason that the Government of Djibouti would need to use a Yemeni broker for the supply of weapons to their armed forces. Particularly a broker with close family ties to a designated individual; and

(f) There were unexplained inconsistencies in the detail and dates of the Bill of Lading and the end use certification for this arms transfer (see appendix A for details).

7. The detailed timeline for this arms transfer is at appendix A together with the references of all relevant documentation in the possession of the Panel.

8. The Panel finds it unlikely that this arms transfer was destined for Houthi-Saleh forces due to the types of weapons involved. Pistols and revolvers are personal protection type weapons, which are not generally used in combat. They are very attractive though to the black market in Yemen and elsewhere, where individuals can buy unlicensed weapons for self-protection. They are also ideal for using in criminal acts such as the protection of drug traffickers or armed holdups of banks etc as they are easily concealable.

9. The involvement of Fares Mohammed Hassan Mana'a (SOi.008) and his known relationship to the Houthis makes it possible that the financial aspects of the transfers may have been to the benefit of listed individuals, and the Panel will continue to investigate this aspect.

10. The modus operandi of the transfer, using his son Adeeb Mana'a and a Djibouti end user, was designed to circumvent normal security and customs controls. The transfer was only prevented by the diligence of the Saudi Arabian authorities.

¹³⁷ Force level data from <https://janes.ihs.com/Janes/Display/1319215> and others.

¹³⁸ Panel letter to the Permanent Mission of 14 October 2016.

¹³⁹ Letter from the Permanent Mission of 26 September 2016.

¹⁴⁰ Confidential sources. The Federal Court of Brazil has issued a legal notice of proceedings against this individual for this action (Notice 710002418415, Criminal Action: 5033103-42,2015.4.04.7100/RS).

Appendix A to Annex 41: Timeline of Forjas Taurus S.A. (Brazil) export of pistols and revolvers

Table 41.A.1
Transfer timelines

<i>Date</i>	<i>Activity</i>	<i>Reference</i> ¹⁴¹	<i>Responsible</i>	<i>Remarks</i>
3 Nov 2012	EUC issued for 80,000 (Eighty Thousand) pistols and revolvers	123/PRE/CMPR	Chief of the Military Cabinet, Djibouti	
4 Nov 2012	EUC issued for 80,000 pistols and revolvers	123/PRE/CMPR	Chief of the Military Cabinet, Djibouti	Correction of calibre of one weapon type. Specifies import agent as Abdurabuhgahad Sale Abdo of Matrix company. Expired 31 Dec 13
14 Oct 2013	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus PT 24/7 G2 9mm 17t Tenox Pistols	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Expired before shipment
14 Oct 2013	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus PT 24/7 G2 9mm 17t Individual Pistols	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Expired before shipment
14 Oct 2013	Brazilian Export Licence issued for 500 Taurus PT 24/7 G2 Compact 9mm 17t Tenox Pistols	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Expired before shipment
14 Oct 2013	Brazilian Export Licence issued for 500 Taurus PT 24/7 G2 Compact 9mm 17t Individual Pistols	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Expired before shipment
14 Oct 2013	Brazilian Export Licence issued for 2,000 Taurus Model 85s 0.38" SPL Revolvers	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Broker named as Adeeb Mana'a, Itkhan Company for Hunting Expired before shipment
14 Oct 2013	Initial Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus Model 939 0.22" LR Revolvers	788/2013-October	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Broker named as Adeeb Mana'a, Itkhan Company for Hunting Expired before shipment

¹⁴¹ Copies of all referenced documents are in the possession of the Panel and available for inspection by Member States on request.

<i>Date</i>	<i>Activity</i>	<i>Reference</i> ¹⁴¹	<i>Responsible</i>	<i>Remarks</i>
18 Nov 2013	US\$ 45,960 transferred from International Commercial Bank Djibouti (Account: 000010200451761) to Citibank, New York (Account 36942067)		Itkhan Corporation	Origin bank account in name of Itkhan Corporation for General Trading and Hunting, Trading Avenue, Djibouti Receiving bank in name of Forjas Taurus S.A
18 Nov 2013	US\$ 247,950 transferred from International Commercial Bank Djibouti (Account: 000010200451761) to Citibank, New York (Account 36942067)		Itkhan Corporation	Origin bank account in name of Itkhan Corporation for General Trading and Hunting, Trading Avenue, Djibouti Receiving bank in name of Forjas Taurus S.A
3 Dec 2013	US\$ 249,950 transferred from International Commercial Bank Djibouti (Account: 000010200451761) to Citibank, New York (Account 36942067)		Itkhan Corporation	Origin bank account in name of Itkhan Corporation for General Trading and Hunting, Trading Avenue, Djibouti Receiving bank in name of Forjas Taurus S.A
23 Dec 2013	Invoice issued by Taurus for 1,000 PT 24/7 G2 9mm CAL17S Pistols (Black Tenifer with additional magazines)	200411	Forjas Taurus S.A.	USD 290,430.60 Made out to Djibouti Ministry of Defence
23 Dec 2013	Invoice issued by Taurus for 1,000 Model 959CH 22L Revolvers	200415	Forjas Taurus S.A.	USD 227,565.00 Made out to Djibouti Ministry of Defence
23 Dec 2013	Invoice issued by Taurus for 1,000 PT 24/7 G2 Compact 9mm 13S Pistols (Black Tenifer and Matt with additional magazines)	200416	Forjas Taurus S.A.	USD 288,901.85 Made out to Djibouti Ministry of Defence
26 Dec 2013	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus Model 939 0.22LR Revolvers	1010/2013-December	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.415.2014
26 Dec 2013	Brazilian Export Licence issued for 2,000 Taurus Rev .85S 0.38: Special Revolvers	1012/2013-December	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.413.2014
26 Dec 2013	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus PT 24/7 G2 9mm 17t Carbono Tenox Pistols	1013/2013-December	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2014
26 Dec 2013	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus PT 24/7 Pistols	1015/2013-December	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2014

<i>Date</i>	<i>Activity</i>	<i>Reference</i> ¹⁴¹	<i>Responsible</i>	<i>Remarks</i>
Undated	Extension for EUC for 80,000 pistols and revolvers granted	123/PRE/CMPR	Chief of the Military Cabinet, Djibouti	Valid until 31 Dec 15
14 Jan 2014	US\$ 144,950 transferred from International Commercial Bank Djibouti (Account: 000010200451761) to Citibank, New York (Account 36942067)		Itkhan Corporation	Origin bank account in name of Itkhan Corporation for General Trading and Hunting, Trading Avenue, Djibouti Receiving bank in name of Forjas Taurus S.A
13 Mar 2014	34 boxes of weapons leave Brazil on Emirates Airlines air cargo. 1,000 x PT 24/7 G2 9mm CAL 17s Black Tenifer Pistols	Embarkation Certificate 4224 Airway Bill 176 8071 1680	Amazon Logistics	ETA Djibouti 15 Mar 14
13 Mar 2014	34 boxes of weapons leave Brazil on Emirates Airlines air cargo. 1,000 x PT 24/7 G2 9mm CAL 17s Black Tenifer Pistols	Embarkation Certificate 4224 Airway Bill 176 0343 3210	Amazon Logistics	ETA Djibouti 15 Mar 14
16 Apr 2014	34 boxes of weapons leave Brazil on Emirates Airlines air cargo. 1,000 x PT 24/7 Pistols	Embarkation Certificate 4272	Amazon Logistics	ETA Djibouti 22 Apr 14
21 Jan 2015	Fares Mohamed Hassan Mana'a (SOi.008) enters Brazil at invitation of Eduardo Pezzuol of Forjas Taurus S.A.	Confidential source		Referred to the 751(1992) Committee Monitoring Group as a potential violation of a travel ban.
28 Jan 2015	Brazilian Export Licence issued for 2,000 Taurus Model 85s 0.38" Pistols (Serial Numbers GZ75481 to GZ77480)	040/2015-January	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Replaced 14 Oct 13 export authority
27 Feb 2015	Brazilian Export Licence issued for 1,000 Taurus Model 939 0.22" Pistols (Serial Numbers GZ72481 to GZ73480)	072/2015-February	MOD Brazil	MOD Brazil export process 200.414.2013 Replaced 14 Oct 13 export authority
27 Jun 2015	Bill of Lading issued for 40 boxes of revolvers for Container TTNU3603361	MSCUZS275155	MSC S.A	Issued in Gioia Tauro prior to vessel leaving Brazil
4 Jul 2015	MSC Cadiz (IMO 9480203) departs Santos, Brazil (BRSSZ) with Container TTNU3603161			

<i>Date</i>	<i>Activity</i>	<i>Reference</i> ¹⁴¹	<i>Responsible</i>	<i>Remarks</i>
24 Jul 2015	Second Bill of Lading issued for 40 items	MSCUZS275155	Mediterranean Shipping do Brazil	Retrospectively by MSC Brazilian Agent For 1 x 20' ISO – No mention of weapons
24 Jul 2015	MSC Cadiz offloads Container TTNU3603161 in Port Gioia Tauro, Italy (ITGIT)		Italian Customs	
25 Jul 2015	Italian Customs Agency and Guardia Finanzia confiscate Container TTNU3603161 pending investigation	Criminal procedure 2249/2015 mod.21	Italian Customs	Transit of weapons had not been notified to the competent agency
9 Oct 2015	Djibouti MOD declaration to Italian Customs that the shipment is for MOD Djibouti		Chief of the Military Cabinet	
27 Oct 2015	MSC Savana (IMO 9460356) departs Port Gioia Tauro, Italy with Container TTNU3603161		MSC	
1 Nov 2015	MSC Savana arrives Port King Abdullah, Saudi Arabia (SAKAC)		MSC	
1 Nov 2015	Saudi authorities seize Container TTNU3603161 pending investigation	DG Intelligence High Decision 51145	Saudi Arabia	Weapons remain in Saudi custody
4 Nov 2015	Brazilian authorities seize hardware and documentation from Taurus.		Brazilian Federal Police	
9 May 2016	Federal Court in Brazil issue a legal notice of proceedings against Eduardo Pezzuol and Fares Mohamed Hassan Mana'a (SOi.008) 24 Jul 15.	Notice 710002418415 Criminal Action: 5033103- 42,2015.4.04.7100/RS	Brazil Federal Court	Case ongoing

Annex 42: Summary of Houthi¹⁴² short-range ballistic missile (SRBM) or free flight rockets (FFR)

A. QAHER-1 FFR

1. Houthi engineers have successfully modified stocks of (S-75 ‘Dvina) (SA-2 ‘Guideline’) Surface to Air (SAM) missiles, converting them into a rudimentary, improvised long range FFR.¹⁴³ The Panel considers that two factors determined this activity:

(a) The stockpile¹⁴⁴ of SCUD-B and SCUD-C variant (HWASONG-6) SRBM captured by the Houthi around Sana’a was relatively small. It could soon be used up, or destroyed by retaliatory Saudi Arabia-led coalition air strikes; and

(b) The Houthi realized that the S-75 SAM systems were ineffective against the advanced aircraft of the Saudi Arabia-led coalition air forces and could be converted for surface-to-surface use as FFR.¹⁴⁵

2. The standard guidance system fitted to the S-75 consists of a ground based tracking radar and radio guidance system, which sends radio signals to the guidance computer on the missile. The guidance computer then sends the necessary adjustments to the guidance surfaces (fins), which then move to alter the course of the missile towards the aerial target. It is highly unlikely that this guidance system has been modified for use in a surface-to-surface role or that a new guidance system has been fitted. The missile is almost certainly being used as a FFR, and the accuracy thus been totally dependent on ballistic calculations, launch parameters and meteorological effects.

3. The ranges of free flight rockets are calculated from complex ballistic equations, combined with extensive test and evaluation to develop a set of range tables. The Panel has seen no evidence that the Houthis have undertaken such research, and thus it must be considered that the accuracy of the QAHER-1 system will be inherently very poor from just the design perspective.

B. SCUD-B SRBM

4. The Panel has confirmed that Yemen was supplied with an unknown quantity of SCUD-B and at least 90 HWASONG-5 (a SCUD-B) copy.¹⁴⁶ There have been no claimed ‘SCUD’ attacks since 9 October 2016. The Panel will continue to monitor the ‘SCUD’ threat.

C. Houthi ‘ZELZAL-3’ SRBM

5. The Houthis have claimed to have designed and manufactured a missile they refer to as the ZELZAL-3 (“earthquake”) missile.¹⁴⁷ The Houthis claim this missile is 6m in length, 1,300kg mass and has a range of up to 65km. If this data is correct, then such a missile would have performance characteristics similar to the battlefield free flight rocket the OTR-21 Tochka, known to be in service in Yemen. It would not have the range to threaten the Saudi Arabian cities that the Houthis have claimed to have struck with ZELZAL-3 missiles.

6. The imagery released by the Houthis though (figure 42.1) does not correlate to their claims in terms of even dimensions. Photogrammetry suggests that the missile in figure 42.1 is no longer than 3m and is similar in

¹⁴² Although a Houthi-Saleh military alliance, it is only the Houthi component that has claimed responsibility for any missile or rocket attacks. Hence this annex refers to Houthi armed groups only.

¹⁴³ They can not be considered as SRBM, as they have no guidance system and their range is less than the 300km to 1,000 km required to be considered a ballistic missile.

¹⁴⁴ The stockpile also included an unknown number of OTR-21 Tochka (NATO SS-21 Scarab) tactical ballistic missiles. As these only have a range of 70km – 185km they do not have the range to attack Saudi Arabia from the Sana’a area. They have been used to attack Saudi-Arabia-led coalition forces within Yemen.

¹⁴⁵ <http://www.tasnimnews.com/en/news/2015/12/22/950631/yemen-adapts-surface-to-air-missile-to-hit-ground-targets>.

¹⁴⁶ Source: Jane’s Defence databases.

¹⁴⁷ Al Masdar Online of 11 July 2016 and others.

design to the 333mm Iranian designed and manufactured Shahin 1 heavy artillery rocket system (HARS) (figure 42.2), which has not been reported as ever exported.

Figure 42.1
Houthi released image of ZELZAL-3¹⁴⁸



Figure 42.2
Image of Shahin 1¹⁴⁹



7. Further analysis of other imagery of this rocket suggests that it is a ‘mock up’ only as there are no indications of any nozzle, or fuze being fitted. The fins appear to have been spot welded to the missile main body, rather than been free to move to enable flight ballistic adjustments.

8. The Iranian Defence Industries Organization (DIO) produce a FFR system called the ZELZAL-3, which is of a significantly different design to that at figure 42.4. The Panel finds it most likely that the Houthi are using the name ZELZAL-3 for the missile displayed for propaganda purposes only.

D. Iranian ZELZAL-3 SRBM

9. There have been some indicators to suggest that the Houthi claim to have this missile type may have some truth in them:

(a) In a letter to the President of the Security Council (S/2016/786) the Kingdom of Saudi Arabia alleged violations of resolution 2216 (2015) by Iran and demanded that the Council take appropriate and necessary measures against those who have violated the relevant resolutions. These allegations included the use of ZELZAL-3 SRBM on 31 August 2016 against the City of Najran. The Panel requested access¹⁵⁰ to any evidence or imagery the Government of Saudi Arabia may have to support this particular allegation, and to date no response has been received. The allegations were also firmly rejected as being “pure fabrications and unsubstantiated allegations” in a response by the Permanent Representative of Iran to the President of the Security Council (S/2016/187);

(b) Missile attacks on Saudi Arabia on 31 August and 4 October were specifically referred to by the Houthis as being by ZELZAL-3 SRBM. Previously they had attributed attacks to either SCUD or QAHER-1.

¹⁴⁸ Jonathan Azaziah. *All Hail Ansarullah's Ingenuity: Zelzal-3 Ballistic Missile is Crushing Saudi Forces*. Mouqawama. 11 July 2016. <http://mouqawamahmusic.net/all-hail-ansarullahs-ingenuity-new-zelzal-3-ballistic-missile-is-crushing-saudi-forces/>.

¹⁴⁹ Janes' Weapons.

¹⁵⁰ Panel letter of 3 October 2016.

10. If the Houthis have gained access to ZELZAL-3 then this would likely have been a violation of the targeted arms embargo, as no missile types of this type were known to have been in the pre-conflict stockpile of the Yemeni Armed Forces Missile Brigades.

11. Notwithstanding this analysis though, the Panel believes that it is more likely that they do not possess the missiles, but want the people to believe they have this capability, as such a technical threat would maintain the strategic pressure being exerted on Saudi Arabia by the Houthi ‘missile campaign’. Figure 42.3 shows a missile claimed to be a ZELZAL-3 by the Houthis, whereas figure 42.4 shows a real Iranian version.

Figure 42.3
Houthi released image of ZELZAL-3¹⁵¹



Figure 42.4
Iranian ZELZAL-3¹⁵²



E. SOMOD FFR

12. The Houthis have also claimed to have manufactured and designed a missile they refer to as the SOMOD (a.k.a SOMOUD) (“Steadfastness”). Imagery though shows a rocket very similar to that they claim as the ZELZAL-3 (see section C).

Figure 42.5
Houthi released image of SOMOD



Figure 42.6
Houthi released image of SOMOD



¹⁵¹ Jonathan Azaziah. *All Hail Ansarullah's Ingenuity: Zelzal-3 Ballistic Missile is Crushing Saud Forces*. Mouqawama. 11 July 2016. <http://mouqawamahmusic.net/all-hail-ansarullahs-ingenuity-new-zelzal-3-ballistic-missile-is-crushing-saudi-forces/>.

¹⁵² Janes' Weapons.

13. Analysis of the imagery of this rocket leads the Panel to the same conclusions as made for the Houthi claimed ‘ZELAL-3’. It is a ‘mock up’ only as there are no indications of any nozzle, or fuze being fitted. The fins appear to have been spot welded to the missile main body, rather than been free to move to enable flight ballistic adjustments. The nose appears possibly to have been blackened by the addition of plastic adhesive tape.

14. The Panel made some ballistic estimates for the range of such a rocket (see appendix A), which used ‘best case’ data and still the maximum likely range would be no more than 44km.

F. Systems accuracy for the free flight rockets

15. The Circular Error Probability (CEP) is a measure of a weapon system’s precision or accuracy. It is defined as the radius of a circle, centred about the mean, whose boundary is expected to include the landing points of 50 per cent of the warheads. Thus theoretically 50% of munitions will land within one CEP, 93.7% within two CEP and 99.8% within three CEP. In reality the CEP is an elliptical confidence region for indirect fire weapons such as FFR, and accuracy thus even more difficult to predict.¹⁵³ The CEP is heavily influenced by the missile guidance system for guided weapons. Accuracy will be further degraded by operational factors such as: 1) wind strength and direction along flight path; 2) mis-alignment or mis-orientation of the launcher from the target; 3) propellant age and degradation within the missiles; 4) launcher vibration; and 5) thrust misalignment due to damage to the rocket.

G. International humanitarian law aspects

16. FFR are specifically designed to be an area weapon, as precision accuracy cannot be guaranteed. Since the blast and fragmentation danger areas are primarily based on the size and design of the explosive warhead, its likely impact on civilians is often foreseeable, especially when directed at a civilian populated areas.¹⁵⁴ Its effects, depending on the circumstances, may violate IHL principles relating to the prohibition on indiscriminate attacks.¹⁵⁵

¹⁵³ More detailed information on CEP and accuracy of free flight rocket systems may be found in *Cross K et al. Explosive Weapons in Populated Areas – Technical considerations relevant to their use and effects.* pp.28–34. Armament Research Services. Australia. May 2016.

¹⁵⁴ OCHA Report “Protecting Civilians from the Use of Explosive Weapons in Populated Areas” at https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/EWIPA_Fact_Sheet_-_Latest.pdf.

¹⁵⁵ See ICRC Customary IHL Study Rule 11 and 12.

H. Summary of technical data for Houthi possible missile and rocket types

Table 42.1 also includes explosives engineering analysis that predicts the blast danger areas for humans. Many more fatalities and injuries from fragmentation effects can be expected at far greater ranges though.

Table 42.1:

Summary of possible Houthi missile types

<i>FFR/SRBM type</i>	<i>Length (m)</i>	<i>Diameter (m)</i>	<i>Range (km)</i>	<i>Warhead NEQ¹⁵⁶ (kg)</i>	<i>CEP (m)</i>	<i>Permanent hearing damage (m) (@34.5kPa)</i>	<i>99% fatalities (m) (@1,380kPa)</i>	<i>Remarks</i>
QAHER-1	10.84	0.50	250	190	NK	8.2	10.5	Modification of S-75 'Dvina'. Unmodified maximum range is 56km. ¹⁵⁷
Tochka 9K79 OTR-21	6.4	0.65	185	482	150	73.7	14.4	
SCUD-B	11.25	0.88	300	985	450	93.5	18.2	
Hwasong 5	10.94	0.88	300	985	450	93.5	18.2	DPRK SCUD-B copy 90 supplied to Yemen
<i>Shahab 1</i>	<i>10.94</i>	<i>0.88</i>	<i>300</i>	<i>985</i>	<i>450</i>	<i>93.5</i>	<i>18.2</i>	<i>Iran Hwasong 5 copy Not confirmed if any supplied to Yemen</i>
SCUD-C	11.25	0.88	700	600	600	79.9	15.5	
<i>Hwasong 6</i>	<i>10.94</i>	<i>0.88</i>	<i>500</i>	<i>770</i>	<i>1,000</i>	<i>86.3</i>	<i>16.8</i>	<i>DPRK SCUD-C copy Not confirmed if any supplied to Yemen</i>
<i>Rodong 1</i>	<i>15.60</i>	<i>1.25</i>	<i>1000+</i>	<i>770</i>	<i>1,000</i>	<i>86.3</i>	<i>16.8</i>	<i>DPRK SCUD-C copy See Shabab 3</i>
<i>Shabab 2</i>	<i>10.94</i>	<i>0.88</i>	<i>500</i>	<i>770</i>	<i>700</i>	<i>86.3</i>	<i>16.8</i>	<i>Iran Hwasong 6copy Not confirmed if any supplied to Yemen</i>
<i>Shabab 3</i>	<i>15.60</i>	<i>1.25</i>	<i>1000+</i>	<i>770</i>	<i>1,000</i>	<i>86.3</i>	<i>16.8</i>	<i>Iran Rodong-1 copy Not confirmed if any supplied to Yemen</i>
SCUD-D	12.29	0.88	700	985	50	93.5	18.2	

¹⁵⁶ Net Explosive Quantity.

¹⁵⁷ Letter from Permanent Mission of the Russian Federation of 29 December 2016.

<i>FFR/SRBM type</i>	<i>Length (m)</i>	<i>Diameter (m)</i>	<i>Range (km)</i>	<i>Warhead NEQ¹⁵⁶ (kg)</i>	<i>CEP (m)</i>	<i>Permanent hearing damage (m) (@34.5kPa)</i>	<i>99% fatalities (m) (@1,380kPa)</i>	<i>Remarks</i>
Borkan-1 (Volcano)	12.50	0.88	800	500		74.6	14.5	
ZELZAL-3 (Iranian)	9.60	0.61	250	600	1,300	79.9	15.5	Reported warhead NEQ, but not confirmed
ZELZAL-3 (Houthi)	6.00		65		300			
SOMOUD	4.00	0.56	38	300		63.0	12.3	Reported but not confirmed

I. Summary of reported Houthi SRBM and FFR attacks against Saudi Arabia

Table 42.2 is a summary of reported Houthi forces SRBM or free flight rocket FFR attacks against Saudi Arabia. The Government of Saudi Arabia has confirmed those shown in bold text.

Table 42.2:

Summary of reported Houthi missile and FFR attacks against Saudi Arabia

Date	Missile type claimed	Target Area			Launch Point (LP) in Yemen			Comments
		Location	Latitude	Longitude	Location	Latitude	Longitude	
16 Jun 2015	SCUD (Borkan-1)							Reported as intercepted and destroyed in flight
26 Aug 2015	SCUD (Borkan-1)	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
26 Aug 2015	QAHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E	Al Sabeen, Sana'a	15°18'05"N	44°12'54"E	Intercepted and destroyed in flight @30km from Intercept Weapon System (IWS)
15 Oct 2015	SCUD (Borkan-1)	Khamis Mushayt Airport	18°18'19"N	42°44'43"E				
4 Dec 2015	QAHER-1	Jazan Airport	16°53'59"N	44°35'01"E				
9 Dec 2015	QAHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				Al-Ain Al-Harreh military base
9 Dec 2015	QAHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				Al-Saleh military base
11 Dec 2015	QAHER-1	Al-Jamarak						
13 Dec 2015	QAHER-1	Khamis Mushayt	18°18'17"N	42°43'54"E	Tussen Huthen Sada'a	16°25'40"N	44°08'08"E	KSA confirmed
18 Dec 2015	QAHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				Impacted east of town
19 Dec 2015	QAHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				Impacted near museum
19 Dec 2015	QAHER-1	Al-Wawal	1630'41"N	42°58'24"E		15°23'41"N	44°10'10"E	Border crossing point
20 Dec 2015	QAHER-1	Khamis Mushayt Airport	18°18'19"N	42°44'43"E				
21 Dec 2015	QAHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E	Geraf, Sana'a	15°23'41"N	44°10'10"E	Intercepted and destroyed in flight @35km from IWS
21 Dec 2015	QAHER-1	Jazan Airport	16°53'59"N	44°35'01"E	NE of Pilots City, Sana'a	15°24'48"N	44°13'05"E	Intercepted and destroyed in flight @20km from IWS
22 Dec 2015	QAHER-1	Jazan Aramco Facility						
23 Dec 2015	QAHER-1	Khamis Mushayt	18°18'19"N	42°44'43"E	Tussen Huthen Sada'a	16°26'05"N	44°03'55"E	KSA confirmed

Date	Missile type claimed	Target Area			Launch Point (LP) in Yemen			Comments
		Location	Latitude	Longitude	Location	Latitude	Longitude	
26 Dec 2015	QAHHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E	Al Genadib	15°50'48"N	44°14'05"E	Intercepted and destroyed in flight @21km from IWS
27 Dec 2015	SCUD (Borkan-1)	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
27 Dec 2015	QAHHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				
28 Dec 2015	QAHHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
30 Dec 2015	QAHHER-1	Jazan Aramco Facility	16°53'47"N	44°33'26"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
31 Dec 2015	QAHHER-1							Reported as intercepted and destroyed in flight
1 Jan 2016	QAHHER-1	Khamis Mushayt	18°18'17"N	42°43'54"E	Dabbaj Valley	16°41'43"N	43°51'51"E	KSA confirmed
7 Jan 2016	QAHHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E		15°00'08"N	44°13'35"E	Intercepted and destroyed in flight @25km from IWS
8 Feb 2016	QAHHER-1	Khamis Mushayt Airport	18°18'19"N	42°44'43"E				
8 Feb 2016	QAHHER-1	Abha	18°14'22"N	42°31'33"E	Tussen Hutn Sada'a	16°25'39"N	44°08'34"E	Reported as intercepted and destroyed in flight
9 Feb 2016	QAHHER-1	Jazan Airport	16°53'59"N	44°35'01"E	East of Sana'a	15°20'50"N	44°02'33"E	Intercepted and destroyed in flight @56km from IWS
13 Feb 2016	QAHHER-1	Abha Airport	18°14'10"N	42°39'29"E	NE of Al Hazm	16°24'23"N	44°04'51"E	Intercepted and destroyed in flight @18km from IES
9 May 2016	QAHHER-1	Khamis Mushayt	18°18'19"N	42°44'43"E	Dabbaj Valley	16°23'52"N	44°05'01"E	Intercepted and destroyed in flight @32km from IWS
9 May 2016	QAHHER-1	Abha	18°14'22"N	42°31'33"E	Tussen Huth en Sada'a	16°40'05"N	43°50'53"E	Intercepted and destroyed in flight @17km from IWS
13 May 2016	QAHHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				
20 May 2016	QAHHER-1	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				
31 May 2016	QAHHER-1							Reported as intercepted and destroyed in flight
06 Jun 2016	SCUD (Borkan-1)	King Khalid Airbase	18°18'23"N	42°47'38"E				Intercepted and destroyed in flight by Patriot PAC-3.
3 Jul 2016	QAHHER-1	Abha	18°14'22"N	42°31'33"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
23 Jul 2016	QAHHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				Reported as intercepted and destroyed in flight

Date	Missile type claimed	Target Area			Launch Point (LP) in Yemen			Comments
		Location	Latitude	Longitude	Location	Latitude	Longitude	
23 Jul 2016	QAHHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				1 x young female injured, Possible Tochka missile
10 Aug 2016	QAHHER-1	Military Base TBC						Reported as intercepted and destroyed in flight
10 Aug 2016	QAHHER-1	TBC						Reported as intercepted and destroyed in flight
16 Aug 2016	QAHHER-1	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				7 civilians died
19 Aug 2016	QAHHER-1	Khamis Mushayt	18°18'19"N	42°44'43"E				Intercepted and destroyed in flight.
26 Aug 2016	SCUD (Borkan-1)	Jizan Hamiyeh Power Plant ¹⁵⁸	16°52'55"N	42°32'44"E				
31 Aug 2016	Zelzal 3	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				
2 Sep 2016	SCUD (Borkan-1)	King Fahid Airbase	21°28'58"N	40°32'39"E				
10 Sep 2016	SCUD (Borkan-1)	Asir Province						
10 Sep 2016 ¹⁵⁹	SCUD (Borkan-1)	Al Shqaiqh Water Plant	17°39'46"N	42°03'44"E				
12 Sep 2016	SCUD (Borkan-1)	King Khalid Airbase	18°18'23"N	42°47'38"E				Intercepted and destroyed in flight by Patriot PAC-3.
3 Oct 2016	Not Known	Zahran						
4 Oct 2016	Zelzal 3	Al Montazah						Military base.
8 Oct 2016	QAHHER-1	Khamis Mushayt	18°18'17"N	42°43'54"E				
9 Oct 2016	SCUD (Borkan-1)	Taif	21°28'52"N	40°33'07"E				Reported as intercepted and destroyed in flight
20 Oct 2016	Not Known	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				
20 Oct 2016	Not Known	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				
28 Oct 2016	Not Known	Jeddah or Mecca	21°25'27"N	39°49'35"E				Reported as intercepted and destroyed in flight 65km from target, which is in dispute. Longest range attack to date.
1 Nov 2016	Not Known	Jazan	16°53'47"N	44°33'26"E				
1 Nov 2016	Not Known	Najran	17°33'19"N	44°14'33"E				
1 Nov 2016	Not Known	Asir province						
15 Nov 2016	OTR-21 Tochka	Najran x 2	17°33'19"N	44°14'33"E				Reported as intercepted and destroyed in flight

¹⁵⁸ Alleged launch video at <https://www.youtube.com/watch?v=7BjOgyvwCZc>.

¹⁵⁹ Reported as the fifth SCUD-C attack. <http://www.yemenpress.org/yemen/scud-missile-at-electricity-station-and-water-desalination-in-jazan.html>.

<i>Date</i>	<i>Missile type claimed</i>	<i>Target Area</i>			<i>Launch Point (LP) in Yemen</i>			<i>Comments</i>
		<i>Location</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>	<i>Location</i>	<i>Latitude</i>	<i>Longitude</i>	
26 Nov 2016	Not Known	Khamis Mushayt	18°18'17"N	42°43'54"E				Reported as intercepted and destroyed in flight

Appendix A to Annex 42: Ballistic estimates for Houthi ‘ZELZAL-3’ and ‘SOMOD’ rockets

Drag Equation

				$D = C_d * ((\rho * V * V) / 2) * A$
Cd	Drag Coefficient	No Unit	0.45	ESTIMATE
ρ	Air Density	kg/m ³	1.225	
V	Velocity	m/s	1568.5	From ESTIMATE
V	Velocity	m/s	1737.9	From EXHAUST VELOCITY
A	Cross-sectional Area	m ²	0.2420	
	Calibre	mm	555	
D	Drag	N	164059.16	

Ideal Rocket Equation

M	Mass Rocket	kg	1000	
Mf	Mass Full Rocket Motor	kg	1000	
Me	Mass Empty Rocket Motor	kg	499	
Mp	Mass Propellant	kg	501	
MR	Propellant Mass Ratio	No Unit	2.004008016	
ln	Log MR		0.695149183	
SI	Specific Impulse		230	ESTIMATE
SI	Specific Impulse		254.841998	From Exhaust Velocity
t	time	sec	1	
F	Thrust	kg.m.s	1	
Veq	Engine Exhaust Velocity		2500	ESTIMATE
g	Gravity	m/s ²	9.81	
V	Velocity	m/s	1568.5	From ESTIMATE
V	Velocity	m/s	1737.9	From EXHAUST VELOCITY

Terminal Velocity

				$V_t = (2 * M / (C_d * \rho * A))^{0.5}$
M	Mass Rocket (Burnt Out)	kg	499	
Cd	Drag Coefficient	No Unit	0.45	ESTIMATE
ρ	Air Density	kg/m ³	1.225	
A	Cross-sectional Area	m ²	0.2420	
Vt	Terminal Velocity	m/s	86.5	
Vt	Terminal Velocity	kph	311.4	

Range (with Drag)

				$R = (V(0) * V_t * \cos\theta) / g$
V(0)	Initial Velocity	m/s	1568.5	ESTIMATE
V(0)	Initial Velocity	m/s	1737.9	FROM EXHAUST VELOCITY
Vt	Terminal Velocity	M/S	311.4	
θ	Launch Angle	Deg	37	

θ	Launch Angle	RAD	0.645771823	
g	Gravity	m/s ²	9.81	
R	Range (with Drag)	m	39763.2	ESTIMATE
R	Range (with Drag)	m	44058.0	FROM EXHAUST VELOCITY

Annex 43: Improvised explosive device technology

A. Technology

1. Explosive types and commercial detonators

1. Tri-nitro-toluene (TNT) in cast, ground or flake form as the main filling of IEDs is replacing ammonium nitrate - fuel oil (ANFO), although recovered explosive remnants of war (ERW) are still also been utilized as the main charge. The use of TNT as a main filling by AQAP means that it is almost certain that they have developed an industrial process for the recovery of TNT, from captured or abandoned high explosive military ammunition.

2. Armed groups now have access to commercial electric detonators,¹⁶⁰ which has significantly increased their operational capability as the reliability of such detonators far exceeds the reliability of the traditional AQAP tri-acetone tri-peroxide (TATP) filled improvised detonators. Commercial electric detonators are now routinely recovered from failed or neutralised improvised explosive devices (IEDs). These commercial detonators provide armed groups with the capability to implement a sustained IED campaign.

2. IED technology transfer

3. 2016 has seen the introduction of new, to Yemen, IED technology and tactics. This includes explosively formed projectiles (EFP): first seen been used by the Red Army Faction in Germany (1989), then by Hezbollah in Lebanon (1990>) and then on a massive scale in Iraq (2003>). For example, the Quds Force of the Iranian Islamic Republican Guard Corps (IRGC) supplied and instructed insurgents in Iraq on the tandem use of EFP with Passive Infra Red (PIR) initiation systems.¹⁶¹ This IRGC influence has now transferred to Yemen, which is demonstrated by the use of three digit identification or batch codes been written onto EFP IEDs (figure 43.1) and the recovery of PIR systems (figure 43.2).¹⁶² Although the Panel has no evidence of the direct training of belligerents in the use of IEDs by the IRGC there are indicators as to their influence in the design and manufacture of these PIR IED (figure 43.2):

- (a) Method of camouflage of the main charge;
- (b) The shrink-wrap protection for the electronic components;
- (c) The use and configuration of the stub helical antennae; and
- (d) The use of BNC¹⁶³ type connectors.

4. Improvised radio controlled directionally focused fragmentation charges (DFFC) have now been identified from imagery of recovered IEDs in both Abyan and Al Mukalla.

5. Minimal metal pressure pads (MMPP) for victim operated IEDs (VOIED) have become much more widespread in 2016, with the emergence of a “standard” design. This suggests a degree of industrialization in the manufacture of such components, such as that used by ISIL in Iraq.

Figure 43.1:
Probable Explosively Formed Projectile (EFP) IED,
Ma’rib (12 Feb 2016).
 Note: Batch/Lot Number (931).

Figure 43.2
‘Rock’ IED with possible Passive Infra Red (PIR) initiator,
Saleh, Ma’rib (30 Oct 2016)

¹⁶⁰ Identified from a wide range of imagery. See later.

¹⁶¹ Confidential source.

¹⁶² All imagery in this annex from confidential sources.

¹⁶³ Bayonet Neill–Concelman.



Figure 43.3
"Rock" IED, Ta'izz (16 Mar2016)



Figure 43.4
"Rock" IED, Ta'izz (16 Mar2016)



Figure 43.5
EFP Radio-Controlled IED (RCIED),
Al Mukalla (16 May 2016)



Figure 43.6
Directional Focused Fragmentation Charge (DFFC)
component for IED, Al Mukalla (16 May 2016)



Figure 43.7
IED Factory, Dar Saad, Aden (21 May 2016)



Figure 43.8
"Rock" IED with Minimal Metal Pressure Plate,
Location TBC (10 Jun 2016)



Figure 43.9
RCIED with improvised fragmentation
Khanfar, Abyan (18 Jun 2016)
NOTE: The red components are Dual Tone Multi Frequency (DTMF) circuits
for decoding cell phone attack frequencies.¹⁶⁴



Figure 43.10
Suicide Vest IED (PBIED) components,
Al Mukalla (27 Jun 2016)¹⁶⁵



Figure 43.11
Under Vehicle IED (UVIED), Aden (7 Aug 2016)



Figure 43.12
DFFC and RCIED Find, Ibb (Aug 2016)



¹⁶⁴ In this IED the audio output from the cell phone appears to be fed via the black 3.5mm audio jack into the input of the DTMF decoder firing switch. The decoder is probably configured for a single numeric firing signal ('9' on the one on the centre and '7' on the one on the right). Control of the DTMF decoder is normally via a PIC microprocessor on the same circuit board. The washing machine timer provides a delay to arming switch - a common technique previously used by IRGC trained terrorist and insurgent groups in Iraq.

¹⁶⁵ On 13 November 2016, 28 explosive vests/belts were seized from a bus entering Aden.



Figure 43.13
'Rock' IED and EFP IED, Location TBC (25 Oct 2016)



Figure 43.14
Breeze Block container for disguised IED, Ta'izz (Nov 2016)



6. The most recent example of technological and tactical transfer of IED knowledge is that of the use of a grenade fuze directly onto detonating cord by the suicide bomber¹⁶⁶ in Aden on 18 December 2016. This technique has been seen in Libya, Syria and Iraq and is a departure from the more normal electrical initiation system.

¹⁶⁶ Abu Hashim al-Radfani.

Figure 43.15
Suicide IED using grenade fuze, Aden (18 Dec 2016)



B. Future IED clearance challenges

7. There is now an ever more significant threat to explosive ordnance disposal (EOD) personnel than that last reported in 2013.¹⁶⁷ The few EOD teams that do exist have inadequate equipment and insufficient training to safely deal with such a high technical and tactical threat. Perhaps more importantly, the only organization with a base level of knowledge that could be built on to develop a credible IED Disposal (IEDD) capability is the UNDP supported Yemen Mine Action Centre (YEMAC),¹⁶⁸ but their direct involvement in IEDD during conflict could jeopardize their neutrality and primary humanitarian mission of mine action.

8. The post conflict environment will provide further challenges for YEMAC humanitarian mine clearance as IEDs have been used in tandem with the anti-personnel minefields already present to form a defensive belt around belligerent positions. The safe clearance of these defensive integrated IED/mine belts will require the development of new operating procedures and protocols for the mine clearance teams, whom will require the direct support of IEDD teams.

¹⁶⁷ Restricted UNDP Report – February 2013.

¹⁶⁸ A pilot IEDD course was run by UNDP for YEMAC in 2014, but the training team had to be withdrawn after threats were made against them.

Annex 44: ERW, mines and UXO summary

A. Mines and UXO

1. Use of mines in IEDs by Houthi and Saleh forces

1. The Panel continues to receive evidence of the use of mines by Houthi and Saleh forces, and the use of integrated mine and IED barrier belts by AQAP, and more recently the Houthi and Saleh forces. This often includes the use of abandoned unexploded ordnance (AXO), such as landmines or HE artillery shells, as the main charges of an IED.

2. Figures 44.1 to 44.6¹⁶⁹ show the removal of Houthi deployed IEDs, with anti-tank mines as main charges, from Kamb, Saleh Directorate, Ta'izz on 24 November 2016. This was part of a clearance operation by 'popular resistance' forces. The area was forcibly cleared of civilians by the Houthi in July 2015 and then used as part of a mine and IED barrier belt defensive position. This effectively prevented the return of civilians until the EOD threat had been cleared.¹⁷⁰

Figure 44.1
Render Safe of IED (anti-tank (AT) mine main charge),
Ta'izz, November 2016



Figure 44.2
Render Safe of IED (AT mine main charge),
Ta'izz, November 2016



¹⁶⁹ From confidential source.

¹⁷⁰ On 11 August 2016, official sources reported one civilian death and two injuries in this area from explosive remnants of war (ERW).

Figure 44.3
Removal of AT mine main charge from IED,
Ta'izz, November 2016



Figure 44.4
Removal of AT mine main charge from IED,
Ta'izz, November 2016



Figure 44.5
Render safe of IED,¹⁷¹
Ta'izz, November 2016



Figure 44.6
Location of integrated Mine/IED belt,
Ta'izz, November 2016



3. Displaced persons have a right to voluntary return in safety to their homes or places of habitual residence as soon as the reasons for their displacement cease to exist.¹⁷² IHL requires that all parties must take the necessary measures to ensure the safe return of those displaced.¹⁷³

4. The Panel also received reports of more traditional mine laying by the Houthi near Mukalla during 2016. Figure 44.7 shows the hand drawn mine map of this area, whereas figure 44.8 shows the anti-tank mines being prepared for laying.

¹⁷¹ The image shows either: 1) a tripwire; 2) a pull link to a switch; or 3) a pressure release wire, being cut. NOTE the probable detonating cord looped over the wall.

¹⁷² ICRC Customary IHL Study Rule (CIHLR) 132.

¹⁷³ Ibid.

Figure 44.7
Houthi Mine Map (Sketch), near al Mukha, 2016¹⁷⁴

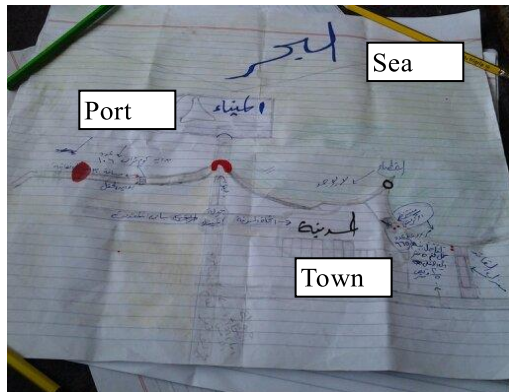


Figure 44.8
Anti-tank mines, prepared for laying, Mukalla, 2016



2. Mines 'new' to Yemen

1. The Panel has identified APM types that have never been recorded as ever in the possession of the Yemeni Armed Forces. Yemen, as a signatory to the Mine Ban Treaty (1997), completed the destruction of its stockpile of APM on 27 April 2002. Whereas Yemen retained 4,000 APM for training and research purposes, none of these were of the type seen below.

2. As the possible deployment of these APM might be by an entity acting on behalf of individuals listed by the Committee, and/or the weapon might have been used in violation of IHL, the Panel was interested in establishing whether the presence of these APMs result from inappropriate deployment, illegal diversion, black market purchase or capture during military operations.

Figure 44.9
PRB M35 APM, Bab al-Mandab, October 2015¹⁷⁵



Figure 44.11
PSM-1 APM, Ma'rib, March 2016¹⁷⁷

Figure 44.10
GYATA APM, Najran, December 2015¹⁷⁶



Figure 44.12
PPM2 APM, Ma'rib, 9 April 2016¹⁷⁸

¹⁷⁴ Sketch drawn by Houthi engineer involved with the task via confidential source.

¹⁷⁵ Source: Confidential. The Government of Belgium confirmed to the Panel that this APM was manufactured by PRB, but regretted that they could not provide further assistance as to the end user, as their national legislation only commits them to maintaining export records for 5 years.

¹⁷⁶ Source: NGO individual. The Panel submitted a tracing request to the Government of Hungary and a response is still awaited.

¹⁷⁷ Source: HRW. The Government of Bulgaria confirmed to the Panel that this APM was manufactured by Arsenal J.S.Co, Kazanluk in 1989 and was sold to the Ministry of Defence of Bulgaria in 1990. The Government of Bulgaria



Figure 44.13
Projector Area Defence type APM,
Lowder, Abyan, 25 May 2016¹⁷⁹



Figure 44.14
Projector Area Defence type APM,
Buraida, Aden, 21 July 2016¹⁸⁰



B. Cluster munitions¹⁸¹

1. The Panel has either obtained or verified evidence that cluster munitions have been used by the Saudi Arabia-led coalition during the conflict. The Panel has analysed imagery¹⁸² and consulted with credible sources¹⁸³ within Yemen about the BL-755 cluster munition debris and unexploded bomblets received from Al-Khadra¹⁸⁴ on 18 January 2016. The Panel is unconvinced by claims¹⁸⁵ from the Saudi Arabia-led coalition, or other stakeholders with an interest, that all the debris and unexploded bomblets were as the result of previous campaigns. The Panel identified the following evidence as key to their findings:

(a) There was insufficient weathering, caused by the sand erosion of paint etc, of the unexploded bomblets and debris for them to have been on the ground for any lengthy period of time;

regretted that they could not provide further assistance as to the end user, as their national legislation only commits them to maintaining export records for 10 years.

¹⁷⁸ Confidential sources. The Panel requested more details on this seizure from the Governments of Saudi Arabia and the UAE to allow for submission of tracing requests to appropriate Member States. No response has been received yet from either government.

¹⁷⁹ Source: Yemen Mine Action Centre (YEMAC). The Panel initially assessed that this may be a Chinese APM. China stated in a letter to the Panel of 9 December 2016 that this particular mine was not of Chinese manufacture.

¹⁸⁰ Confidential source. The Panel initially assessed that this may be a Chinese APM. China stated in a letter to the Panel of 9 December 2016 that this particular mine was not of Chinese manufacture.

¹⁸¹ From a wide range of credible and confidential sources unless otherwise referenced.

¹⁸² Original imagery of media and NGO sources.

¹⁸³ Confidential sources with knowledge of mine action in Yemen.

¹⁸⁴ 16°21'10.0"N 42°58'16.2"E (approximate location of al-Khadhra Village).

¹⁸⁵ Widely reported. For example AFP, 10 January 2016. <https://www.yahoo.com/news/saudi-led-coalition-denies-using-cluster-bombs-yemen-075855238.html?ref=gs>, or ITN News, 3 November 2016. <http://www.itv.com/news/2016-11-03/saudi-arabia-deny-using-british-cluster-bombs-in-the-war-in-yemen/>.

(b) Civilian casualties in the area that the debris and unexploded bomblets were recovered from only started to occur post March 2015;

(c) A highly credible and confidential source with access to the International Management System for Mine Action (IMSMA) data for Yemen confirmed that the areas where the debris and unexploded bomblets were recovered from were not recorded as a Suspected Hazardous Area (SHA); the closest SHA was nearly 20km away;

(d) The comprehensive Landmine Impact Survey (LIS) completed in July 2000 showed no indication of a SHA close to the recently discovered cluster munition strike areas;

(e) The Yemen Mine Action Centre (YEMAC) has been conducting mine and UXO clearance operations in the region for the last ten years. They would undoubtedly have had legacy cluster bomblet impacted areas, or casualties from such an area, reported to them during this time. No reports were received; and

(f) The Director of YEMAC, Ahmed Alawi, confirmed in an interview with ITN (shown on 26 October 2016) that these were not legacy strikes. The Panel also consulted with previous senior YEMAC staff who verified that they had never seen any evidence of cluster munition use in this area, and that had it been previously used it would have been reported to their field teams.

2. The Panel has examined the evidence presented in an Amnesty International report¹⁸⁶ on the issue in detail, in addition to other independently obtained evidence, and finds the content and conclusions of the report as accurate, highly credible and compelling.

¹⁸⁶ <https://amnesty.app.box.com/s/yx7xrh9g5cz2qj4fro6ozi2ygpmpfvxj>.

Figure 44.15¹⁸⁷

**BL-755 cluster munition unit recovered in Al-Khadra¹⁸⁸
(18 January 2016)**

Figure 44.16¹⁸⁹

**BL-755 cluster munition unit recovered from
Al-Khadra to YEMAC explosive storehouse**



3. The Panel has also obtained evidence of the use of cluster munitions by the Saudi Arabia-led coalition in other areas (see figures 44.17 to 44.20). The available evidence and the lack of weathering all strongly indicate the recent use of the cluster munitions and refute claims of them being legacy munitions.

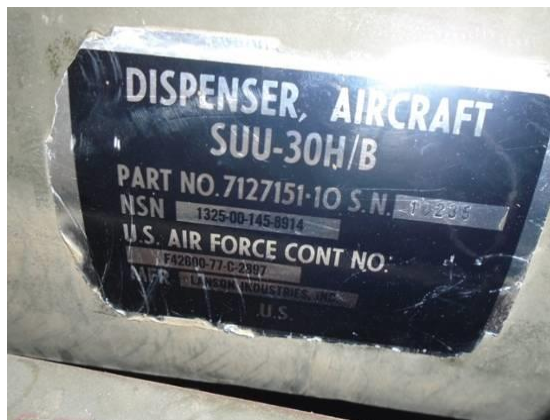
Figure 44.17

**CBU 58A/B cluster munition recovered in Sana'a
(16 January 2016)**



Figure 44.18

**CBU 58/A cluster munition recovered in
Sana'a
(16 January 2016)**



¹⁸⁷ Source: Amnesty International.

¹⁸⁸ 16°21'10.0"N, 42°58'16.2"E (approximate location of al-Khadhra Village).

¹⁸⁹ Source: Amnesty International.

Figure 44.19
**CBU 58A /B cluster munition recovered Mastaba
 (27 March 2016)**¹⁹⁰

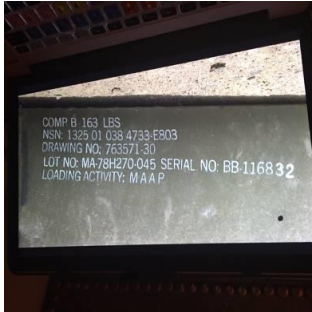


Figure 44.20
**CBU 58A /B cluster munition recovered
 Mastaba
 (27 March 2016)**



C. Abandoned explosive ordnance (AXO) in civilian areas

1. In March and April 2016 a demining team found a cache of 34 items of abandoned unexploded ordnance in Ta'izz university. This included mines, artillery shells and TNT blocks (figure 44.21 and 44.22).

Figure 44.21
AXO, Ta'izz University (April 2016)



Figure 44.22
AXO, Ta'izz University (April 2016)



2. In storing ammunition within the university premises, these forces may also have been attempting to shield the military objects from attack. IHL also requires that parties to take all feasible precautions to protect the civilian population and civilian objects under their control against the effects of attacks.¹⁹¹ It is possible that by storing ammunition in the University, the Houthi forces increased the likelihood of attacks against this civilian infrastructure.

¹⁹⁰ 16°13'40.80"N, 43°14'40.80"E.

¹⁹¹ CIHLR 22.

D. Use of inert aircraft bombs

1. The Panel has identified the recent use of Mark 83 1,000lb inert concrete-filled aircraft bombs fitted with precision guidance units.¹⁹² Although not strictly UXO, the issue has been included as they can have similar disruptive effects to daily life as they look like UXO.

2. The use of inert bombs is a deliberate tactic, although one not widely known, which has been used before in other conflicts¹⁹³ to attack high value targets (HVT) in built up areas where collateral damage is unacceptable. The theory being that the damage caused is limited to that imparted by the kinetic energy of the weapon,¹⁹⁴ as being non-explosive there is no blast, and a much reduced fragmentation danger area.¹⁹⁵ Two incidents, involving multiple inert bombs, have been identified to date (table 44.1 and figures 44.23 and 44.25). The protocols surrounding the preparation and loading of weapons are stringent and thus it is highly unlikely that these inert bombs were loaded onto an aircraft and then dropped by mistake.

Table 44.1

Incidents of inert A/C bombs

<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Type</i>	<i>Quantity</i>	<i>Target</i>
1 Sep 2016	Tahir Square, Sana'a	Mark 82 Inert		
20 Sep 2016	Old City, Sana'a	Mark 82 Inert ¹⁹⁶	>5	NSB Office

Figure 44.23
Tahir Square, Sana'a (1 Sep 2016)



Figure 44.25
Old City, Sana'a (20 Sep 2016)

Figure 44.24
Tahir Square, Sana'a (1 Sep 2016)



Figure 44.26
Old City, Sana'a (20 Sep 2016)

¹⁹² Clearly identified from engraved markings: NSN 1325 2015 20150-5824, EMPTY BOMB MK83, P/N V3682600_22KH NCAGE A4447?.

¹⁹³ Northern Iraq (1999), Iraq (2003), Libya (2011), Gaza and Syria.

¹⁹⁴ The Panel has estimated by calculation that the kinetic energy of an inert Mark 82 A/C bomb is equivalent to that of 56 one tonne vehicles travelling at 100mph.

¹⁹⁵ On 24 August 2007 a patent application was filed with the US Patent Office for a purpose designed Reduced Collateral Damage Bomb (RCDB). US Patent 7992498 granted on 9 August 2011. <http://patents.com/us-7992498.html>.

¹⁹⁶ The manufacturer was traced from the Commercial and Government Entity (CAGE) Code A4447 engraved on the bomb to RWM Italia S.p.A, Via Industriale 8/D, 25016 Ghedi, Italy.



3. The Panel is also interested in the deliberate use of inert aircraft bombs as it may demonstrate a new tactic been introduced by the Saudi Arabia-led coalition designed to reduce the collateral damage during some air strikes. It may provide evidence of improved consideration of Collateral Damage Estimates as required under IHL. In these two particular incidents, however, there is still insufficient information to assess if the inert aircraft bombs were aimed at a legitimate military target. If not dropped on a specific and legitimate military objective, then their use is still a violation of IHL.

Figure 44.27

Old City, Sana'a (20 Sep 2016)



E. IHL aspects

1. IHL requires that when explosive ordnance, including landmines, is used, particular care must be taken to minimize their indiscriminate effects.¹⁹⁷ In the case at paragraph C.2, and in many others, the Panel is not convinced that the Houthi forces took the relevant precautions to prevent their effects on civilians. Such

¹⁹⁷ CIHLR 81.

precautions, at a minimum, would normally include the delineation and marking of minefields from all exterior approaches, and a mine awareness programme.

F. ERW casualties and survivors

1. The Panel received multiple reports of people injured from ERW. For example, Human Rights Watch documents five ERW incidents, which killed six and wounded nine.¹⁹⁸ Mwatana Organization documented ten incidents of ERW explosions, which killed 32 civilians and injured 23.¹⁹⁹ This is only a fraction of that reported to YEMAC throughout Yemen, and has been included for illustrative purposes only at table 44.2.

Table 44.2

ERW casualties in Ta'izz area (2016)

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>District</i>	<i>Governorate</i>	<i>Fatal</i>	<i>Injured</i>	<i>Consequences</i>
1	25 Jan 2016	Al-Nashamah	Al-Maafer	Tai'zz	3		Civilians on a motorbike returning home.
2	10 Mar 2016	al-Qua'a	Al-Baidha	Al-Baidha	1		1 dead child.
3	22 Mar 2016	Haida area	Hareeb	Ma'rib	1	1	Children.
4	23 Apr 2016	Al-Turbah		Tai'zz	8	8	Bus. Includes 1 dead and 4 injured children
5	17 May 2016	Al-Qalaa'a	Al-Burair	Aden	2	1	1 child injured
6	19 May 2016	Wadi al-Helan	Majzr	Ma'rib	3	2	Includes 3 dead and 1 injured children
7	21 May 2016	Shaab al-Hafa'a,	Hareeb	Ma'rib	2	1	1 child injured
8	24 May 2016	Hareeb	Nihm	Sana'a	1	1	1 dead child and 1 injured female
9	9 Aug 2016	Wadi Hana	Al-Wazeeiah	Tai'zz	10	9	Includes 6 dead and 4 injured children
10	9 Aug 2016	Sabr district		Lahj	1		Truck

¹⁹⁸ <https://www.hrw.org/news/2016/09/08/yemen-houthi-landmines-claim-civilian-victims>.

¹⁹⁹ Information provided to the Panel.

Annex 45: Houthi illegal taxation

1. The Panel established that the Houthis are collecting tax from the Yemeni Red Sea Corporation on weekly basis. The following evidence shows that the Houthis are asking for the collection of a tax to be collected by the Yemeni Red Sea Corporation, to be transferred on a weekly basis to Hudaydah post office.

Figure 45.1:

Houthi “tax demand”

Republic of Yemen
Ministry of Transport
Yemen Red Sea Ports Corporation
Head Office -Hodeidah Port

الجمهورية اليمنية
وزارة النقل
مؤسسة موانئ البحر الأحمر اليمنية
المركز الرئيسي - ميناء الحديدة

10/10/2016

المركز الرئيسي
رقم الملف /
تاريخ
الوثيقة

المرسل إليه:
المرسل إليه:

المحترمين
المحترمين

الأخ/ رئيس الغرفة الملاحية
الأخوة / مدراء الشركات الملاحية

بعد السحبة:

الموضوع/ طلب استيفاء مبلغ 100.000, مائة ألف ريال على كل سفينة

تهديتكم مؤسسة موانئ البحر الأحمر اليمنية بالحديدة أطيب تحياتها ...
بالإشارة إلى الموضوع أعلاه وبناءً على مخرجات اجتماع الهيئة الإدارية للمجلس
المحلي بمحافظة الحديدة المنعقدة بتاريخ 2016/10/10م المتضمن دعم البنك
المركزي ويكون هذه القضية مسئولية وطنية تكبرى على هاتق أبناء الشعب اليمني
ويعتقدونهم رجال المال والأعمال .
وعليه : يتم ضرورة استيفاء مبلغ (100.000 ريال) يمني على شكل سفينة تستقبلها
موانئ محافظة الحديدة على سفن المشتقات النفطية كدعم للبنك المركزي على
أن تكون المبالغ نقداً وليس شيكات تقوم بتحصيلها مؤسمة موانئ البحر الأحمر
اليمنية وتورد أولاً بأول بكل أسبوع إلى حساب دعم السيولة في البريد اليمني -
المركز الرئيسي - في محافظة الحديدة .
شاكركم تعاونكم الدائم... وتقبلوا خالص تحياتنا ...
القائم بأعمال مدير
جمال عبدالقادر عايش

Panel Translation

Following the outcomes of the meeting of the administrative commission of the local council of al-Hudaydah Governorate of 10 October 2016 related to the support of the Central Bank, which is an important national responsibility of the Yemeni people and primarily businessmen and entrepreneurs.

Therefore, 100,000 Yemeni Riyal shall be contributed, for the support of the Central Bank, by each ship entering the port of al-Hudaydah apart from those carrying oil products. The payment in cash and not with checks shall be collected the Yemeni Red Sea ports and transferred on a weekly basis to the account at the Yemeni central post service of al ha-Hudaydah for the support of the Central Bank.

Annex 46: Houthi proxies and affiliates
(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 47: Saleh proxies and affiliates
(STRICTLY CONFIDENTIAL)

Annex 48: Financial activities of Khaled Ali Abdullah Saleh

1. This annex contains the supporting documentary evidence to demonstrate that Khaled Ali Abdullah Saleh has been acting on behalf of his father Ali Abdullah Saleh (YEi.003).

2. The Panel obtained information from confidential sources that Khaled Ali Abdullah Saleh has managed a financial structure comprising seven offshore companies, three acquired from his father and four more likely transferred from his brother according to indicators and bank accounts in Singapore and UAE. The Panel analysed accounts owned directly or indirectly by Khaled Ali Abdullah Saleh (XX010, XX011, XX013, XX014, XX018, XX021, XX024, XX025, XX032, XX324, XX352) during the period from January 2014 to July 2016 (table 1 below).

Table 48.1

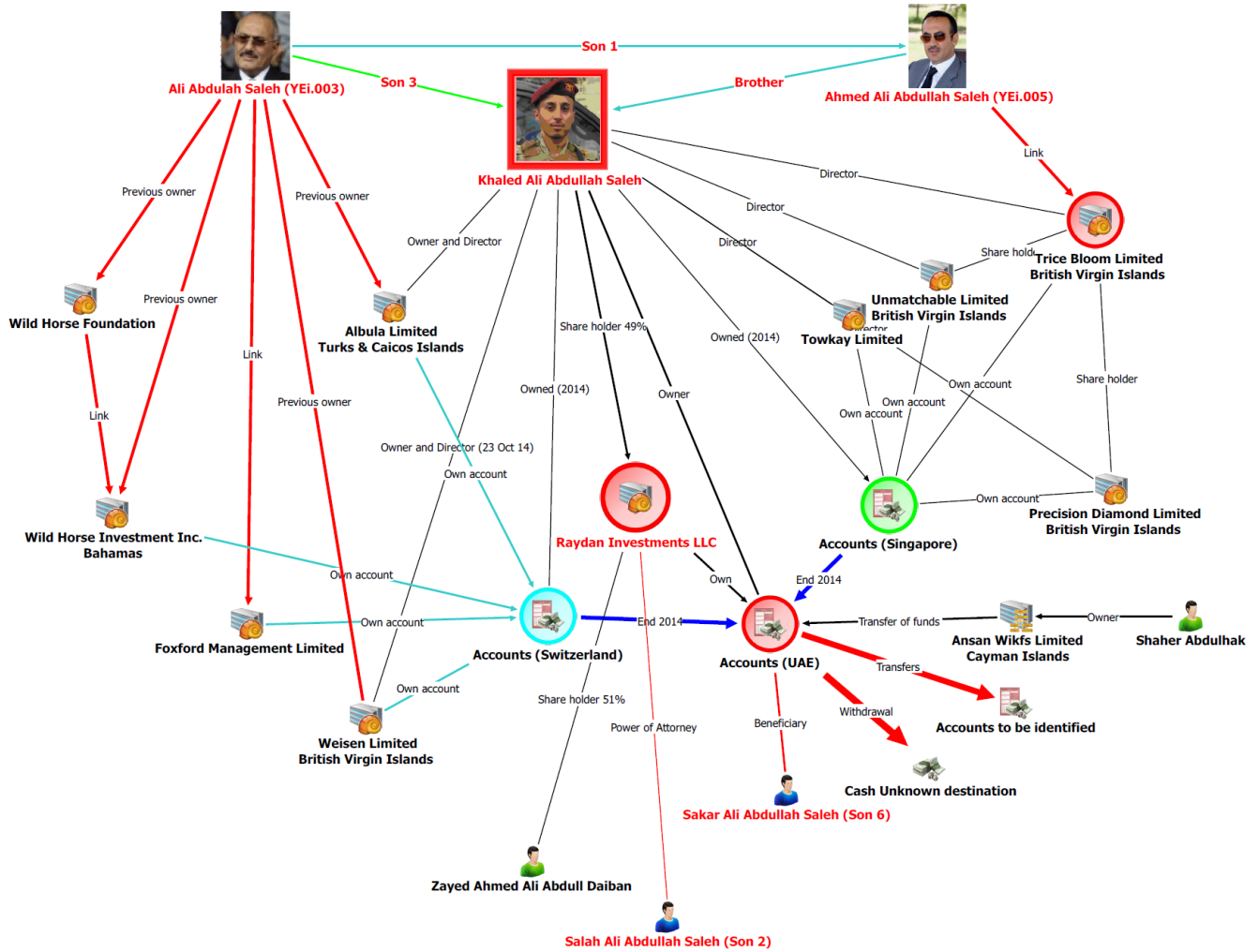
Monthly transactions equivalent to US\$ 100,000 plus

<i>Month</i>	<i>Number of major transactions</i>	<i>Total monthly debit major transactions US\$ equivalent</i>	<i>Total monthly credit major transactions US\$ equivalent</i>	<i>Remarks</i>
Jan 2014	7	-1,604,913.72	0.00	
Feb 2014	14	-6,022,101.52	43,950,192.92	
Mar 2014	1	-1,989,396.00	0.00	
Apr 2014	7	0.00	9,188,396.33	
May 2014	4	0.00	22,085,925.04	
Jun 2014	6	0.00	19,123,305.64	
Jul 2014		-615,037.31	0.00	
Aug 2014	4	-307,511.57	386,711.57	
Sep 2014	4	-1,326,109.26	415,593.00	
Oct 2014	8	0.00	34,770,278.46	
7 Nov 2014				Listing of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)
Nov 2014	6	-281,513.16	53,628,109.07	
Dec 2014	35	-263,714,684.43	181,638,247.05	
Jan 2015		0	0	
Feb 2015	4	0	573,614.81	
Mar 2015	6	0	1,005,774.85	
14 Apr 2015				Listing of Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEi.005)
Apr 2015	5	-2,039,658.62	545,040.00	
May 2015	3	-113,967.86	344,351.64	
Jun 2015	11	-5,827,225.39	628,608.26	
Jul 2015	6	-1,716,732.93	81,749.19	
Aug 2015	4	-818,755.00	1,106,431.20	
Sep 2015	2	-1,107.37	0	
Oct 2015	0	0	0	
Dec 2015	3	20151,630.95	200,165.94	
Jan 2016		0	0	
Feb 2016	3	-194,960.81	194,851.80	
28 Feb 2016				Publication of the Panel's Final Report 2015
Mar 2016	5	-2,083,042.87	2,182,874.03	
Apr 2016	1	0	150,124.46	

<i>Month</i>	<i>Number of major transactions</i>	<i>Total monthly debit major transactions US\$ equivalent</i>	<i>Total monthly credit major transactions US\$ equivalent</i>	<i>Remarks</i>
May 2016	1	-135,615.49	0	
Jun 2016	2	0	1,519,299.00	
Jul 2016	1	0	14,080.29	
		-		
Total	153	288,943,964.2	373,733,724.53	

3. The Panel noted peaks in the amount of funds transferred during the designation periods, and following the publication of the Panel 2015 report, which for the first time had identified the structure used by Ali Abdullah Saleh (YEi.003). This is likely an indicator that other funds have moved to Khaled's accounts. The Panel continues to investigate.

Figure 48.1
Link of Khaled Ali Abdullah Saleh and his assets with listed individuals



Appendix A to Annex 48: Timeline of company transfers

Table 48.A.1

Timeline of company transfer

<i>Event</i>	<i>Albula Limited</i> <i>(Turk and Caicos Islands</i> <i>(E29459))</i>	<i>Weisen Limited</i> <i>(British Virgin Islands</i> <i>(395883))</i>
Directors Resolution	23 October 2014	23 October 2014
Khaled Ali Abdullah Saleh entered in Register of Members and Share Ledger	23 October 2014	23 October 2014
Register of Members and Share Ledger printed	24 October 2014	24 October 2014
Register of Members and Share Ledger signed	28 October 2014	28 October 2014
Ali Abdullah Saleh (YEi.003) designated	7 November 2014	
Certificate of Incumbency ²⁰⁰ signed by Newhaven Corporate Services Limited (BVI)		14 November 2014
Certificate of Incumbency signed by Unicorn Administration Limited (Turk and Caicos Islands)	18 November 2014	
Certificate of Incumbency certified as a true copy by Supreeya Tacouri of NWT Management S.A	3 December 2014	3 December 2014

²⁰⁰ A Certificate of Incumbency lists individuals who have the authority to contract on behalf of the company or enter into legally binding agreements on behalf of the company. Until it is signed and deposited with the national authority responsible for company registration those individuals listed do not have authority to enter the company into any legally binding contracts.

Appendix B to Annex 48: Funds transfers 1

Evidence that Khaled Ali Abdullah Saleh received US\$ 33,471,993.37 and Euro 734,786.49 from **Albula Limited, Foxford Management Limited and Weisen Limited** companies, which he acquired from his father Ali Abdullah Saleh (YEi.003) during the period around his designation on 7 November 2014.

Image 48.B.1

Confidential bank source

Dear Sir,

After greetings,

However, Mr. Khaled Ali Abdullah Saleh maintained accounts with [redacted] (Account no. [redacted]) and in October 2014 there were inward remittances of USD 33,471,993.37 and Euro 734,786.49 into this account, as tabulated below;

Originators	Transfer Date	Incoming Transfers	
		(in EUR)	(in USD)
Albula Limited	24 Oct 2014	425,033.89	11,768,517.90
	29 Oct 2014	-	1,240,000.00
Foxford Management Limited	24 Oct 2014	-	10,466,515.22
Weisen Limited	24 Oct 2014	309,752.60	8,936,966.25
	29 Oct 2014	-	1,060,000.00
Total		734,786.49	33,471,993.37

We wish to advise that the originators of the transactions are not listed as designated entities.

Appendix C to Annex 48: Trice Bloom Limited

Figure 48.C.1

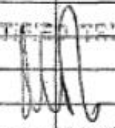
Name of Company TRICE BLOOM LIMITED

Company Number 1706337

REGISTER OF MEMBERS

Full Name		Occupation		Corporation		Date Entered as a Member		27 April 2012				
Address		P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands		Date of Ceasing to be Member								
Date	Certificate Number	Shares Acquired		No. of Shares	Consideration Paid	No. of Transfer Deed	Certificate Number	Shares Transferred		Total Shares Held	Remarks	Entry Made By
		Distinctive Nos.	From					To	Distinctive Nos.			
27 April 2012	1	-	-	-2,916	US\$2,916.00					-2,916	Allotment	

Full Name		Occupation		Corporation		Date Entered as a Member		27 April 2012				
Address		P.O. Box 957, Offshore Incorporations Centre, Road Town, Tortola, British Virgin Islands		Date of Ceasing to be Member								
Date	Certificate Number	Shares Acquired		No. of Shares	Consideration Paid	No. of Transfer Deed	Certificate Number	Shares Transferred		Total Shares Held	Remarks	Entry Made By
		Distinctive Nos.	From					To	Distinctive Nos.			
27 April 2012	2	-	-	-1,250	US\$1,250.00					-1,250	Allotment	

CERTIFIED TRUE COPY

 27 APR 2012
 MARY LYNNIE LAM
 ADVOCATE & REGISTRAR

Page No.	1	Class of Share	ORD	Par Value Per Share	US\$1.00	PLEASE NOTE: THE ORIGINAL OR COPY OF THIS REGISTER MUST BE KEPT AT THE OFFICE OF THE COMPANY'S REGISTERED AGENT. IF A COPY THEN PLEASE NOTIFY THE REGISTERED AGENT IN WRITING OF THE PHYSICAL ADDRESS OF THE ORIGINAL.	BV206
----------	---	----------------	-----	---------------------	----------	--	-------

Shareholders of Trice Bloom Limited – Precision Diamond Limited and Unmatchable Limited

Figure 48.C.2
Khaled Ali Abdullah Saleh – Sole shareholder of Unmatchable Limited

Name of Company UNMATCHABLE LIMITED
 Company Number 1706369 **REGISTER OF MEMBERS**

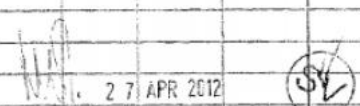
Full Name		Occupation		Businessman		Date Entered as a Member		26 April 2012				
Address		Date of Ceasing to be Member										
Date	Certificate Number	Shares Acquired		No. of Shares	Consideration Paid	No. of Transfer Deed	Certificate Number	Shares Transferred		Total Shares Held	Remarks	Entry Made By
		From	To					From	To			
26 April 2012	1	-	-	-1,250	US\$1,250.00					-1,250	Allotment	
 27 APR 2012												

Figure 48.C.3
Khaled Ali Abdullah Saleh – Sole shareholder of Precision Diamond Limited

Name of Company PRECISION DIAMOND LIMITED
 Company Number 1700232 **REGISTER OF MEMBERS**

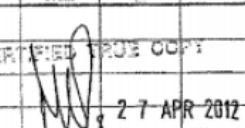
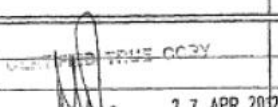
Full Name		Occupation		Businessman		Date Entered as a Member		26 April 2012				
Address		Date of Ceasing to be Member										
Date	Certificate Number	Shares Acquired		No. of Shares	Consideration Paid	No. of Transfer Deed	Certificate Number	Shares Transferred		Total Shares Held	Remarks	Entry Made By
		From	To					From	To			
26 April 2012	1	-	-	-2,916	US\$2,916.00					-2,916	Allotment	
 27 APR 2012												

Figure 48.C.4
Khaled Ali Abdullah Saleh – Sole Director of Trice Bloom Limited

Name of Company TRICE BLOOM LIMITED
 Company Number 1706337 **REGISTER OF DIRECTORS**

Date of Appointment	Full Name (Any Former Names or Alias)	Nationality and ID/PPT No.	Residential Address (or Registered Office Address)	Business Occupation or Other Directorship	Date of Ceasing to Act	Entry Made By
27 April 2012	KHALED ALI ABDULLAH SALEH	Yemeni 00013939	26 Sixty Meter Road Sana'a Yemen	Businessman		
 27 APR 2012						

Sources: Confidential

Figure 48.C.5

Ahmed Ali Abdullah Saleh (YEI.005) appointed by Khaled Ali Abdullah Saleh as an authorized signatory to the accounts maintained by Trice Bloom on 13 December 2013.

TRICE BLOOM LIMITED
(the "Company")
(Incorporated in the British Virgin Islands)

MEMORANDUM IN WRITING BY THE DIRECTOR OF THE COMPANY PURSUANT TO THE ARTICLES OF ASSOCIATION OF THE COMPANY

CHANGE OF AUTHORISED SIGNATORIES

RESOLVED:

1. THAT the following person be appointed as new signatory to the accounts maintained by the Company with Branch (the "Bank"):

Name
Ahmed Ali Abdulla Saleh


Passport No.
00000017

Specimen Signature



2. THAT the Accounts be operated by either one of the authorized signatories:
- Khaled Ali Abdullah Saleh
Ahmed Ali Abdulla Saleh
3. THAT save for the aforesaid amendments, all instructions previously given to the Bank shall remain in full force.
4. THAT this resolution be communicated to the Bank and remained in force until an amending resolution is received by the Bank.

Date: 13 DEC 2013



Khaled Ali Abdullah Saleh
Director

Source: Confidential

Appendix D to Annex 48: Towkay Limited

Figure 48.D.1
Khaled Ali Abdullah Saleh – Sole shareholder of Towkay Limited

UNIVERSAL
REGISTER OF MEMBERS

Name of Company TOWKAY LIMITED
 Company Number 1706334

Full Name		Occupation		Date Entered as a Member		Date of Cessing to be Member								
KHALED ALI ABDULLAH SALEH		Businessman		26 April 2012										
Address <u>26 Sixty Meter Road Sana'a Yemen</u>														
Date	Certificate Number	Distinctive Nos.		No. of Shares	Consideration Paid	No. of Transfer Deed	Certificate Number	Distinctive Nos.		No. of Shares	Consideration Paid	Total Shares Held	Remarks	Entry Made By
		From	To					From	To					
26 April 2012	1	-	-	-5,834	US\$5,834.00							-5,834	Allotment	

CERTIFIED TRUE COPY

27 APR 2012

Figure 48.D.2
Towkay Limited transfer of AED 1,128,400 to Raydan Investments Limited (20 August 2014)

DEBIT.ACCT.NO:1:1	████████████████████	Inward SWIFT-Telex Payment
CURRENCY.MKT.DR:1:1	1	████████████████████
DEBIT.CURRENCY:1:1	AED	Currency Market
DEBIT.AMOUNT:1:1	1128400.00	UAE DIRHAM
DEBIT.VALUE.DATE:1:1	20140820	
DEBIT.THEIR.REF:1:1	████████████████████	
CREDIT.ACCT.NO:1:1	████████████████████	RAYDAN INVESTMENTS LI
CURRENCY.MKT.CR:1:1	1	Currency Market
CREDIT.CURRENCY:1:1	AED	UAE DIRHAM
CREDIT.VALUE.DATE:1:1	20140820	
PROCESSING.DATE:1:1	20140820	
ORDERING.CUST:1:1	TOWKAY LIMITED	
ORDERING.CUST:2:1	P.O.BOX 967, OFFSHORE INC	
ORDERING.CUST:3:1	CENTRE, ROAD TOWN TORT	
ORDERING.CUST:4:1	BRITISH VIRGIN ISLANDS	
IN.ORDERING.CUS:1:1	TOWKAY LIMITED	
IN.ORDERING.CUS:2:1	P.O.BOX 967, OFFSHORE INC	
IN.ORDERING.CUS:3:1	CENTRE, ROAD TOWN TORT	
IN.ORDERING.CUS:4:1	BRITISH VIRGIN ISLANDS	
ORDERING.BANK:1:1	---	

Sources: Confidential

Appendix E to Annex 48: Funds transfers 2

Table 48.E.1

Summary of funds transfers through the UAE dormant account of Khaled Ali Abdullah Saleh

<i>Date</i>	<i>Amount (AED)</i>	<i>Equivalent (US\$)</i>	<i>Transaction type</i>	<i>Account balance</i>
5 Jan 2014	290,000.00	78,952.50	Deposit	20,996.99
8 Dec 2014	3,324,541.47	905,106.42	Transfer	3,345,538.46
9 Dec 2014	36,700,000.00	9,991,575.00	Transfer	40,045,538.46
11 Dec 2014	10,000,000.00	2,722,500.00	Cash withdrawal	30,045,538.46
11 Dec 2014	26,700,000.00	7,269,075.00	Cash withdrawal	30,016,808.46
15 Dec 2014	36,700,000.00	9,991,575.00	Transfer	40,016,808.46
15 Dec 2014	37,000,000.00	10,073,250.00	Cash withdrawal	3,016,808.46
17 Dec 2014	55,000,000.00	14,973,750.00	Cash withdrawal	-51,943,191.54
17 Dec 2014	55,050,000.00	14,987,362.50	Transfer	3,066,808.46
25 Dec 2014	55,000,000.00	14,973,750.00	Cash withdrawal	51,943,191.54
25 Dec 2014	68,181,260.00	18,562,348.04	Transfer	16,238,068.46
28 Dec 2014	66,000,000.00	17,968,500.00	Cash withdrawal	-49,761,931.08
28 Dec 2014	122,032,162.62	33,223,256.27	Transfer	72,270,231.08
28 Dec 2014	13,200,000.00	3,593,700.00	Transfer	59,070,231.08
30 Dec 2014	110,000.00	29,947.50	Transfer	68,960,181.08
30 Dec 2014	58,960,181.08	16,051,909.30	Cash withdrawal	0.00
Total	308,660,181.08	84,032,734.30		

* Based on average exchange rate 1 AED = 0.27225 US\$ (2013-2016)

Source: Confidential

Figure 48.E.1
 UAE bank statement (account XXX-01-04)

ACCOUNT NO: [REDACTED] 01-4

CURRENCY: UAE DIRHAM
 STATEMENT PERIOD: 01 JAN 2014 TO 31 JUL 2015

TRAN. DATE	VAL. DATE	DESCRIPTION	CHK. NO	DR. AMT	CR. AMT	BALANCE
		BALANCE B/F				178,875.58
10 SEP 14	10 SEP 14	Outward Telex Charges		80.00-		178,795.58
25 SEP 14	25 SEP 14	Transfer			101,000.00	279,795.58
01 OCT 14	01 OCT 14	Credit Card Payment CRM		166,337.83-		113,457.75
14 OCT 14	14 OCT 14	Cheque Deposit	016311		310,000.00	423,457.75
05 NOV 14	05 NOV 14	Cheque Deposit				423,457.75
		Credit Card Direct Debit		25,098.18-		397,559.57
20 NOV 14	20 NOV 14	Cheque	187486	285,089.00-		112,470.57
01 DEC 14	01 DEC 14	Cheque				112,470.57
		Outward Telex Charges		80.00-		112,390.57
01 DEC 14	01 DEC 14	Telex transfer				112,390.57
		Telex Transfer		2,118.88-		110,271.69
06 DEC 14	06 DEC 14	Credit Card Direct Debit		89,274.70-		20,996.99
08 DEC 14	08 DEC 14	Inward Telex Transfer			3,324,541.47	3,345,538.46
09 DEC 14	09 DEC 14	Inward Telex Transfer				3,345,538.46
		Transfer			36,700,000.00	40,045,538.46
09 DEC 14	09 DEC 14	Cash Withdrawal		10,000,000.00-		30,045,538.46
11 DEC 14	11 DEC 14	Cash Withdrawal				30,045,538.46
		Cheque	187487	28,730.00-		30,016,808.46
11 DEC 14	11 DEC 14	Cheque				30,016,808.46
		Cash Withdrawal		26,700,000.00-		3,316,808.46
15 DEC 14	15 DEC 14	Cash Withdrawal				3,316,808.46
		Transfer			36,700,000.00	40,016,808.46
15 DEC 14	15 DEC 14	Transfer				40,016,808.46
		Cash Withdrawal		37,000,000.00-		3,016,808.46
17 DEC 14	17 DEC 14	Cash Withdrawal				3,016,808.46
		Cash Withdrawal		55,000,000.00-		51,983,191.54-

ACCOUNT NO: [REDACTED] 01-4

CURRENCY: UAE DIRHAM
 STATEMENT PERIOD: 01 JAN 2014 TO 31 JUL 2015

TRAN. DATE	VAL. DATE	DESCRIPTION	CHK. NO	DR. AMT	CR. AMT	BALANCE
		BALANCE B/F				51,983,191.54-
17 DEC 14	17 DEC 14	Transfer				51,983,191.54-
		Transfer			55,050,000.00	3,066,808.46
22 DEC 14	22 DEC 14	Cash Withdrawal		10,000.00-		3,056,808.46
25 DEC 14	25 DEC 14	Cash Withdrawal				3,056,808.46
		Cash Withdrawal		55,000,000.00-		51,943,191.54-
25 DEC 14	25 DEC 14	Transfer				51,943,191.54-
		Transfer			68,181,260.00	16,238,068.46
28 DEC 14	28 DEC 14	Cash Withdrawal		66,000,000.00-		16,238,068.46
28 DEC 14	28 DEC 14	Cash Withdrawal				16,238,068.46
		Transfer				16,238,068.46
		Transfer			122,032,162.62	49,761,931.54-
28 DEC 14	28 DEC 14	Transfer				49,761,931.54-
		Transfer		13,200,000.00-		72,270,231.08
30 DEC 14	30 DEC 14	LTR DTD 28DEC14				72,270,231.08
		Outward Telex Charges		50.00-		59,070,231.08
30 DEC 14	30 DEC 14	AC				59,070,231.08
		Telex transfer				59,070,231.08
		Telex Transfer		110,000.00-		58,960,181.08
30 DEC 14	30 DEC 14	Cash Withdrawal				58,960,181.08
		Cash Withdrawal		58,960,181.08-		0.00
30 DEC 14	30 DEC 14	ATM Cash Deposit				0.00
		SDM			100.00	100.00
31 DEC 14	31 DEC 14	Account Closing Fees		100.00-		100.00
		CLOSING CHARGES FOR CHARGEABLE AMT :100				0.00
		BALANCE AT PERIOD END				0.00

Figure 48.E.2
 UAE bank statement (account XXX-02-05)

ACCOUNT NO: ██████████ 02-5		CURRENCY: US Dollar Dollar US		STATEMENT PERIOD: 01 JAN 2014 TO 31 JUL 2015		
TRAN. DATE	VAL. DATE	DESCRIPTION	CHQ. NO	DR. AMT	CR. AMT	BALANCE
BALANCE B/F						0.00
18 AUG 14	18 AUG 14	Cash Deposit				
		Cash Deposit			79,200.00	79,200.00
10 SEP 14	10 SEP 14	Telex transfer				
		Telex Transfer		79,200.00-		0.00
04 DEC 14	04 DEC 14	Inward Telex Transfer				
		Inward Telex Transfer			85,251,228.22	85,251,228.22
09 DEC 14	09 DEC 14	Transfer				
		LTR DTD 09DEC14		10,000,000.00-		75,251,228.22
15 DEC 14	15 DEC 14	Transfer				
		LTR DTD 15DEC14		10,000,000.00-		65,251,228.22
17 DEC 14	17 DEC 14	Transfer				
		LTR DTD 17DEC14		15,000,000.00-		50,251,228.22
17 DEC 14	17 DEC 14	Inward Telex Transfer				
		Inward Telex Transfer			1,578,042.25	51,829,270.47
25 DEC 14	25 DEC 14	Transfer				
		LTR DTD 25DEC14		18,578,000.00-		33,251,270.47
28 DEC 14	28 DEC 14	Transfer				
		LTR DTD 28DEC14		33,251,270.47-		0.00
BALANCE AT PERIOD END						0.00

Sources: Confidential

Figure 48.E.3
UAE bank letter

Dear Sir,

After greetings,

With reference to your Notice No. 189/2015, we wish to inform you that we did not receive any financial transfer for an amount of US 34 Million from Singapore in the name of Khaled Ali Abdullah Saleh in December 2014.

However, we have received two remittances in December 2014 with the following details:

Name of Remitter	Date of Transfer	Amount-USD
Khaled Ali Abdullah Saleh	04-December-2014	85,251,228.22
Khaled Ali Abdullah Saleh	17-December-2014	1,578,042.25

Further, we would like to inform you that the account of Khaled Ali Abdullah Saleh was closed in December 2014.

In case you require any further details we would be happy to provide you the same.

Thanking you,
Yours faithfully,

Source: Confidential

Appendix F to Annex 48: Funds transfer from Trice Bloom Limited to Raydan Investments Limited

Image.48.F.1

Trice Bloom Limited funds to Raydan Investments Limited

Transaction Summary - Trice Bloom Limited			
FD account	Significant Activities		
28-May-14	Transfer US20m to Raydan Investments LLC (FGB HO)		
27-Nov-14	Interest transfer to Mr Khaled Account in		181,610.47
27-Nov-14	Transfer of Principal to Mr Khaled Account in Singapore		51,538,896.50

Source: Confidential

Appendix G to Annex 48: Raydan Investments Limited UAE commercial licence and documentation

Image.48.G.1

Raydan Investments Limited UAE commercial licence

مركز أبوظبي للأعمال
Abu Dhabi Business Center

دائرة التنمية الاقتصادية
DEPARTMENT OF ECONOMIC DEVELOPMENT



Commercial License

رخصة تجارية

License No	CN-1514132	رقم الرخصة
Unified ID for ADCCI	316454	الرقم الموحد للعضوية الموحدة
Legal Form	Limited Liability Company	الشكل القانوني : شركة ذات مسؤولية محدودة
Trade Name	RAYDAN INVESTMENTS L.L.C.	الاسم التجاري : ريدان للاستثمارات ذ.م.م
Issue Place	Abu Dhabi	مكان الإصدار : أبوظبي
Establishment Date	07/07/2013	تاريخ تأسيس المنشأة
Issue Date	03/09/2014	تاريخ الإصدار
Expiry Date	02/09/2015	تاريخ الانتهاء

شريك	الإمارات العربية المتحدة	شريك	رقم
Partner	United Arab Emirates	زيد احمد على عبدالله تيمان	20043315
شريك	اليمن	خالد علي عبدالله صالح	41246693
Partner	Yemen	Khaled Ali Abdullah Saleh	

Commercial Activities

- Commercial Enterprises Investment, Institution And Management
- Real Estate Enterprises Investment, Development, Institution And Management
- Onshore And Offshore Oil And Gas Fields And Facilities Services

- الأنشطة التجارية
- الاستثمار في المنشآت التجارية وتأسيسها وإدارتها
- استثمار وتطوير المشروعات العقارية وتأسيسها وإدارتها
- خدمات حقول ومنشآت النفط والغاز البرية والبحرية

Address USED ONLY FOR LBO ZX14/002

جزيرة أبوظبي، الوطن، بنيف - سمو الشيخة / لظلمه بنت مبارك

العنوان

Image.48.G.2

Raydan Investments Limited UAE bank documentation

Dear Sirs,

Subject: Opening a call/current account for firm/company under formation.

Please arrange to open a call/current account in dirhams in the name of Raydan Investment LLC under formation and arrange to issue the paid up capital certificate in favor of Department of Economic Development – Abu Dhabi s per attached Articles of Association .

Below are the details:

S.No.	Name of Partner/Shareholder	Amount (AED)	Share (%)
1	Zayed Ahmed Ali Abdulla Daiban	76,500.00	51%
2	Khaled Ali Abdullah Saleh	73,500.00	49%
	Total		

The paid-up capital amount will be deposited with you into the account of the firm/company to be opened.

Kindly consider this as an authorization letter to block/freeze the paid-up capital amount in full in the bank's favour until the following documents are submitted to you:

- Trade License
- Chamber of Commerce Certificate
- Registration Certificate

After above documents are presented to the bank, you are kindly requested to release any amounts of the paid-up capital only to the authorized persons to manage the account.

Yours faithfully,



Authorized Signatory



Source: Confidential

Image.48.G.3

Raydan Investments Limited UAE legal relationship details**Legal Relationship Details**

Date : 14-07-2016

CIF No 8035250131 Corporate Name RAYDAN INVESTMENTS LLC

Legal Relationship Holder for RAYDAN INVESTMENTS LLC

CIF No	Name	Issue Date	Expiry Date	Relationship	Contact No	Ownership %	Civil ID	Nationality
***	SALAH ALI ABDULLAHSALEH	09/07/2015	31/12/9999	POA Holder	971-2- 9999999	0.0	***	YEMEN
8035207087	KHALED ALI ABDULLAH SALEH	31/05/2015	31/12/9999	POA Holder	***	0.0	***	YEMEN

RAYDAN INVESTMENTS LLC Acting As Legal Relationship for Other Cifs

CIF No	Name	Issue Date	Expiry Date	Relationship	Contact No	Ownership %	Civil ID	Nationality
No Data Found								

Source: Confidential

Appendix H to Annex 48: Ansan Wikfs Investment Limited UAE commercial licence

Image.48.H.1

Ansan Wikfs Investments Limited UAE commercial licence

COMMERCIAL LICENSE		رخصة تجارية	
License Details		تفاصيل الرخصة	
License No.	92286	٩٢٢٨٦	رقم الرخصة
Licensee	Ansan Wikfs Investments Limited	انسان ويكفس انستيمنتس لميتد	صاحب الرخصة
Operating Name	Ansan Wikfs Investments Limited	انسان ويكفس انستيمنتس لميتد	الاسم التجاري
Legal Status	Branch of a Foreign Company	فرع لشركة اجنبية	النسكل القانوني
Business Unit	Energy and Environment Park	مجمع الطاقة والبيئة	قطاع العمل
First Issue Date	30 June 2014	٣٠ يونيو ٢٠١٤	تاريخ الإصدار الأول
Current Issue Date	30 June 2014	٣٠ يونيو ٢٠١٤	تاريخ الإصدار الحالي
Expiry Date	29 June 2015	٢٩ يونيو ٢٠١٥	تاريخ الإنهاء
Manager		المدير	
Yousif Mohamedahmed Mohamed Elshlekh		يوسف محمد احمد محمد الشيخ	
Address		العنوان	
Premises: 2801 Floor: 28 Building: Shatha Tower Dubai, United Arab Emirates		المقر: ٢٨٠١ الطابق: ٢٨ المبنى: الشذى تاور دبي، الإمارات العربية المتحدة	
Segments - Activities		القطاعات - النشاطات	
Regional Head Quarters • Representative Office			

Appendix I to Annex 48: Ownership of Ansan Wikfs Investment Limited

Image.48.I.1

Shaher Abdulhak as owner of Ansan Wikfs Investment Limited

**REGISTER OF MEMBERS
OF
ANSAN WIKFS INVESTMENTS LIMITED**

NAME OF MEMBER	ADDRESS	DATE OF ENTRY AS MEMBER	CERT. NO ISSUED	SHARES ISSUED	CLASS OF SHARE	SOURCE OF SHARES	AMOUNT PAID THEREON	DATE OF TRANSFER OF SHARES	TRANSFEREE	NO OF SHARES OUT
[REDACTED]	P.O. Box 328 Ugland House South Church Street George Town Grand Cayman KY-1104 Cayman Islands	17 Apr 1991	No cert	1	ordinary	original issue	In full	8 Sep 1991	Beater	1
Balance of Shares										ordinary 0
[REDACTED]	P.O. Box 109 017, Ujirimo Hulus Bepth Church Street George Town, Grand Cayman, Cayman Islands	17 Apr 1991	No cert	1	ordinary	original issue	In full	3 Sep 1991	Beater	1
Balance of Shares										ordinary 0
[REDACTED]	Sanjaya #21 San Jeronimo, Mexico City D.F. 10400 Mexico	8 Sep 1991	651	100	beater	2 from Subscribers 98 original issue	In full	10 Apr 2002	Converted to Registered Share	100
Balance of Shares										ordinary 0
Shaher Abdulhak	P.O. Box 78 Saraya Yemnan Arab Republic	10 Apr 2002	602	100	ordinary	Share Cert. 001 1	In full			ordinary 0
Balance of Shares										ordinary 100

Page 1 of 1

I, Audrey C. Santamaria, a Notary Public in and for the Cayman Islands hereby certify this document to be a true and correct copy of the original
 this 25 day of November 2014
Audrey C. Santamaria
 (My commission expires on 31st January, 2014)

112
March 31 2014

Maples Corporate Services Limited
 4th Floor, 60th Street, Suite 1147
 George Town, Grand Cayman KY-11147
 (Incorp. 2006)

Source: Confidential

Appendix J to Annex 48: Transfers from Ansan Wikfs Investment Limited to Raydan Investment Limited

Image.48.J.1

Summary of funds transfers from Ansan Wikfs Investment Limited to Raydan Investment Limited

<i>Date</i>	<i>Amount (AED)</i>	<i>Equivalent (US\$)*</i>	
17 Sep 2014	3,050,478.00	830,492.64	Account Khaled XX11
30 Oct 2014	2,067,711.00	562,934.32	Account Khaled XX11
24 Feb 2015	1,230,254.00	334,936.65	Account Raydan XX18
3 Mar 2015	761,603.00	207,346.42	Account Raydan XX18
30 May 2015	763,583.00	207,885.47	Account Raydan XX24
9 Jun 2015	975,125.00	265,477.78	Account Raydan XX24
16 Jun 2015	975,125.00	265,477.78	Account Raydan XX24
12 Dec 2015	734,500.00	199,967.63	Account Raydan XX24
24 Apr 2016	550,875.00	149,975.72	Account Raydan XX24
Total based on evidence	11,109,254.00	3,024,494.41	
Total since listing of Ali Abdullah Saleh (YEi.003)	5,991,065.00	1,631,067.45	

Based on average exchange rate 1 AED = 0.27225 USD (2013-2016)

Source: Confidential

Annex 49: Air strikes affecting civilians and civilian infrastructure (2016)

1. This annex contains four case studies²⁰¹ relating to ten investigations undertaken by the Panel on air strikes that impacted on civilians and civilian infrastructure. These air strikes are attributed to the Saudi Arabia-led coalition. The following is a summary of the ten case studies:

Table 49.1

Air strikes affecting civilians and civilian infrastructure

<i>Ser</i>	<i>Date</i>	<i>Location</i>	<i>Type of EO</i>	<i>Civilian fatalities</i>	<i>Civilian injured</i>	<i>Effect on civilian objects</i>
1	15 Mar 2016	Al Khamees market, Mastaba	Mk 83 Bomb / Paveway	116	40+	Infrastructure damaged.
2	25 Mar 2016	T'baisha, Ta'izz	Not confirmed	10	0	Civilian house destroyed.
3	25 May 2016	Al Mahala, Lahj	Mk 82 Bomb / Paveway	6	3	Civilian house destroyed.
4	25 May 2016	Appendix A: A l Mahala, Lahj	Mk 82 Bomb / Paveway	0	2	Water bottling factory destroyed.
5	9 Aug 2016	Nahda, Sana'a	High Explosive aircraft bomb	10	13	Snack factory destroyed.
6	15 Aug 2016	Abs, Hajjah	GBU-12 ' Paveway II	19	24	MSF hospital severely damaged.
7	13 Sep 2016	Ban al-Hareth, Sana'a	Mk 82 Bomb / Paveway IV	0	0	Alsonidar factory complex severely damaged.
8	22 Sep 2016	Ban al-Hareth, Sana'a	GBU-24 / Paveway IV	0	0	Alsonidar factory complex severely damaged.
9	24 Sep 2016	Mafraq Jiblah, Ibb	Mk 82 Bomb / Paveway	9	7	Civilian house destroyed.
10	8 Oct 2016	al-Sala al-Kubra, Sana'a	GBU-12 ' Paveway II	132	695	Community hall destroyed.

2. The Panel adopted a stringent methodology to ensure that its investigations met the highest possible evidentiary standards, despite it being prevented from accessing Yemen. See annex 2 on IHL methodology.

3. Based on its analysis of the ten strikes, the Panel further finds that given the regular occurrence of incidents of the nature described in the above mentioned incidents:

(a) Those responsible for planning, deciding upon, or executing²⁰² those air strikes that disproportionately affect civilians and civilian objects may fall within the designation criteria contained in

²⁰¹ The other case studies are available with the Secretariat.

²⁰² In reference to those executing the attacks, it is possible that the pilot of the aircraft may fire his weapon in reliance of the accuracy of information that may have been previously provided to him. In these cases, the Panel finds that it is those who plan and decide upon the attacks, whom have at their disposal the relevant information from a variety of sources,

paragraphs 17 as those who threaten peace and security of Yemen. Their acts may also fall under paragraphs 18 (a), (b), and (c) of resolution [2140 \(2014\)](#);

(b) All member States of the Saudi Arabia-led coalition and their allies should take necessary measures to ensure that their forces engaged in coalition military operations respect IHL.²⁰³ IHL underscores that States "...may not evade their obligations by placing their contingents at the disposal of...an ad hoc coalition",²⁰⁴

(c) All coalition member States and their allies have an obligation under the Geneva Conventions to ensure respect for IHL by the Saudi Arabia-led coalition.²⁰⁵ This obligation is especially incumbent upon the Government in Yemen on whose request the Saudi Arabia-led coalition is conducting air strikes;²⁰⁶ and

(d) High-level military commanders in the Saudi Arabia-led coalition are also responsible for IHL violations to the extent that they allow, or do not prevent, air strikes from taking place exclusively based on information received from third parties, even if they are Yemeni authorities, without ensuring that the forces under their command and control undertake the necessary assessments relating to proportionality and precautions in attack.²⁰⁷

who have the greatest responsibility to ensure compliance with IHL. See also William Boothby, "The Law of Targeting", OUP (2012), pp. 132-133.

²⁰³ IHL requires each party to the conflict to "respect and ensure respect for international humanitarian law by *its armed forces* and other persons or *groups acting in fact on its instructions, or under its direction or control*." (See CIHLR 139).

²⁰⁴ See commentary to Common Article 1 of the Geneva Conventions and Article 3 of The Hague Convention Concerning the Laws and Customs of War on Land of 1907, which holds States responsible for "all acts committed by persons forming part of its armed forces".

²⁰⁵ This obligation to respect and ensure respect under Common Article 1 is not limited to those coalition States that actively participated in this air strike as stated in the Commentary. "The duty to ensure respect... is particularly strong in the case of a partner in a joint operation, even more so as this case is closely related to the negative duty neither to encourage nor to aid or assist in violations of the Conventions. The fact, for example, that a High Contracting Party participates in the financing, equipping, arming or training of the armed forces of a Party to a conflict, or even plans, carries out and debriefs operations jointly with such forces, places it in a unique position to influence the behaviour of those forces, and thus to ensure respect for the Conventions".

²⁰⁶ [S/2015/217](#).

²⁰⁷ For an overview of command responsibility in this area, see CIHLR 142 and 153.

List of appendices

- Appendix A: Al Khamees market, Mastaba, Hajjah (15 March 2016).
- Appendix B: Civilian house, Al Mahala, Lahj, (25 May 2016).
- Appendix C: MSF hospital, Abs, Hajjah (15 August 2016).
- Appendix D: Al-Sala Al-Kubra community hall, Sana'a (8 October 2016).
- Appendix E: Summary of IHL case study evidence levels (air strikes).

Appendix A to Annex 49: Al Khamees market, Mastaba, Hajjah (15 March 2016)

A. Introduction

1. This case study is one of two air strikes on civilian gatherings investigated by the Panel.²⁰⁸

B. Background to events

2. At approximately 11:30 hours on 15 March 2016, items of explosive ordnance (EO) were dropped from a military aircraft and detonated on the Al Khamees Market, Mastaba, Hajjah Governorate.²⁰⁹ These explosions occurred approximately five to seven minutes apart at a distance of 50m between them. The UN verified that 116 individuals, including 22 children, were killed by the air strike,²¹⁰ MSF recorded over 40 wounded.²¹¹

3. There was a military checkpoint (CP) belonging to the Houthis approximately 140m from the second airstrike and 190m from the first air strike. This CP is usually manned by up to six fighters.²¹² The two air strikes did not damage the CP.²¹³ It is possible that there were some individual fighters present in, or in the vicinity of, the market at the time of the air strike,²¹⁴ as Houthi fighters regularly visit the market to purchase qat and other commodities. However, witnesses and other investigators consistently confirmed that there was no large gathering of Houthi militias at the CP or in, or in the vicinity of, the market.²¹⁵

²⁰⁸ The other air strike was on a civilian gathering was on 8 October 2016, on a funeral hall in Sana'a. See case study at appendix D to this annex.

²⁰⁹ EO Strike 1, 16°13'39.31"N, 43°14'42.04"E; EO Strike 2, 16°13'40.61"N, 43°14'41.08"E.

²¹⁰ "Zeid condemns repeated killing of civilians in Yemen airstrikes" at <http://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=17251&LangID=E>. Health officials reported 102 casualties and 44 injured. See "Saudi-led coalition to investigate Yemen air strikes" at <http://www.aljazeera.com/news/2016/03/saudi-led-coalition-investigate-yemen-air-strikes-20160316071229274.html> and "Yemen: People collect 'torn limbs in bags and blankets' after Saudi-led warplanes pound market" <http://www.ibtimes.co.uk/yemen-people-collect-torn-limbs-bags-blankets-after-saudi-led-warplanes-pound-market-201549689>. Mwatana Organization, a Yemen-based organization documented over 131 civilian casualties, with 86 injured (information provided to the Panel on 01 December 2016). Human Rights Watch (HRW) reported 106 civilian casualties. See <https://www.hrw.org/news/2016/04/07/yemen-us-bombs-used-deadliest-market-strike>. The Government of Yemen stated that 65 were killed. It did not clarify how many of those were civilians and how many were fighters (letter dated 31 December 2016).

²¹¹ "Yemen: MSF treats more than 40 wounded following airstrike on marketplace" at <http://www.msf.org.uk/article/yemen-msf-treats-more-than-40-wounded-following-airstrike-on-marketplace>.

²¹² Local sources and three investigation teams that visited the site in the aftermath of the air strikes.

²¹³ Ibid.

²¹⁴ HRW says that the air strikes "may have also killed about 10 Houthi fighters..." and the UN reports that ten bodies were burnt beyond recognition. See "Yemen: US Bombs Used in Deadliest Market Strike" at <https://www.hrw.org/news/2016/04/07/yemen-us-bombs-used-deadliest-market-strike> and <http://ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=17251&LangID=E>. Reuters quote one source as stating there were around 20 fighters. "Death toll from Saudi-led air strikes on Yemeni market rises to more than 100" at <http://af.reuters.com/article/worldNews/idAFKCN0WJ2KB>. The Panel was also informed by one source that around twenty fighters arrived at the market to buy qat and left twenty minutes before the air strike. The Panel could not corroborate this statement with other witnesses and investigators.

²¹⁵ See below for details of a statement issued by the Joint Incident Assessment Team (JIAT) stating that one of the military objectives was a large Houthi gathering. In addition to Panel's independent investigations both the UN-led investigations and the HRW-initiated investigations found that there were no large gatherings of Houthi militias. See "U.N says Saudi-led bombing of Yemen market may be international crime" at <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-un-idUSKCN0WK152> and <https://www.hrw.org/news/2016/04/07/yemen-us-bombs-used-deadliest-market-strike>.

Figure 49.A.1
Location of the market and the checkpoint



C. Technical analysis of physical evidence

4. Imagery analysis determined a fragment from the location of the first air strike as being part of a rear fin from a PAVEWAY terminal guidance unit for an aircraft bomb (figure 49.A.2).

Figure 49.A.2
Rear fin from PAVEWAY terminal guidance unit²¹⁶



5. Post blast crater analysis determined that the size of the crater at the first air strike was almost certainly within the dimensional parameters for the detonation of 227kg of high explosives, which is the explosive weight of the Mark 83 variant high explosive aircraft bomb (figure 49.A.3).²¹⁷

²¹⁶ Source: Confidential, (taken by investigation team that visited the site in the aftermath).

Figure 49.A.3
Explosion crater²¹⁸



6. The only military entity operating the type of aircraft in the area that has the capability to deliver high explosive ordnance of this type is the Saudi Arabia-led coalition.

D. Response of the Saudi Arabia-led coalition

7. The responses of the Saudi Arabia-led coalition, JIAT and the Government of Yemen are documented below.

²¹⁷ A HRW Report of 7 April 2016, “*US Bombs Used in Deadliest Market strike*”, attributed the damage to a Mark 84 (2,000lb) aircraft bomb based on fragments recovered. The Panel has not seen this evidence, and is therefore, based on the crater analysis of the first air strike, the Panel erring on the side of caution attributes the damage to the smaller Mark 83 (1,000lb) aircraft bomb.

²¹⁸ Ibid.

<i>Entity / Individual</i>	<i>Date</i>	<i>Statement</i>	<i>Source</i>
JIAT Statement	4 August 2016	“The United Nations news centre has claimed that the coalition State bombarded, and thus massacred, an estimated 106 people, in Suq Khamis Mastaba’ in Hajjah governorate on 15 March 2016. Confirmed intelligence data shows that the target was a large gathering of armed Houthi militia recruits. The gathering was near a weekly market where the only activity takes place on Thursday each week. The operation took place on a Tuesday, and the target was a legitimate, high-value military objective that conferred a strategic advantage. It was also located 34 kilometres from the Saudi Arabian border, and therefore posed a threat to the troops positioned there”.	Document with Panel. ²¹⁹
JIAT Statement	5 August 2016	The media also reported: “Moreover, the prosecution did not provide proof of the claims that civilian casualties, and the JIAT found no proof of any fault made by the coalition forces, in the process, and that the Coalition forces have abided by the rules of international humanitarian law”.	Saudi Press Agency ²²⁰
Reuters quoting Brigadier General Ahmed Al-Asseri, Spokesperson of the Saudi Arabia-led coalition.	18 March 2016	"We use the information coming from the (pro-Hadi) Yemeni army because they are on the ground. The attack was under the control of the Yemeni army. It gave the target". Reuters also stated that the spokesperson “forwarded a graphic prepared by Hadi's government that said the target of the air strike was a military area where Houthi forces had gathered and that "they (Houthis) deceived people by saying it was a market".	Reuters ²²¹
Government of Yemen	18 March 2016	“A statement issued on Friday by Hadi's government said it had formed a committee to look into the bombing and whether it was the result of an air strike or of shelling by the Houthis, whom it accused of often blaming the coalition for attacks they carried out themselves”.	Reuters ²²²

²¹⁹ Official UN translation.

²²⁰ “Joint Incidents Assessment Team (JIAT) on Yemen Responds to Claims on Coalition Forces' Violations in Decisive Storm Operations” at <http://www.spa.gov.sa/viewstory.php?lang=en&newsid=1524799>.

²²¹ <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-un-idUSKCN0WK152>.

²²² Ibid.

<i>Entity / Individual</i>	<i>Date</i>	<i>Statement</i>	<i>Source</i>
Government of Yemen	31 December 2016	“According to sources from the militia 115 have been killed and dozens wounded. Our sources in the region confirm that the number of dead is 65. Also the incident occurred on a Tuesday. As the name of the market indicates people from the surrounding villages gather on the market day, which is Thursday. This confirms the hypothesis that the gathering was of houthis militia and that two technicals have been observed in the entrance of the market. The Government of Yemen doesn’t have final information as the area is not under its control.” (Unofficial translation).	Response to a Panel inquiry on the Government of Yemen’s role in the incident received on 31 December 2016.

8. The Saudi Arabia-led coalition has not yet provided a response to Panel requests for information.²²³

E. Panel observations on Saudi Arabia-led coalition’s statement, information provided by the Government of Yemen, and JIAT’s findings relating to the air strikes

9. In assessing the Saudi Arabia-led coalition’s compliance with IHL, the Panel has given due consideration to the official findings above. The Panel highlights that it did not have access to the information that was at the disposal of JIAT, despite requests for information to the Saudi Arabia-led coalition. The Panel will, therefore, base its IHL assessment on its own investigative findings. The Panel notes, however, discrepancies between the statements provided by the Government of Yemen and the Saudi Arabia-led coalition spokesperson on the attribution of responsibility relating to target selection (see paragraph 14).

F. Analysis of violations of IHL

10. In the absence of a response from the Saudi Arabia-led coalition, the Panel analyzed the applicable law in relation to this incident on the basis of its own independent investigations.²²⁴

11. The Panel investigations demonstrated that, while it is possible that some individual fighters may have been present amongst civilians,²²⁵ there was no demonstrable evidence of a large gathering of Houthi fighters or recruits in, or in the vicinity of, the market place at the time of, or preceding, the two air strikes.²²⁶ Statements and imagery gathered by the Panel also demonstrated that the market was functional on 15 March 2016 and that there were civilians, including children in, and in the vicinity of, the market at the time of the air strikes.²²⁷

²²³ Panel letters dated 1 July 2016 and 21 November 2016.

²²⁴ See appendix E

²²⁵ See footnote 496. The UK views that if the Commander made reasonable effort to gather intelligence, reviews the available intelligence, and concludes in good faith that he is attacking a legitimate military target, “he is unlikely to violate the principles of distinction if the target turned out to be of a different, civilian nature.” See William Boothby, “The Law of Targeting”, OUP (2012), p. 61.

²²⁶ See footnote 496.

²²⁷ The Panel was informed that while the weekly market is held on Thursdays, commercial activities take place on other days, although on a lesser scale than Thursdays. The fact that civilians, including, were in a functional market at the time of the strike was also independently verified by the UN and HRW. See section B.

12. The Panel finds that it is possible that the air strike targeted some Houthi fighters.²²⁸ Yet, it is not convinced that the Saudi Arabia-led coalition respected relevant principles of IHL, including those relating to proportionality,²²⁹ for the following reasons:

(a) The Panel notes that the Saudi Arabia-led coalition did not provide the Panel with information that demonstrated that a significant number of those who died or injured were Houthi fighters. Instead, information collected by the UN and other organizations demonstrate that attack resulted in at least 100 civilian deaths, of which approximately 20% were of children.²³⁰

(b) This likelihood of excessive harm to civilians and civilian objects could have reasonably been anticipated in the circumstances because: (i) the market place was a civilian object *prima facie* immune from attack; (ii) it was also a civilian gathering point; (iii) the market was functional on the day of the air strike; and (iv) that the timing of the attack would be such as to cause a disproportionately high number of civilian casualties. It is reasonable to expect that a commander ordering these air strikes should have been aware of the above factors, given that this information is readily available, and should have taken them into consideration when assessing the ‘concrete and direct military advantage’ of the air strikes.²³¹

(c) It is also relevant that the aircraft bombs were detonated inside a market place, and not “near” the market where the gathering of militias allegedly took place,²³² and that at least two known locations of Houthi fighters in, and in the vicinity of the market, were unaffected by the strikes.²³³

13. IHL requires military commanders and those responsible for planning and executing decisions regarding attacks to take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimize, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects.²³⁴ The fact that the Saudi Arabia-led coalition knew that this was a market place and thus a civilian location where there would ordinarily be a congregation of civilians (see paragraph 7), meant that they should have been particularly vigilant when undertaking a proportionality assessment and making use of available precautionary measures to minimize the incidental loss of civilian life and damage to civilian property.²³⁵ It is also not clear what precautionary measures were taken by the Saudi Arabia-led coalition forces, including confirmation that the market was not active, as alleged by the JIAT, on the day of the attack.

²²⁸ CIHLR 8 defines a military objective as follows: “In so far as objects are concerned, military objectives are limited to those objects which by their nature, location, purpose or use make an effective contribution to military action and whose partial or total destruction, capture or neutralization, in the circumstances ruling at the time, offers a definite military advantage”.

²²⁹ Under IHL “launching an attack which may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, *which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated*, is prohibited”. (Emphasis added). See CIHLR 14.

²³⁰ In the Galic Trial Judgement (2003), the International Criminal Tribunal for Former Yugoslavia held in respect of a shelling at a football tournament that “Although the number of soldiers present at the game was significant, an attack on a crowd of approximately 200 people, including numerous children, would clearly be expected to cause incidental loss of life and injuries to civilians excessive in relation to the direct and concrete military advantage anticipated”. See <http://www.icty.org/x/cases/galic/tjug/en/gal-tj031205e.pdf>.

²³¹ See CIHLR 14.

²³² See the JIAT statement.

²³³ The Panel finds that the nearby Houthi manned check point was unaffected by the strikes. Additionally, HRW quotes one witness and states, “He said that some armed Houthi fighters regularly ate and slept in a restaurant about 60 meters from where one bomb detonated. The restaurant was not damaged”. <https://www.hrw.org/news/2016/04/07/yemen-us-bombs-used-deadliest-market-strike>.

²³⁴ See Article 13(1) of Additional Protocol II to the Geneva Conventions and CIHLR 15 - 22.

²³⁵ See commentary to CIHLR 14, and the United States Department of Defense Law of War Manual (2015), p.1033, which requires combatants to assess in good faith the information that is available to them, when conducting attacks.

14. The initial response of the Saudi Arabia-led coalition confirms that they relied exclusively on the information coming from the Government of Yemen.²³⁶ The Panel notes that this is the second incident involving mass civilian casualties, that it investigated, in which the Saudi Arabia-led coalition or the JIAT alleged that parties affiliated with the Government of Yemen provided it with the target specific information.²³⁷ The Government of Yemen did not provide sufficient information as to its role in the air strike. It referred to the gathering of Houthis as a “hypothesis”.²³⁸ It is difficult to justify an air strike on a civilian object, which is ordinarily a civilian gathering point, on the basis of a hypothesis. The Saudi Arabia-led coalition remains responsible for any violations relating to proportionality and precautions in attack, which it incurred as the party carrying out the air strikes.

G. Summary of findings

15. The Panel finds that:

(a) The Saudi Arabia-led coalition conducted two air strikes on a market place on 15 March 2016 that resulted in mass civilian fatalities and casualties;

(b) The Panel is unconvinced that principles in relation to proportionality were respected in this incident. If precautionary measures were taken, they were largely inadequate and ineffective;

(c) Even if the Government of Yemen had provided it with target specific information, the Saudi Arabia-led coalition forces are still responsible for IHL violations regarding any failure on their part to undertake the requisite detailed assessments relating to proportionality and precautions in attack and their failure to ensure that relevant precautions were taken to minimize the effects on civilians as a result of the air strikes; and

(d) Those officers of the Government of Yemen that passed the information, or who were otherwise involved in the intelligence gathering and targeting processes in relation to this incident, may also be responsible for any IHL violations to the extent of their contribution.

²³⁶ The spokesperson also forwarded to the media, a graphic prepared by the Government of Yemen that said that the target of the air strike was a military area where Houthi forces had gathered. The Panel has not had access to this graphic. <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-un-idUSKCN0WK152>.

²³⁷ Press Statement by JIAT on the community hall incident in Sana’a on 8 October 2016. Document available with Panel.

²³⁸ See paragraph 7. The Government of Yemen announced on 18 March 2016 that it had formed a committee to look into the air strikes. See <https://www.hrw.org/news/2016/04/07/yemen-us-bombs-used-deadliest-market-strike>. It appears that the task was entrusted to the National Commission on Human Rights. The Panel met with the Commissioners in July 2016 in Geneva who informed the Panel that this case is under investigation.

Appendix B to Annex 49: Air strike on Civilian House in Al Mahala, Lahj (25 May 2016)

A. Introduction

1. This case study is one of the three investigations done on air strikes affecting civilian houses.

B. Background to events

2. At approximately 04:00 hours on 25 May 2016, two items of explosive ordnance, that were dropped from a military aircraft, detonated on, or in very close proximity to, a civilian house in the village of Al-Mahala, Lahj. The resultant explosions²³⁹ killed six occupants of the house, one man, one woman, and four children, and critically injured one woman and two children. The neighbours refrained from assisting in rescue efforts after the first strike for fear of a second strike. It is certain that had it not been for the second strike that occurred approximately 2-5 minutes after the first, some more members of the family would have survived the attack. The only male adult of the house was a local Deputy Director of Education.

3. Very shortly afterwards another item of explosive ordnance, highly probably dropped from the same military aircraft as above, detonated in another house located 544 metres from the civilian house (figure 49.B.1). This house belonged to a local fighter, whom some say belongs to AQAP.²⁴⁰ This latter strike did not result in casualties. Within a few minutes, a third series of air strikes impacted on a water bottling plant, which was located 8 km north of the house, (case study with Secretariat). The house was located in an area under the control of the legitimate government.²⁴¹

Figure 49.B.1

Relative locations of houses²⁴²



²³⁹ EO Strike at 13 01'01.60" N, 44 53'19.87"E.

²⁴⁰ Locally, the fighter is called Abu Soultan. The Panel cannot independently verify his allegiance.

²⁴¹ The Al Anand military base, controlled by the Yemen Armed Forces, was approximately 20 km from the house.

²⁴² Source: Google Earth. 24 October 2016.

Figure 49.B.2
Civilian house post-explosion²⁴³



Figure 49.B.3
Armed group suspect's house post-explosion



C. Technical analysis of physical evidence

4. Technical analysis of imagery of fragmentation recovered from the explosion at the civilian house demonstrates that:

(a) The explosive device was almost certainly fitted with a Paveway laser guidance unit. Such units are usually designed to be paired with Mark 82 high explosive aircraft bombs;

²⁴³ Confidential sources. Imagery in this appendix was either provided to the Panel by the source or was verified as accurate by eyewitnesses.

Figure 49.B.4
Post-explosion guidance fin from a Paveway laser guidance system



Figure 49.B.5
Post-explosion adapter flange from a Paveway laser guidance system



Figure 49.B.6
CAGE Code 94271



(b) Post blast crater analysis determined that the size of the crater was almost certainly within the dimensional parameters for the detonation of 87kg of high explosives, which is the explosive weight of the Mark 82 variant high explosive aircraft bomb;

(c) The civilian house was almost certainly destroyed by a Mark 82 high explosive aircraft bomb fitted with a Paveway laser guidance system;

(d) The only military entity operating the type of aircraft in the area that has the capability to deliver high explosive ordnance of this type is the Saudi-led coalition.

D. Response of the Saudi Arabia-led coalition

5. The Panel has not yet received a response to a request for information made to the Saudi Arabia-led coalition.²⁴⁴ The Governor of Lahj issued a statement in which he stated: "We know nothing about the attack. The coalition conducts attacks without informing us. The responsibility of this operation is on those who provide the coalition with the wrong coordinates".²⁴⁵

E. Analysis of violations of international humanitarian law (IHL)

6. In the absence of a response from the Saudi Arabia-led coalition, the Panel analyzed the applicable law in relation to this incident on the basis of its own independent investigations.²⁴⁶ The Panel finds that based on the use of precision-guided weapons and repeated strikes the residential building was the intended target of the two air strikes.

7. The Panel found no explanation in the public domain as why this civilian house, which is *prima facie* a civilian object immune from direct attack,²⁴⁷ was considered by the Saudi Arabia-led coalition to be a legitimate military objective.²⁴⁸ The Panel also found no demonstrable evidence that the occupants of the house, who as civilians were *prima facie* immune from attack, had lost their civilian protection.²⁴⁹ IHL requires that the civilian population, as well as individual civilians, shall not be the object of attack.²⁵⁰ An attack on civilians and civilian objects cannot also be justified on the basis of military necessity.²⁵¹ Any attack that does not distinguish between civilians and civilian objects with military objectives violates, amongst others, IHL principles relating to distinction.²⁵²

8. While the Panel is not convinced that the Saudi Arabia-led coalition directed its air strike against a legitimate military target, even if it had, the Panel finds that there are serious concerns whether it respected IHL principles of proportionality²⁵³ and precautions in attack.²⁵⁴ The second strike killed the head of the household as he

²⁴⁴ Letter dated 1 July 2016 and 21 November 2016.

²⁴⁵ "Human remains everywhere": Family of 11 killed in alleged Saudi coalition strike in Yemen" at <https://www.rt.com/news/344445-saudi-coalition-family-killed/>. See also "11 family members killed in Saudi airstrikes on Lahj" at <https://www.youtube.com/watch?v=-4HRndZsIDI>.

²⁴⁶ See appendix E for sources of information. Open source information included <https://www.rt.com/news/344445-saudi-coalition-family-killed/>, "Yemeni officials: Airstrike kills 11 from same family" at <http://bigstory.ap.org/article/e8c13a9fa4c34b5dbb2a803d0bf40a68/yemen-officials-say-strike-kills-6-1-family>, "Bombing Businesses: Saudi Coalition Airstrikes on Yemen's Civilian Economic Structures" at <http://reliefweb.int/report/yemen/bombing-businesses-saudi-coalition-airstrikes-yemen-s-civilian-economic-structures-enar>, "Death toll from Saudi-led air raid on Yemen's Lahij soars to 11" at <http://www.presstv.com/Detail/2016/05/26/467450/Saudiled-coalition-airstrike-civilians-fatalities-casualties-Mahala-Lahij-Nihm-Sanaa>, and "11 family members killed in Saudi airstrikes on Lahj" at <https://www.youtube.com/watch?v=-4HRndZsIDI>.

²⁴⁷ IHL requires all parties to the conflict must at all times distinguish between civilian objects and military objectives and that attacks may only be directed against military objectives. See CIHLR 7 – 12.

²⁴⁸ IHL states that "in so far as objects are concerned, military objectives are limited to those objects which by their nature, location, purpose or use make an effective contribution to military action and whose partial or total destruction, capture or neutralization, in the circumstances ruling at the time, offers a definite military advantage". CIHLR 8.

²⁴⁹ There was no evidence that indicated that the male occupant was a fighter or was otherwise participating in hostilities at the time of the attack. In Yemen, women do not generally engage in hostilities and the children, (the oldest male child is a 11-year old student at the local school), were highly unlikely to have been fighters or engaged in hostilities at the time of the air strikes. See Article 13 (1) and (2) of AP II relating to the protections afforded to civilians and Article 13 (3) on the loss of protection. See also CIHLR 1, 5 and 6.

²⁵⁰ Article 13(2) of AP II. See also CIHLR 1.

²⁵¹ Prosecutor v Dario Kordic and Mario Cerkez (2005). Paragraph 54 at http://www.icty.org/x/cases/kordic_cerkez/acjug/en/corr050106.pdf.

²⁵² IHL permits attacks directed against combatants and military objectives, however, civilian objects and civilians are *prima facie* immune from attack. See Article 13 of AP II and CIHLR 1, 6, 7, and 10.

²⁵³ See CIHLR 14. An attack is disproportionate if it "...may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated...". Those responsible for planning, deciding upon or executing attacks necessarily

attempted to rescue those injured, and it also further killed some of those civilians who were injured. The attack resulted in a disproportionately high number of deaths and injuries to women and children as demonstrated by the fact that eight of the nine individuals were women and children, and the total destruction of the residential building.²⁵⁵ Any proportionality assessment²⁵⁶ should have taken into consideration that the timing of the attack, in the early morning during Ramadan, was such that there was a high likelihood that the women and children will be in the house.

9. It is not clear if measures were taken that would have distinguished between the intended target(s) and other civilians. For example, if the target was the male occupant of the house, it is possible that then other measures could have been reasonably used to apprehend the suspect, given that the legitimate Government of Yemen was in control of the area and had ground presence.²⁵⁷ The cumulative effect on civilians and the civilian object also demonstrates that if precautionary measures were taken, they were largely inadequate and ineffective.²⁵⁸

F. Summary of findings

10. The Panel finds that:

(a) The Saudi Arabia-led coalition conducted air strikes on a civilian house in Al Mahala, Lahj on 25 May 2016 that resulted in deaths of six civilians and critically injured three others and destroyed the civilian house; and

(b) The Panel is not convinced that IHL principles in relation to distinction and/or proportionality were respected in this incident. If precautionary measures were taken, they were largely inadequate and ineffective.

have to reach their decisions on the basis of their assessment of the information from all sources that is available to them at the relevant time. See further https://ihl-databases.icrc.org/customary-ihl/eng/docs/v1_rul_rule14#Fn_29_33.

²⁵⁴ IHL requires that all feasible precautions must be taken to avoid, and in any event to minimize, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects. Article 13(1) of AP II. CIHLR 15. This obligation is particularly incumbent on those who plan and decide on the air strikes. See William Boothby, "The Law of Targeting", OUP (2012), p. 72. The specific obligations are further elaborated in CIHLR 16 – 20.

²⁵⁵ It is highly unlikely that the women and children were participating in hostilities. The Panel has further images demonstrating the total destruction of the house.

²⁵⁶ CIHLR 18.

²⁵⁷ The Al Anad military base, controlled by the Yemen Armed Forces, is in the area.

²⁵⁸ If precautionary measures were not taken, it is incumbent on the Saudi Arabia-led coalition to demonstrate why in those circumstances, such precautionary measures were not feasible.

Appendix C to Annex 49: Abs hospital, Abs, Hajjah (15 August 2016)

A. Introduction

1. This case study is the only one in which the Panel has investigated an air strike on a medical facility in Yemen.²⁵⁹

B. Background to events

2. At approximately 15:35 hours on 15 August 2016, an unarmed civilian car entered the Abs hospital carrying wounded individual(s). At approximately 15.40 hours explosive ordnance dropped from a military aircraft, detonated within the Abs hospital premises,²⁶⁰ resulting in nineteen fatalities and 24 injured. The casualties included hospital workers, patients and other civilians.²⁶¹ The high number of civilian casualties was a result of the point of detonation being close to the emergency department and waiting hall for patients. The car that was used to transport an injured individual was also destroyed, and its occupants killed.

Figure 49.C.1

Location of the hospital



C. Technical analysis of physical evidence

3. Post blast crater analysis of imagery (figure 49.C.2) determined that the size of the crater was within the dimensional parameters for the detonation of 87 kg of high explosives.²⁶² This is the explosive weight of the Mark 82 variant high explosive (HE) aircraft (A/C) bomb. The crater profile is highly indicative of that typically

²⁵⁹ This airstrike constituted the fifth attack on an MSF-supported medical service in Yemen in the past year. See MSF investigation report into the incident at http://www.msf.org/sites/msf.org/files/yemen_abs_investigation.pdf (hereinafter referred to as MSF investigation report). Of these, MSF attributes responsibility, for at least one other attack, on a mobile clinic in the Al Houban district in Tai'zz, on 2 December 2015, to the Saudi Arabia-led coalition. Crisis Info 8 – Yemen, MSF (December 22 2015) at https://lakareutangranser.se/sites/default/files/yemen_crisis_info_8_final.pdf. For the outcome of the JIAT investigation on this latter incident, see “Saudi investigation largely defends deadly air strikes in Yemen” at <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-saudi-airstrikes-idUSKCN10F23J>.

²⁶⁰ 16°00'23.23"N, 43°11'40.47"E.

²⁶¹ MSF investigation report. This included nine children, five women and eleven hospital workers.

²⁶² Explosive Engineers Tool Box (EETB). Assumes initiation at a burial depth of 2m due to impact.

caused by the detonation of a high explosive aircraft bomb on, or just below, the ground surface. The Panel thus finds that, a high explosive aircraft bomb with an explosive content of approximately 87 kg was the cause of the explosion.

Figure 49.C.2
Post blast crater²⁶³



4. Photogrammetry analysis of imagery of fragmentation taken at the scene determined that one fragment has the shape profile, and falls within the dimensional parameters, of a rear wing from a GBU-12 PAVEWAY II guidance unit (figure 49.C.3).

Figure 49.C.3
Probable GBU-12 PAVEWAY II guidance unit rear wing²⁶⁴



5. Explosives engineering analysis predicts that for an explosive device the size of a Mark 82 HE **A/C** bomb (net explosive content (NEC) of 87 kg) the blast overpressure will result in 99 per cent fatalities at a radius of up to 8.3 metres from the point of detonation, with permanent hearing damage expected out to a radius of 42.4 metres.²⁶⁵ Many more fatalities and injuries from fragmentation effects can be expected at far greater ranges, however.²⁶⁶

6. The only party to the conflict with the known capability to deliver the Mark 82 HE **A/C** bomb with the GBU-12 PAVEWAY II guidance unit is the Saudi Arabia-led coalition.

²⁶³ Source: France 24 YouTube. This image has been verified as accurate by witnesses and has been crosschecked with other imagery provided to the Panel by witnesses.

²⁶⁴ Source: Confidential.

²⁶⁵ See C. N. Kingery and G. Bulmash, "Airblast parameters from TNT spherical air burst and hemispherical surface burst", Technical Report ARBRL-TR-0255 (Ballistics Research Laboratory, Aberdeen Proving Ground, Maryland, United States, April 1984). Assuming peak reflected pressure surface burst.

²⁶⁶ The Panel does not yet have sufficient information to model this aspect of the warhead's capability with any degree of acceptable accuracy for this incident.

D. Response of the Saudi Arabia-led coalition

7. On 15 August 2016, the Saudi Arabia-led coalition acknowledged its responsibility for the air strike and stated to MSF that “the objective of the air strike was a moving vehicle that had entered the hospital compound”.²⁶⁷

8. On 8 December 2016 JIAT provided the Panel with the following information:

“Doctors without borders (MFS (sic)) posted a statement on its official website claiming that the coalition forces struck Abs-Hospital in Abs city, Hajjah Governorate, on 15 August 2016, resulted with (7) people dead, and (13) injured. The JIAT investigated the facts and the circumstances of this incident, and found out that on 15 August 2016 the coalition forces received intelligence information about presence of Houthi Leadership gathering northern Abs City, thus they were targeted and attacked by coalition Air Force. After that the aircrew observed that a vehicle leaving the site, and proceeding south. The fighters followed the vehicle, and struck it next to a building that does not bear any marks that would indicate before the strike that it is a hospital, which has appeared later that it is (Abs-Hospital). In light of the facts, the JIAT have found that, damages inflicted on the building were because of the targeted vehicle (which was a legitimate military target) next to the building which were unintentional. Thus, the JIAT have found that, the coalition forces must extend an apology for this unintentional mistake, and provide the proper assistance to the families with affected persons. The coalition forces must also investigate those responsible for that, to identify extent of their violation of the approved Rules Of Engagements (ROEs), and take the proper actions in this regard.”

9. The Panel has not yet received a response to a request for information made to the Saudi Arabia-led coalition.²⁶⁸

E. Panel observations on JIAT’s findings

10. In assessing the Saudi Arabia-led coalition’s compliance with IHL, the Panel has given due consideration to the findings of the JIAT and media statements attributed to the coalition. The Panel highlights the fact that the Panel did not have access to the information that was at the disposal of the JIAT, despite requests for information from the Saudi Arabia-led coalition. The Panel will, therefore, base its IHL assessment on its own investigative findings.²⁶⁹

11. The Panel finds that the Saudi Arabia-led coalition should have been aware that the vehicle entered the Abs hospital, prior to the air strike. The Panel finds that the Saudi Arabia-led coalition was provided with the coordinates for the hospital on 11 July and 10 and 11 August 2016. The coordinates provided, 16°00’23.03” N 43°11’39.98” E, are the coordinates of the hospital.

12. The Panel also finds that even if there were no visible markings to indicate that this was a hospital, a fact that MSF disputes,²⁷⁰ these distinctive emblems are only intended to facilitate identification and do not, by themselves, confer protected status.²⁷¹ Under IHL, medical personnel and objects are protected because of their function. The display of the emblems is merely a visible manifestation of that function.

²⁶⁷ MSF investigation report.

²⁶⁸ Letter dated 21 November 2016.

²⁶⁹ For Panel sources see appendix E.

²⁷⁰ MSF investigation report. See images at p.10 of MSF report.

²⁷¹ See commentary to CIHLR 30.

F. Analysis of violations of IHL

1. Panel assessments on the targeted civilian vehicle

13. The Panel finds that the vehicle was highly likely the target of the air strike and that the vehicle was within hospital premises at the time it was targeted.²⁷² The use of a precision-guided munition is confirmation that the intended target was hit.

14. The Panel is not convinced that the “moving vehicle that entered the compound” was a legitimate military objective. The Panel’s investigations revealed that the vehicle was a civilian car²⁷³ transporting wounded individual(s) (those who were wounded possibly from a previous air strike elsewhere) to the hospital.²⁷⁴ The Panel cannot conclusively state that the wounded in the vehicle was/were fighter/s or civilian/s.²⁷⁵ Yet, this alone does not make the vehicle a legitimate military objective because those wounded, if they were fighters, had become *hors de combat*, and are protected from direct attack under IHL.²⁷⁶

15. Even if the civilian vehicle, for reasons only known to the commanders who decided on this attack, had become a military objective, the Panel is not convinced that the Saudi Arabia-led coalition forces, in carrying out the air strike on a hospital, met the relevant IHL principles relating to proportionality.²⁷⁷ The Panel finds that it certainly did not meet the principles relating to precautions in attack, for reasons demonstrated below. If the vehicle was a target because it came from a battlefield, then it is questionable as to why the Saudi Arabia-led coalition did not target the vehicle during the 10 km it travelled to reach the hospital.²⁷⁸

2. Panel assessments on the attack on the hospital

16. The Panel finds that the hospital was protected from attack under IHL at the time of that attack, and there is no demonstrable evidence to indicate that the facility and medical personnel had lost their protected status under IHL.²⁷⁹ The Saudi Arabia-led coalition violated IHL principles relating to the special protections afforded to hospital.²⁸⁰

17. The Panel finds that the Saudi Arabia-led coalition also violated IHL principles relating to the protection of wounded and sick persons,²⁸¹ medical personnel,²⁸² persons hors de combat²⁸³ and civilians²⁸⁴ in this air

²⁷² JIAT statement, MSF statement, and panel sources.

²⁷³ The Panel’s investigations indicate that the vehicle was a Toyota Corolla car that was well known in that area to operate as a “taxi”.

²⁷⁴ a) Panel sources at the Abs hospital; and b) MSF stated that “The car was visually inspected at the gate by the hospital ER guard who reports that the people in the car wore civilian clothes and that there were no weapons visible inside the vehicle. At the triage area, the car was approached by MSF medical staff whom subsequently checked availability in ER, which was full, and afterwards went to the logistics room to bring out a mattress/stretcher to unload the wounded. At this precise moment – at 15.40 hours local time – the airstrike took place, making impact at the exact place where the vehicle had stopped”. MSF investigation report, footnote 2, p 6.

²⁷⁵ Sources informed the Panel that the passenger was an ice cream seller who was wounded in an air strike at another location.

²⁷⁶ Common Article 3 to the Geneva Conventions (CA 3).

²⁷⁷ CIHLR 14. The Panel requires further verifiable evidence from the coalition on its intended target to make the relevant analysis on proportionality. The Panel has requested, but not yet received, this information.

²⁷⁸ Distance provided by MSF in its investigation report, p.6.

²⁷⁹ A hospital can only lose its protected status when it is being used, outside its humanitarian functions, “to commit acts harmful to the enemy” (CIHLR 28) or “hostile acts” (Article 11(2) of AP II). The fact that the hospital treats, or has within its premises, wounded fighters does not result in a loss of protection for the hospital. CIHLR 28 and CA 3.

²⁸⁰ The term “medical units” refers to establishments and other units and includes, for example, hospitals and other similar units, blood transfusion centres, preventive medicine centres and institutes, medical depots and the medical and pharmaceutical stores of such units. See CIHLR rule 28. See also Article 11 (1) of AP II.

²⁸¹ CA 3.

²⁸² MSF, in its investigation report, states that the air strike resulted in the death of 1 staff member, injured two Ministry of Health staff and three Ministry of Health volunteers. The Panel understands that some of these personnel were exclusively assigned to medical duties, and thus enjoyed special protection. Others were entitled to the protection afforded to civilians. See CIHLR rule 25.

²⁸³ CA 3, CIHLR 47 (b).

²⁸⁴ CA 3, CIHLR 1,5, and 6.

strike. The air strike resulted in nineteen fatalities and 24 injured persons, who were either wounded or sick, medical personnel, or caregivers.

18. The JIAT statement demonstrates that the Saudi Arabia-led coalition did not consider the presence of, and impact on, the hospital or its occupants in its proportionality assessment undertaken prior to the air strikes. Any proportionality assessment should have considered, at least: 1) the high number of civilian casualties that may result from an attack on a functioning hospital; 2) impact on other protected persons, including the wounded, the sick, medical personnel, and hors de combat;²⁸⁵ and 3) the special protection afforded to hospitals under IHL. Even if the Saudi Arabia-led coalition concluded, for reasons unknown to the Panel, that the vehicle was a legitimate military objective, the Panel is unconvinced that an air strike targeting the vehicle within the hospital premises would meet the requirements of proportionality.

19. The JIAT media statement demonstrates that the Saudi Arabia-led coalition did not comply with the strict IHL obligation to issue a warning prior to the attack.^{286 287} An attack could only have taken place after a reasonable time, when such warning has remained unheeded.²⁸⁸ The Panel concludes that the Saudi Arabia-led coalition violated IHL principles relating to precautions in attack.

²⁸⁵ MSF reports that, at the time of the air strike, there were 23 patients in surgery, 25 in the maternity ward, twelve in paediatrics and thirteen new-borns in Abs hospital. MSF investigation report.

²⁸⁶ Article 11(2) of the AP II and CIHLR 28.

²⁸⁷ MSF denies receiving any such warning, or any communication that would have constituted a warning prior to the attack. MSF investigative report, footnote 2, p 12.

²⁸⁸ See CIHLR 28.

G. Summary of findings

20. The Panel finds that:

(a) The Saudi Arabia-led coalition conducted an air strike on the Abs hospital on 15 August 2016 that resulted in nineteen fatalities and 24 injured civilians, hors de combat, or medical personnel. The air strike also damaged the hospital and at least one civilian vehicle; and

(b) The attack violated several IHL principles, including those relating to respect and protection of on medical personnel and units, civilian objects, civilians, the wounded and sick, and *hors de combat*. It also violated IHL principles relating to precautions. The Panel is unconvinced that the Saudi Arabia-led coalition directed its attack against a legitimate military objective in this air strike and that it met the relevant principles of proportionality.

Appendix D to Annex 49: al-Sala al-Kubra community hall, Sana'a (8 October 2016)

A. Introduction

1. This case study is one of the two investigations done on air strikes affecting civilian gatherings.²⁸⁹

B. Background to the incident

2. On 8 October 2016, between 15:20 and 15:30 hours (local time) explosive ordnance detonated on, or in, the al-Sala al-Kubra community hall in a residential area of south-western Sana'a.²⁹⁰ The venue was hosting at least 1000 mourners taking part in a funeral ceremony for Ali Al Rowayshan, the father of Major General Jalal Al Rowayshan, the acting minister of the interior under control of the Houthi-Saleh alliance. The UN reported that 132 civilians died and 695 were injured in this attack.²⁹¹

Figure 49.D.1

Location of attack²⁹²



3. The al-Sala al Kubra community hall had a capacity of 1,000 to 2,000 individuals and attendance at the funeral was expected to be high. The timing of the attack also coincided with a time when the funeral was expected to receive the highest number of mourners.²⁹³ Local custom requires attendance at a funeral as both a religious and a personal obligation. Hence, political and military leaders, and civilians, could not avoid attending the funeral, despite the potential security risks associated with such a gathering during the ongoing conflict.

4. Jalal Al-a's ministerial level position in the ministry of the interior under control of the Houthi-Saleh alliance, together with the Al Rowayshan family's prominent role in the Upper Khawlan tribe, meant that a high number of high-ranking political, military, and tribal guests were expected to attend the funeral. Although rumours of Former President Ali Abdullah Saleh (YEi.003) and his son, Khaled Ali Abdullah Saleh, attending the funeral turned out to be untrue, many current and former senior military officers of the Houthi and Saleh forces did attend the service. High profile public funerals, such as the one convened for Ali Al Rowayshan, are one of the few events in Yemen at which so many key figures in the Houthi-Saleh alliance would gather in a

²⁸⁹ The other being the air strike on the Mustaba market at appendix A.

²⁹⁰ 15°17'22.75"N, 44°12'02.60"E.

²⁹¹ Information provided by OHCHR to the Panel on 19 December 2016.

²⁹² Google Earth (3 October 2016).

²⁹³ In Yemen, most mourners attend funerals between 14:30 – 17:30 hours.

single place. Had the attack killed or seriously injured more of the individuals identified by the Panel²⁹⁴ then the Houthi-Saleh alliance would have been dealt a devastating political and military blow.

C. Technical analysis of physical evidence related to the incident²⁹⁵

5. The Panel has obtained and analysed post blast original imagery²⁹⁶ of the available physical evidence and finds that:

(a) The damage was almost certainly caused by the detonation of at least two items of explosive ordnance (EO), each containing a significant²⁹⁷ quantity of high explosive (HE). Such a quantity is normally contained in an aircraft bomb (figures 49.D.1 and 49.D.2);

(b) The two entry points (holes) (figures 49.D.3 and 49.D.4) were caused by the kinetic energy from aircraft bombs, which have hardened weapons grade steel cases. The aircraft bombs penetrated the structure of the concrete first floor before detonation inside the hall. Figure 49.D.3 shows the damage to the supporting pillars in the immediate vicinity of the blast, whilst the ones further away are relatively intact. This is a feature of both the designed strength of the concrete pillars that are designed to prevent a ‘progressive collapse’ in the event of the failure of any supporting pillars’ and the effects of an explosion. Initially, close to an explosion, the shock wave will destroy material in its path, but this shock wave typically dissipates within metres to be replaced by the blast wave. This blast wave only has the power to deform material in its path before its energy dissipates to such a level that it will aerodynamically flow around objects. At fifteen metres from an explosion the blast wave pressure will have dissipated to approximately 90% of the original blast over pressure at the explosion point;

Figure 49.D.2
Post blast aerial image²⁹⁸



Figure 49.D.3
Post blast interior



²⁹⁴ Information with Secretariat.

²⁹⁵ Available as of 12 October 2016.

²⁹⁶ Including from an investigation team visit on 8/9 October 2016.

²⁹⁷ Over 50kg of high explosive. Improvised Explosive Devices (IED) also contain such large quantities of explosives, but there is no evidence that this was an IED attack.

²⁹⁸ Source: ITV News UK, 9 October 2016. <http://www.itv.com/news/2016-10-08/yemen-funeral-hall-saudi-arabia-airstrikes/>.

Figure 49.D.4
Entry point EO1



Figure 49.D.5
Entry point EO 2



(c) The precision of the attack rules also out the use of free flight rockets as a possible attack profile. Evidence from eyewitnesses, who were present in the locality, report they heard aircraft prior to the second attack and stated that there was three to eight minutes between these two explosions. The timing between the explosions indicates the deliberate use of the “double tap” tactic, the consequences of which are that individuals responding to the first explosion are caught by the second (see in IHL section of the report);

(d) One fragment (figures 49.D.6 and 49.D.7) has the shape profile, and falls within the dimensional parameters, of a fragment of a fin from a GBU-12 PAVEWAY II guidance unit fitted to a Mark 82 HE aircraft bomb. It is also clearly marked as such;

Figure 49.D.6
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit fin
fragment in situ²⁹⁹



Figure 49.D.7
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit Recovered
and cleaned fin fragment



(e) One fragment has the shape profile, and falls within the dimensional parameters, of a fragment from the wing of a guidance unit for a HE aircraft bomb (figure 49.D.8 and 49.D.9).

²⁹⁹ Confidential sources.

Figure 49.D.8
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit wing
fragment in situ³⁰⁰



Figure 49.D.9
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit wing
fragment in situ³⁰¹



(f) Other fragmentation subsequently collected by an investigation team, also shows fragmentation that is certainly from the wing of a PAVEWAY-II guidance unit (figures 49.D.10 and 49.D.11); and

³⁰⁰ Source: Extracted from ITV News UK on 9 October 2016. <http://www.itv.com/news/2016-10-08/yemen-funeral-hall-saudi-arabia-airstrikes/>.

³⁰¹ Ibid.

Figure 49.D.10
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit wing
fragment showing manufacturers CAGE code
3FU05³⁰²



Figure 49.D.11
GBU-12 PAVEWAY II guidance unit wing
fragment



(g) Video imagery taken on a cell phone and posted on social media allegedly shows one of the explosions. Slow motion analysis of this imagery shows an aerial device falling onto the al-Sala al-Kubra community hall immediately prior to the second explosion. The Panel is still investigating the veracity of this imagery.

6. The only party to the conflict with the known capability to deliver the Mark 82 HE aircraft bomb with the GBU-12 PAVEWAY II guidance unit is the Saudi Arabia-led coalition, which has air supremacy over Yemen.

D. Response of the Saudi Arabia-led Coalition

7. The Saudi Arabia-led coalition itself has not fully clarified its role in the incident.³⁰³ The Joint Incident Assessment Team (JIAT), based on its initial investigations, attributed the responsibility to the Saudi Arabia-led coalition.³⁰⁴ The Saudi Arabia-led coalition did not provide a response to a Panel request for information on this air strike.³⁰⁵ The Government of Yemen provided the following information to the Panel on 31 December 2016:

“According to media reports there have been more than a hundred dead and hundreds injured. The President has ordered the creation of a commission for investigation to join the JIAT of the coalition. It comprises of the head of PSO, the chief of military intelligence, and the chief of military justice. The aim is to demonstrate the Government’s responsibility and to punish those individuals who caused the incident. Three individuals have been arrested for investigations within the coalition. As soon as the result of the investigation is known legal measures will be taken.”

E. Analysis of violations of international humanitarian law (IHL)

8. The Panel finds that immediately preceding and during the strikes, hundreds of civilians, including children, were in the al-Sala al-Kubra community hall attending the funeral wake³⁰⁶ as were military personnel

³⁰² The Commercial and Government Entity (CAGE) Code is a unique identifier assigned to suppliers to various government or defence agencies. 3FU05 is assigned to the Karlee Company, a USA metal fabricator. Source: Confidential – a visitor to the crime scene.

³⁰³ See letter from the Saudi Arabia-led coalition to the Chairman of the Security Council on 9 October 2016, (Saudi Arabia referenced UN/2016/750). Copy of document with Panel.

³⁰⁴ <https://www.justsecurity.org/33615/full-text-saudi-led-coalitions-statement-explanation-funeral-hall-bombing-yemen/>.

³⁰⁵ Panel letter of 21 November 2016.

³⁰⁶ IHL permits attacks directed against combatants, however, those enjoying civilian protection may not be directly targeted. See Article 13 of AP II, Common Article 3 to the Geneva Conventions, and Rule 1 of the ICRC Study.

belonging to the Houthi-Saleh alliance.^{307 308} IHL obliges the party conducting attacks to respect in particular the principles of distinction, proportionality, and precautions in attack.

9. In the absence of a response from the Saudi Arabia-led coalition to the Panel, the Panel bases its IHL assessment on its own investigative findings as set out in the sections below.^{309 310}

F. Responsibility of the Saudi Arabia-led coalition for the air strike

10. The JIAT preliminary findings were that the attack was based on “wrong information” provided by the Yemeni government in Riyadh, and that the relevant rules of engagement and procedure was not followed,³¹¹ and that those responsible “did not take in account the nature of the targeted area”. The Panel notes that JIAT places the responsibility for the strike on the Yemeni party that provided it with information on the military target and the Air Operations Centre (AOC) in Yemen that ordered the attack.³¹² It was also reported in the media that “Riyadh had ordered against the attack” and that it was a deliberate error by an individual who made “a choice made to breach operation procedures”.³¹³ The Panel has not received further information, as had been requested, on the identity information of this individual, his role in the incident, and measures taken pursuant to this finding of individual liability.

11. Even if an individual officer within the Saudi Arabia-led coalition acted negligently in carrying out the strike, the member States of the Saudi Arabia-led coalition are still responsible for any violations relating to IHL regarding any failure on their part to undertake the requisite detailed assessments relating to proportionality and precautions in attack and their failure to ensure that relevant precautions were taken to minimize the effects on civilians as a result of the air strikes.³¹⁴ The fact that an official acted beyond their powers is not an adequate justification under international law for the relevant member States of the coalition to evade State responsibility for those wrongful acts.³¹⁵

G. Relevant Principles under IHL

12. Based on the JIAT statement, it appears that the AOC in Yemen directed an on-call close air support mission to target the location, and a Saudi Arabia-led coalition aircraft in the area carried out the mission. The

³⁰⁷ Houthi or Saleh military personnel are legitimate military targets. The fact that they were amongst civilians would not have rendered them immune from attack. Similarly, those civilians who are protected from attack under IHL would not lose their protection from direct attack, because of the military presence.

³⁰⁸ For the purpose of this report, the Panel considers military personnel as those individuals who are fighters on behalf of the Houthi or Saleh alliance. Individuals otherwise associated with a party to a conflict, for example, in the capacity of party members or political leaders, are entitled to civilian protection, unless they were also simultaneously regular fighters/combatsants or unless and for such time when they directly participate in hostilities. See generally, A.13 of AP II, Common Article 3 to the Geneva Conventions and customary IHL.

³⁰⁹ See appendix E for Panel sources.

³¹⁰ IHL principles relating to proportionality prohibits the launching of an attack “which may be expected to cause incidental loss of civilian life, injury to civilians, damage to civilian objects, or a combination thereof, which would be excessive in relation to the concrete and direct military advantage anticipated”. See CIHLR 14, which reflects Articles 51 (5) (b) and 57 of AP I to the Geneva Conventions.

³¹¹ In paragraph 2 of a letter to the Chairman of the Security Council on 9 October 2016, (Saudi Arabia referenced UN/2016/750), Saudi Arabia states that “its forces follow strict and clear rules of engagement which prohibits the targeting of civilians and civilian objects and take all possible measures to prevent dangers to civilians”.

³¹² JIAT statement with Panel.

³¹³ <http://www.telegraph.co.uk/news/2016/10/19/saudi-coalition-bombing-of-yemen-funeral-was-a-deliberate-error/>.

³¹⁴ See also a relevant assessment on individual and state responsibility for this strike at <https://www.justsecurity.org/33872/responsible-yemen-funeral-bombing-how/>.

³¹⁵ See Articles on the Responsibility of States for Wrongful Acts at http://legal.un.org/ilc/texts/instruments/english/draft_articles/9_6_2001.pdf. See Article 7 which states: “The conduct of an organ of a State or of a person or entity empowered to exercise elements of the governmental authority shall be considered an act of the State under international law if the organ, person or entity acts in that capacity, even if it exceeds its authority or contravenes instructions.” See also Customary IHL rule 139 which states: “Each party to the conflict must respect and ensure respect for international humanitarian law by *its armed forces* and other persons or *groups acting in fact on its instructions, or under its direction or control*”. (Emphasis added).

pilot of the aircraft thus did not have the benefit of pre-mission preparation and target analysis, and had to rely totally on any assessments made by the AOC.

13. The Panel finds that on the basis of the Saudi Arabia-led coalition's assessment of the information from all sources that were available to them at the relevant time,³¹⁶ the AOC could reasonably be expected to conclude that: 1) there would be a significantly high number of civilians, including children, at the venue; and consequently 2) any air strike would result in a high number of civilian casualties.

14. Any proportionality assessment should have taken into consideration: 1) that the hall was crowded because of a civilian funeral; 2) the funeral was open to the public; 3) the large capacity of the hall that allows a large number of individuals to be accommodated; 4) the high prominence of the family within the Yemeni society meant that many would congregate to pay respects; 5) religious and traditional practices associated with attendance at funerals making attendance obligatory for both civilians and military commanders; 6) the near certain presence of children at the funeral; 7) the peak times when mourners attend funerals; and consequently 8) that any attack in that location, and at that time, may result in a high number of civilian casualties. This information, and the fact that a funeral was being held at al Saba al-Kubra hall for the father of Major General Jalal Al Rowayshan was readily available in the public domain, and accessible to the Saudi Arabia-led coalition prior to the attack.³¹⁷

15. The attack resulted in a disproportionately high numbers of civilian casualties, when compared to military casualties, and this could have been anticipated prior to the attack.³¹⁸ Even if the military advantage the Saudi Arabia-led coalition sought to achieve by this attack is to be assessed in the context of a full war strategy,³¹⁹ based on the information received, the Panel is not convinced that the relevant IHL requirements on proportionality were met;³²⁰

(a) IHL requires that military commanders and those responsible for planning and executing decisions regarding attacks take all feasible precautions to avoid, and in any event to minimize, incidental loss of civilian life, injury to civilians and damage to civilian objects.³²¹ IHL also imposes an obligation on parties to the conflict to cancel or suspend an attack, if it becomes clear that its attack is likely to cause excessive civilian damage;³²²

(b) In the absence of a response from the Saudi Arabia-led coalition, the Panel is unaware of: 1) any effective advance precautionary measures taken by the Saudi Arabia-led coalition in the planning of these airstrikes; or 2) any actions taken during the flight mission, to minimize civilian casualties or damage to civilian objects. Instead the cumulative factors surrounding the attack resulted in a high number of civilian casualties; and

³¹⁶ See commentary to CIHLR 14 and the United States Department of Defense Law of War Manual (2015), p.1033, which requires combatants to assess in good faith the information that is available to them, when conducting attacks. Also see the United Kingdom position at <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/Notification.xsp?action=openDocument&documentId=0A9E03F0F2EE757CC1256402003FB6D2>. Accessed on 10 October 2016.

³¹⁷ For example, the Facebook social media post of a family member, <https://www.facebook.com/jalal.ali.161/posts/1481350905225458>, which gives information as to the date and place of the funeral. Accessed on 10 October 2016.

³¹⁸ Confidential sources.

³¹⁹ United States Department of Defense Law of War Manual (2015), p. 246.

³²⁰ In the Galic Trial Judgement (2003), the International Criminal Tribunal for Former Yugoslavia held in respect of a shelling at a football tournament that "Although the number of soldiers present at the game was significant, an attack on a crowd of approximately 200 people, including numerous children, would clearly be expected to cause incidental loss of life and injuries to civilians excessive in relation to the direct and concrete military advantage anticipated". See <http://www.icty.org/x/cases/galic/tjug/en/gal-tj031205e.pdf>.

³²¹ See Article 13(1) of AP II and Rules 15 and 18 of the ICRC Customary Study.

³²² CIHLR 19. The United Kingdom takes the position that this obligation applies to those "...those who have the authority and practical possibility to cancel or suspend the attack" (see the United Kingdom's reservations and declarations made upon ratification of AP I at <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl.nsf/Notification.xsp?action=openDocument&documentId=0A9E03F0F2EE757CC1256402003FB6D2>. Accessed on 10 October 2016.

(c) The second air strike, which occurred three to eight minutes after the first air strike, almost certainly resulted in more casualties to the already wounded and the first responders.³²³ These first responders included civilians who immediately entered the area after the first air strike to provide urgent first aid and undertake casualty evacuation.³²⁴ The Panel has identified prior use of this “double-tap” tactic before in two³²⁵ of its IHL investigations.³²⁶ IHL prohibits attacks against *hors de combat*³²⁷ and the wounded.³²⁸ The Panel is not convinced that the Saudi Arabia-led coalition respected its obligations in respect of persons *hors de combat* and the wounded in this “double tap” attack, and if it took effective precautionary measures to minimize harm to civilians, including the first responders, in the second strike. The Panel continues to welcome information from the Saudi Arabia-led coalition on what measures it took to minimize civilian deaths and injuries and damage to civilian objects and, if measures were taken, then to provide information on how those measures contributed to the above objective.

16. The Panel notes that this is the second investigation, in which mass civilian casualties were reported,³²⁹ where the Saudi Arabia-led coalition reportedly relied exclusively on information obtained from the Yemeni authorities in Riyadh on the identification nature of the target.

I. Summary of findings

17. The Panel finds that:

(a) The Saudi Arabia-led coalition conducted the air strike on the community hall in Sana’s that resulted in at least 827 civilian fatalities and injuries. At least 24 injured were children.³³⁰ The air strike also resulted in the total destruction of the community hall;

(b) Given the nature of the event and those in attendance, the attack the attack resulted in a very high number of civilian casualties and this should have been anticipated prior to the attack. The Panel is unconvinced that the relevant IHL requirements relating to proportionality were met;

(c) These cumulative factors indicate that if precautionary measures had been taken, they were largely inadequate and ineffective. The JIAT also concluded that the relevant rules of engagement and procedures were not followed, and that those responsible in the Saudi Arabia-led coalition “did not take in account the nature of the targeted area”;

(d) The second air strike, which occurred three to eight minutes after the first air strike, resulted in more casualties to the already wounded civilians and to the first responders. The Saudi Arabia-led coalition violated its obligations in respect of persons *hors de combat* and the wounded in what was effectively a “double tap” attack probably caused by the tactics adopted by the pilots to guarantee destruction of the target;

(e) Even if an individual officer within the Saudi Arabia-led coalition acted negligently in carrying out the strike, coalition forces are still responsible for the appropriate IHL violations. Under wider international law, the fact that an official acted against instructions is not an adequate justification under wider international law for the relevant member States of the coalition to evade State responsibility for those wrongful acts; and

³²³ Confidential source.

³²⁴ Confidential sources.

³²⁵ 1) Attack on a civilian house in Lahj (25 May 2016) (EO Strike 1 at 13 01'01.4" N 44 53'20.7"E, EO Strike 2, 13 01'01.9"N, 44 53'20.2"E); and 2) Mastaba market attack (15 March 2016) (EO Strike 1, 16°13'39.31"N, 43°14'42.04"E; EO Strike 2, 16°13'40.61"N, 43°14'41.08"E;). The Panel concluded that both these attacks were conducted in violation of IHL.

³²⁶ For a clearer understanding of assessments on IHL violations associated with the “double tap” attacks, see Clapham et al, “1949 Geneva Conventions: A Commentary”, Oxford University Press (2016), p. 786.

³²⁷ Including Common Articles 1 and 3 to the Geneva Conventions.

³²⁸ Ibid.

³²⁹ The first being the air strikes on the al Khamees market in Mastaba, Hajjah on 15 March 2016.

³³⁰ OHCHR verified data.

(f) Those officers of the Government of Yemen that reportedly passed the information, or who were otherwise involved in the intelligence gathering and targeting assessment processes in relation to this incident, may also be responsible for any IHL violations to the extent of their contribution.

Appendix E to Annex 49: Summary of IHL case study evidence levels (air attacks against civilians)

1. This annex is a summary of the evidential levels used for each of the case studies that in the preceding appendices. It has been consolidated into one table in order to prevent needless repetition.

Table 49.E.1

IHL case study evidential levels

<i>Ser</i>	<i>Location</i>	<i>Panel interviews</i> ³³¹	<i>Photograph</i> ³³²	<i>Video</i>	<i>Satellite</i>	<i>Documents</i> ³³³	<i>Open source</i> ³³⁴
1	Al Khamees Market, Mastaba	8	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Investigation reports of 2 NGOs ▪ JIAT report summary ▪ Investigation report of IO ▪ JIAT summary ▪ Coalition statement (media) 	> 5 x media reports
2	Civilian House, T'baisha	4	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IO confidential report ▪ Document issued by ministry of justice ▪ Death certificate 	
3	Civilian House, Lahj	6	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IO confidential report ▪ Death certificates ▪ Burial certificates 	1 x Media video > 5 x media reports 1 Statement Governor of Lahj
4	Water Plant, Lahj	1	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ HRW report (978-1-6231-33757) 	2 x Media reports
5	Snack Factory, Sana'a	7	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IO confidential report ▪ 5 Reports by factory owners ▪ Death certificates ▪ JIAT report summary 	> 5 x media reports
6	Abs Hospital, Abs	7	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ MSF Report (27/09/16) ▪ Amnesty Report (19/09/16) ▪ JIAT Report Summary ▪ Other confidential documents 	> 5 x Media reports

³³¹ This includes interviews with eyewitnesses, victims, direct reports, NGOs, INGOs, IOs and others who independently investigated the incidents.

³³² The Panel has retained all of the imagery used to make these determinations and it is available to Member States on request. All imagery was either direct from a source, or verified as accurate by eyewitnesses.

³³³ Investigation reports are confidential documents that cannot be shared outside the Panel unless with the written consent of the said organization and for the specific purposes for which the consent was given.

³³⁴ The Panel has retained copies of all open source reports used and these are available to Member States on request.

<i>Ser</i>	<i>Location</i>	<i>Panel interviews</i> ³³¹	<i>Photograph</i> ³³²	<i>Video</i>	<i>Satellite</i>	<i>Documents</i> ³³³	<i>Open source</i> ³³⁴
7	Alsonidar Factory, Sana'a (1)	5	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chamber of Commerce Letter (14/09/16) ▪ Caprari Group Letter (07/10/16) ▪ Addar Fer, Italy Letter (07/10/16) ▪ Operational Manuals 	4 x Media reports
8	Civilian House, Ibb	7	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Death Certificates 	4 x Media reports
9	Alsonidar Factory, Sana'a (2)	5	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Chamber of Commerce Letter (2016) ▪ Caprari Group Letter (07/10/16) ▪ Addar Fer, Italy Letter (07/10/16) ▪ Operational Manuals 	4 x Media reports
10	Community Hall, Sana'a	> 1 0	✓	✓	✓	JIAT report summary	>10 x Media Reports

**Annex 50: Case file summaries of investigations of a particularly sensitive nature
(STRICTLY CONFIDENTIAL)**

Appendix A to Annex 50: Torture and cruel, inhuman, and degrading treatment of a child

(STRICTLY CONFIDENTIAL)

**Appendix B to Annex 50: Deprivation of liberty relating a university student
(STRICTLY CONFIDENTIAL)**

Annex 51: Use of explosive ordnance in civilian populated areas

1. This annex contains appendices relating to one investigation undertaken by the Panel, as an illustration, on explosions in densely populated areas, where the use of explosive ordnance (EO) is attributed to the Houthi or Saleh forces operating in Tai'zz.³³⁵ In these six incidents, of which four certainly involved explosive ordnance, the Panel documented fifteen deaths and twenty injuries to civilians in five of the six incidents. In the sixth incident, MSF records twelve deaths and 122 injured in relation to the multiple EO that impacted on Tai'zz city on 3 June 2016.³³⁶

2. In addition, from January to June 2016, the Panel documented of 30 incidents in which the use of land based explosive ordnance were used in densely populated areas in Tai'zz, representing potential indiscriminate attacks against civilians.³³⁷ There were over 60 civilian fatalities and over 180 civilians injured. The Panel did not continue this analysis due to the sheer volume of incidents received and its inability to independently verify each case.

3. Summaries of the six incidents investigated by the Panel, and contained in this annex, are as follows:

Table 51.1

Summary of IHL case levels

<i>Ser</i>	<i>Date (2016)</i>	<i>Impact location</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Origin of EO</i>	<i>Civilian fatalities</i>	<i>Civilians injured</i>	<i>Remarks</i>
1	3 Jun	Bab Al-Kabeer	Explosion	East Ta'izz	12	122	A majority were women and children. Impacted on commercial buildings
2	3 Jun	Jamal Street (Delux Market)	Explosion	East Ta'izz	-	2	Impacted on commercial buildings.
3	7 Jun	Shamai, near the Revolution hospital	Explosion	East Ta'izz	5	-	Impacted on a school. The dead included four displaced women and children from a marginalized community.
4	18 Sep	Revolution hospital	1 x EO	East Ta'izz	-	-	Affected solar panels and water storage.
5	3 Oct	Market area in Bir Basha	2 x mortars	East Ta'izz	10	17	Twelve were children and women
6	15 Nov	House, Shamseen Neighbourhood.	1 x mortar	East Ta'izz	-	1 (child)	Damage to residential house. Heavily populated residential area.

³³⁵ The other summaries are available with the Secretariat in Panel records.

³³⁶ "Hospitals supported by charity received 134 casualties in one day: MSF" at <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-taiz-idUSKCN0YS25B> and <http://www.doctorswithoutborders.org/article/msf-supported-hospitals-taiz-receive-122-war-wounded-one-day>. There were several EO that impacted the city on 3 June 2016. All of these EO are attributed to Houthi/Saleh forces in Tabat Al Sofitel region. See "MSF-Supported Hospitals in Ta'izz Receive 122 War Wounded in One Day" at <http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=54192#>. WDAgTTakbOg and <http://www.reuters.com/article/us-yemen-security-taiz-idUSKCN0YS25B>.

³³⁷ Information with the Secretariat in Panel records.

Appendix A to Annex 51: EO in Jamal Street, Tai'zz (3 June 2016).

A. Background

1. At approximately 20:00 hours on 3 June 2016, an item of explosive ordnance detonated in the middle of Jamal Abdul Nasser Street, Ta'izz.³³⁸ Blast and fragmentation from the explosion damaged nearby buildings and injured, at least, two civilians. There were no military personnel or equipment reported in the vicinity immediately prior to or at the time of the attack. Locals stated that the missile came from the direction of the Sofitel Hill. This area is under the control of the Houthi or Saleh forces.

B. Technical analysis

2. Based on the distinctive fragmentation pattern (figure 51.A.1), it is highly probable that the explosive ordnance used in this attack was the warhead of a free flight rocket. The fragmentation pattern of the detonation is almost certainly from a warhead impacting at low angle, which eliminates a mortar bomb as the cause. The absence of a small crater, and low angle of delivery, virtually eliminates an artillery shell as the cause.

Figure 51.A.1

Warhead detonation in Jamal Abdul Nasser Street³³⁹



3. The Houthi-Saleh forces are operating at least one BM-21 variant multi-barrel rocket launcher (MBRL) in Ta'izz.³⁴⁰ It is highly probable, based on the likely flight path (figures 51.A.2 and 51.A.3) and reports of Houthi-Saleh forces in that area on the day that this weapon system was located in the region of Sofitel Hill, which is well within the range of Jamal Abdul Nasser Street.

³³⁸ 13° 34' 39.28"N, 44° 00' 43.49"E.

³³⁹ Photograph taken by witness for the Panel.

³⁴⁰ Confidential sources.

Figure 51.A.2
 Maps showing orientation of street to direction of probable launch area ³⁴¹

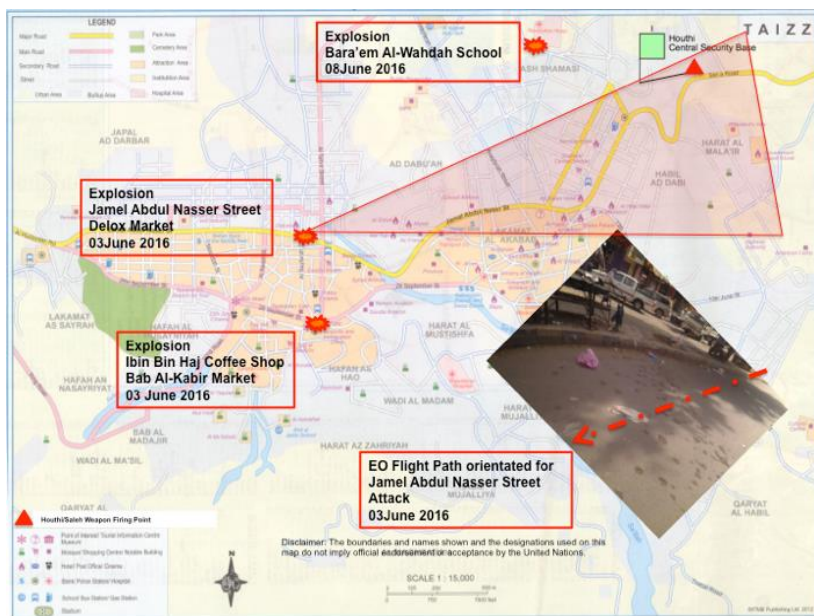
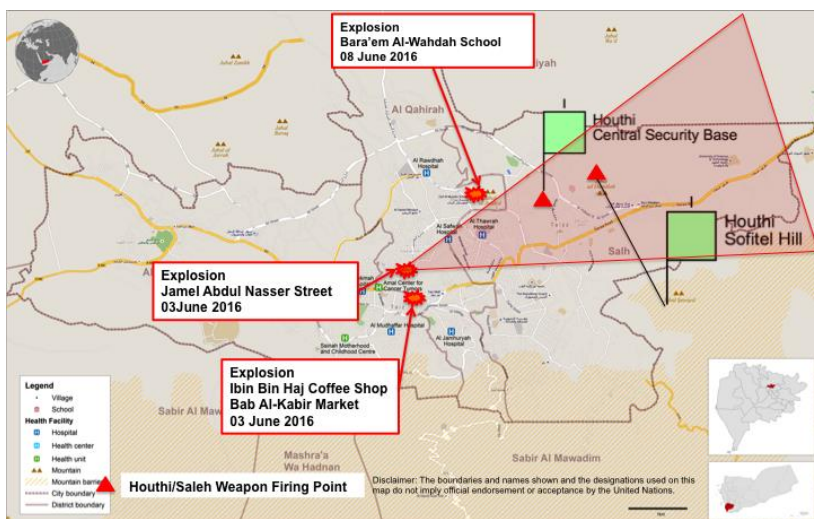


Figure 51.A.3
 Maps showing probable launch area ³⁴²



C. Analysis of violations of IHL

4. Based on information available, the Panel finds it is highly likely that the responsibility lies with the Saleh forces operating from the region of the Sofitel Hill.

5. The Panel is not convinced that the IHL requirements of distinction,³⁴³ proportionality,³⁴⁴ and precautions in attack³⁴⁵ were met as demonstrated by the following factual elements:

³⁴¹ Higher resolution copies of the map are available from the Secretariat.

³⁴² Ibid.

(a) The street was near a market and a populated commercial area. The attack injured at least two civilians and partially damaged buildings in the vicinity;

(b) The civilian street was a civilian object prima facie immune from attack.³⁴⁶ Civilians are also immune from attack unless and until such time when they directly participate in hostilities.³⁴⁷ IHL requires that attacks be directed against legitimate military objectives.³⁴⁸ The Panel could not identify any legitimate military objective.

(c) It is highly likely that Saleh fighters knew that any explosive ordinance launched into a populated street would have a high likelihood of civilian casualties and damage to civilian objects. Since the blast-and-fragmentation zone is based on the technical specification of the explosive weapon in question, its likely impact on civilians is often foreseeable;³⁴⁹

(d) If precautionary measures were taken, they were inadequate and ineffective in these circumstances.

6. The Panel requested, but did not receive a response from the Houthi or Saleh forces, information related to in this incident.

³⁴³ CIHLR 1 and 7.

³⁴⁴ CIHLR 14 and 18.

³⁴⁵ CIHLR 15 - 22.

³⁴⁶ CIHLR 7 and 9.

³⁴⁷ CIHLR 6.

³⁴⁸ CIHLR 8.

³⁴⁹ OCHA Report “Protecting Civilians from the Use of Explosive Weapons in Populated Areas” at https://docs.unocha.org/sites/dms/Documents/EWIPA_Fact_Sheet_-_Latest.pdf.

Appendix B to Annex 51: Summary of IHL case study evidence levels

1. This annex is a summary of the evidential levels for each of the case studies that in the preceding appendices.

Table 51.B.1
Summary of IHL case levels

<i>Ser</i>	<i>Location</i>	<i>Panel interviews</i> ³⁵⁰	<i>Photograph</i> ³⁵¹	<i>Video</i>	<i>Satellite</i>	<i>Documents</i> ³⁵²	<i>Open source</i> ³⁵³
1	Market, Jamal Street	5	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 2 investigation reports ▪ Medical certificate 	-
2	Market, Bab al Kabir	8	✓	✓		<ul style="list-style-type: none"> ▪ IO confidential report ▪ 2 investigation reports 	
3	School, Shami neighbourhood	5	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Death certificates ▪ Criminal investigation report ▪ 3 investigation reports. 	> 5 x media reports
4	Revolution hospital	2	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Statement issued by hospital 	-
5	Market, Bir Basha	7	✓	✓	✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IO confidential report ▪ 1 investigative report ▪ Death certificates 	> 5 x media reports
6	Residential building, Shamseen neighbourhood	2	✓		✓	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Medical report ▪ Independent NGO investigation. 	-

³⁵⁰ This includes interviews with eyewitnesses, victims, direct reports, NGOs, INGOs, IOs and others who independently investigated the incidents.

³⁵¹ The Panel has retained all of the imagery used to make these determinations and it is available to Member States on request. All imagery was either direct from a source, or verified as accurate by eyewitnesses.

³⁵² Documents provided to the Panel will not be further shared unless the Panel receives expressed written consent of those sources.

³⁵³ The Panel has retained copies of all open source reports used and these are available to Member States on request.

Annex 52: Attacks against hospitals

A. Attacks using explosive ordnance, threats or violence

1. In 2016, three hospitals provided Panel with information relating to nineteen incidents, where violence was threatened or used against the hospital and its staff. (table 52.A.1). This includes: 1) attacks by the use of explosive ordnance (EO); 2) attacks on and abductions of medical personnel; and 3) the use of hospital premises to launch attacks. The Panel finds, based on its investigations that all parties to the conflict; the Saudi Arabia-led coalition, the Houthi-Saleh military alliance, and forces associated with the Government of Yemen committed or contributed to violations against hospitals.

Table 52.A.1
Summary of incidents³⁵⁴

<i>Ser</i>	<i>Date (2016)</i>	<i>Impact location</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Reported origin of EO (where relevant)³⁵⁵</i>	<i>Reported perpetrator³⁵⁶</i>	<i>Remarks</i>
1	3 Feb	Republican hospital, Taizz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics. ³⁵⁷	Damaged maternity ward
2	15 Mar	Republican hospital, Taizz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Heavy damage to Cardiac ward and equipment.
3	20 Mar	Revolution hospital, Ta'izz	Threats Abductions		Confidential Annex	See annex 53.
4	11 Jun	Revolution hospital, Ta'izz	2 x EO	Al-Salal area	Houthi or Saleh forces	Damaged burns unit and doctors accommodation
5	17 Jun	Revolution hospital, Ta'izz	2 x EO	Al Harir area	Houthi or Saleh forces	Damaged internal medicine unit
6	11 Jul	Republican hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Damaged woman's surgical ward
7	15 Aug	Abs hospital	1 x Paveway II	NA	Saudi Arabia-led coalition	(see annex 53)
8	7 Sep	Republican hospital, Ta'izz	23mm		Unknown.	Impacted on the woman's surgical ward

³⁵⁴ Information was collected from witnesses and independent investigators. Multiple images on the effects on each of the above hospitals as a result of these EO are with the Secretariat and available for examination by member States.

³⁵⁵ Information provided by confidential sources.

³⁵⁶ Ibid.

³⁵⁷ "Conflict dynamics" takes into consideration the front lines as it relates to the Houthi and Saleh military forces and the forces affiliated with the legitimate government. It also considers who was in control of the area where the violation occurred.

<i>Ser</i>	<i>Date (2016)</i>	<i>Impact location</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Reported origin of EO (where relevant)³⁵⁵</i>	<i>Reported perpetrator³⁵⁶</i>	<i>Remarks</i>
9	28 Sep	Revolution hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Solar panels and water storage unit damaged.
10	26 Oct	Name of hospital withheld to protect sources.	Unknown EO were launched from the hospital yard	Hospital	Confidential annex	See annex 53.
11	1 Nov	Republican hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Storage unit and water tanks that belonged to operations ward damaged (see annex 53).
12	3 Nov	Republican hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Impacted around the cardiac ward (damaged only on the outside)
13	4 Nov	Republican hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	Destroyed windows and damaged cardiac ward.
14	5 Nov	Republican hospital, Ta'izz	Sniping		Unknown.	Sniping in the hospital yard
15	7 Nov	Republican hospital, Ta'izz	1 x EO		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	EO damaged ceiling of cardiac ward.
16	21 Nov	Revolution hospital, Tai'zz	Threats. Disruption of functions		Ibrahim Al Qaisi. Confidential annex	Only the emergency section was operational. Threatened hospital staff. Disrupted a meeting on funding. Hospital stopped functions because of dear of safety of staff. See annex 53.
17	21 Nov	Military hospital, Tai'zz	Multiple EO around the hospital		Likely to be Houthi or Saleh forces based on conflict dynamics.	In early Nov the hospital was retaken by the popular resistance. Previously, it was used by the Houthi/Saleh forces and civilians with renal diseases. The shelling allegedly began after the transfer of the hospital to the popular resistance.

<i>Ser</i>	<i>Date (2016)</i>	<i>Impact location</i>	<i>Violation summary</i>	<i>Reported origin of EO (where relevant)³⁵⁵</i>	<i>Reported perpetrator³⁵⁶</i>	<i>Remarks</i>
18	4 Dec	Revolution hospital, Tai'zz	1 x EO	Al Salal Hill	Likely to be Houthi or Saleh forces	Damaged doctor's accommodation,
19	XX Dec	Confidential annex	Armed men threatens hospital staff unless medical care is provided.		Investigations ongoing	See annex 53.

2. The panel also received information from OHCHR that they recorded 8 attacks on hospitals by Houthi or Saleh forces and 16 air strikes against hospitals in 2016.³⁵⁸

3. The three incidents relating to attacks on hospital staff are included in a confidential annex because of credible threats to the safety of hospital staff. These incidents violate various IHL principles, including those that ensure that medical staff and units are protected from direct attack³⁵⁹ and that the wounded and sick are cared for.³⁶⁰ IHL also prohibits the punishment of a person for performing medical duties compatible with medical ethics.³⁶¹ It is prohibited to compel a person engaged in medical activities to perform acts contrary to medical ethics.³⁶² The abduction and detention of medical staff also violates several principles of IHL and may, depending on the circumstances, amount to hostage taking.³⁶³

B. Potential future threats to hospitals

4. The Panel received information from three hospitals that they have not been provided with operating costs since around July 2016. The Central Bank of Yemen (CBY) issued a notice on 6 November 2016 stating that the salaries of government officials, including medical staff, will be cut by 50% backdated to August 2016.³⁶⁴ The Panel spoke to seven doctors across Yemen in November, who confirmed they still had not received their salaries since August, or had received 50% of their August salary in November. The Panel notes that the lack of resources may have a direct impact on the functioning of hospitals:

(a) On 1 November 2016, the Revolution hospital issued a statement that stated that: 1) it had not received funds allocated in the budget for the 3rd quarter of 2016 from the CBY; 2) it had not received funds for staff salaries for the 4th quarter of 2016; 3) that while the emergency section was supported by MSF, other units had no external funding; and 4) warned that it may be compelled to stop its functions. The hospital has treated approximately 40,000 war injured civilians and wounded fighters since the beginning of the conflict.³⁶⁵

³⁵⁸ Information provided to the Panel on 19 December 2016.

³⁵⁹ Common Article 3 to the Geneva Conventions of 1949, CIHLR 25, 28, 35.

³⁶⁰ Common Article 3 to the Geneva Conventions of 1949, CIHLR 110,111.

³⁶¹ CIHLR 27.

³⁶² CIHLR 27.

³⁶³ Hostage taking is prohibited under IHL CIHLR 96.

³⁶⁴ A copy of the statement issued by the Central Bank is on record with the Panel.

³⁶⁵ Statement with Panel.

(b) On 31 October 2016, the Republican hospital circulated a similar statement on social media, warning of an imminent shut down of the hospital due to 1) lack of funding for hospital and staff; and 2) its inability to receive humanitarian aid because of obstructions posed by armed groups.³⁶⁶

5. The Panel also finds that insufficient levels of funding, worsened by further recent reductions in salaries, have direct consequences for the safety of medical staff, and the treatment received by civilians and hors de combat. For example, the Panel has received information on multiple “disputes” between patients, their caregivers, and staff, because hospitals lack qualified doctors, the necessary medicine and equipment, or other resources to treat all patients to the extent required. These incidents were reported from Ta’izz and Hudaydah. Three of the more serious incidents are highlighted in a confidential annex. All parties should take all necessary measures to ensure that medical workers are protected, and that civilians under their protection have access to basic medical services.

³⁶⁶ Statement with Panel.

Annex 53: Attacks against health workers
(STRICTLY CONFIDENTIAL)

**Annex 54: Obstructions to the delivery and distribution of humanitarian assistance
(STRICTLY CONFIDENTIAL)**

Annex 55: Full list of abbreviations

A/C	Aircraft
AGM	Air to Ground Missile
a.k.a	Also Known As
AK	<i>Avtomatik Kalishnikov</i> (assault rifle)
AMR	Anti Material Rifle
AQ	Al-Qaida
AQAP	Al-Qaida in the Arabian Peninsula
ATGM	Anti-Tank Guided Missiles
ATGW	Anti-Tank Guided Weapon
BLEVE	Boiling Liquid Vapour Explosions
BMP	Best Maritime Practices
BVI	British Virgin Islands
CDE	Collateral Damage Estimate
CIHL	Customary International Humanitarian Law
CMC	Cluster Munition Convention
CMF	Combined Maritime Force
CRC	Convention on the Rights of Children
CTF	Combined Task Force (CMF)
DADP	Di-Acetone Di-Peroxide
DFFC	Directional Focused Fragmentation Charge (IED)
DIO	Defence Industries of Iran
DPRK	Democratic Peoples' Republic of Korea
DShK	<i>Degtyaryova-Shpagina Krupnokaliberny</i> (Heavy Machine Gun (HMG))
DWT	Dead Weight Tonnage (Tonnes)
E	East
ESH	Explosive Storehouses
FAE	Fuel Air Explosion
FFREM	French Frégate Européenne Multi-Mission
F of I	Figure of Insensitiveness
FS	French Ship
GBU	Guidance Bomb Unit
GCC	Gulf Cooperation Council
GDP	Gross Domestic Product
GLC	Global Logistics Cluster
GPC	General People's Congress
GWT	Gross Weight Tonnage
HE	High Explosive
HEAT	High Explosive Anti-Tank
HMAS	Her Majesty's Australian Ship
HMG	Heavy Machine Gun
HMTD	Hexa-Methylene Triperoxide Diamine
HSV	High Speed Vessel
ICRC	International Committee of the Red Cross
IDP	Internally Displaced Person(s)
IED	Improvised Explosive Device
IEDD	Improvised Explosive Device Disposal
IHL	International Humanitarian Law
IMO	International Maritime Organization
ISIL	Islamic State in Iraq and the Levant (<i>Daesh</i>)
ISIS	Islamic State of Iraq and Syria / Islamic State of Iraq and Al-Sham
ISTAR	Intelligence, Surveillance, Targeting and Reconnaissance
KE	Kinetic Energy

km	Kilometre(s)
LLI	Lloyds List Intelligence
LMG	Light Machine Gun
LNG	Liquid Nitrogen Gas
m	Metres
m ³	Cubic Metres
MEKP	Methyl Ethyl Ketone Peroxide
mm	Millimetre(s)
MMPP	Minimal Metal Pressure Pads
MMSI	Maritime Mobile Service Identity
MoU	Memorandum of Understanding
MSN	Manufacturer's Serial Number
MT	Mega-Tonne(s)
MV	Merchant Vessel
N	North
NEC (Q)	Net Explosive Content (Quantity)
NFP	National Focal Point
NGO	Non-Governmental organization
NK	Not Known
OCHA	Office for Coordination of Humanitarian Affairs (UN)
PBIED	Person-Bourne IED ('suicide bomber')
PC	Patrol Craft
PCIED	Projectile Controlled IED
PIR	Passive Infra-Red
PKM	<i>Pulemyot Kalashnikova (Modernised)</i> . (LMG)
RAN	Royal Australian Navy
RCIED	Radio Controlled Improvised Explosive Device
RCL	Recoilless Gun
RDX	Hexogen or Cyclotrimethylenetrinitramine
RGD	<i>Ruchnaya Granata Distantzionnaya</i> (distance hand grenade)
RPG	<i>Ruchnoy Protivotankovyy Granatomyot</i> (shoulder launched anti-tank rocket launcher)
RSADF	Royal Saudi Air Defence Forces
RSAF	Royal Saudi Air Force
SAA	Small Arms Ammunition
SEMG	Somalia and Eritrea Monitoring Group
SGBV	Sexual and Gender-Based Violence
SPM	Ships Protection Measures
SVD	<i>Snayperskaya Vintovka sistem'y Dragunova</i> (sniper rifle)
SVIED	Suicide Vehicle IED
TATP	Tri-Acetone Tri-Peroxide
TBC	To Be Confirmed
TNT	Tri-Nitro Toluene
UAE	United Arab Emirates
UK	United Kingdom
UN	United Nations
UNCT	UN Country Team
UNHCR	UN High Commission for Refugees
UNICEF	United Nations Children's Fund
USD	United States Dollar(s)
USN	United States Navy
USS	United States Ship
UVIED	Under Vehicle Improvised Explosive Device
VOIED	Victim Operated Improvised Explosive Devices
WFP	World Food Programme
WSS	Weapon Storage Sites
YAF	Yemen Armed Forces